

هذا من اجل

La ville de Kwangju
en état d'insurrection
contre le régime
sud-coréen
LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
17 f. ; Canada, 1,10 C\$; Côte d'Ivoire, 200 CFA ;
Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 30 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 120 rls. ;
Italie, 100 L. ; Liban, 200 L. ; Luxembourg, 17 f. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,30 G. ; Portugal,
20 esc. ; Suède, 225 f. ; Suisse, 2,75 fr. ;
Soudan, 1,20 S. ; U.R.S.S., 85 kbs ; Yémen, 27 dr.

Tarif des abonnements page 36

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 3307 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'échec des partisans de l'indépendance du Québec

Une province
« pas comme les autres »

La défaite du premier ministre québécois — dont l'ampleur surprend ceux-là mêmes qui l'avaient prédite — tient surtout au fait qu'un court majoritaire de francophones de la province — sans parler des anglophones dont le refus était attendu — s'est prononcé pour le « non ». Pour toute une génération, venue à la politique dans la fébrilité de l'agitation étudiante et nationaliste de la fin des années 60, et qui s'était reconnue dans le parti québécois et dans son chef, il s'agit de la fin, provisoire en tout cas, d'une espérance.

La question soumise au référendum était pourtant formulée d'une manière suffisamment ambiguë pour recueillir le plus grand nombre d'approbations.

L'échec du parti québécois a provoqué une série de déclarations conciliantes, aussi bien de la part de M. Claude Ryan, le chef du parti libéral québécois, que de M. M. Trudelle et Clark, respectivement premier ministre fédéral et chef de l'opposition conservatrice. De Vancouver à Halifax, tous les hommes politiques canadiens sont si soulagés de voir écarté le risque d'une sécession, qu'ils ont manifesté, dès la publication des résultats, une nette volonté d'apaisement, et se sont montrés prêts à envisager des négociations. En définitive, les inquiétudes et les rancunes des Québécois sont compromises, dès lors qu'elles ne sont plus appuyées par un vote majoritaire et que la Fédération elle-même est sauvée.

Des discours si généreux ne manquent pas d'impressionner. Il n'en demeure pas moins que le référendum de mardi n'a rien réglé : 40,5 % des Québécois refusent le « statu quo » ; on peut admettre que 59,5 % sont disposés à le modifier puisque M. Claude Ryan, principal champion du non, lui donnait cette signification. Mais de quel changement s'agit-il ? Veut-on ramener le fédéralisme canadien dans un sens décentralisateur en cédant certains pouvoirs aux provinces ? Ou bien est-ce un autre pas à reconnaître que le Canada, avant de compter dix provinces, est formé de deux peuples ?

C'est dans la seconde direction qu'il faudrait évidemment s'engager. Qualitativement, les problèmes du Québec n'ont rien à voir avec ceux de la Colombie-Britannique, de l'Alberta ou du Manitoba. Pour les provinces de l'Ouest, la question principale est de trouver un accommodement financier avec le fédéral. Pour le Québec, il s'agit de définir une formule qui permette la cohabitation des deux peuples.

Rien ne prouve que M. Trudelle, qui a eu goût au pouvoir, ne soit prêt à comprendre cette différence, pas plus d'ailleurs que les provinces anglophones. La situation est d'autant plus compliquée que de nouvelles élections provinciales auront lieu dans quelques mois au Québec et peuvent très bien maintenir au pouvoir M. Lévesque. Les Québécois, par un vote sentimentalement capable de voler au secours d'un parti et d'un homme dont ils viennent en majorité de refuser le grand dessein.

La pérennité de la Fédération dépend maintenant de la capacité de l'ensemble de sa population à reconnaître que le Québec n'est pas une province « comme les autres » et à l'accepter. A cet égard, l'entreprise de M. Lévesque aura sans doute, malgré l'échec du 20 mai, contribué à faire progresser cette idée.

UNE NOTE DE M. BÉTEILLE
SUR LE PROJET PEYREFITTE
ET LA RÉPONSE
DU « MONDE »
(Lire pages 13 et 14.)

M. Lévesque met en garde les autorités fédérales contre toute tentation d'exploiter leur victoire

Invités, pour la première fois de leur histoire, à se prononcer sur l'avenir de leur province, les Québécois ont rejeté, à une forte majorité (59,5 %), mardi 20 mai, la « souveraineté-association » (la souveraineté politique assortie d'une association économique avec le reste du Canada) qui leur était proposée par référendum. Il s'agit d'une grave défaite pour le gouvernement de M. René Lévesque qui avait mobilisé toutes ses énergies dans la campagne pour le « oui ». Le gouvernement reste pourtant en place jusqu'aux prochaines

élections provinciales, qui auront lieu à l'automne ou au printemps prochain.

M. Lévesque, s'adressant devant le verdict, a affirmé que la balle était maintenant « dans le camp des fédéralistes ». Il a en même temps mis en garde les autorités fédérales contre toute tentation d'exploiter la situation.

La prochaine étape pourrait être la réunion des dix premiers ministres provinciaux avec le premier ministre fédéral, que M. Trudeau souhaite organiser dès juillet.

De notre correspondant

la demande de l'actuel ministre québécois des affaires intergouvernementales, M. Claude Maréchal.

Un des plus anciens militants indépendantistes, M. Pierre Bourgault, a rendu M. Maréchal responsable de la défaite, émettant qu'il allait y avoir « une nuit des temps couteux au sein du parti ». S'il est vrai que M. Bourgault et ses partisans n'ont jamais accepté de troquer l'indépendance pour la souveraineté-association et ont exprimé leur désaccord sur le libellé de la question (« On ne négocie pas la souveraineté, disent-ils, on la prend »), ils n'en avaient pas moins décidé de jouer la loi et de participer très activement à la campagne référendaire. Leur amertume en est d'autant plus grande. Ils avaient cependant qui se souvient 20 % à 25 % de l'électorat est favorable à une proclamation unilatérale de l'indépendance du Québec, qui serait suivie d'une négociation sur l'association économique avec le Canada. Cette négociation, affirmait-il, « ne peut se faire qu'entre deux États souverains ».

Peur ceux-là, la défaite du 20 mai

Point de vue sur le Tchad

Mort d'un État

par PIERRE MESSMER (*)

An cœur de l'Afrique, le Tchad s'enfonçait dans une anarchie sanglante de plus en plus inquiétante pour ses amis et voisins, qui craignent que les désordres ne s'étendent chez eux.

Les appels du septième sommet franco-africain, réuni récemment à Nice, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, resteront sans écho, les projets de mise en place d'une force inter-africaine pour séparer les combattants et, en cas d'échec, le recours à des « casques bleus » de l'ONU seront impuissants à ramener la

paix aussi longtemps qu'on refusera de tenir compte des réalités. La principale est celle-ci : le Tchad n'a jamais existé comme nation et il a cessé d'exister comme État.

C'est la France qui a créé le Tchad au début du siècle, après la victoire du commandant Lamy sur Rabah, à Kousséri.

(*) Ancien premier ministre, gouverneur général de la France d'outre-mer.

Des étudiants très étrangers

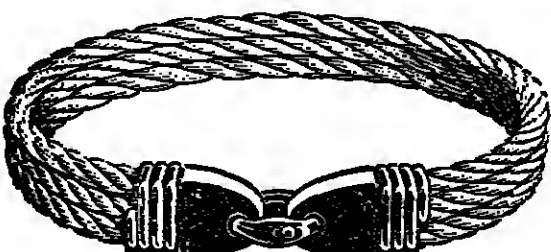
L'agitation universitaire qui perturbe actuellement plusieurs campus français a en son cœur pour point de départ une protestation contre des mesures d'expulsion d'étudiants étrangers et contre l'application de textes qui « durcissent » les conditions de leur inscription en faculté.

Le « mouvement » né à cette occasion dans les universités attire l'attention sur les étrangers qui représentent aujourd'hui un étudiant sur huit.

Lire page 18 le début de l'enquête de ROGER CANS.

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en un bracelet d'or et d'acier.



FRED

Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. : 260.30.65. Le Claridge, 74, Champs-Élysées. Hôtel Le Méridien, Paris. Hôtel Louis, Monte-Carlo. Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly - Beverly Hills, Houston.

Les dissensions occidentales

• M. Muskie s'en prend à la diplomatie de Paris
• M. Schmidt juge positive la rencontre de Varsovie

M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, et M. Olivier Stirn, secrétaire d'État, devaient rendre compte, ce mercredi après-midi 21 mai, à l'Assemblée nationale et au Sénat, des entretiens du président de la République avec M. Brejnev.

Mercure, en début d'après-midi, le gouvernement français n'avait pas fait connaître ses réactions aux critiques de M. Muskie. Le nouveau secrétaire d'État américain, au cours de sa première conférence de presse, a estimé que le sommet franco-soviétique « compliquait » le dialogue entre Moscou et Washington, et il a vivement reproché au ministre français des affaires étrangères de ne pas l'avoir informé du projet de rencontre lors de leur entretien, vendredi dernier, à Vienne.

M. Giscard d'Estaing a reçu, mardi, l'ambassadeur des États-Unis, M. Hartman, qui s'est refusé à toute déclaration.

M. François-Poncet, qui se rendra le 20 mai aux États-Unis pour prononcer une conférence — prévue depuis plusieurs mois — à l'université Wesleyan University, à Hartford (Connecticut), sera la 30 mai à Washington. Le ministre des affaires étrangères informera jeudi les ambassadeurs de la Communauté européenne de la teneur des conversations. Il a rendu visite dès lundi à Bonn au chancelier Schmidt qui a jugé le sommet franco-soviétique de Varsovie « utile et positif ».

Au Parlement, les interventions de M. François-Poncet et Stirn, conformément à une décision de la conférence des présidents de deux commissions des affaires étrangères.

La réponse d'un orateur qui sera, à l'Assemblée, M. Couve de Murville, et au Sénat, M. Lecanuet, l'un et l'autre présidents des deux commissions des affaires étrangères.

(Lire page 3 l'article de notre correspondant à New-York, N. Bernheim.)

« MON ONCLE D'AMÉRIQUE », d'Alain Resnais, à Cannes

La liberté et le mystère de la création

Depuis ses courts métrages comme « Toute la mémoire du monde » et « Nuit et brouillard », depuis ses premiers longs métrages, « Hiroshima mon amour », « L'année dernière à Marienbad » et « Muriel », on a toujours dit d'Alain Resnais qu'il était le cinéaste de la mémoire et de l'oubli. « Non, rectifie-t-il, je suis le cinéaste de la conscience. Souvenirs, fantômes, errances et rapprochements du passé et du présent, il s'agit, de fait, toujours d'images mentales les moins secrètes de la conscience de ses personnages, à certains moments de leur existence filmique. On étendait de lui un nouveau « Providence ». Et voilà que « Mon oncle d'Amérique » s'engage sur

une autre voie. Voilà un film de Resnais où l'on ne sait pas ce qui se passe dans la tête des personnages, même quand ils se présentent ou se racontent. Un film de comportement où le récit de fiction est accompagné d'un discours scientifique du professeur Henri Laborit sur les mécanismes biologiques et physiques du cerveau. Un film où trois existences avancent dans trois narrations parallèles et où se produisent, brusquement, un croisement des destins qui ne dépend pas du hasard romanesque, mais des scénaristes. « Mon oncle d'Amérique » révèle admirablement l'inconscient de Resnais. Il ne parle pas de lui mais du cinéma, aujourd'hui, de cette « écriture » qui a fait l'objet de bien des théories. Avec lui, elle garde sa part de mystère. Elle est une « écriture automatique » de plaisir et d'imprévu. Un imprévu qui va jusqu'à l'interprétation des « créations » de fiction avec Roger-Pierre, curieusement utilisé — pour la première fois — à contre-emploi, Nicolas Garcia, merveilleux miroir d'une femme amoureuse et en même temps comédienne (dans le film), Gérard Depardieu, l'homme de la fureur et de l'autodestruction. A trois jours du palmarès de Cannes, Alain Resnais, cinéaste consacré entre d'autres, se montre le plus novateur de tous.

JACQUES SICIÉRIER.
(Lire page 21 un entretien avec ALAIN RESNAIS.)

AU JOUR LE JOUR

Dans un creux de rocher, doucement à l'abri des regards du froid printanier, les deux quatuor d'afghans venaient écouter les nouvelles internationales sur un vieux transistor : « Tu le rends compte, disait l'un, ils ont pourtant tout fait : d'abord Georges Marchais, puis Jacques Chaban-Delmas sont allés à Moscou, ensuite Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu à Varsovie. Cette fois, on a cru que ça y était, et puis non, voilà que Michel Pinton déclare que ce n'est

LES NERFS À VIF

déjà pas possible, qu'il ne faut pas y aller. » A ce moment, la conversation fut interrompue. Des hélicoptères blindés crachaient le feu dans le ciel, des chars en action sur la route au loin et des jets de mortier : la montagne s'embrasait. Mais entre deux explosions et juste avant la dernière salve, celui qui parlait eut encore le temps de dire : « Décidément, ces malheureux athlètes, là-bas, ils vivent une de ces guerres des nerfs... »

BERNARD CHAPUIS.

Le Monde

idées

D'UNE GUERRE FROIDE A L'AUTRE

Depuis la capitulation du Reich et du Japon, l'Amérique et la Russie, comme l'avait prévu Tocqueville, se disputent l'empire du monde. La « guerre froide » qu'elles se livrent a inspiré aux Etats-Unis deux livres importants, qui viennent d'être publiés en France. Etait-il vraiment impossible, en 1945, de faire la paix ? C'est la question que se pose Daniel Yergin, dont André Fontaine analyse l'ouvrage. La troisième guerre mondiale n'est-elle pas, en fait, commencée ? L'ex-président Richard Nixon en est convaincu, au terme d'une argumentation dont rend compte René Foch. Mais Jacques de Montalais pense qu'il est encore temps de prévenir le danger : pour ce gaulliste, il y a toujours des moyens d'agir.

Riga contre Yalta

par ANDRÉ FONTAINE

DEPUIS plus de trente ans, le monde vit en état de guerre froide, c'est-à-dire de rivalité entre deux super-puissances porteuses chacune d'une recette du bonheur universel, prenant bien soin, par souci d'éviter le suicide collectif, de ne pas en venir directement aux mains, mais se battant, même en période de détente, par tous les autres moyens à leur disposition, jusqu'à se faire la guerre par personnes interposées. Cet affrontement aurait-il pu être évité ? C'est la question que se pose, dans la *Poix saignée*, un jeune universitaire de Harvard, Daniel Yergin, esprit brillant s'il en est. Soutenir qu'il la franchirait serait excessif. Mais l'accès qu'il a pu avoir à toutes sortes de documents restés jusqu'à présent inédits lui permet d'apporter, sur les origines de la guerre froide, des précisions qui aident à comprendre le fatal enchevêtrement dont elle est née. En ces temps où elle rebondit tous azimuts, la lecture de cet ouvrage alerte, riche de portraits et de citations, nourrit, c'est le moins qu'on puisse dire, la réflexion.

politique soviétique. Une question de James Byrnes, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, à Georges Bidault, alors ministre des affaires étrangères, les résume en peu de mots : « La politique russe se base-t-elle sur un désir d'expansion ? » Elles ont l'une et l'autre leurs défenseurs acharnés, même si l'on peut admettre que dans le comportement soviétique, l'obsession de la sécurité, à bien des égards évidente, n'exclut pas nécessairement un certain expansionnisme.

Pourquoi Riga, pourquoi Yalta ? Riga, capitale de la République de Lettonie, était, jusqu'à l'établissement, en 1932, de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., l'avant-poste d'où les diplomates américains observaient le pays des soviets.

Mutatis mutandis, Hongkong devait jouer un rôle analogue, vis-à-vis de la Chine populaire, dans les années 50. Témoins privilégiés des horreurs du stalinisme, liés à de nombreux émigrés, les hommes de Riga, au premier rang desquels George Kennan et Charles Bohlen, croient à l'incompatibilité profonde des deux systèmes, capitalistes et bolcheviques. « Jomax », écrit Kennan, ni alors ni à quelque moment que ce soit après, je n'ai considéré l'Union soviétique comme un allié ou un associé possible pour mon pays. C'est lui qui, dans un rapport, fleuve de 1947, publié sous la signature de X., dans *Foreign Affairs*, imaginera la politique dite de l'endiguement (containment) qui inspirera la « doctrine Truman » la création de l'O.T.A.N. et d'une manière générale, l'ensemble de la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Wilson ou Roosevelt

Yalta, par opposition, c'était la confiance faite aux bonnes intentions de Moscou, le pari sur son conservatisme fondé. Idée rooseveltienne du « consortium des grandes puissances », dont le Conseil de sécurité des Nations unies était l'expression, chargé de faire en sorte que la paix soit maintenue dans le monde. Cette conception, qui aboutissait à laisser les mains libres à l'U.R.S.S. dans l'Europe de l'Est, était, en soi, contradictoire. Mais elle était, comme le montre très bien Yergin, l'idéal wilsonien qui animait alors une Amérique un peu honteuse d'avoir contribué, par son isolationnisme, à l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Cette contradiction se reflète dans l'Organisation des Nations unies : le Conseil est rooseveltien, l'Assemblée générale wilsonienne. Faut-il y voir, comme l'affirme l'auteur, « une des principales causes de la guerre froide » ? On pourrait tout aussi bien invoquer un point qu'il néglige : la rapide abandon de la notion adoptée à Yalta selon laquelle une grande puissance partie dans un conflit ne pouvait faire usage de son droit de veto.

Yalta avait suscité une extraordinaire euphorie, à laquelle Churchill lui-même avait sacrifié. Mais les fruits ne furent pas la promesse des fleurs. Il existait déjà un écart entre l'enthousiasme de l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, notamment à propos de la Pologne, lorsque, en avril 1945, mourut Roosevelt, qui depuis des mois s'était plus qu'une sorte de spectre. Profondément ignorant des affaires mondiales, anticommuniste né, Harry Truman, qui lui succéda, a vite fait de tomber sous l'influence des hommes de Riga. Les des ne sont pas joués cependant. A Potsdam, en juillet, l'accord avec Staline est relativement facile. Mais Eisenhower donne au nouveau président l'illusion qu'il est maître de tout comme de l'univers : Moscou cherche un peu trop visiblement

un accès aux mers chaudes et l'on se dispute à qui mieux mieux sur la question allemande.

Yergin est porté à croire, non sans raison, que Staline était hostile à la division de l'ancien Reich et que ce qui l'intéressait avant tout, en dehors de la mer noire, était de récupérer sur lui le maximum possible de « réparations ». Mais le fait est que les « prétextes » sur sa zone d'occupation et l'émission de monnaie par l'entité soviétique amenèrent rapidement l'Allemagne à partir où, pour que sa population survive, les Américains se voyaient contraints de faire de plus en plus l'appoint. Ils en eurent vite assez. C'est là l'origine de la « bombe », comme de la réforme monétaire occidentale et donc du blocus de Berlin, de la naissance des deux Républiques allemandes, du pacte atlantique et de celui de Varsovie. L'accession de l'U.R.S.S. à la possession d'armes nucléaires et la guerre de Corée devaient faire le reste et amener le monde au seuil de ces « parties au bord du gouffre » dont Dulles s'était fait le spécialiste et dont rien n'assure, à voir ce qui se passe du côté du Golfe, que la liste soit close.

Daniel Yergin a donc raison d'écrire, dans sa conclusion, que nous ne sommes toujours pas sortis de la guerre froide. D'après lui, il n'existe pas de « réponses définitives » aux questions que l'on se pose depuis trente ans sur les intentions soviétiques. A défaut d'un moyen de sortir de cette incertitude, ne pourrait-on au moins chercher celui de sortir de l'insécurité fondamentale qu'elle a engendrée ? L'auteur ne s'aventure pas jusque-là.

★ Daniel Yergin : *La Poix saignée* ; les Origines de la guerre froide et la Division de l'Europe, 1 vol. de 321 p., aux Ed. Balland-France-Adel, avril 1979.

Le diagnostic de Richard Nixon

par RENÉ FOCH (*)

On reconnaît les grands fautes de la politique à leur capacité de rebondissement après les pires défaits, à leur aptitude à susciter et à exprimer les retournements d'une opinion publique.

L'Amérique n'est plus disposée à se laisser bousculer, et voici Richard Nixon, tout Watergate oublié, qui, dans un livre d'une brillante acuité, *La Vieillesse*, nous apporte son point de vue d'homme de pouvoir.

Son diagnostic est fort simple : les Russes ne veulent pas la guerre, ils veulent l'empire du monde. Certains redoutent l'éclatement de la troisième guerre mondiale ? Elle est en cours sous nos yeux et nous sommes en train de la perdre : après l'occupation de l'Europe orientale, après le passage de la Chine au communisme (un communisme autocratique, il est vrai), après Cuba, après la conquête de l'Indochine, voici que les maîtres du Kremlin poussent leur avantage en Afrique, en Amérique centrale et maintenant en Proche-Orient, à proximité de ce qu'il appelle la jugulaire du pétrole.

Si les Soviétiques réussissent à contrôler effectivement le golfe Persique, l'Europe et la Japon seront à leur merci. Fata à ce dernier point, la doctrine Carter, faute de moyens, n'est qu'un canon sans munitions. Guerre totale, car elle se livre sur tous les plans, sauf le nucléaire. Guerre mondiale, car tout ce qui modifie l'équilibre entre les deux superpuissances affecte la paix partout ailleurs.

Or cet équilibre est en voie d'être rompu : au moment de l'affaire de Cuba, l'Amérique avait sur l'Union soviétique une supériorité de 15 à 1, estime l'ancien président.

Soit dit par parenthèse, un tel rapport de forces aide à comprendre l'attitude du général de Gaulle au cours de cette crise, si souvent citée en exemple ces temps-ci.

Cette supériorité a été abandonnée en vertu du principe que l'Améri-

que limitait ses armements, l'adversaire ferait pareil. Erreur monumentale. Dans les conditions actuelles, Nixon le dit tout crûment : « Quel président américain futur résisterait, par exemple, l'assistance de New-York... nous saurait Berlin ? » A vrai dire, nous nous en doutions, mais nous nous prévenions par Nixon après Kissinger. Si l'Amérique ne fait pas un effort décisif pour rétablir sa force militaire, ses alliés vont se détourner d'elle.

C'est ici, sans doute, que Nixon écrit la page la plus grave de son livre : « Si notre manque de volonté aboutit à une modification de l'équilibre en faveur des Soviétiques, alors les nations européennes ainsi que le Japon, la Chine et des pays comme l'Arabie Saoudite auront de bonnes raisons de craindre les Soviétiques et de s'arranger avec eux. Une telle tendance serait notre faute et uniquement la nôtre. »

Actuellement le budget de la défense américaine est de moins de 5% du P.N.B. et de moins de 25% du budget global. On parle d'augmenter le budget militaire de 5%. L'ancien président estime ce chiffre totalement insuffisant pour renverser la tendance et préconise une augmentation de 20%. Au moment de la guerre de Corée, rappelle-t-il, les dépenses militaires correspondaient à 12% du P.N.B. et à 61% du budget !

A ceux qui verraient une contradiction entre cette ligne et celle qui a suivi en signant les accords SALT et en emportant la politique de détente, Nixon répond que, dans son esprit, les SALT n'étaient acceptables que s'ils s'accompagnaient d'un vigoureux effort d'armement : le fusée intercontinentale à rampe de lancement mobile MX sur terre, le sous-marin Trident sur mer et le bombardier B1 en vol. Or, note-t-il, les deux premiers programmes ont été retardés et le troisième annulé.

Quant à la détente, elle ne saurait survivre que s'il y a enlèvement de la supériorité soviétique, par les moyens appropriés.

Responsabilités...

Puissance militaire donc, d'abord et avant tout, et l'Amérique à les moyens de la financer : l'augmentation des dépenses militaires qu'il préconise représente seulement 1% du P.N.B. américain. D'ailleurs, les Occidentaux, Japonais compris, n'ont-ils pas une production plus de quatre fois supérieure à celle de l'Union soviétique ? Ce n'est donc pas une question de moyens, c'est une question de volonté.

Le livre est pourtant écrit avec fermeté et parfois avec des formules heureuses qui surprennent lorsqu'on se rappelle les « Watergate papers ». C'est-à-dire par exemple, dit-il à l'égard : « Partout où un pays est coupé en deux, la partie libre prospère. »

Pour Nixon, tout est ramené au conflit pour la suprématie mondiale. Si les pays du tiers-monde apparaissent, ce ne sont que des pions sur le grand échiquier du monde, à côté des pièces principales. La Chine, dit-il, pourrait devenir une grosse pièce, mais il ne faut pas se faire d'illusions sur la lenteur de son développement. Les entreprises américaines peuvent y contribuer, mais la Chine ne se sentira pas pour autant liée par une interdépendance économique. Ce qui comptera pour les Chinois, c'est la capacité américaine de tenir tête aux Soviétiques. Si celle-ci cesse d'être crédible, ils s'arrangeront avec l'Union soviétique, estime Nixon, rejoignant ainsi une opinion développée dans ces colonnes (1). Aussi l'ancien président, logique avec son analyse d'ensemble, recommande-t-il aux Américains et aux Européens de faire « le nécessaire pour que la Chine acquière les forces armées qui lui permettraient d'assurer sa défense », phrase sibylline qui pourrait se résumer à une assistance technique — même en matière nucléaire ? — aussi bien qu'à des livraisons d'armes proprement dites.

Tout en donnant à chaque problème son éclairage historique, notre auteur est plus tourné vers les batailles à venir que vers celles du passé. Certes, il donne une nouvelle fois sa version de la guerre du Vietnam, gagnée sur le terrain, perdue à Washington. A cette occasion il régle quelques comptes avec « les maîtres et les plus intelligents », cet entourage de Kennedy, responsable de l'engagement américain au Vietnam, ces gens qui croyaient

qu'on gagnait une guerre « comme on installe une usine de montage ».

La presse n'est pas épargnée, qui n'a pas hésité à révéler des secrets d'Etat comme les papiers du Pentagone. Autre bête noire, cette « élite » esclavée des modes, facile à mystifier, imbue d'elle-même et aveugle d'un œil : elle a tendance à voir le mal uniquement vers la droite, pas vers la gauche. Il le rend responsable de la chute de Diem, et pour faire bonne mesure de celle du chah d'Iran et de Somoza. L'idée ne l'effleure pas que les conditions de vie en Iran ou au Nicaragua aient pu jouer un rôle dans leur chute.

Mais les grandes responsabilités, ce sont ces membres du Congrès qui ont refusé aux Sud-Vietnamiens l'aide militaire dont ils avaient besoin pour rester dans le camp de la liberté.

En conflit avec la presse, l'intelligence, le Congrès, Nixon était-il encore un leader démocratique ? La question se pose et le peuple américain l'a tranchée en écartant à la fois l'homme et sa conception impériale de la présidence, en renvoyant l'auteur et en reléguant la robe. Mais par-delà l'aventure personnelle de Richard Nixon ou les faiblesses de ses successeurs, le problème reste posé : les institutions américaines sont-elles adaptées à la phase historique que nous traversons ? Elles ont fait leurs preuves dans la guerre, mais permettent-elles au peuple américain d'assumer, ensemble avec ses alliés, cet effort militaire gigantesque et intenable, à la fois nécessaire et absurde, et étranger aux aspirations de peuples démocratiques ?

Devons-nous, pour rester libres, prendre nos modèles chez l'adversaire, devons-nous opposer notre impérialisme à celui de Moscou ?

A cette question, Nixon répond d'une phrase qui est le clé du livre : « Le leadership mondial exige quelque chose qui, par bien des côtés, est étranger à l'esprit américain. Il exige que l'on fixe des limites à l'indulgence, qu'on use de compromis avec la réalité, qu'on réponde parfois à la duplicité par la duplicité, à la brutalité par la brutalité. » N'est-ce pas là le portrait du peintre par lui-même ? Nixon remarque de Kossyguine que, s'il était né à Chicago, il aurait pu être président d'une grande multinationale. Géogène que si Richard Nixon était né à Kiev, il aurait pu faire carrière au Politburo. Il aurait survécu à toutes les purges.

(*) Ancien fonctionnaire européen.

Il y a toujours des moyens d'agir

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

LA relative faiblesse des Etats-Unis a été brusquement en lumière la détérioration des positions occidentales, et par conséquent l'urgence nécessaire pour les pays libres de s'unir devant un danger qui, à force de se préciser, pourrait devenir dramatique, sans même qu'il y ait pour autant un troisième conflit mondial.

Les déclarations que l'on a entendues à la dernière convention nationale du parti écologiste, le 27 avril, furent assez éloquentes de cet égard. Car lorsque M. Mitterrand précise : « Je suis de ceux qui ne pensent pas l'éponge aux Kaboul ni aux Sakharov », avant de conclure que la France « n'est pas un pays non aligné, elle fait partie d'une alliance », cette constatation fort avec les hésitations de Paris et ses tentatives tentatives d'accommodement.

En effet, l'occupation de l'Afghanistan est moralement tout aussi grave que la prise d'otages de Téhéran. Mais elle l'est bien plus au point de vue géopolitique, en particulier pour l'Europe et le Japon, dont le ravitaillement en pétrole dépend de l'Arabie saoudite. Si bien que toute diminution de la puissance américaine par rapport à celle de l'Union soviétique représente un danger précis et supplémentaire pour le monde libre tout entier. On sait maintenant que l'U.R.S.S. va manquer de gaz et de pétrole d'ici peu. Cela explique peut-être toute une stratégie. Et elle pourrait porter sur le système monétaire international actuel qui mine l'Occident pour le seul profit des intérêts américains : 2) des consultations moins désinvoltes avec ses alliés.

Quels moyens ? D'abord et avant tout, une rigoureuse unité d'action à l'occasion de laquelle devrait être exigé de Washington : 1) le fin du déplorable système monétaire international actuel qui mine l'Occident pour le seul profit des intérêts américains ; 2) des consultations moins désinvoltes avec ses alliés.

Ensuite, lorsque Moscou prend un risque comme celui d'envahir un pays stratégiquement aussi décisif que l'Afghanistan — sans doute parce que Washington était dans une situation difficile en Iran, — il s'agit de lui en faire assumer et unanime à payer la pite en répliquant par des mesures politiques, psychologiques (les Jeux), économiques, technologiques et monétaires (les conditions de crédit), de sorte que les inconvénients finissent par devenir aussi grands que les avantages.

Il faut se souvenir, d'autre part, que les communistes, leurs compagnons de route et d'autres retournent d'admiration pendant plus d'un demi-siècle que les

maîtres de la Russie rouge gouvernaient par le meurtre et le goule. Maintenant que cette vérité est admise par tous à force d'avoir été rendue évidente par Soljenitsyne, jusqu'à que les Occidentaux vont-ils se comporter comme si l'expansionnisme soviétique n'était pas idéologique, messianique, et ne visait pas tout simplement à instaurer le communisme dans le monde entier ? Or ce messianisme constitue, par-dessus le marché, le meilleur moyen pour les hommes du Kremlin de maintenir un régime qui repose essentiellement sur la police, l'armée et sur tous ceux qui en profitent et sur tous ceux qui en ont peur. Mais il est tout de même content, aussi bien sur place que chez ses satellites.

Dès lors, puisque Moscou opère partout sur la misère en préconisant son abusive mais séduisante solution, le marxisme, que les pays libres s'efforcent donc, par tous les moyens imaginables, de convaincre les dictateurs — qui, dans leurs zones d'influence, ont régné des inégalités intolérables — de procéder à des réformes draconiennes et de les aider à le faire. Sinon, le communisme finira par gagner la partie, ne serait-ce que par osmose.

Il s'agit, en outre, d'insister sans cesse par toutes les propagandes possibles, à l'instar d'Amnesty International et des héroïques contestataires russes, sur les droits de l'homme, sans négliger ceux de bien des peuples à l'intérieur même des frontières soviétiques. Les Russes « déstabilisés » avant de parvenir à leurs fins ? Que l'on joue le même jeu en faveur de la liberté et de la justice... ce que la papauté elle-même n'aura guère fait jusqu'à présent.

Il importerait aussi de ne jamais refuser le dialogue afin de ne pas contribuer à déclencher une guerre mondiale. Mieux, si l'on dialogue, à partir de positions fermes et que Moscou s'aperçoit que cette lâcheté sera durable, il n'est pas exclu que des arrangements économiques et militaires puissent être finalement trouvés qui soient admissibles pour tous et par conséquent favorables à tous. Mais de telles actions n'impliquent évidemment pas que la France soit le seul grand pays de l'alliance dont elle fait partie qui demande à payer la pite en répliquant au début du 1^{er} mai à Moscou dans les circonstances actuelles. Et cela bien que M. Gromyko ait été au président de la République française, quelques jours plus tôt, toutes ses illusions au sujet de Kaboul. Car il y a des observations qui ressemblent un peu trop à certains dépit enfantins.

(*) Ancien rédacteur en chef de la Nation.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS

Accessoires Haute-Couture — Produits de beauté

Maroquinerie — Châlières Lacoste — Porcelaine — Cadeaux

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30 - samedi jusqu'à 18 heures

261-71-71

(1) « Le plus court chemin de Pékín à Moscou », par André Fontaine (Le Monde du 24 avril 1980).

★ Richard Nixon : *La Vieillesse*, Ed. Albin Michel, 340 p., environ 55 F.

هذا من اجل

Le Monde

étranger

APRÈS LE SOMMET FRANCO-SOVIÉTIQUE

Le dialogue entre Washington et Moscou se trouve compliqué

déclare le secrétaire d'État américain

De notre correspondante

New-York. — Pour sa première conférence de presse, qui était aussi une sorte de bilan de sa tournée européenne, M. Edmund Muskie s'est montré plus équilibré que ne l'était son prédécesseur, M. Cyrus Vance, mais aussi très critique au sujet de l'initiative française qui a conduit M. Giscard d'Estaing à rencontrer M. Brejnev à Varsovie.

Interrogé dès le début de sa conférence sur cette rencontre, M. Muskie a indiqué qu'elle n'avait eu en rien modifié ses positions personnelles, mais qu'elle ne pouvait manquer de « compliquer le dialogue entre les États-Unis et l'Union soviétique ». Faisant un peu plus tard allusion à l'entretien qu'il avait eu le 16 mai à Vienne avec M. François-Poncet — qui ne lui avait pas soulevé mot des intentions du président de la République — M. Muskie a déclaré avec humour : « Je n'ai pas apprécié qu'on me fasse un sermon sur la nécessité de consulter nos alliés, et que le sermoineur ne pratique apparemment pas ce qu'il prêchait ».

Admettant que « le désir d'indépendance des Français » et la volonté d'user de leurs prérogatives

étaient légitimes, le secrétaire d'État a cependant estimé que « la confiance mutuelle est essentielle à l'unité d'action avec nos alliés ».

En ce qui concerne le boycottage des Jeux olympiques de Moscou, le secrétaire d'État s'est montré relativement modéré. Il a regretté que plusieurs pays aient finalement décidé d'envoyer leurs équipes aux Jeux, mais il a ajouté : « Quarante-cinq pays ont décidé de se conformer à la décision de boycottage. Dans ces conditions, on ne peut plus parler que de compétition sportive, pas de « Jeux olympiques » ».

Sur les relations avec l'U.R.S.S., M. Muskie a indiqué que Washington n'avait pas renoncé à la ratification de l'accord SALT 2, ce sont les Soviétiques, a-t-il dit, qui, par leur intervention en Afghanistan, ont remis en cause cette procédure.

Admettant que ses entretiens avec M. Gromyko n'avaient pas apporté « de grands espoirs », le secrétaire d'État s'est cependant déclaré certain qu'ils avaient été utiles, ne serait-ce que parce qu'ils ont permis d'exposer aux dirigeants soviétiques les objections américaines à la ratification de l'accord SALT 2, et si les Soviétiques sont réellement désireux de réduire les risques de guerre, a déclaré M. Muskie, ils doivent faire l'effort de comprendre nos raisons.

Le département d'État est un homme politique, a-t-il déclaré, et il a ajouté que les ministères des affaires étrangères qui s'y rencontrent ont sans doute eu le sentiment de parler à un collègue. Après vingt-deux ans au Sénat et vingt-trois ans dans les instances dirigeantes de mon État (le Maine), j'ai l'habitude d'expliquer mes prises de position ».

La conférence de presse de M. Muskie a confirmé, malgré les points de vue exprimés, le sentiment des milieux diplomatiques de Washington que les dirigeants américains ont décidé de mettre une sourdine à l'irritation que leur causent les hésitations des alliés devant les sanctions économiques imposées à l'Iran et le boycottage des Jeux olympiques, sans parler des « initiatives » françaises. Le département d'État aurait été sur le point de publier un communiqué indiquant son

désaccord avec la rencontre Giscard d'Estaing-Brejnev, mais les dirigeants américains auraient finalement décidé d'attendre de voir dans quel climat se déroulerait la visite de M. Jean François-Poncet à Washington. On ne cache cependant guère, ici, une certaine satisfaction devant les maigres résultats apparemment obtenus par le chef de l'État français à Varsovie.

M. Muskie paraît l'initiateur de cette politique d'apaisement à l'égard des alliés, jugeant que la prolongation des polémiques ne peut que nuire à la mise au point d'une politique commune à l'égard de l'Iran et de l'Union soviétique. C'est la raison pour laquelle le porte-parole du département d'État a qualifié lundi, à la surprise générale, les décisions prises par les Neuf à Naples de « démonstration ferme, importante et unitaire de solidarité avec nos efforts destinés à obtenir la libération des otages d'Iran ».

NICOLE BERNHEIM.

A L'EXCEPTION DE M. CHABAN-DELMAS

Les députés R.P.R. jugent sévèrement les entretiens de Varsovie

Après l'annonce que M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, ferait, mercredi après-midi 21 mai, une communication à l'Assemblée à laquelle seul M. Courvoisier, président de la commission des affaires étrangères, répondra (au lieu de cette déclaration sera lue par M. Stum, secrétaire d'État), les groupes communistes et socialistes ont demandé, mais en vain, que leurs représentants puissent répondre au ministre (1). M. Mitterrand a également posé une question orale avec débat au premier ministre sur « les conditions dans lesquelles a été préparée et s'est déroulée » la rencontre de Varsovie entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing.

M. Labbé, comme la plupart des députés du bureau du groupe, a jugé ces déclarations : « Couse o été très étrange ». Certains ont estimé que M. Giscard d'Estaing était allé « au-devant des préconceptions des Soviétiques » et M. Kasperlik, député de Paris, a jugé ce geste contraire à « la solidarité occidentale », tandis que d'autres insistent sur l'absence de soutien du pouvoir.

À l'occasion d'un rappel au règlement, mardi, M. Fernand Marin, député communiste du Var, a déclaré : « On nous demande d'écouter le discours de M. Giscard d'Estaing, mais nous ne pouvons pas le faire, car nous ne sommes pas à l'Assemblée ». Ce jugement n'était partagé par aucun autre représentant des autres groupes politiques de l'Assemblée, puisque même à l'U.P.F. seul M. Michel Pinton, député général du mouvement, qui n'est pas député, a approuvé l'initiative de M. Giscard d'Estaing.

An R.P.R., les membres du bureau du groupe réunis mardi matin ont, selon M. Labbé, exprimé une « sévère » quasi unanimité. Seul M. Chaban-Delmas, député R.P.R. de Bordeaux et président de l'Assemblée, a manifesté sa compréhension. Il a déclaré : « J'ai la certitude après mon voyage aux États-Unis et depuis mon retour de Moscou qu'un énorme marchandage se prépare, sinon ce sera la guerre totale. Devons-nous accepter un nouveau fait accompli ? Ou nous devons nous opposer ? C'est ce que je souhaite ».

Les collègues de M. Chaban-Delmas ont compris qu'il approuvait le geste du chef de l'État. Ils ont, en revanche, estimé que M. Courvoisier avait été, à l'Assemblée, très sévère en disant que la réunion de Varsovie était dénuée de « dans une improvisation non justifiée », ajoutant : « On ne sait pas d'où est venue cette idée, on ne sait pas pourquoi ni comment, on n'en a compris ni les raisons ni les résultats. » L'au-

l'impromptu de Varsovie, en accentuant l'incompréhension des gaullistes envers la politique étrangère du président de la République, ajoute aux divergences qui existent en d'autres domaines entre les amis de M. Jacques Chirac et le gouvernement.

A. P.

Pour la « Pravda »

LA RENCONTRE TÉMOIGNE DE LA « PERSÉVÉRANCE » DE L'U.R.S.S.

(De notre correspondant.)

Moscou. — La presse soviétique ne publie aucun communiqué nouveau concernant directement la rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing. Mais un long article d'un des principaux observateurs politiques de la Pravda montre parfaitement, ce mercredi matin, le parti que l'U.R.S.S. entend en tirer. Parlant de la rencontre de Varsovie, le journal du P.C. soviétique affirme en effet : « Les nouvelles ont reçu une nouvelle confirmation du caractère sérieux des responsabilités et de la persévérance de notre pays, qui lutte pour l'instauration en Europe d'un climat de confiance, de compréhension mutuelle, et de coopération ».

Cette déclaration d'autosatisfaction vient à la fin d'un long développement sur le « programme de paix » présenté la semaine dernière par le pacte de Varsovie à leur réunion au sommet. C'est pourquoi l'appréciation de la rencontre entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing vaut plus par le contexte dans lequel elle est évoquée que par ses résultats — ou l'absence de résultats — auxquels la presse soviétique n'a d'ailleurs fait aucune allusion — D. J.

A Strasbourg

Le texte relatif à l'acheminement des matériaux stratégiques est renvoyé en commission

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Un accord entre les présidents de groupe a permis à l'Assemblée européenne de se tenir mardi 20 mai, au Palais de la République, la proposition de résolution de M. d'Ormesson (démocrate-chrétien, France), préconisant la coordination des missions de surveillance organisées par chaque État européen sur les lignes de communications maritimes par lesquelles l'Europe est approvisionnée en pétrole et en matériaux stratégiques.

Les institutions européennes n'ayant pas compétence sur les questions de défense, cette proposition était combattue par les socialistes, les communistes et les gaullistes. M. Estier (socialiste, France), a résumé mardi la position de son groupe en déclarant que la proposition de M. d'Ormesson et de ses collègues démocrates-chrétiens et conservateurs britanniques « dépassait d'une façon scandaleuse les compétences du Parlement européen », et concluait : « une violation caractéristique du traité de Rome ».

Pour empêcher l'adoption de ce texte par la majorité de centre droit de l'Assemblée, les communistes et les socialistes ont eu recours en avril, et encore lundi, à un artifice de procédure qui consistait à demander la qualification du quorum, puis à quitter l'hémicycle afin que ce quorum ne soit pas atteint, ce qui obligeait à reporter le vote à la séance suivante.

Mme Veil, présidente de l'Assemblée, avait réuni mardi les présidents de groupe afin de trou-

ver une solution qui évite la reprise à chaque séance de cette procédure. Mme Cassin, pour le groupe démocrate-chrétien, a fini par se rallier à la position des autres responsables de groupe, qui consistait à provoquer le renvoi de la proposition en commission par le constat que le nombre de représentants présents en séance serait inférieur au tiers de l'effectif de l'Assemblée.

Mme Veil a ouvert la séance de l'après-midi n'ayant pas prévu de présider, devant un hémicycle quasiment vide. Le quorum n'étant pas atteint, la proposition de M. d'Ormesson a été renvoyée pour examen en fond à la commission politique.

Dans les couloirs, M. d'Ormesson se déclarait déçu du fait que sa proposition avait été combattue par des moyens de procédure, et qu'il s'adressait non plus aux institutions européennes, mais directement aux États membres, ce qui, selon lui, aurait permis de réunir une majorité favorable. Les conditions de travail de l'Assemblée européenne ne permettant pas les modifications de dernière minute aux textes présentés, M. d'Ormesson a affirmé qu'il n'avait fait l'objet d'aucune pression duquel d'Orsay pour l'amener à retirer sa proposition.

PATRICK JARREAU.

LA VISITE DE M. FRANÇOIS-PONCET A BONN

M. Schmidt juge le sommet « utile et positif »

De notre correspondant

Bonn. — La visite-éclair du ministre français des affaires étrangères, M. François-Poncet, à Bonn, était sans doute indispensable pour apaiser quelques irritations allemandes.

Pendant près de deux heures, dans la soirée de mardi, M. François-Poncet a donc exposé en détail au chancelier Schmidt et à M. Genscher les résultats de la rencontre franco-soviétique de Varsovie. Les renseignements qui ont filtré dans les milieux officiels suggèrent tout d'abord qu'on ne peut pas conclure, comme la presse allemande l'a fait, que la querelle sur le marché de concertation préalable dont on pouvait, sans raison, se plaindre à Bonn, d'autre part, le chancelier fait savoir à nouveau qu'il considère la visite de M. Giscard d'Estaing à Varsovie comme une contribution « utile et positive » au rétablissement du dialogue entre les deux pays.

Selon un porte-parole officiel, les échanges de mardi soir auraient démontré une fois de plus que les gouvernements de Paris et de Bonn sont en mesure de faire face à la situation présente dans le monde.

Il n'apparaît pas cependant que le ministre français ait pu fournir des indications précises quant à la manière dont les problèmes posés en Afghanistan ou ailleurs pourraient être résolus. L'impression persiste également ici que le président français aurait très peu abordé avec M. Brejnev un problème auquel la R.F.A. attache la plus grande importance : celui des accords de cessez-le-feu entre le régime de Moscou et les forces rebelles du Nord.

Interrogé sur les raisons qui lui avaient fait accepter le poste de chef de la diplomatie américaine et dans quelle mesure il se différencie de son prédécesseur, M. Cyrus Vance, M. Muskie a déclaré : « Je ne vais pas faire de comparaison de personnes », mais, et il s'agit pour le chef du département d'État de la situation présente dans le monde.

pais n'est pas lui-même partie aux décisions de l'OTAN visant à rétablir l'équilibre stratégique sur le théâtre européen.

Si l'on n'éprouve pas un enthousiasme excessif à Bonn pour le projet d'une conférence mondiale, même limitée, comme la souhaite M. Giscard d'Estaing — on ne s'élève pas non plus contre cette idée. Elle aurait tout au moins le mérite d'illustrer un principe essentiel : celui de l'indivisibilité de la détente. Comme cependant une telle rencontre ne saurait avoir lieu avant bien des mois, les dirigeants de Bonn continuent apparemment de considérer qu'une solution de l'affaire algérienne est prioritaire. D'autre part, on croit savoir qu'aux yeux de M. Schmidt et Genscher, la politique de détente en Europe devrait être la conférence de Madrid, qui doit faire suite cet automne aux rencontres d'Helsinki et de Belgrade.

J. W.

M. PONIATOWSKI : empêcher la tension de monter.

M. Poniatowski, ancien ministre d'État, membre du conseil national de l'U.D.P., a déclaré mardi 20 mai au micro de Radio-Montecarlo : « La rencontre de Varsovie constitue un élément d'un processus qui doit empêcher la tension de monter. La situation actuelle ne rappelle pas tant celle de 1933 que celle de 1914. L'analyse entre les deux périodes tient au fait qu'en 1914 les pays étaient liés par un réseau diplomatique d'alliances : l'assassinat de l'archiduc d'Autriche a déclenché un processus automatique de mise en œuvre de ces alliances, qui a conduit à la guerre mondiale. »

Il a affirmé qu'au cours de l'entrevue entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev, « des choses très graves et très essentielles » avaient été dites. À propos du secret ayant entouré la préparation de la rencontre, il a noté : « Rien n'est plus dangereux que la politique de la place publique qui peut déboucher sur l'irréparable. »

M. PLOUCHTCH : la France est peut-être le pays le plus « finlandisé » d'Europe occidentale.

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — MM. Leonid Plouchtch et Victor Fainberg ont tenu mardi 20 mai, au Palais de l'Europe, une conférence de presse organisée par deux représentants de l'Assemblée des Communautés européennes, Mme Maria-Antonietta Macalocchi (parti radical italien), ancien député communiste de Naples, et M. Jerry Fainberg (parti socialiste italien), ancien directeur de la radio tchécoslovaque.

M. Fainberg a critiqué l'acceptation par M. Giscard d'Estaing d'une rencontre avec M. Brejnev à Varsovie. Il a déclaré que, à la différence de celle de Munich qui, en septembre 1938, procédait d'une tentative pour empêcher une agression allemande contre la Tchécoslovaquie, la rencontre de Varsovie « peut opposer comme la confirmation d'une agression déjà accomplie », par les Soviétiques en Afghanistan.

MM. Fainberg et Plouchtch ont eux aussi exprimé leur réprobation de la démarche du chef de l'État français. Le premier, porte-parole des syndicats libres de l'Union soviétique, a déclaré que M. Giscard d'Estaing avait eu tort de se rendre à Varsovie, ce qu'il avait fait, en fait, il ne s'agit pas de Varsovie, mais de la place publique qui peut déboucher sur l'irréparable.

— F. J.

LES CRIMINELS DE PAIX !

La psychiatrie, l'historiographie, la psychologie, la sociologie, la criminologie, la médecine, autant de violences institutionnalisées qui servent à conserver notre système social.

Par Franco et Franca Basaglia, Michel Foucault, Robert Castel, René Lourau, Noam Chomsky, Ronald D. Laing, Erving Goffman, Thomas S. Szasz...

Collection "Perspectives Critiques", dirigée par Roland Jaccard.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

pu

DIPLOMATIE

La Conférence islamique atténue sa condamnation de l'U.R.S.S. par une proposition de solution de la crise afghane

Islamabad. — Rendant compte, mardi 20 mai, des travaux de la Conférence islamique, M. Zahairi, son porte-parole officiel, a indiqué que la commission politique avait adopté un projet de résolution présenté par le Pakistan et qui prévoit la création d'un comité spécial de haut niveau chargé de trouver « les voies et moyens » permettant de parvenir à une solution globale du problème afghan. Ce comité, constitué du président de la Conférence islamique, du secrétaire général de cette organisation et d'un certain nombre de ministres des affaires étrangères — dont ceux d'Iran et du Pakistan — qui restent à désigner, serait habilité à procéder aux consultations nécessaires à cette fin, consultations qui pourraient aboutir à la convocation d'une conférence internationale, sous les auspices des Nations unies ou de toute autre organisation internationale.

Tout en exprimant « sa profonde préoccupation » face à la poursuite de la présence militaire soviétique en Afghanistan, et tout en exprimant de nouveau le retrait « immédiat, total et inconditionnel » de ces troupes, le projet de résolution ainsi adopté marque un recul certain par rapport à la condamnation vigoureuse émise en janvier à l'issue de la session extraordinaire de la Conférence.

Le texte exhorte également tous les pays à respecter la souveraineté, l'intégrité, l'indépendance et le non-alignement de l'Afghanistan avant d'appeler, en conclusion, « tous les gouvernements et tous les peuples à accorder une aide pour soulager les souffrances de la population afghane ». Les conditions énumérées par le projet (retrait des troupes

soviétiques, droit du peuple afghan de décider librement de la forme de son gouvernement et du régime politique, économique et social de son choix, retour des réfugiés afghans dans leur patrie) constituent, aux yeux de la commission, les seules possibilités pour que la paix règne dans la région et qu'y soit éliminée la tension internationale actuelle.

La position de la résistance

La commission a également procédé, mardi, à l'audition du porte-parole de l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, son président, M. Abdoul Rasoul Sayaf, qui a présenté les demandes suivantes :

- Que les nations islamiques rompent leurs relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et instituent un boycottage économique de ce pays jusqu'au retrait du contingent soviétique stationné en Afghanistan ;
- Que soit organisée une campagne d'information en vue de condamner l'intervention soviétique ;
- Que soient suspendues les relations diplomatiques avec l'actuel gouvernement afghan, qui, devant-il préciser un peu plus tard, au cours d'une conférence de presse, « n'est rien d'autre que le gouvernement soviétique » ;
- Que les mouvements combattants afghans soient reconnus comme les seuls représentants légitimes de cette nation par les pays islamiques, puis par les autres États ;
- Que soient ouverts, dans tous les pays islamiques, des bureaux de représentation officielle de l'Alliance ;

De notre envoyé spécial

Qu'une aide économique et financière soit accordée aux réfugiés afghans.

Alors que mardi après-midi le président de l'Alliance avait souhaité que la résistance afghane soit, lors des prochaines conférences islamiques, représentée, en tant que membre à part entière, elle n'est pas sûre d'obtenir le statut d'observateur qu'elle avait demandé pour la présente session. Soutenue par l'Iran, cette demande a, en effet, rencontré l'opposition des pays du Front de la liberté arabe notamment de l'O.L.P. de la Libye et du Yémen du Sud qui auraient mis en garde la commission politique contre les implications d'une telle reconnaissance. « Reconnaître aujourd'hui la résistance afghane, expliquerait ce pays, c'est se voir, demain, obligé de reconnaître les opposants d'autres régimes ».

En fait, précisait un membre de l'Alliance, les combattants afghans ne souhaitent aujourd'hui être reconnus qu'en tant que Front de libération, car nous n'avons pas encore annoncé la constitution d'un gouvernement en exil.

Cette question, précisait-il, est actuellement à l'étude.

L'aide musulmane

La commission politique a, par ailleurs, été informée que les États arabes unis avaient envoyé directement aux réfugiés une importante contribution. Il a été également précisé que le Fonds de solidarité islamique avait, jus-

qu'à présent, versé 500 000 dollars en faveur de ces derniers.

D'autre part, le Secrétariat général de la Conférence a reçu de l'Arabie Saoudite un chèque de 25 millions de dollars en faveur, a indiqué le porte-parole officiel, « des combattants et des réfugiés afghans », somme remise lors d'une souscription populaire organisée dans ce pays. De son côté, la Malaisie a remis trois chèques d'un montant global de 185 000 dollars. Il s'agit d'un don gouvernemental, d'un don populaire et d'un don particulier d'une organisation malaisienne en faveur des réfugiés.

De telles contributions, a rappelé le porte-parole, avaient été sollicitées en janvier dernier par des pays islamiques. Une commission spéciale composée de l'Arabie Saoudite, du Pakistan et de la Gambie a été chargée d'en superviser la distribution aux bénéficiaires.

Moderation sur l'Iran

La commission politique a également adopté un projet de résolution — tous ces textes doivent encore être ratifiés en séance plénière — « équilibré » sur l'Iran. « Équilibré », a expliqué le porte-parole, car, s'il invite le gouvernement de ce pays à trouver une solution rapide au problème des otages américains (problème qui a amené le Secrétaire à critiquer de nouveau l'Iran) et à faire en ce sens des efforts supplémentaires, il demande également aux États-Unis de faciliter la tâche du gouvernement iranien en s'abstenant de toute action qui pourrait compromettre la solution de ce problème. Cette dernière invitation a été ajoutée au

texte par voie d'amendement, les Iraniens s'étant opposés à la rédaction initiale. Le projet n'en condamne pas moins vigoureusement la récente agression américaine, le recours à la force et aux sanctions économiques de la part d'un pays ou d'un groupe de pays. Il exprime également sa désapprobation de l'aide apportée aux États-Unis, lors de son raid, par certains pays de la région.

Inquiet de l'accroissement de la présence militaire et des opérations navales des grandes puissances dans l'océan Indien, le texte demande le retrait de ces forces et condamne la tentative des grandes puissances d'installer de nouvelles bases militaires et d'agrandir les bases existantes dans cette partie du monde.

Un autre projet de résolution, présenté par la Syrie, met en garde contre toute tentative d'installation de bases militaires étrangères (aériennes, aériennes ou terrestres) sur le territoire d'un pays islamique et contre l'octroi de facilités « de toute nature » à des forces étrangères. Là encore, il s'agit d'un texte équilibré dans la mesure où la rédaction initiale ne mentionnait que les bases américaines, alors que la rédaction finale parle de toutes les bases étrangères.

PATRICK FRANCES.

LE DALAI-LAMA ENVISAGERAIT DE SE RENDRE PROCHAINEMENT A PÉKIN ET A LHASSA

New-Delhi (A.F.P.). — Estimant que le dialogue avec les dirigeants chinois était « maintenant possible », le dalaï-lama, chef spirituel des bouddhistes tibétains, a déclaré, mardi 13 mai, à l'agence indienne D.N.I. qu'il envisage de visiter Pékin et Lhassa, capitale du Tibet, à la fin de 1980 ou au début de 1981.

Une mission de cinq envoyés du dalaï-lama séjourne en Chine pour se rendre compte des conditions de vie au Tibet. Le dalaï-lama a précisé qu'il avait obtenu pour la première fois des informations positives à ce sujet. Le chef spirituel a ajouté que « les Chinois adoptaient une attitude plus souple » et que lui-même « ne voulait pas trop les critiquer ». « Alors que la Chine tente de corriger ses fautes du passé, il vaut mieux attendre et voir plutôt que de critiquer », a-t-il dit.

La mission tibétaine qui séjourne en Chine est la deuxième en neuf mois. En septembre, cinq emissaires du dalaï-lama, parmi lesquels son frère aîné, le Lobsang Samten, avaient fait un voyage de plus de trois mois au Tibet afin d'acquiescer sur la situation politico-religieuse non seulement dans cette province, mais également dans les régions voisines du Sichuan et du Qinghai. Il s'agissait du premier contact entre les autorités de Pékin et le gouvernement en exil du dalaï-lama, installé en Inde depuis la fuite du chef spirituel en Inde à la suite des troupes de 1959 au Tibet.

(Publié)
"AOUT en ISRAËL"
 14 jour KIBOUTZ en Galilée
 14 jours EXCURSIONS : CONNAÎTRE ISRAËL... et les plages de la Mer Rouge.
 JEUNES à partir de 19 ans.
 Organisé par le C.E.M.S. MARSEILLE.
 TOUTS COÛTS : 1.500 F + inscription.
 Autres programmes pour 16-18 ans.
 Informations :
 17, rue de la Victoire, 75009 PARIS
 Tél. : 281-24-71 et 678-83-06.

De quelles aides bénéficient les entreprises qui se desservent en Villes Nouvelles ?
REPONSE AU COLLOQUE DE L'IMPLANTATION EN ÎLE DE FRANCE LE MERCREDI 4 JUIN A CERGY
 VOIR PAGE 27

Les sanctions des Neuf contre l'Iran

L'étrange « solidarité » britannique

« Un autre échec pour M. Carter », titre ce mercredi matin 21 mai sur cinq colonnes l'International Herald Tribune, journal américain de Paris, qui lui donne le pas sur les retombées du sommet franco-soviétique et le réprimande de M. Muskie à M. Glazard d'Estaling.

Pour une fois, le responsable n'est pas la France, si souvent dénoncée dans tout l'Occident et notamment outre-Manche ces jours-ci comme un partenaire inopportuniste, mais l'échec est le plus sage de la classe britannique : la Grande-Bretagne de Mme Thatcher, modèle de solidarité avec les États-Unis, à l'en croire — sauf, tout de même, quand ses intérêts sont en jeu... A cette réserve-là, n'importe qui peut s'affirmer solidaire à bon marché.

Dimanche à Naples, l'Europe des Neuf décidait, non sans peine, de prendre des sanctions contre l'Iran. Voilà plus de six mois qu'une cinquantaine de diplomates américains sont retenus en otage à Téhéran. Sans doute M. Carter a-t-il beaucoup réfléchi, mais il n'a pu prendre des sanctions et à demander aux alliés des États-Unis d'en faire autant. Le 22 avril, l'Europe des Neuf (à laquelle les pays occidentaux, dont le Japon, ont promis d'adhérer), tout en poursuivant ses efforts pour une solution politique, donne son accord : interdiction immédiate de nouveaux contrats avec l'Iran. Et rendez-vous est fixé pour décider le 27 mai du sort des contrats en cours. Dimanche dernier, à Naples, décision est prise de suspendre l'exécution des contrats conclus depuis le 4 novembre, date de la capture des otages. C'est logique.

Mais c'était compter sans la Chambre des communes, dont la législation, on l'oublie trop sur le continent, prévaut sur les accords des Neuf. Toute décision communautaire est ainsi trappée de précarité en Grande-Bretagne. Or, à peine lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, est-il rentré de Naples, que les députés britanniques s'enlèvent, une bonne partie de la majorité conservatrice rejoignant l'opposition travailliste. Les exportations britanniques vers l'Iran sont, en effet, en plein essor. Elles ont beaucoup plus que doublé depuis la prise d'otages. Il n'est donc pas question de suspendre les contrats en cours. Mme Thatcher, qui avait été la première à réclamer des sanctions, réunit en catastrophe un conseil de cabinet et s'écroule. Un débat de trois heures est organisé pour mardi (le Monde du 21 mai). Une demi-heure suffira. Pour les Britanniques, les sanctions ne seront pas rétroactives et tous les contrats avec l'Iran seront exécutés. C'est la plus rapide volte-face de l'histoire politique récente », écrit le Times.

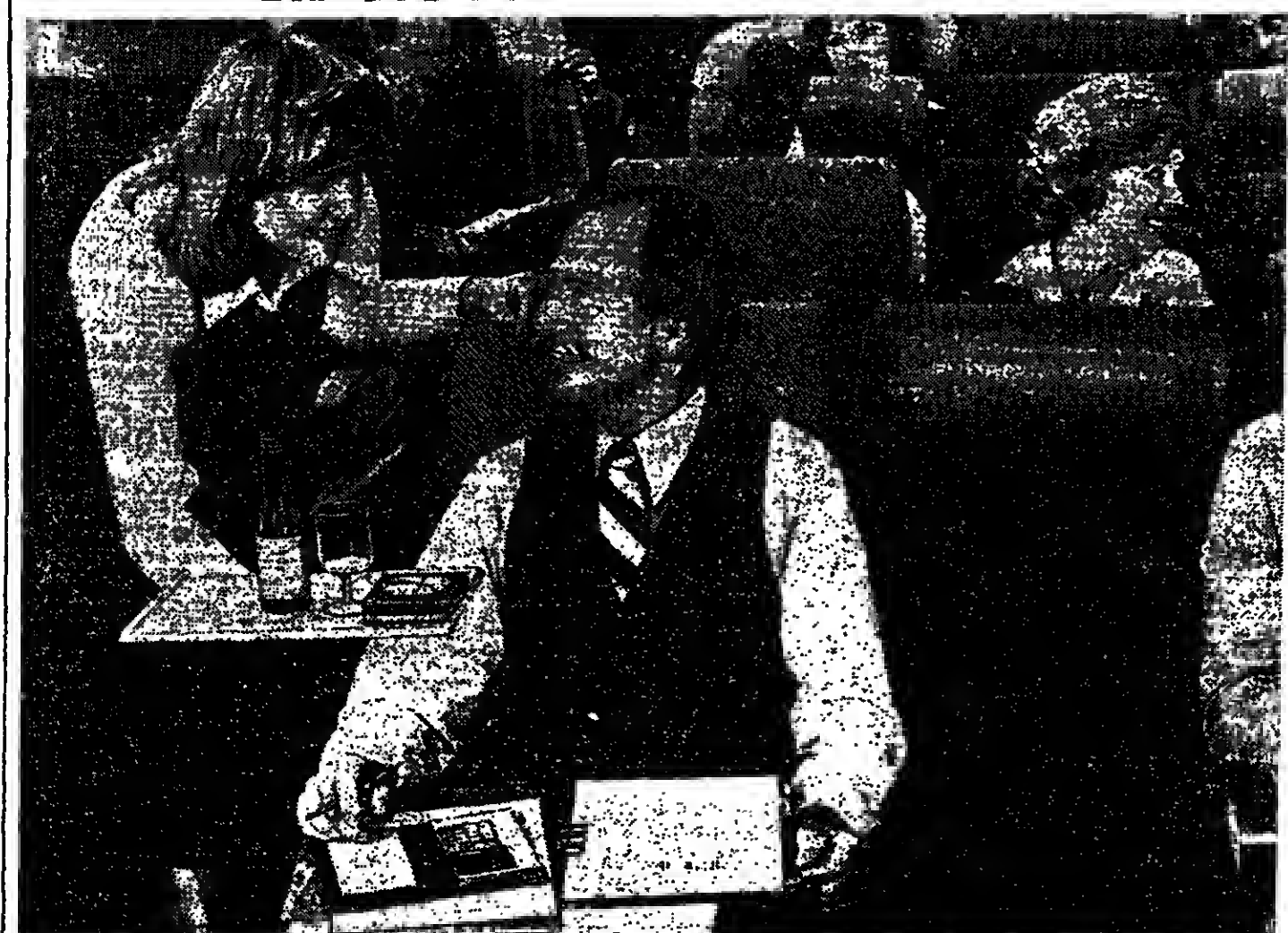
Que reste-t-il de la décision de Naples ? Presque rien. Juridiquement, elle est caduque. Les experts des Neuf se réunissent ce mercredi à Bruxelles pour en discuter. L'Allemagne fédérale a fait savoir qu'elle appliquerait les sanctions de son propre chef, mais il n'est pas certain que les autres partenaires de la Grande-Bretagne en fassent autant. A Paris, le conseil des ministres du 21 mai a confirmé la décision de Naples.

La solidarité occidentale est en tout cas fort mal en point. En même temps que la Grande-Bretagne reprend sa parole, le Japon semble revenir sur sa renonciation — conforme à une autre décision des Neuf prise le 22 avril — de ne plus acheter de pétrole iranien au-dessus des prix de l'OPEP. Mais la France, qui « court-circuite » allégrement ses alliés et ses partenaires dans ses relations avec Moscou, est-elle en position de donner des leçons aux Britanniques ?

A la lecture de ce qui se dit et s'écrit outre-Manche à propos du sommet de Varsovie, elle peut en tout cas réclamer un peu de pudeur.

MAURICE DELARUE.

TWA vous offre un nouveau confort: la Classe Ambassador.



Pour vos voyages d'affaires transatlantiques.

La Classe Ambassador™, c'est certainement la meilleure façon de vous rendre aux USA. Elle est faite pour vous. Les boissons sont gratuites. Gratuits aussi les écouteurs pour film et musique. Le service est attentionné : choix préférentiel de menus, apéritif, vaisselle de porcelaine et serviettes en tissu. Sans compter les égards particuliers, articles de toilette et chaussons de voyage. La Classe Ambassador occupe une section spéciale de l'avion et, autant que

possible, le fauteuil voisin du vôtre restera inoccupé. La Classe Ambassador est disponible sur tous les gros porteurs TWA, 747 et Tristar. Nous n'en avons pas d'autres, tant ils sont appréciés des passagers. Si vos affaires, ou votre bon plaisir, vous appellent aux USA, demandez à votre agent de voyage de vous réserver la Classe Ambassador TWA. Vous n'en voudrez plus d'autre.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

Prétes n'est plus

Plus de trente ans d'existence, le journal "Prétes" a été fondé par un groupe de journalistes et d'écrivains. Il a toujours été un journal d'opinion, de débats, de critiques. Il a toujours été un journal qui ne craint pas de s'attaquer aux puissances. Il a toujours été un journal qui a su trouver sa place dans le paysage médiatique français.

Plus de trente ans d'existence

Le journal "Prétes" a été fondé en 1947 par un groupe de journalistes et d'écrivains. Il a toujours été un journal d'opinion, de débats, de critiques. Il a toujours été un journal qui ne craint pas de s'attaquer aux puissances. Il a toujours été un journal qui a su trouver sa place dans le paysage médiatique français.

États-Unis

VICTOIRE ATTENDUE DANS UNE PRIMAIRE

Les élections primaires de mai ont été une victoire pour le candidat démocrate. Les résultats ont été très encourageants pour le parti démocrate, qui a obtenu la majorité des voix dans la plupart des États. Cela donne une image optimiste de l'avenir du parti démocrate.

LANGUE ARABE

Le Centre de la langue arabe a organisé une conférence sur la langue arabe. La conférence a été très intéressante et a permis de discuter de nombreux aspects de la langue arabe.

Samantaine

Samantaine est une marque de vêtements de haute qualité. Les vêtements Samantaine sont conçus pour durer et pour vous faire sentir à l'aise.

Baga

Baga est une marque de chaussures de haute qualité. Les chaussures Baga sont conçues pour être confortables et durables.

de 1ère

de 1ère est une marque de vêtements de haute qualité. Les vêtements de 1ère sont conçus pour être élégants et confortables.

Boutique Innovante

Boutique Innovante est une boutique de vêtements de haute qualité. Les vêtements de Boutique Innovante sont conçus pour être à la mode et confortables.

Coordonné valise toile polyester

Coordonné valise toile polyester est une valise de haute qualité. La valise est conçue pour être durable et pratique.

269 f.

269 f. est le prix de la valise. La valise est disponible dans toutes les boutiques de chaussures.

Le sac assorti

Le sac assorti est un sac de haute qualité. Le sac est conçu pour être pratique et élégant.

هذا من اصل

AMÉRIQUES

Brésil

M. Prestes n'est plus secrétaire général du parti communiste

Rio-de-Janeiro (A.P.P.). — M. Luis Carlos Prestes, qui dirigeait le parti communiste brésilien depuis trente-sept ans, a été écarté de ses fonctions de secrétaire général du parti, a indiqué, le mardi 20 mai, à Rio-de-Janeiro, M. José Salles, membre du comité central du P.C.B. Il a été remplacé par M. Cláudio Dias, qui est âgé de soixante-sept ans.

Selon M. Salles, cette décision a été prise au cours d'une réunion du comité central, qui, prenant acte du fait que M. Prestes n'avait pas répondu aux trois dernières convocations l'invitant à se rendre aux réunions du comité, a déclaré vacant le secrétariat général, et procédé immédiatement à l'élection d'un nouveau titulaire. M. Prestes demeure

membre du comité central, a précisé M. Salles. Les membres du comité, a-t-il ajouté, restent ouverts à toute discussion avec M. Prestes en vue de résoudre les divergences.

Avant même le retour d'exil des dirigeants communistes brésiliens, en septembre 1979, un conflit opposait M. Prestes, attaché à la ligne « dure », « orthodoxe » du parti, aux partisans d'une attitude plus souple. Les modérés préconisaient une large alliance des forces démocratiques étendue aux secteurs bourgeois intéressés à la démocratisation du régime. Ils souhaitaient la réunion d'un septième congrès, bien que le parti soit encore illégal. M. Prestes est hostile à une telle stratégie.

La crise a atteint le point de rupture le 1^{er} avril dernier avec la publication par M. Prestes d'une « lettre aux communistes » dans laquelle le vieux dirigeant appelait les militants à se rebeller contre « les méthodes arbitraires et despotiques de la direction du parti », qu'il accusait de transiger avec le régime.

Plus de trente ans de clandestinité...

M. Luis Carlos Prestes, qui est âgé de quatre-vingt-deux ans, était secrétaire général du P.C.B. depuis 1943. Il est l'un des plus prestigieux leaders communistes de l'Amérique latine. Le romancier brésilien Jorge Amado lui a consacré jadis un ouvrage : le Chevalier de l'espérance. Cette dénomination flatteuse lui vient de l'époque 1924-1927, durant laquelle, à la tête d'une « colonne » de dix mille hommes, il parcourut 30 000 kilomètres à travers le Brésil pour tenter de soulever le pays, après l'échec d'une première insurrection militaire en 1924.

Cet officier, fils d'officier, qui a découvert le marxisme durant sa « longue marche », entra, peu après son épousée, au P.C.B., fondé en 1922. Au début des années 30, il fit un premier séjour de deux ans en Union soviétique. Rentré clandestinement au Brésil en 1933, il est l'élément moteur de l'Alliance nationale libératrice, un front populaire qui, le 24 novembre, déclenche une insurrection contre le gouvernement de Getúlio Vargas. M. Prestes est arrêté peu après. Il demeure détenu durant neuf années. C'est durant sa captivité qu'il est nommé secrétaire général du P.C.B. En 1945, il est libéré, à la faveur de la vague démocratique qui soulève l'Amérique latine, à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le P.C.B. connaît alors ses « vagues » successives de via publique au grand jour. Dès 1947, il est à nouveau interdit (il le demeure aujourd'hui), et M. Prestes reprend sa vie clandestine, qui aura duré plus de trente années.

Il s'oppose, au début des années 60, à la lutte armée, mise à l'honneur par le triomphe de M. Fidel Castro à Cuba, en 1959. « Une révolution violente couperait les communistes de la masse », déclare-t-il lors d'un séjour à La Havane.

Le coup d'État militaire de 1964 amène la poussée, au sein du parti, d'éléments plus jeunes, plus radicaux, et moins influencés par Moscou.

M. Prestes lui-même est sérieusement contesté, et une scission se produit. En 1971, alors que le Brésil vit une des pires périodes de répression de son histoire, M. Prestes quitte le Brésil, pour se rendre une nouvelle fois en Union soviétique. Il y vit jusqu'en 1978, date de son retour, au grand jour, au Brésil. M. Prestes s'oppose aussitôt à une ligne « libérale », qui s'exprime au sein du comité central désigné après le dernier congrès du parti, en 1967. M. Prestes accuse ses camarades de « capitulation », tandis que ceux-ci lui reprochent de surestimer la force du mouvement populaire. — J.-P. C.

États-Unis

VICTOIRE INATTENDUE DE M. BUSH DANS UNE PRIMAIRE AU MICHIGAN

Deux élections primaires ont eu lieu le mardi 20 mai, l'une dans l'Oregon, l'autre — réservée aux seuls républicains — dans le Michigan. Dans ce dernier État, l'inattendue victoire de M. Bush, qui, avec 63 % des voix, et à deux contre un dans les faubourgs de Detroit, de-

france largement M. Reagan, prit celui-ci des délégués qui lui avaient permis d'atteindre des maintenaient le seuil des deux cent quatre-vingt-dix-huit délégués nécessaires à l'investiture de son parti à la convention de juillet. Il est probable cependant qu'il le franchira mardi prochain au plus tard, à l'occasion des consultations qui se tiendront dans le Kentucky, l'Idaho et le Nevada. En revanche, dans l'Oregon, M. Reagan emporta 57 % des voix contre 33 % à son adversaire. Toujours dans l'Oregon, M. Carter arrive en tête devant le sénateur Kennedy. Le président obtient 59 % des suffrages contre 32 % à son rival, et vingt-six délégués contre treize à M. Kennedy. Selon les derniers pointages, M. Carter devrait attendre les primaires du 3 juin (Californie, Ohio, New-Jersey) pour être assuré de la majorité des délégués, qui se réunissent en août, à New-York, pour choisir le candidat démocrate à la Maison Blanche.

LANGUE ARABE

tous niveaux

"Du Golfe à l'Océan"
au C.R.E.A. France

Sessions intensives
du 1^{er} Juillet au 29 Juillet 1980
et du 1^{er} Septembre au
26 Septembre 1980.

293.43.00

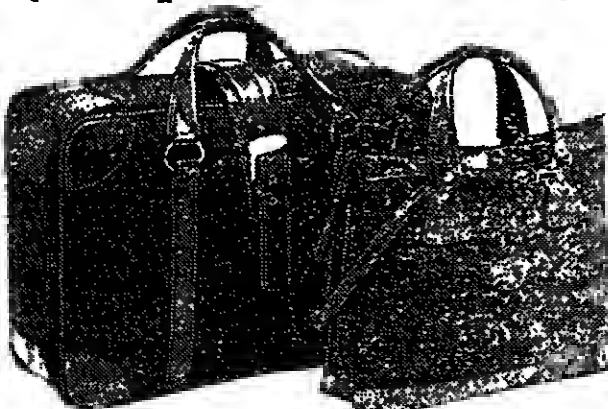
Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. 261.57.25

Samaritaine de Luxe

Bagages de 1^{ère} classe.

(Boutique Innovation-1^{er} étage)



Coordonné valise toile polyester texturé,
coloris bordeaux, 55 cm
269 f.

Le sac assorti
149 f.

INNOVATION

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements
vous seront communiqués
24 heures sur 24 au numéro
TEL : 19.32.31/31.27-54

GENERAL DIAMONDS
PRINXANSTR 92 ANVERS

LAUSANNE
PALACE

Pour vos affaires,
pour votre plaisir,
un havre de paix
situé au cœur de la ville.

Simple de FF 275 à 375
Double de FF 375 à 500

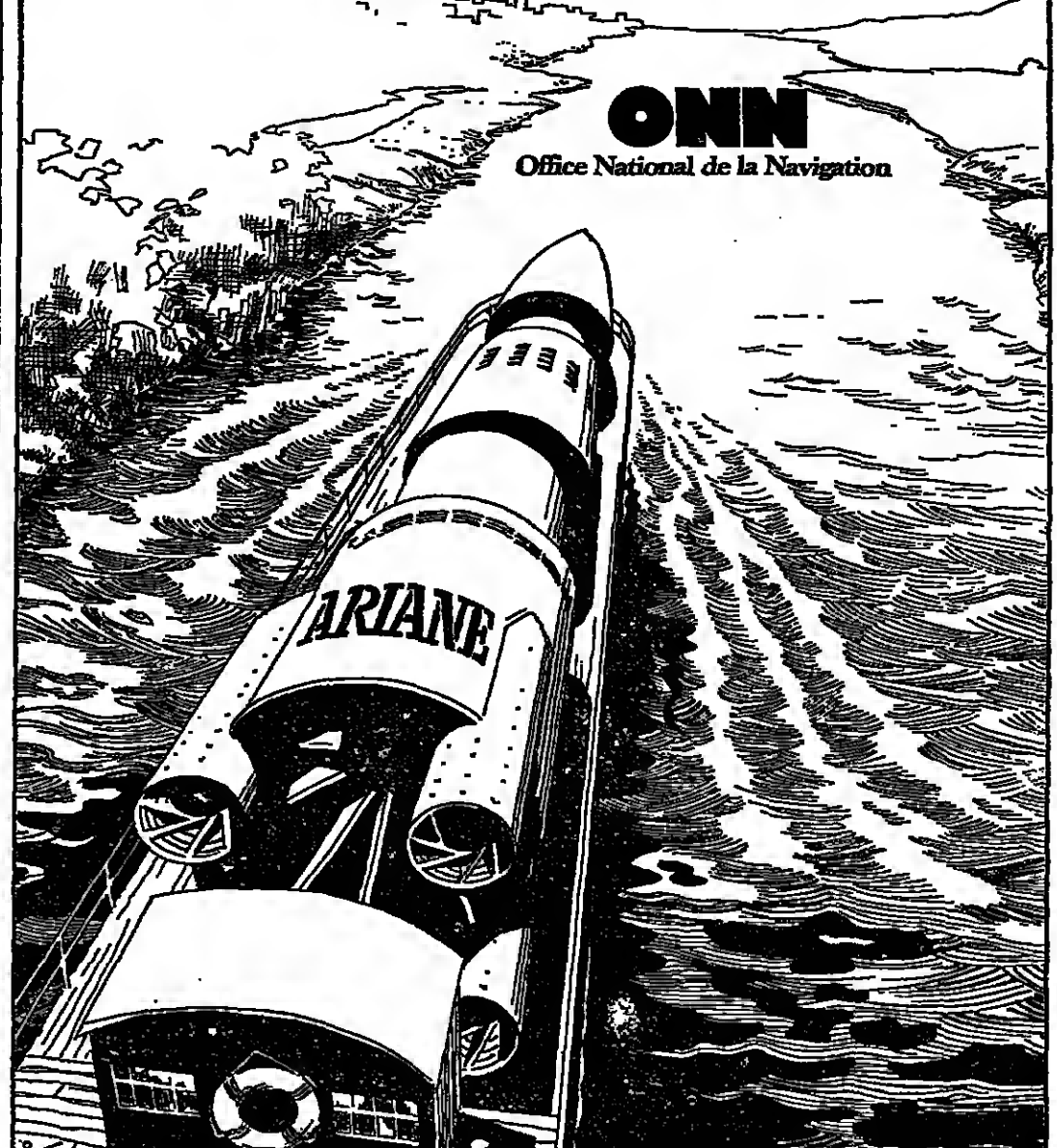
Petit déjeuner,
service et taxes compris.
100 LAUSANNE (Suisse).
TEL. 1941/21/20 37 11 - 1941/37.11.

Des céréales... à l'usine "clés en main",
de la voiture à la fusée,
le transport fluvial s'ouvre à tous les produits.

Même la technologie la plus avancée
fait appel au mode de transport le plus traditionnel.

ONN

Office National de la Navigation



Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable.

Nom _____ Prénom _____ Société _____
Secteur _____ Fonction _____ Téléphone _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 550.32.24.

NOS PRIX VACANCES AIR FRANCE

AIR FRANCE-VACANCES*

DES PRIX CHARTERS SUR VOLS RÉGULIERS.

Ces bas tarifs s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié.

CORSE	A.R. 780 F	ATHÈNES	A.R. 1300 F
NICE	A.R. 680 F	LONDRES	A.R. 450 F
GUADELOUPE	A.R. 2670 F	TEL AVIV	A.R. 1900 F
MARTINIQUE	A.R. 2670 F	PALMA	A.R. 790 F
GUYANE	A.R. 3380 F	NEW YORK	A.R. 2250 F
RÉUNION	A.R. 4140 F	MONTRÉAL	A.R. 2250 F

TARIFS VISITE :

DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.

Ces tarifs réduits sont valables sur des vols réguliers Air France avec le service normal de la classe Économique.

AMSTERDAM	A.R. 565 F	ROTTERDAM	A.R. 565 F
BRUXELLES	A.R. 470 F	STOCKHOLM	A.R. 1980 F
COPENHAGUE	A.R. 1435 F	VIENNE	A.R. 1390 F
GENÈVE	A.R. 715 F	ZÜRICH	A.R. 795 F
GÖTEBORG	A.R. 1755 F	DELHI	A.R. 3995 F
HELSINKI	A.R. 2335 F	BOMBAY	A.R. 3995 F
MANCHESTER	A.R. 1130 F	BANGKOK	A.R. 4250 F
OSLO	A.R. 1820 F	LIMA*	A.R. 3850 F

Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de l'ensemble de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.

* Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières.

ASIE

Corée du Sud

Les émeutes auraient fait une centaine de morts à Kwangju

Les émeutes qui se déroulent depuis trois jours en Corée du Sud auraient déjà fait une centaine de morts. Dans cette situation extrêmement tendue, le président Choi a demandé mercredi 21 mai à M. Park Choon-Hoon de former le nouveau gouvernement. M. Park est un ancien général, qui fut ministre du plan de 1967 à 1969.

De notre envoyé spécial

Kwangju. — Trois jours après l'imposition de la loi martiale, une véritable insurrection était en cours, mercredi 21 mai, dans la ville de Kwangju, dans le sud-ouest de la Corée du Sud, où, depuis le milieu de la nuit, les manifestants contournent la cité après des combats extrêmement meurtriers avec l'armée.

Des milliers de personnes — trente à cinquante mille selon certaines sources, cent mille, voire davantage selon d'autres — sillonnent la ville sur des camions militaires, dans des jeeps ou sur des engins blindés pris à l'armée avec leurs mitrailleuses en position et sur lesquels flottent des drapeaux sud-coréens. La foule crie : « A mort Choi ! » — le général Choi Tae-hwa, chef des services de renseignements civils et militaires — « Libérez Kim Dae-jung ! » et « Grâce pour Kim Dae-jung ! ».

M. Kim Dae-jung est l'opposant le plus célèbre du pays. Récemment libéré de prison, il a été de

nouveau arrêté samedi avec vingt-cinq autres personnes, sous l'accusation d'avoir fomenté les émeutes pour s'emparer du pouvoir. M. Kim Dae-jung, ancien chef de la C.I.A. coréenne, est l'homme qui assassina, le 26 octobre, le général Park et dont la condamnation à mort vient d'être confirmée par la Cour suprême.

La plupart des manifestants sont armés de bâtons et de pierres ou de cocktails Molotov. Beaucoup d'entre eux ont des fusils automatiques. Sur une distance de 20 kilomètres en direction du sud, on croise des camions militaires remplis d'hommes, souvent très jeunes, que les manifestants sont allés chercher dans les villages proches de la ville.

Dans Kwangju, en état de siège, des barricades, des carcasses de voitures carbonisées se dressent dans les rues. Une forte odeur de gaz flotte sur la ville. Les militaires, environ une division, sont retranchés autour de la mairie et sur le campus universitaire. Des rafales et des coups de feu retentissent régulièrement. La police n'est plus visible dans les rues de la cité.

A l'hôpital que nous avons visité, les salles d'urgence sont insuffisantes pour recevoir tous les blessés, dont certains sont cruellement meurtris, selon les médecins. A 1 heure de l'après-midi, mardi, le personnel médical avait dénombré treize morts dans cet hôpital. Beaucoup d'autres victimes ont été vues en divers endroits de la ville. Selon les manifestants, le nombre des morts s'élèverait à une centaine. Nous avons vu quelques soixante-dix personnes grièvement blessées, la plupart par balles.

La ville est coupée de l'extérieur. Les communications téléphoniques sont interrompues et les routes barrées par des camions mis en place par les insurgés. Des hélicoptères survolent les lieux, envoyant des tracts qui demandent à la population de cesser les combats. Selon des sources, il y aurait déjà eu dix morts du côté de l'armée.

Les quatre stations de radio et de télévision ont été incendiées au cours de la nuit. Le Centre catholique, ainsi que le bureau des impôts, ont été également la proie des flammes.

Rien ne laisse présager un retour à l'ordre rapide, d'autant moins que la population nourrit désormais une véritable haine contre l'armée. Selon de jeunes manifestants, les militaires auraient tué, dimanche, pendu des centaines d'étudiants, filles et garçons, par les pieds dans le parc de la ville. Des scènes d'une violence inouïe se seraient déroulées entre l'armée et les étudiants. On s'attend à l'intervention massive de l'armée dans la soirée. Celle-ci pourrait être particulièrement meurtrière étant donné que la population est désormais armée.

PHILIPPE PONS.

Bangladesh

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE (pro-soviétique), M. Mohammad Farhad, qui est emprisonné pour sédition depuis le 15 mai, a été libéré par un tribunal spécial à l'annonce mardi 20 mai la police. M. Farhad avait déclaré qu'il approuvait l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et menaçait de déclencher une révolution de style afghan au Bangladesh, lors d'une réunion publique. — (A.F.P.)

Du 27 au 31 mai 1980 de 11 h à 20 h

LA KERMESSE GEANTE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Centre des Expositions de Montreuil
Métro : Mairie de Montreuil Entrée libre

AFRIQUE

Zaïre

AMNESTY INTERNATIONAL FAIT ÉTAT DE CENTAINES D'ARRESTATIONS ARBITRAIRES ET DE SÉVICES SUR DES DÉTENUÉS POLITIQUES

Amnesty International a publié le mardi 20 mai, à Londres, un rapport sur les violations des droits de l'homme au Zaïre. Selon l'organisation humanitaire, des centaines de personnes ont été arbitrairement arrêtées et détenues indéfiniment dans des camps éloignés dans la jungle, où beaucoup d'entre elles meurent de tortures, de faim, ou sont exécutées sommairement.

L'organisation donne des détails sur des exécutions de groupe alors qu'une partie d'elles était en route pour des raisons de « pure suspicion politique ou pour leur appartenance à des groupes religieux interdits ».

Des Zaïrois sont en outre arrêtés pour ne pas avoir pu racheter leurs papiers d'identité aux fonctionnaires qui les conduisent. L'organisation ajoute que le gouvernement du Zaïre ne respecte pas les droits de l'homme au cours des derniers mois. Ainsi, « des officiels ont été punis pour avoir maltraité des prisonniers ».

Le président souligne l'organisation, a décrété l'amnistie des prisonniers politiques et des Zaïrois vivant en exil. Néanmoins, ajoute Amnesty, le grand nombre de ces derniers ont été arrêtés dès leur retour et certains d'entre eux exécutés.

Selon l'organisation, le Zaïre a arrêté, ainsi que les étudiants politiques sur une population présumée d'environ treize mille personnes.

République Sud-Africaine

LA GRÈVE DES ÉLÈVES MÉTIS ET INDIENS A PRIS FIN

De notre correspondante

Johannesburg. — Petit à petit, les élèves métis et indiens sud-africains qui avaient commencé il y a plus d'un mois un boycott de leurs cours pour protester contre la discrimination raciale dans l'enseignement sont rentrés en classe. Actuellement, seuls quelques élèves noirs, près du Cap et de Durban, ainsi que les étudiants de l'université de Fort-Hare, en grève par solidarité, refusent de reprendre les cours.

A Kwa-Mashu, près de Durban, les événements ont pris une tournure tragique lorsqu'un jeune Africain a été tué dimanche, par la police au cours d'une manifestation. Une nouvelle marche a été organisée lundi pour protester contre l'attitude du chef Gatsha Buthelezi, ministre principal du bantoustan KwaZulu, qui a ordonné aux lycées de reprendre les cours. D'autre part, le doyen de Fort-Hare a décidé lundi, de

REÇU PAR LE PRÉSIDENT CHADLI M. Chinnoud a voulu briser le « monopole » des visites de dirigeants de l'opposition française

De notre correspondant

Alger. — Briser le « monopole » de fait établi par les partis français d'opposition, et particulièrement le P.C.F. en ce qui concerne les rapports avec le F.L.N., nouer des relations au niveau parlementaire entre le parti unique algérien et l'U.D.F., « tel groupe de la majorité présidentielle qui soutienne pleinement l'action de M. Giscard d'Estaing, et notamment sa politique algérienne », tels étaient les objectifs essentiels de M. Roger Chinnoud, président du groupe parlementaire U.D.F. qui a terminé, lundi matin 19 mai, une visite officielle de six jours en Algérie.

Le dirigeant giscardien, qui était accompagné de M. Alain Mayoud, député U.D.F. du Rhône, président du groupe parlementaire d'amitié franco-algérienne, et de M. Jean-Louis Schneider, député U.D.F. de la Marne, a été reçu par le président Chadli Bendjedid et par de nombreux dirigeants, parmi lesquels le président de l'Assemblée nationale, M. Rabah Bitat ; le ministre des affaires étrangères, M. Benyahia ; celui de l'énergie, M. Nabl ; et celui des finances, M. Hadj Yala.

Le voyage de M. Chinnoud succède aux visites de M. Jean Baptiste, conseiller spécial de M. Giscard d'Estaing, et de M. Lioel Stoléru, qui s'est entretenu, le 4 mai, avec le ministre algérien du travail, M. Oumelkane, des problèmes de l'émigration. Il fait suite aussi aux conversations qui se sont déroulées le 23 avril à Alger entre M. Chinnoud et M. Benyahia, ministre de l'Intérieur, pour faire le point des négociations engagées au début de l'année pour apurer le contentieux franco-algérien. Ces deux entretiens ont été précédés, entre les deux pays, ont été ces derniers temps nombreux et diversifiés.

Le séjour de M. Chinnoud surmonte d'autre part fait partie d'un mouvement de protestation des intellectuels français, qui ont défilé, ces derniers jours, devant le siège du P.C.F. à Paris, pour protester contre la politique de l'Union soviétique en Algérie. Ils ont exprimé leur amertume quant à la « campagne » menée, selon eux, par les

Algérie

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU F.L.N. SE RÉUNIRA DU 15 AU 19 JUIN

(De notre correspondant.)

Alger. — Le congrès extraordinaire du parti F.L.N., qui doit étudier et approuver les orientations du plan quinquennal 1980-1984, se réunira du 15 au 19 juin, a-t-on appris, le mardi 20 mai, à Alger. Conformément aux décisions prises par le comité central lors de sa dernière session, les assises n'auront pas seulement un rôle économique. Elles devront aussi, et peut-être surtout, se prononcer sur des propositions présentées par le président Chadli Bendjedid afin d'améliorer les structures centrales du F.L.N. et d'amender certains articles de ses statuts. Ces mesures entraîneraient d'importants changements dans la composition du gouvernement comme à la tête du parti, le chef de l'État ayant reçu du comité central carte blanche pour « choisir ceux qui sont aptes à la responsabilité ».

Les délais étant maintenant très courts, on s'interroge à Alger sur les modes de désignation des délégués au congrès et sur sa composition. Celle-ci pourrait être proche de celle des assises qui s'étaient tenues en janvier 1979 pour ratifier la candidature du colonel Chadli Bendjedid à la succession du président Boumedienne. Plus de trois mille délégués s'étaient alors réunis au complexe olympique de Ben Akroun, sur les hauteurs d'Alger. La moitié d'entre eux, environ, émanait du parti et des organisations de masse : unions de travailleurs, de paysans, de femmes, de jeunes, etc.). 30 % représentaient l'armée de carrière et le reste de l'assemblée était composé de cadres politiques, administratifs, techniques et économiques de l'État, invités à éliger au titre de leurs fonctions. — D. J.

La grève des cours des étudiants de la faculté d'Alger Centre, qui demandent la libération des vingt-quatre personnes devant comparaître devant la Cour de sûreté de l'État à la suite des événements de Kabylie, a été largement suivie mardi 20 mai. Elle se poursuivra en principe jusqu'à samedi, date à laquelle d'autres assemblées générales décideront de la suite à réserver au mouvement qui n'a donné lieu jusqu'ici à aucun incident. — (A.F.P.)

Tchad

Mort d'un État

(Suite de la première page.)

Pauvres et divisés, les Tchadiens n'ont ni le désir ni les moyens de vivre ensemble.

Il faut en tirer les conséquences et cesser de proposer ou d'imposer aux Tchadiens un gouvernement unitaire. Qu'il soit à dominante sudiste, comme hier, ou nordiste, comme aujourd'hui, il se heurtera au refus insurmontable d'une partie de la population. Et ce n'est pas la réunion, forcée par l'extérieur, des onze tendances reconnues qui changera quelque chose. Les chefs de tendance ne sont obéis que de leurs bandes, dont la fidélité ne dure pas plus que l'argent qu'elles reçoivent ou les pillages qu'elles exigent.

La France, pour ce qui la concerne, doit mettre un terme à ses interventions au profit de gouvernements incapables d'en faire bon usage. Depuis longtemps, j'avais réclamé le rapatriement de nos unités combattantes et j'approuve le gouvernement de l'avoir enfin décidé. Notre présence militaire dans ce pays et dans la situation où il se trouve a de grands inconvénients à nous agaçons (pourquoi ?). Elle en a de plus graves encore si nous n'agissons pas, car nous sommes alors soupçonnés de manœuvres occultes ou de l'impunité.

Le maintien d'une base aéroportée à N'Djamena ne peut pas empêcher les interventions étrangères sollicitées par l'un ou l'autre des partis qui se déchirent. Et cette base est de moins en moins nécessaire comme relais vers d'autres régions d'Afrique centrale où nous pourrions être appelés à intervenir.

Je précise que le retrait des mille deux cents militaires français n'entraîne pas nécessairement le repli de nos hôpitaux militaires, d'autant moins que l'un d'entre eux a été installé en territoire camerounais, à proximité de la frontière.

Enfin et surtout, nous devons nous résigner à l'éclatement au moins provisoire du Tchad en deux ou trois régions et traiter avec les autorités de fait pour tout ce qui concerne l'aide urgente aux populations, aide alimentaire, sanitaire et même sociale.

Cette politique, si elle est mise en œuvre, sera la cible de cri-

tiques véhémentes au-dedans et au-dehors du Tchad. Les dirigeants tchadiens et les élites nous accusent de pousser à la destruction de leur État, alors que nous tirerons les conséquences d'un effondrement dont ils sont les responsables. Les voisins s'inquiètent d'un séparatisme ethnique qui serait un redoutable précédent, pour un pays comme le Cameroun qui a réussi à faire cohabiter en paix des populations très différentes.

Mais le plus grand risque pour les Tchadiens et pour toute l'Afrique, est l'anarchie qui ruine les peuples, appelle les interventions étrangères et donne presque toujours naissance à des régimes odieux.

Tôt ou tard, il faudra reconstruire un État tchadien. Ce n'est pas en essayant de sauver les épaves d'un pouvoir qui a sombré dans la guerre civile ni en rétablissant une administration copiée sur celle de la période coloniale qu'on y réussira, mais à partir de régions autonomes se gouvernant elles-mêmes, qui n'aient pas pour elles-mêmes, le gouvernement central étant limité à un petit nombre de compétences, principalement en matière de relations extérieures.

Indépendant depuis vingt ans, le Tchad a succombé dans la lutte contre les difficultés, à vrai dire énormes, qui l'ont étreint.

Ce n'est pas à nous de dénoncer les responsables de cet échec, car nous portons une part de la responsabilité.

Nous devons, avec les Tchadiens qui le veulent, rechercher les chemins nouveaux qui peuvent conduire, à travers les épreuves, sinon à la prospérité, au moins à la paix.

PIERRE MESSIER.

Guinée

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉVOLUTION a lancé un appel pour l'« épuration » de l'appareil du parti et de l'État après l'attentat du 15 mai contre le président Sekou Touré, a rapporté, mardi 20 mai, Radio-Conakry captée à Dakar. Une telle épuration, estime le Conseil, « est plus que jamais nécessaire, indispensable ».

Une ambassade allée

De notre correspondant

Alger. — Le congrès extraordinaire du parti F.L.N., qui doit étudier et approuver les orientations du plan quinquennal 1980-1984, se réunira du 15 au 19 juin, a-t-on appris, le mardi 20 mai, à Alger. Conformément aux décisions prises par le comité central lors de sa dernière session, les assises n'auront pas seulement un rôle économique. Elles devront aussi, et peut-être surtout, se prononcer sur des propositions présentées par le président Chadli Bendjedid afin d'améliorer les structures centrales du F.L.N. et d'amender certains articles de ses statuts. Ces mesures entraîneraient d'importants changements dans la composition du gouvernement comme à la tête du parti, le chef de l'État ayant reçu du comité central carte blanche pour « choisir ceux qui sont aptes à la responsabilité ».

Les délais étant maintenant très courts, on s'interroge à Alger sur les modes de désignation des délégués au congrès et sur sa composition. Celle-ci pourrait être proche de celle des assises qui s'étaient tenues en janvier 1979 pour ratifier la candidature du colonel Chadli Bendjedid à la succession du président Boumedienne. Plus de trois mille délégués s'étaient alors réunis au complexe olympique de Ben Akroun, sur les hauteurs d'Alger. La moitié d'entre eux, environ, émanait du parti et des organisations de masse : unions de travailleurs, de paysans, de femmes, de jeunes, etc.). 30 % représentaient l'armée de carrière et le reste de l'assemblée était composé de cadres politiques, administratifs, techniques et économiques de l'État, invités à éliger au titre de leurs fonctions. — D. J.

La grève des cours des étudiants de la faculté d'Alger Centre, qui demandent la libération des vingt-quatre personnes devant comparaître devant la Cour de sûreté de l'État à la suite des événements de Kabylie, a été largement suivie mardi 20 mai. Elle se poursuivra en principe jusqu'à samedi, date à laquelle d'autres assemblées générales décideront de la suite à réserver au mouvement qui n'a donné lieu jusqu'ici à aucun incident. — (A.F.P.)

Le maintien d'une base aéroportée à N'Djamena ne peut pas empêcher les interventions étrangères sollicitées par l'un ou l'autre des partis qui se déchirent. Et cette base est de moins en moins nécessaire comme relais vers d'autres régions d'Afrique centrale où nous pourrions être appelés à intervenir.

Je précise que le retrait des mille deux cents militaires français n'entraîne pas nécessairement le repli de nos hôpitaux militaires, d'autant moins que l'un d'entre eux a été installé en territoire camerounais, à proximité de la frontière.

Enfin et surtout, nous devons nous résigner à l'éclatement au moins provisoire du Tchad en deux ou trois régions et traiter avec les autorités de fait pour tout ce qui concerne l'aide urgente aux populations, aide alimentaire, sanitaire et même sociale.

Cette politique, si elle est mise en œuvre, sera la cible de cri-

tiques véhémentes au-dedans et au-dehors du Tchad. Les dirigeants tchadiens et les élites nous accusent de pousser à la destruction de leur État, alors que nous tirerons les conséquences d'un effondrement dont ils sont les responsables. Les voisins s'inquiètent d'un séparatisme ethnique qui serait un redoutable précédent, pour un pays comme le Cameroun qui a réussi à faire cohabiter en paix des populations très différentes.

Mais le plus grand risque pour les Tchadiens et pour toute l'Afrique, est l'anarchie qui ruine les peuples, appelle les interventions étrangères et donne presque toujours naissance à des régimes odieux.

Tôt ou tard, il faudra reconstruire un État tchadien. Ce n'est pas en essayant de sauver les épaves d'un pouvoir qui a sombré dans la guerre civile ni en rétablissant une administration copiée sur celle de la période coloniale qu'on y réussira, mais à partir de régions autonomes se gouvernant elles-mêmes, qui n'aient pas pour elles-mêmes, le gouvernement central étant limité à un petit nombre de compétences, principalement en matière de relations extérieures.

Indépendant depuis vingt ans, le Tchad a succombé dans la lutte contre les difficultés, à vrai dire énormes, qui l'ont étreint.

Ce n'est pas à nous de dénoncer les responsables de cet échec, car nous portons une part de la responsabilité.

Nous devons, avec les Tchadiens qui le veulent, rechercher les chemins nouveaux qui peuvent conduire, à travers les épreuves, sinon à la prospérité, au moins à la paix.

مكتبة

PROCHE-ORIENT

POUR LA SECONDE FOIS

Le Conseil de sécurité demande à Israël de rapatrier les personnalités palestiniennes expulsées de Cisjordanie

Le Conseil de sécurité des Nations unies, par quatorze voix et une abstention (Etats-Unis), a demandé de nouveau, le mardi 20 mai, à Israël, de rapatrier « les mesures illégales d'expulsion » prises à l'égard des maires d'Hebron et de Khalkhal et du juge islamique d'Hebron, et de faciliter leur retour immédiat dans leurs foyers et leurs fonctions. Une résolution analogue avait été adoptée le 8 mai.

De notre correspondant

Jérusalem. — L'expulsion des maires d'Hebron et de Khalkhal, l'objet d'une nouvelle condamnation d'Israël aux Nations unies ne peut guère inquiéter les autorités de Jérusalem. Il y a longtemps que ces dernières dénoncent « l'hostilité systématique » de la majorité des membres de l'ONU et du Conseil de sécurité. Si le gouvernement de M. Begin doit avoir des motifs d'inquiétude, ce sont bien davantage à cause des réactions que peut provoquer en Israël même le bannissement de MM. Fahed Kawasme et Mohamed Miften, et du cheikh Rajah Tamini (qadi d'Hebron et président du tribunal islamique).

Des membres de l'opposition — une faible minorité — ont déjà condamné catégoriquement ces mesures expéditives, d'autres ont émis des réserves. C'est le cas du parti travailliste, mais maintenant, avec le recul, les critiques se développent. Sans prendre la défense des expulsés, de nombreux Israéliens estiment que le gouvernement n'a pas mesuré les conséquences de ses actes.

Une audience de la Cour suprême le 20 mai a été l'occasion de souligner l'existence du malaise créé par ce débat. Si les territoires occupés sont souvent une zone de « non-droit », le gouvernement israélien ne peut cependant ignorer tout à fait la justice. Les juges de la Haute Cour viennent de le rappeler, comme ils l'avaient déjà fait, par exemple, l'an dernier en ordonnant le démantèlement de l'implantation d'Elon-Moreh.

Examinant la requête présentée par les familles des expulsés, ils ont demandé au gouvernement de fournir, dans un délai de quarante-cinq jours, des explications sur le vice de procédure dont est entachée la décision d'expulsion. Celle-ci a été prise en application d'une réglementation d'exception héritée du mandat britannique, qui prévoyait la possibilité d'un recours devant la commission d'appel. Or les trois personnalités expulsées le 8 mai n'ont pas eu cette possibilité, puisqu'elles ont été transportées au-delà de la frontière libanaise quelques heures seulement après l'attentat d'Hebron, qui est la cause de la décision.

Egypte

LE RÉFÉRENDUM DU 22 MAI VA FAIRE DE L'ISLAM LA « SOURCE FONDAMENTALE » DE LA LÉGISLATION

Environ douze millions d'électeurs égyptiens (sur quarante-deux millions d'habitants) sont appelés jeudi 22 mai, à approuver ou à rejeter le référendum sur les modifications apportées le 30 avril à la Constitution de 1971 par le Parlement (le Monde date 4-5 mai).

Ces amendements concernent le retour au multipartisme (interdit dans les faits depuis 1976, il permet actuellement l'existence de quatre partis), la possibilité pour le chef de l'Etat d'être réélu plus de deux fois, la consécration de la presse comme quatrième pouvoir, et, surtout, la promotion du droit islamique comme étant « la source fondamentale de la législation ». Le résultat ne fait aucun doute.

Irak

● L'ambassade d'Irak à Paris « dément catégoriquement toutes les accusations et les allégations » contenues dans une lettre de l'Association des étudiants irakiens en France que nous avons publiée dans nos éditions des 11 et 12 mai sous le

titre « Menace contre les opposants irakiens en France ». La mise au point de l'ambassade affirme que le parti Baas, au pouvoir à Bagdad, « n'a jamais condamné à mort des opposants » ou fait assassiner des irakiens à l'étranger.

Publicité

Une ambassade allégée et... assiégée

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Outre l'interruption de la livraison de certains produits et matériels, les sanctions adoptées le 18 mai à Naples par les ministres des affaires étrangères des neuf pays européens, à l'encontre de l'Iran, se traduisent par une réduction des personnels de leurs représentations diplomatiques respectives à Téhéran.

Ainsi, l'ambassade de Grande-Bretagne a-t-elle rappelé à Londres près des deux tiers de ses fonctionnaires, tandis que l'Allemagne fédérale en rapatriait la moitié, le Japon environ le tiers, l'Italie seule maintenant la quasi-totalité de ses effectifs.

Pour ce qui concerne la France, qui avait arrêté dès le 22 avril, lors de la réunion de Luxembourg, les trois décisions qu'elle entendait prendre (allègement du personnel de l'ambassade, cessation de toute livraison de matériels de fournitures militaires et rétablissement du visa), c'est le tiers de ses cadres administratifs (six sur dix-huit) qu'elle a choisis de rappeler au cours de la semaine passée, avant même donc de connaître la décision de Naples.

Les services consulaires de l'ambassade de France, étendue, noblesse oblige, rue Neshuphe-le-Château, à Téhéran, délivrent quotidiennement quelque cent cinquante visas d'entrée en France à des citoyens iraniens qui semblent préférer de beau-

coup l'air de Paris à celui de leur propre capitale.

La déviance de ces précieux visiteurs a rapidement fourni aux nombreux malfaiteurs qui écument la ville un nouveau moyen de se procurer sans peine de l'argent. Ils ont, en effet, mis sur pied une véritable entreprise de racket dont les membres se relaient jour et nuit pour occuper les abords immédiats de la porte du consulat.

Ils laissent croire à tout nouvel arrivant désireux de prendre place dans la file d'attente que sa patience est inutile et qu'il lui faudra rester sur la trottoir dix ou quinze jours (et nuits) avant de pouvoir pénétrer dans les locaux, puisque eux-mêmes font — assurent-ils — la queue pour trente, quarante et cinquante personnes chacune. Mais s'empressent d'ajouter, devant le désespoir de leurs victimes, qu'il y a bien évidemment des « moyens de s'enfuger ». Ainsi, les personnes souhaitant obtenir un visa pour la France doivent-elles désormais déboursier, en espérant l'obtenir, une somme qui tourne autour de 50 000 rials par passeport, soit près de 3 000 de nos francs.

Faut-il préciser enfin que le police feint d'ignorer absolument cet odieux marchandage et que l'ambassade, craignant d'être accusée de « s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Iran », ne peut réclamer son assistance. J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

VINGT ET UN TRAFIQUANTS DE DROGUE EXÉCUTÉS À TÉHÉRAN

Téhéran (A.F.P.). — Vingt et un trafiquants de stupéfiants ont été exécutés, ce mercredi matin 21 mai, à Téhéran, après avoir été accusés de trafic de drogue.

Les trafiquants ont été condamnés à mort après quatre jours d'un procès, où ils ont été reconnus coupables de production, distribution et vente de stupéfiants à travers le pays. Ces exécutions sont les premières intervenues depuis la nomination, il y a une dizaine de jours, de l'ayatollah Sadegh Khalkhali à la tête de la toute puissante dans le pays.

● L'île de Kish, site d'un complexe touristique de luxe inauguré sous le règne du chah, sera transformée en « île des drogues », a annoncé le 20 mai Radio-Téhéran. Il a été décidé de transformer cette île du Golfe en centre de désintoxication et de réhabilitation des toxicomanes iraniens. — (A.F.P.)

AU 2, RUE DE SEVRES

MADD

QUITTE LA RIVE GAUCHE

PAR AUTORISATION
PREFECTORALE SELON LA
LOI DU 30/12/1958

MET EN LIQUIDATION

TOUTES LES COLLECTIONS
PRINTEMPS/ETE 80
DES PLUS
GRANDES MARQUES
OU PRET-A-PORTER

**MERCREDI 21
JEUDI 22
VENDREDI 23 MAI
ET JOURS SUIVANTS**

TOUT DOIT DISPARAITRE

POUR LES HOMMES
Costumes d'été lavables
Vestes et pantalons
Blousons cuir, lainage, coton
Pullover, cravates
Importation rayon chemiserie.

POUR LES FEMMES
Robes d'été, jupes, ensembles
Pantalons et
bermudes-chemisiers
3000 pulls à partir de 25 F.

JUSQU'À ÉPUISEMENT
DES STOCKS

De 11 h à 19 h, de 10 h à 19 h 30.

AU 2, RUE DE SEVRES

Mai 79 : le Minolta XD 5 coûte 2575 F

La Fnac le vend aujourd'hui 1980 F. Pourquoi?..

Or, par son volume, la Fnac pèse très lourd. Et a donc pu obtenir, pour cette saison, des conditions résolument exceptionnelles.

Cela va-t-il durer?.. Non, bien sûr. Car les stocks vont se résorber, les matières

premières sont en hausse, et les salaires japonais aussi.

Mais, pour l'instant, jamais les prix n'ont été aussi bas. Et, profitant de la conjoncture, c'est vraiment le moment de s'équiper pour la chasse aux images!

Les prix Fnac actuels

Cannan AV 1 (f. 1.8/50 mm).....1195 F	Nikn EM (f. 1.8/50 mm E)1190 F
Cannan AE 1 (f. 1.8/50 mm).....1490 F	Nikn FM (f. 1.8/50 mm E).....1590 F
Canon A 1 (f. 1.8/50 mm)2490 F	Nikon FE (f. 1.8/50 mm E)1995 F
Chinon CE 4 (f. 1.7/50 mm)1490 F	Olympus OM 10 (f. 1.8/50 mm) .1380 F
Chinon CA 4 (f. 1.9/50 mm)1180 F	Olympus OM 1 N (f. 1.8/50 mm) 1590 F
Konica TC (f. 1.8/40 mm)1080 F	Olympus OM 2 N (f. 1.8/50 mm) 2450 F
Konica FS 1 (f. 1.8/40 mm).....1780 F	Pentax MV (f. 2/50 mm).....1080 F
Minolta XG 1 (f. 2/45 mm)1195 F	Pentax MX (f. 1.7/50 mm).....1390 F
Minolta XG 9 (f. 1.7/50 mm)1580 F	Pentax ME (f. 1.7/50 mm)1390 F
Minolta XD 5 (f. 1.7/50 mm)1980 F	

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La protection des candidats à la construction de maisons individuelles

Mardi 20 mai, sous la présidence de M. LAGORCE (P.S.), l'Assemblée nationale examine une proposition de loi de M. DAILLET (U.D.F.) sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles. Ce texte vise les objectifs suivants : donner des garanties à l'acquéreur quant à la constructibilité du terrain sur lequel il se propose de faire édifier une maison individuelle ; mieux délimiter les champs d'application

respectifs du contrat de vente d'immeubles à construire et du contrat de construction d'une maison individuelle ; étendre l'obligation de passer le contrat de construction à des opérations qui sont actuellement du domaine du simple contrat d'entreprise ; renforcer la protection du maître de l'ouvrage au moment de la formation du contrat de construction en instituant un délai de remp-

ciation et en définissant les différentes conditions auxquelles se trouve subordonnée la validité du contrat ; réglementer de façon plus précise les mentions qui doivent obligatoirement figurer au contrat ainsi que les obligations et garanties spécifiques auxquelles sont tenus les constructeurs ; prévoir la possibilité de faire précéder le contrat de construction d'un contrat d'études préalables.

Dans son rapport, effectué au nom de la commission des lois, M. RICHOMME (U.D.F.) rappelle que la construction des maisons individuelles connaît un essor croissant depuis plusieurs années et indique que, en 1978, sur 495 000 logements mis en chantier, on dénombrait 251 000 maisons individuelles. La plupart, note-t-il, sont construites au « coup par coup », le quart seulement étant réalisé en opérations groupées dans le cadre de « villages ». Il ajoute : « C'est sans doute dans le secteur non protégé — c'est-à-dire lorsque la construction échappe à toute réglementation spécifique — pour ne retenir du mieux que du contrat d'entreprise — que les difficultés et abus se rencontrent en plus grand nombre : prix non fixés à l'avance ; absence même de devis ; dépassement de prix ; avances et appels répétés de fonds sans contrepartie du travail exécuté ; délais énormes ; défaillances des locataires d'ouvrages ; malhonnetetés, clauses abusives de contrat ou, au contraire, absence de tout contrat. »

Après avoir souligné que le secteur protégé n'est pas exempt de « vicissitudes », le rapporteur déclare que la proposition vise essentiellement les opérations qui relèvent actuellement du contrat de construction d'une maison individuelle et, dans une certaine mesure, celles qui relèvent que du contrat d'entreprise. Dans la discussion générale, M. DAILLET (U.D.F., Manche) explique les raisons pour lesquelles il a déposé ce texte en déclarant : « Que de publicités alléchantes qui font croire à chacun qu'avec le SMIC on peut devenir propriétaire ! Que de photographies truquées, de propositions fallacieuses ! Il estime souhaitable d'aller jusqu'à un contrat-type obligatoire qui éviterait tout litige entre le client et son constructeur et qu'il insiste sur la nécessité de prévoir des dispositions stipulant que le contrat d'études préalables doit faire l'objet « de justificatifs dans le chiffrage et la portée pour la bonne exécution de sa mission ; une attestation de garantie. »

M. AUROUX (P.S., Loire) déclare que « la préoccupation fondamentale » serait « de créer les conditions d'accessibilité à la construction ». Il souligne l'absence de concertation avec les organisations de consommateurs et les maisons individuelles entretenues par le président de la République. Les députés adoptent notamment les mesures suivantes : le délai au cours duquel l'acquéreur à la propriété peut saisir du constructeur la réalisation des travaux complémentaires au prix que ce dernier a lui-même fixé cours à compter de la remise au maître de l'ouvrage d'un exemplaire du contrat ; « le contrat est conclu sous la condition suspensive de l'obtention du permis de construire demandé pour la construction faisant l'objet du contrat dans le délai de six mois à compter de la signature de celui-ci » ; le constructeur ne peut accepter aucun versement avant la signature du contrat ; les paiements exigibles en fonction de l'avancement des travaux et études ne doivent pas dépasser les pourcentages fixés ; l'insulation du contrat de réhabilitation d'un mois pendant lequel l'une ou l'autre des parties a la

faculté de renoncer au contrat ; extension des cas dans lesquels joue la garantie de remboursement. Selon M. RICHOMME, l'institution du contrat d'études préalables répond au souci de permettre ultérieurement aux parties de s'engager en toute connaissance de cause. Il donnera une base solide au constructeur pour étudier l'opération et amorcer les démarches et devrait permettre de s'assurer du sérieux des intentions du client, et par conséquent de faire des études appropriées sur le terrain de nature à éviter en grande partie les difficultés ultérieures. Sur proposition de M. CORNETTE, l'Assemblée adopte une nouvelle rédaction des dispositions régissant le contrat préalable, notamment des renseignements qu'il devra comporter dans le but de parvenir à un meilleur équilibre de ce contrat au profit du maître de l'ouvrage. Il est notamment indiqué que le champ d'application de ce contrat est limité au seul cas d'un projet de construction sur un terrain inconnu du constructeur. Les députés décident que ces différentes dispositions sont applicables à partir d'un sixième mois suivant la promulgation de la loi.

L'Assemblée adopte ensuite, après de légères modifications, les dispositions relatives aux conditions d'exécution des travaux en cas de défaillance du constructeur et aux sanctions pénales ; puis elle adopte l'ensemble du texte. L'opposition s'abstient, qui prend l'initiative suivante : « Proposition de loi relative à la protection des candidats à la construction de maisons individuelles et portant diverses dispositions concernant le droit de la construction. » La séance est levée mercredi 21 mai à 0 h 40. — L. Z.

M. CANACOS (P.C.) : les exigences des grands constructeurs

M. GROSSEMEYER (R.P.R., Bas-Rhin) assure que l'accession à la propriété devient « inaccessible aux familles modestes ». Il observe qu'il faut réglementer plus sévèrement la publicité. M. CANACOS (P.C., Val-d'Oise) estime que la proposition contient des mesures « qui vont plutôt dans le sens des exigences des grands constructeurs que dans celui d'un souci de protection des consommateurs ». Rappelant le « désastre des chalandonnies », il ajoute : « Dans ces parades de votre ami Chalandon, il pleut dans les maisons, les murs se fissurent, les familles y gèlent l'hiver et y étouffent l'été. »

Pour M. DELPRAT (N.I., Seine), l'application des dispositions du décret de dérogation permanente. M. Alain RICHARD (P.S., Val-d'Oise) estime que le dispositif qui est proposé risque d'aggraver la spéculation foncière et de dévaloriser les petites entreprises au profit des industriels. Évoquant le contrat d'études préalables, il indique : « Il s'agit d'une formule qui défavorise l'acheteur qui, comme au poker, devra payer pour voir. »

M. CORNETTE (R.P.R., Nord) déclare que la commission de la production et des échanges s'est rangée à l'avis de la commission des lois qui a décidé de joindre les articles relatifs à la publicité, dans l'attente d'un projet de loi destiné à moraliser la publicité pour l'ensemble du secteur immobilier. Il ajoute que ce texte abaisse dans certains cas la réduction certains droits existants des candidats à la construction d'une maison individuelle.

Repondant aux orateurs, M. CAVAILLE (secrétaire d'Etat) :

La conférence des présidents, qui s'est tenue mardi 20 mai, a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée :

JEUDI 22 : vote sans débat de deux projets portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique des lois et des lois organiques ; partie internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; partie internationale relatif aux droits civils et politiques ; deuxième lecture du projet relatif aux matières nucléaires ; deuxième lecture du projet relatif aux économies d'énergie.

VENREDI 23 : après les questions orales sur le statut de la magistrature ; troisième lecture du projet relatif aux matières administratives et à l'exécution des jugements ; suite de l'ordre du jour de la veille.

MARDI 27 : projet renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes.

MERCREDI 28 : suite du débat ; questions au gouvernement.

JEUDI 29, VENDREDI 30 : suite du débat ; questions orales sans débat.

● Garantie de la constructibilité du terrain.

Après diverses modifications émanant du gouvernement, de la commission de la production, et de M. AUROUX (P.S.), l'Assemblée décide que tout acte à titre onéreux ayant pour objet de réaliser l'opération de construction ou certains travaux, dans l'affirmative, l'acte doit, sous peine de nullité, reproduire, au choix de l'acquéreur, l'un ou l'autre des énoncés de l'article 2 de la loi relative au code de l'urbanisme ; ce certificat devant avoir été délivré depuis moins de deux mois. Sur proposition de M. CORNETTE (R.P.R.), rapporteur de la commission de la production et des échanges, il est indiqué que la nullité de l'acte ne peut être invoquée pour l'un ou l'autre de ces motifs que par l'acquéreur, et pendant une durée d'un an à compter de la signature de cet acte, par lui ou par son représentant. Il est précisé que ces dispositions ne sont applicables aux ventes d'immeubles à construire ainsi qu'aux promesses de vente et conclues sous la condition suspensive de la production, dans un délai qu'elle fixent, d'un certificat d'urbanisme positif. »

● Contrat de vente et contrat de construction d'une maison individuelle.

A l'article 2, qui concerne une dérogation à l'obligation de conclure un contrat de vente d'immeuble à construire pour les constructeurs de maison individuelle, l'Assemblée décide, sur proposition de M. CORNETTE, qu'en contrepartie de l'avantage qui lui est accordé le constructeur devra s'engager à reprendre le terrain qu'il a procuré si l'opération de construction ne peut être poursuivie de son fait (renonciation du contrat) ou en cas de résiliation du contrat pour non-obtention du permis de construire.

● Champ d'application du contrat de construction.

L'Assemblée définit le contrat de construction d'une maison individuelle en indiquant qu'il s'agit de tout contrat — autre que celui de promotion immobilière — par lequel une personne s'oblige à construire ou faire construire un immeuble à usage d'habitation ou un immeuble à usage professionnel et d'habitation ne comportant qu'un seul logement. Elle décide d'exclure du champ d'application de ces dispositions les entreprises artisanales de gros-œuvre des lors qu'elles procèdent un simple service aux clients. Ce contrat devra comporter plusieurs renseignements, notamment l'affirmation de la conformité du projet

AU SÉNAT

Débats sur la politique économique le marché financier, l'énergie et l'agriculture

Le Sénat a débattu mardi 20 mai des questions orales de MM. MONNET (gauche dém., Charente-Maritime), HUBERT MARTIN (R.L., Meurthe-et-Moselle) et LE POISS (P.C., Hauts-de-Seine) sur le crédit et les aides de l'Etat aux entreprises.

Le premier orateur ayant estimé que la liberté des prix avait défavorisé les P.M.E., le ministre de l'économie, M. MONORY, a répondu qu'un contraire on constate sur le terrain que le tissu des petites et moyennes entreprises en a été « notablement renforcé ». M. MARTIN critiquait en particulier les banques qui ne jonerai pas le jeu économique. « Telles n'est pas mon opinion », a déclaré le ministre. Je comprends cependant que des ombres danseront quant à la publicité des conditions réelles du crédit dans chaque établissement. »

M. MONORY a annoncé que le marché financier est le double, fin avril 1980, de ce qu'il était à la même date de 1979 : 42 milliards disponibles au lieu de 21, soit, si l'on extrapole sur un an, 90 milliards au lieu de 60, une amélioration de 50 %, ce qui compense bien le recul des dépôts aux caisses d'épargne.

« Quant aux taux d'intérêt, a-t-il poursuivi, je suis sûr que nous surprenons : celui que pratique la France est le moins élevé de tous ceux qui appliquent les grands pays où le crédit est libre. Grâce à l'encadrement du crédit, nous avons pu faire mieux, beaucoup mieux, que les Etats-Unis. »

M. LE POISS reprochait au gouvernement d'apporter à l'économie une aide financière arbitraire (« entreprise par entreprise »), et d'avoir renoncé à l'aide par secteur.

M. MONORY a notamment déclaré à ce sujet : « Les aides de l'Etat aux entreprises industrielles privées sont faibles, compte tenu des impôts directs acquittés par ces entreprises. »

« Le total réel des aides publiques, que l'on évalue à 75 milliards avancés. »

M. MONNET ayant demandé quel prix il fallait accepter pour défendre le franc, et ayant regretté que le terme de « plein emploi » ait disparu du vocabulaire gouvernemental, le ministre a affirmé que « la défense du franc reste indispensable ».

La centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine

Les sénateurs ont ensuite discuté la question du tracé de la ligne de transport de l'électricité de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

M. GIRAUD, ministre de l'Industrie, apporte les précisions suivantes : « Pourquoi une centrale nucléaire de 2 600 mégawatts à Nogent-sur-Seine ? Parce qu'il s'agit de répondre aux besoins en électricité de la région Champagne-Ardenne, largement déficitaires, ainsi qu'il est dit dans le rapport de la commission d'enquête de la région parisienne. Le choix du site a été arrêté en 1975 au terme d'une large concertation. La centrale sera construite sur une plate-forme surélevée afin de ne point gêner l'écoulement des eaux. Un plan d'eau de 25 ha assurera un refroidissement supplémentaire avant rejet ; la température de l'eau de la Seine ne sera en aucun cas élevée de plus d'un degré et les rejets chimiques

n'exécéderont jamais les seuils admis pour le bétail et les humains. Aucune atteinte ne sera portée ni aux eaux de Seine ni aux eaux souterraines. Le panache de vapeur d'eau n'aura qu'une incidence négligeable sur l'environnement. Les agglomérations les plus proches. Quant aux conséquences économiques, doit-il rappeler que cette implantation répond à une nécessité nationale ? La région parisienne, tellement privilégiée à certains égards, doit payer son sort à une transformation profonde de notre énergie, imposée par la conjonction. Elle sera d'ailleurs la première à en bénéficier et le développement du chantier sera, bien sûr, un avantage capital aux activités locales. »

Un débat d'avis ensuite institué sur la politique énergétique et charbonnière de la France, à propos de questions orales de MM. PERRIER (P.S., Hauts-de-Seine), DUMORTIER (P.C., Pas-de-Calais) et LABINÉAT (U.N., Centre).

Le ministre de l'économie a indiqué, au cours de la discussion, souvent assez vive, que les énergies « renouvelables, en y ajoutant l'hydroélectrique », représenteraient en 1990 10 % de notre bilan économique, soit, a-t-il précisé, « plus que le nucléaire aujourd'hui ». Ce bilan se présentera ainsi : 30 % d'énergie pétrolière, 30 % de charbon et gaz, 30 % de nucléaire, 10 % d'énergies « renouvelables » (solaire, géothermique, etc.).

Une question de M. CAUCHON (Un. centr., Eure-et-Loir) concernant les industries agro-alimentaires. Le secrétaire d'Etat chargé de ces industries, M. DEBATTISE, a indiqué que les deux tiers de notre production agricole sont transformés avant d'être livrés aux consommateurs, ou exportés. Notre commerce extérieur agricole pourra dégager dans les prochaines années un solde deux à trois fois supérieur à celui de 1979, qui était de 6,7 milliards de francs. Nos exportations agricoles (64 milliards) ont compensé, en 1979, nos importations pétrolières, a souligné M. Debatise.

En séance de nuit, sur des questions de MM. COURBIERE (P.S., Aude), GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône), VITTAULT (Un. centr., Ardennes), MINETTI (P.C., Bouches-du-Rhône), GUIL-LARD (R.L., Loire-Atlantique) et du Rhône) les sénateurs ont poursuivi le débat agricole et souligné « la montée de la colère rurale » (M. FRANCOU) devant l'impulsion des autorités du Marché commun.

La situation de la viticulture et des producteurs de fruits et légumes a été évoquée à propos, notamment, de l'élargissement de la communauté (surtout du côté de l'Espagne). Le ministre, M. MEHAGNERIE, a rappelé les efforts et les promesses du gouvernement, et souligné les « graves conséquences » de l'évolution de la situation internationale pour les agriculteurs européens, il y a de moins en moins de pays solvables. Le ministre a indiqué que la fabrication d'éthanol à partir de produits agricoles devient de plus en plus compétitive. Pour le méthanol, une filière à partir du bois est désormais possible et permettrait d'économiser 50 000 tonnes de pétrole chaque année.

● MISE AU POINT. — M. Jean-Paul RAYER (P.C.), vice-président du conseil général du Val-de-Marne, nous prie d'indiquer que le mot « comparaitre » ne figure pas dans le texte voté, lundi 18 mai (le mardi 21 mai), par les élus de gauche. Ceux-ci ont demandé que « soient entendus le préfet et M. Faras » (C.N.I.F.), nouveau conseiller général de Vincennes-Fontenay-Saint-Pierre et que « soit auditionnée Mme Garand » (P.C.).

1200 F. RÉALISEZ VOTRE RÊVE.

« Walkman Sony ». L'appareil à la mode qui fait fureur aux Etats-Unis. Vous fixez le lecteur de cassette stéréo à votre ceinture, vous mettez votre casque, et vous écoutez votre musique préférée tout en travaillant, en marchant... De la musique partout sur vous, avec vous, voilà la mini révolution des Walkman. Des hôtesses vous attendent aux Galeries Lafayette Haussmann et Montparnasse pour vous le faire écouter.



Walkman Sony.
Lecteur de cassette stéréo portable.
Appareil à écouter partout d'un casque stéréo.
Possibilité d'adaptation d'un 2^e casque pour écouter à deux.
Poids : 390 g avec piles 1200F.

Au comptant 1200 F.
A crédit 180 F. par mois.
Après versement comptant de 200 F., vous paierez 6 mensualités de 180 F. soit un coût total de 1280 F. Crédit Cetelem 6 mois avec assurance (fig. 23,10%) sous réserve d'acceptation du dossier.

Galeries Lafayette
Haussmann/Montparnasse/Belle Epine.

DES FRANÇAIS DE KABOUL
SOUTIENNENT LA PETITION
POUR L'UNION
DANS LES LUTTES

EN DIRECT DU PARLEMENT...

Pour la première fois les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat sont diffusés en direct sur la radio. Le principal député de l'Assemblée : Des questions, propositions, etc.

EN OUTIL DE TRAVAIL, L'INDISPENSABLE INSTRUMENT DE RÉFÉRENCE

GAZETTE

Recherchez...
non payez p...
480'
550'
1150'
850'
1050'

Susan de Berg
Joallier

و سهال
Auction Victoria attend son réservoir...
JEDDAH

USA 80



aller retour
vol régulier
**NEW YORK
CHICAGO**

Luxembourg-USA avec **ICELANDAIR**
APEX: New York 1.980 F. Chicago 2.180 F.

	NEW YORK	CHICAGO
excursion 14/60 jours	2.280 F	2.580 F
tarif "affaires" 1/13 jours	2.780 F	3.280 F

supplément sur tous nos tarifs du 15/6 au 14/10

... et toujours les avantages ICELANDAIR:

- arrêt touristique en Islande,
- retour via les Bahamas,
- accords privilégiés avec les compagnies américaines ce qui vous permet de relier les principales villes des États-Unis et spécialement Los Angeles et San Francisco à des tarifs particulièrement compétitifs.

Fidèle à sa tradition d'accueil et de service, ICELANDAIR vous reçoit à bord... ses hôtesses parlent français.

ICELANDAIR

Consultez votre Agent de Voyages ou retournez ce coupon
32, rue du 4 Septembre 75002 Paris

742.62.26 et vous recevrez notre documentation

Nom _____
Adresse _____

ملا في جده

DES FRANÇAIS DE KABOUL SOUTIENNENT LA PÉTITION « POUR L'UNION DANS LES LUTTES »

Vingt-deux Français résidant à Kaboul ou y ayant résidé jusqu'au mois de mars ont signé une motion de soutien à la pétition « Pour l'union dans les luttes », qui rassemble plus de quatre-vingt mille militants des différentes tendances de la gauche. Les signataires de cette motion — enseignants, archéologues, architectes, géologues — indiquent que « la présence d'armées de l'armée soviétique (...) provoque des réactions hostiles de l'immense majorité de la population afghane ». Ils dénoncent « l'exploitation scandaleuse de cette crise afghane par les pays capitalistes alignés derrière Washington » et par « le gouvernement français et ses alliés pour masquer ses échecs passés et sa détermination à poursuivre une politique d'austérité ». Ils se déclarent « profondément concernés par le désastre en France des forces de gauche, profondément déçus des analyses fantaisistes et des déclarations ambiguës, voire mensongères, faites par certains leaders de la gauche française ».

Les auteurs de ce texte avaient signé en janvier une déclaration demandant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan (le Monde du 23 janvier).

La réforme des collectivités locales

M. Marchais relève une « convergence de fond » entre le projet gouvernemental et les propositions du P.S.

Devant un millier de maires et de conseillers généraux communistes réunis dans un grand hôtel parisien à l'initiative du comité central du parti et de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), M. Georges Marchais a prononcé, le mardi matin 20 mai, un réquisitoire contre le projet gouvernemental de réforme des collectivités locales, dont le texte a été adopté en première lecture par le Sénat. Après avoir dénoncé l'existence, en ce domaine, d'une « convergence de fond » entre la politique giscardienne et celle du parti socialiste, le secrétaire général du P.C.F. a exposé les conceptions et les propositions de son parti qui font l'objet de plusieurs propositions de loi.

Estimant que le chef de l'Etat et le gouvernement ont eu à une « liquidation pure et simple » de l'échelon communal, M. Marchais a affirmé que la « prétendue réforme des collectivités locales » visait, en vérité, trois objectifs : « Désengager financièrement l'Etat à l'égard des collectivités locales, plier les collectivités locales aux exigences du profit des entreprises multinationales, remettre systématiquement en cause les acquis démocratiques des luttes qui jalonnent l'histoire de notre pays ». Conclusion du dirigeant du P.C.F. : « Le projet de réforme constitue un des maillons essentiels de la stratégie giscardienne de restructuration de l'Etat, un des moyens privilégiés pour adapter l'Etat à la politique d'intégration européenne. Ce dont il s'agit, en fait, dans l'esprit des auteurs du projet, c'est de transformer communes et départements en simples rouages de l'appareil d'Etat (...). Dans ces conditions, parler du « développement des responsabilités locales » et de « compétences nouvelles » relève de l'hypercentisme. Il faut donc combattre toute illusion au sujet de ce projet de réforme du gou-

vernement. Il ne constitue ni le début d'une amélioration ni une amorce de libéralisation. Bien au contraire ».

An passage, M. Marchais a critiqué les orientations des socialistes, dont la position, à ses yeux, « rejoint celle du pouvoir quand elle ne surenchérit pas sur elle ». « Les propositions contenues dans le projet socialiste ont de décevant la promesse de l'Etat », mettaient directement en cause l'existence des communes et des départements, a-t-il notamment déclaré. Les communes perdraient leurs prérogatives au profit de ce que le parti socialiste appelle des « syndicats continus et urbains ». En bref, ce projet s'inscrit dans la démarche globale, bien connue, du parti socialiste, démarche qui consiste à remonter d'un cran tout le système centralisé : la commune vers l'échelon supracommunal ; le département vers la région ; et finalement l'Etat vers l'Europe. Nous sommes en pleine politique d'intégration européenne », a-t-il affirmé, toutefois, que les communistes s'en tiendront « fidèlement » à « programmes municipaux définis en comité dans le cadre de l'accord national de 1976 pour les élections municipales ».

Pour la représentation proportionnelle

M. Marchais, qui a parlé pendant plus d'une heure et quart, a consacré la suite de son discours aux propositions de son parti, qui préconise notamment l'instauration de la représentation proportionnelle dans toutes les assemblées élues, y compris au niveau de la région. Il a particulièrement insisté sur la nécessité de procéder à une nouvelle répartition des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités locales et de « déloger les services publics de la tutelle absolue de l'Etat » en nationalisant ceux-ci. « Notre projet, a-t-il conclu, c'est une autre conception de la République. Il faut en finir avec la confiscation élitique de la République française ».

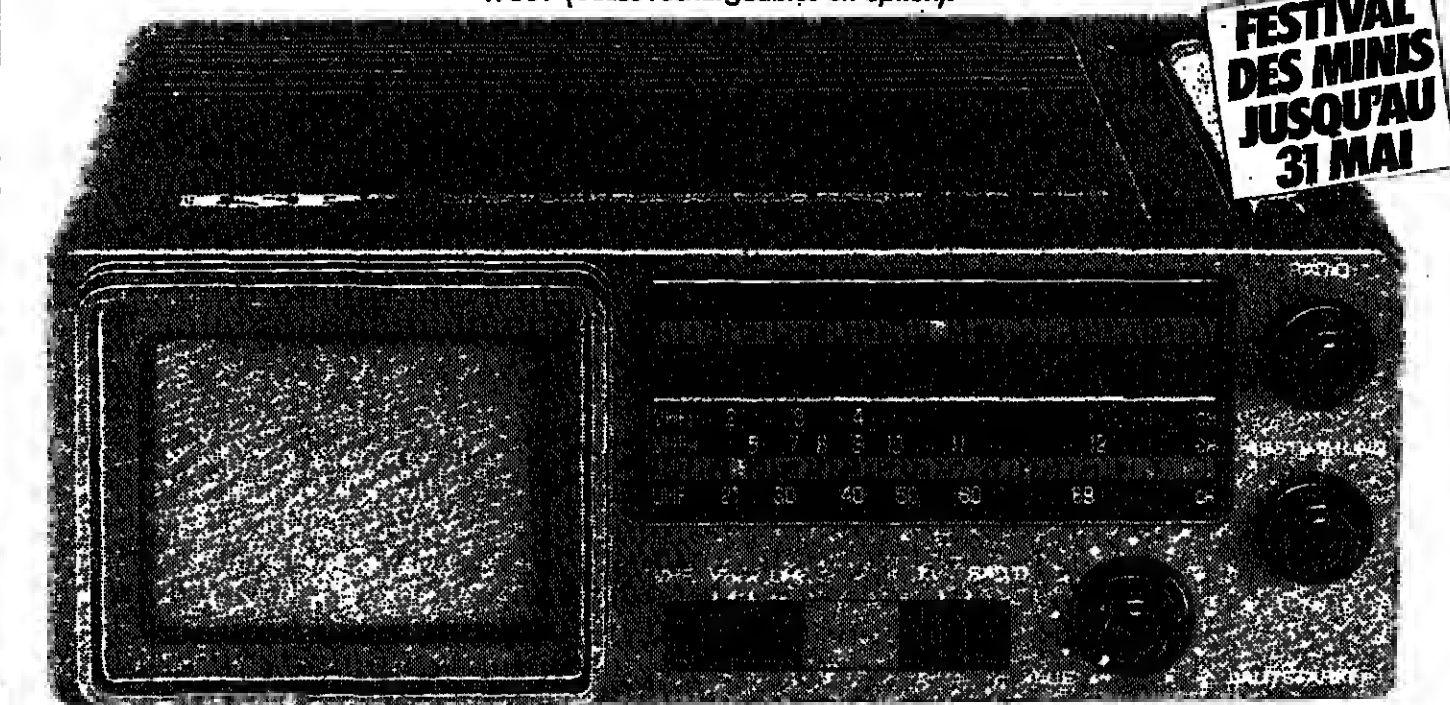
Après avoir, plusieurs fois, notamment M. Joseph Sanguedolce, maire de Saint-Etienne, Léonard Lecoq, maire de Méricourt (Pas-de-Calais), Félix Dauterive, membre de l'Assemblée européenne, Edouard Quemper, conseiller général des Côtes-du-Nord, Alain Bardot, maire de Marigny-Saint-Médard (Côte-d'Or), Mmes Colette Gournet, députée de Meurthe-et-Moselle, maire de Jœuf, Nelly Poissard, adjointe du maire socialiste d'Albi — étaient montés à la tribune pour témoigner des difficultés des communes et des départements. M. Michel Germa, président du conseil général du Val-de-Marne, avait exposé les éléments de la polémique qui affecte actuellement l'assemblée de son département (le Monde du 21 mai). Les élus ont adopté une motion de soutien à Mme Nicole Garand, qui conteste la proclamation de l'élection de son adversaire de la

A. R.

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a condamné, mardi 20 mai, la « politique xénophobe (du gouvernement) qui vise le racisme » en poursuivant « sa politique d'expulsion et de refoulement des travailleurs immigrés ».

1950 F. RÉALISEZ VOTRE RÊVE.

Mini radio télévision ISP 7120, écran 5 cm dimensions : 150 x 53 x 200 mm poids 1,07 kg. Multistandard y compris la Grande-Bretagne. Radio 3 gammes PO-GO-FM. Alimentation piles/secteur. Adaptation possible sur voiture. 1950 F (occus rechargeables en option).



Au comptant 1950 F. A crédit 148 F par mois. Après versement comptant de 400 F vous paierez 12 mensualités de 148 F, soit un coût total de 2176 F. Crédit Cetelem 12 mois avec assurance (teg 23,10 %) sous réserve d'acceptation du dossier.

Galeries Lafayette

Houssmann / Montparnasse / Belle Épine.

Recherchez la griffe, n'en payez pas le prix.

Bague "Retro" or jaune et saphir	480'	Bague serpent or jaune avec saphir, rubis ou émeraude	1250'
Bracelet or jaune maille allongée	550'	Pendentif cœur or et brillants	1790'
Collier assorti	1150'	Bague or jaune, saphir 0,60 ct et brillants	1980'
Bague serpent or jaune	850'	Alliance or et brillants (brillants 0,50 ct)	3500'
Alliance "Titanium" 3 anneaux, 3 teintes or	1050'		

Susan de Berg 66 Champs-Élysées
Joailleur Galerie "Point Show"
75008 Paris Tél. 723.50.07

اهلا وسهلا Bienvenue à Jeddah!

Austrian Airlines étend son réseau au Moyen-Orient. En plus de Beyrouth, Damas et Le Caire, nos vols desservent une nouvelle destination: JEDDAH en Arabie Saoudite.

Tous les mardis et mercredis, départ de Paris pour Jeddah avec correspondance à Vienne, selon l'horaire suivant: Orly-Sud départ 20 h 45. Jeddah arrivée à 08 h 00 le lendemain matin et au retour, tous les mercredis et jeudis:

Jeddah départ 12 h 30. Orly-Sud arrivée 20 h 05 le même soir. Vous retrouverez à bord nos DC 9 les traditions de l'hospitalité autrichienne, un service attentif et l'ambiance souriante qui vous est familière.

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche
12, rue Aubert 75009 Paris — Réservations: 206.34.66 ou votre agent de voyages

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés R.P.R. sont partagés

« Si une partie de la majorité veut la peine de mort, l'opposition lui en offre une autre », a déclaré M. Raymond Forni, député socialiste de l'Yonne, mardi 20 mai, dans les couloirs du palais Bourbon, le projet de loi « sécurité et liberté ».

M. Forni sera probablement déçu. Les premières réactions des députés R.P.R. au projet Peyrefitte ne laissent pas apparaître, en effet, qu'un nombre suffisant d'entre eux se rangera, avec la gauche au côté des adversaires résolus du projet pour le renvoyer aux oubliettes. Seuls M.M. François Le Douarin (Ille-et-Vilaine) et Philippe Séguin (Vosges) ont manifesté publiquement leur intention de voter contre le texte gouvernemental.

M. Philippe Séguin défendra en séance publique la « question préalable » qu'il a déposée, dont l'adoption signifierait qu'il « n'y a pas lieu de débattre ». Le député des Vosges regrette que le Parlement ne soit pas saisi, à l'occasion d'un tel débat, d'un texte de suppression de la peine de mort. Il considère que le projet gouvernemental est « à l'évidence décliné », estime déraisonnable de demander à la commission des lois d'examiner « en quarante-huit heures la réforme du code pénal la plus importante depuis 1837 » et conteste l'inspiration du texte. « La seule aspiration à la justice, la justice des Scaux s'en moque, dit-il. Ce qui compte pour lui, c'est l'opinion publique ». M. Le Douarin, abolitionniste lui aussi, pense que le projet de M. Peyrefitte est « inutile » dans la mesure où les magistrats disposent actuellement, à son avis, d'un code pénal qui leur permet d'exercer la justice dans des conditions convenables. Comme M. Séguin, il s'interroge sur les motivations du gouvernement. Il votera la « question préalable » dont l'auteur, estime déjà qu'elle n'a pas « la moindre chance » d'être adoptée en séance publique.

En revanche, M. Hector Rolland (Ailier) a dit à M. Peyrefitte, sa satisfaction face à un texte dont la tonalité l'avait convaincu d'avance. M. Yves Guéna (Dordogne) s'est souvenu qu'en 1958, les projets du garde des Scaux de l'époque, M. Michel Debré, dont il était directeur de cabinet, correspondaient à celui de M. Peyrefitte. Mais, a-t-il dit, « nous ne devons pas danser la danse du scalp de la répression ». M. René La Combe (Maine-et-Loire) a insisté sur une plus grande protection des victimes. M. Georges Tranchant (Hauts-de-Seine) a demandé l'extension des cas pénaux de légitime défense. D'autres, comme M. Pierre Pasquini (Haute-Corse) sont partisans d'atténuer ou de gommer les dispositions qui donnent à ce texte l'apparence d'un projet répressif. M. Didier Julia (Seine-et-Marne) est préoccupé par ses aspects « électoraux » : « L'un des premiers actes du président de la République a été de servir la main d'un délinquant, à Lyon, en 1974. C'était le président des délinquants. Aujourd'hui, pour des raisons électoralistes, il veut frapper à la droite du R.P.R. Nous ne voulons pas porter la main sur la liberté des citoyens ». M. Claude Labbé, président du groupe, s'est efforcé de traduire le sentiment moyen de ses amis en déclarant : « Nous sommes partisans d'une plus grande fermeté face à la montée de la violence, mais dans le maintien de toutes les libertés actuellement garanties ».

Rassurer

M. Alain Peyrefitte a cherché à rassurer les députés R.P.R. les plus réticents en affirmant que son projet a pour objet, à la fois d'introduire plus de fermeté dans le code pénal, plus de rapidité et de liberté dans la procédure.

Le garde des Scaux a ensuite défendu son texte devant la commission des lois. Son argumentation n'a pas convaincu les communistes, socialistes et communistes. Selon M. Forni (P.S.), M. Peyrefitte reste « sourd » à toutes les critiques et « aveugle » devant les conséquences de son projet qui, selon le député socialiste, s'est qu'une « opération publicitaire, une opération plus psychologique que législative ».

La commission des lois devait commencer, mercredi 21 mai, après-midi, l'examen du texte. Outre les deux cent cinquante amendements — au moins — que les socialistes ont l'intention de déposer, les communistes en ont préparé une dizaine et le député M. Jacques Piot (R.P.R., Yonne), soixante-deux.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Tactiques

Le coup d'envoi officiel de la discussion du projet « sécurité et liberté » a été donné mardi 20 mai par le garde des Scaux, qui, dans l'après-midi, a successivement défendu son texte devant le groupe R.P.R. et la commission des lois de l'Assemblée nationale, reprenant des arguments développés la veille, à Luxembourg, auprès des ministres de la justice du Conseil de l'Europe.

Qua retenu de cette première journée de discussion parlementaire ? Des dates tout d'abord : M. Peyrefitte, qui défend son projet ce mercredi 21 mai devant le groupe U.D.F., reverra les députés R.P.R. le 27 mai, jour où s'ouvrira la discussion en séance publique. Trois après-midi de débats sont prévus et trois soirées, soit le mercredi 21 à l'Elysée, le vendredi 23, la discussion, qui s'annonce fièvre, reprendra la semaine suivante.

La tactique éditoriale est déjà esquissée. L'argument choc d'abord : les Français ont peur. Quel député aurait le front de s'opposer à un projet de loi qui vise à les rassurer ? Pas M. Didier Julia (R.P.R., Seine-et-Marne) qui le taxe d'« électoraliste » mais de « populiste » et qu'on devine, pour ces raisons, malgré ses réserves, prêt à l'accepter. L'appel au sens civique ensuite : le Parlement souverain ne saurait se détourner du droit chemin sous la pression d'intérêts « corporatistes ».

Cette exhortation vise à réduire par avance les arguments des parlementaires, avocats de

Seul

Dans cette affaire de libertés, le corporatisme des adversaires du projet ne saute pas aux yeux. Mais l'appel aux Français de bon sens a toutes les chances d'être payant. Personne, dans les couloirs de l'Assemblée, n'imaginait mardi que le texte pût ne pas venir en discussion malgré la question préalable de M. Philippe Séguin (R.P.R., Vosges) et l'exception d'irrecevabilité soulevée par les socialistes.

Personne non plus n'osait risquer un pronostic sur le sort que subira le « projet Peyrefitte » au cours de ce débat, pour lequel on annonce au moins trois cents amendements. La est la véritable inconnue de la discussion. Aux socialistes, auteurs d'un moins deux cent cinquante amendements, à faire trainer les choses, fait écho le « non catégorique » des communistes, qui jugent le projet guère amendable.

Tel n'est pas, paradoxalement, l'opinion du garde des Scaux, qui répète qu'il reste ouvert à la discussion — parlementaire entend — mais n'a, jusqu'à présent, fait mine de se ranger qu'à l'opinion des députés R.P.R. qui jugent « anti-égalitaire » l'une des dispositions du texte visant à accorder une indulgence particulière aux délinquants qui indemnisent leur victime.

A l'en croire, M. Peyrefitte a renoncé à présenter aux députés un additif à son texte visant à légaliser les contrôles d'identité dits de police administrative (le Monde du 20 mai). La nouvelle est d'autant plus surprenante que le ministre a assuré il y a quelques jours à l'Assemblée qu'il n'en avait pas l'intention. Mais l'appel aux Français de bon sens a toutes les chances d'être payant. Personne, dans les couloirs de l'Assemblée, n'imaginait mardi que le texte pût ne pas venir en discussion malgré la question préalable de M. Philippe Séguin (R.P.R., Vosges) et l'exception d'irrecevabilité soulevée par les socialistes.

On n'en sait guère plus pour l'instant, sinon que le ministre a revendiqué devant le groupe R.P.R. la paternité du projet, qui, a-t-il affirmé, ne lui a pas été soumis par M. Giacobbe d'Este. Cette déclaration vise sans doute à lever le chef d'accusation de l'« opération publicitaire », mais elle peut aussi signifier que M. Peyrefitte, dont le coté de popularité ne cesse pratiquement de baisser depuis plusieurs mois, joue dans cette affaire — et seul — son va-tout politique.

BERTRAND LE GENDRE.

Cinquante et un juges d'instruction parisiens dénoncent le projet

Une motion a été votée le 20 mai par cinquante et un des cinquante-trois juges d'instruction du tribunal de Paris, dont cinquante-trois s'étaient réunis pour discuter du projet de loi gouvernemental. Il y a eu un vote contre et une abstention. Le

projet de loi dénonce le projet

projet de loi dénonce le projet

M. ALAIN PEYREFITTE : le nombre des condamnés pourrait augmenter.

Dans un entretien publié le 21 mai par le *Matin* de Paris, M. Alain Peyrefitte déclare, à propos du texte « Sécurité et Liberté » : « Le nombre des condamnés augmentera peut-être, mais le nombre des prévenus diminuera sûrement. Il n'est pas sûr que nous ayons plus de 45 % de nos détenus en détention provisoire, qui croissent des mois et des années. Présomés innocents ».

Le garde des Scaux évoque les « malentendus » que, selon lui, a fait naître le projet : « Ces malentendus ont été certes, amplifiés par le fait que ce texte n'avait pas fait l'objet d'une concertation avec son dépôt. Seulement, et on avait eu concerté » avant le dépôt, il n'y avait pas eu de texte. Il a fait naître une foule de fantômes. On en a tu un tiers, ou la moitié ».

M. Peyrefitte précise en outre que ses services ont préparé « un autre pan de la réforme du code pénal qui consiste à rendre les amendes plus proportionnelles aux ressources du prévenu ».

M. DAMIEN : réaliste et original.

Dans une lettre adressée récemment à ses pairs, M. André Damien, président de la conférence des bâtonniers, écrit notamment : « Il faut reconnaître que ce projet est à la fois réaliste et original, à peu près considéré comme une date dans l'histoire du droit pénal français. D'une part, pour supprimer le reproche de laxisme qui s'attache trop souvent à notre justice, il réduit la fourchette entre les peines prononcées et exécutées ; des peines excessives, compte tenu de l'état de nos mœurs, disparaissent, tandis que des dispositions législatives ont pour objet de prévenir un laxisme faisant perdre à la justice sa crédibilité ».

M. Damien estime qu'on peut attendre de la suppression des fourchettes, l'application de mesures concernant l'habitus corporis (...) mais que la réforme la plus importante est celle de l'instruction, qui se fera désormais soit à l'audience, soit sous la direction effective des magistrats de la chambre d'accusation. Ainsi pourra-t-on pallier les insuffisances déplorées par beaucoup de juges, quelques années, et tenant à l'insécurité ou à la jeunesse excessive de certains juges d'instruction ».

« Ce projet, souligne enfin le président de la conférence des bâtonniers, renforcera le droit de la défense ainsi que le caractère contradictoire des débats ».

LE BARREAU

DE VERSAILLES : NON !

Le conseil de l'ordre des avocats de Versailles a dit le 20 mai « non catégorique » au « projet Peyrefitte » qu'il ne juge pas d'opportunité et non amendable. Cette décision a été acquiescée par 16 voix pour et 4 abstentions. M. André Damien, président de la conférence des bâtonniers et membre de ce conseil, a ainsi été mis en minorité. Une position de rejet identique a été adoptée le même jour par le conseil de l'ordre des avocats de Paris, dont certains membres plaident encore il y a quelques jours pour l'amendement au projet. De tels amendements seront soumis à certains députés « amis », mais sans l'estampille officielle.

Quel est le coût total d'un transfert d'entreprise ?

REPOSE AU COLLOQUE DE L'IMPLANTATION EN ÎLE DE FRANCE LE MERCREDI 4 JUNE A CERGY VOIR PAGE 27.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT » occupe en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5, RUE LACEPÈDE, PARIS-5. Téléphone. (16 50) : 701-50-61

Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.



La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.

Europartenaires

CREDIT LYONNAIS BANCO DI ROMA BANCO HISPANO AMERICANO COMMERZBANK

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

POUR UN MEILLEUR EMPLOI DE L'ÉNERGIE

Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalot, 75014 Paris en spécifiant le dossier demandé ou 60 F pour abonnement annuel (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières

vous y trouverez également :

LES BUREAUX

qui vous recherchent.

SÉCURITÉ ET

Une no

M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a dit le 20 mai 1980, à propos du projet de loi « Sécurité et Liberté » : « Le nombre des condamnés augmentera peut-être, mais le nombre des prévenus diminuera sûrement. Il n'est pas sûr que nous ayons plus de 45 % de nos détenus en détention provisoire, qui croissent des mois et des années. Présomés innocents ».

Le garde des Scaux évoque les « malentendus » que, selon lui, a fait naître le projet : « Ces malentendus ont été certes, amplifiés par le fait que ce texte n'avait pas fait l'objet d'une concertation avec son dépôt. Seulement, et on avait eu concerté » avant le dépôt, il n'y avait pas eu de texte. Il a fait naître une foule de fantômes. On en a tu un tiers, ou la moitié ».

M. Peyrefitte précise en outre que ses services ont préparé « un autre pan de la réforme du code pénal qui consiste à rendre les amendes plus proportionnelles aux ressources du prévenu ».

M. Damien : réaliste et original.

Dans une lettre adressée récemment à ses pairs, M. André Damien, président de la conférence des bâtonniers, écrit notamment : « Il faut reconnaître que ce projet est à la fois réaliste et original, à peu près considéré comme une date dans l'histoire du droit pénal français. D'une part, pour supprimer le reproche de laxisme qui s'attache trop souvent à notre justice, il réduit la fourchette entre les peines prononcées et exécutées ; des peines excessives, compte tenu de l'état de nos mœurs, disparaissent, tandis que des dispositions législatives ont pour objet de prévenir un laxisme faisant perdre à la justice sa crédibilité ».

M. Damien estime qu'on peut attendre de la suppression des fourchettes, l'application de mesures concernant l'habitus corporis (...) mais que la réforme la plus importante est celle de l'instruction, qui se fera désormais soit à l'audience, soit sous la direction effective des magistrats de la chambre d'accusation. Ainsi pourra-t-on pallier les insuffisances déplorées par beaucoup de juges, quelques années, et tenant à l'insécurité ou à la jeunesse excessive de certains juges d'instruction ».

« Ce projet, souligne enfin le président de la conférence des bâtonniers, renforcera le droit de la défense ainsi que le caractère contradictoire des débats ».

NATIONS TRONQUÉES : trois

(après 12, 2 et 7).

Le 12 mai 1980, le conseil complet de l'Assemblée nationale a élu M. Peyrefitte garde des Scaux. Le projet de loi « Sécurité et Liberté » a été adopté par 351 voix pour et 100 voix contre. M. Peyrefitte a été élu à la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi « Sécurité et Liberté »

Le projet de loi « Sécurité et Liberté » a été adopté par 351 voix pour et 100 voix contre. M. Peyrefitte a été élu à la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

501 1000 1000

Une note de M. Béteille et la réponse du « Monde »

beille » ou encore qu'il s'agit d'un « texte apocryphe ». Or il ne s'agit de rien de moins que du texte adressé par le garde des sceaux au Conseil d'Etat. C'est donc dire qu'un projet de cette nature est un texte apocryphe, voire un fond de corbeille. Ce n'est flatteur ni pour le Conseil ni pour le ministre. — J. F.

rectement saisie en ce qui les concerne, lorsque leur est reproché un délit ou un crime dans l'exercice de leurs fonctions.

12) « *Qui va décider qu'on étudie le juge d'instruction ? Le procureur général.* »

Erreur. La simple lecture du

projet de loi permet de voir que
est le procureur général peut
procéder à la saisie de la chambre
d'accusation, c'est celle-
ci qui dispose : elle pourra, soit
se déclarer incompétente, soit de-
clarer qu'elle a le droit de poursuivre
soit ordonner une poursuite pré-
paratoire par le juge d'in-
struction, soit se saisir direc-
tement de la procédure.

13) « Le dépêchement des
droits de la défense que l'es-
timation du juge d'instruction
regard du projet de loi ! » —
encore accru par la suppression
de l'obligation de motiver les dé-
cisions du juge d'instruction en ef-
fets, la poursuite en infraction
prohibée de l'organe qui la
peine encourue est supérieure à
cinq ans. Un simple mandat sur-
requis et qui ne sera pas néces-
sairement renvoyer tous les qua-
tre mois. »

Erreur, M. Boucher ignore que,
dans la législation actuelle, pour
les auteurs de crime, le placement

en détention provisoire ne fait pas l'objet d'une motivation. La mesure envisagée ne fait que maintenir en la matière le dispositif actuel. L'absence de mo-

tivation ne s'applique que si la
 peine encourue est supérieure
 cinq ans, ce qui était autrefois
 le critère du crime. M. Bouchon
 oublie d'ailleurs de dire que les
 correctionnalisations prévues par
 le texte auront pour conséquences
 d'offrir à la défense un double
 degré de juridiction de jugement.

PRECISION ABSURDE : un cas (point 11).
La précision de la « note » du

PRECISION ABSURDE : un cas (point 12).

La précision de la « note » du directeur des affaires criminelles est elle-même absurde doublement. D'abord parce que l'existence de la Cour de cassation est connue de tout le monde, même des profanes, et même de certains journalistes. A moins qu'il ne faille voir dans ce rappel d'"inquiétante précision" qu'il n'est pas envisagé de supprimer la Cour de cassation...

Deuxième absurdité que celle qui consiste à indiquer aux maires (et à quelques autres bénéficiaires d'un

privilege de juridiction) que ce privilège est étendu à certains criminels. Gageons que l'argument officiel pour fonder la suppression possible du juge d'instruction en matière criminelle fera sourire plus d'un de ces meïres s'ils ont le sens de l'humour noir.

Ajoutons enfin que l'innovation consistant à priver certains criminels d'un degré de juridiction est l'instruction — alors que le fait cri-

considéré comme une inégalité de traitement devant la loi, donc une

La raison d'être de ces prétendues rectifications est claire : démentir même l'authentique, soutenir même l'invraisemblable. Le garde des sceaux a lui-même défini ce procédé : « l'emalgame » qui consiste à mêler « à un cheval d'affubulation une abouette d'exécutoire ». « Le lecteur est abusé qui croit encore (au sérieux) du conneur.

PHILIPPE BOUCHER.

Que faut-il faire pour obtenir les autorisations administratives nécessaires ?

REPONSE

**AU COLLOQUE
DE L'IMPLANTATION
EN ILE DE FRANCE
LE MERCREDI 4 JUIN
A CERGY
VOIR PAGE 27**

POLITIQUE

APRÈS L'INITIATIVE DU R.P.R. EN ALSACE

M. Marcel Rudloff (C.D.S.) souhaite, lui aussi un renforcement des pouvoirs du conseil régional

De notre correspondant

Strasbourg. — La proposition de loi sur la transformation des régions en collectivités territoriales et les transferts de compétences déposée par les députés R.P.R. alsaciens (le Monde du 17 mai) est approuvée sur le principe par le président du conseil régional d'Alsace, le sénateur Marcel Rudloff, qui est aussi président du C.D.S. du Bas-Rhin. « La majorité des responsables régionaux pensent que l'évolution de la loi du 5 juillet 1972 doit aboutir à l'instauration de la

LE P.C. GUADELOUPÉEN REJETTE L'IDÉE D'INDÉPENDANCE A TOUT PRIX

Placé sous le thème « l'autonomie démocratique et populaire, étape sur la voie d'une indépendance à contenu socialiste », le septième congrès du parti communiste guadeloupéen (P.C.G.), dont les travaux se sont terminés le lundi 19 mai à Pointe-à-Pitre, a dénoncé « les dangers opportunistes de ceux qui prôneraient une indépendance à tout prix, une indépendance à réaliser avec l'aide de la bourgeoisie locale, avec l'aide extérieure de certains impérialistes étrangers, voire avec la caution de certains secteurs du colonialisme français ».

M. Guy Dantin, secrétaire général, a notamment déclaré : « L'indépendance nationale est un droit imprescriptible et inaliénable de tout peuple colonisé. Il est parfaitement légitime de vouloir l'indépendance de son pays et de la préparer. Mais sur ce point, comme sur tous les autres, ce ne sont pas les formules idéologiques qui font marcher l'histoire et marquer la conscience populaire. (...) Le problème de l'heure ne s'exprime pas dans le dilemme autonomie ou indépendance, mais est plutôt de savoir comment travailler à unir la majorité de notre peuple, l'ensemble des travailleurs, sur un programme de lutte. » Une délégation du P.C.F. a suivi ces travaux.

région comme collectivité territoriale de plein exercice, nous a-t-il déclaré. En dehors même des difficultés que présente la procédure des modifications constitutionnelles nécessitées par cette transformation, les principaux obstacles à cette évolution viendront de l'Etat et des départements, qui ont de nouveau le vent en poupe. Les élus nationaux pensent en général que le département n'est pas en cause et que, par conséquent, il ne doit pas céder la place à la région. »

S'il est d'accord pour renforcer les pouvoirs de la région, le président du conseil régional d'Alsace est beaucoup plus réservé devant le projet de fusionner en une assemblée unique les conseils économiques et sociaux et les représentants élus de la population. L'augmentation des pouvoirs des conseils régionaux généralement demandée va-t-elle jusqu'à soulever des transformations profondes dans les organismes régionaux ? Le sénateur Rudloff se le pose pas : « Nous sommes d'accord pour une augmentation des compétences de la région, mais attention au transfert massif des compétences. La région est, en général, encore trop fragile pour pouvoir réellement exercer toutes les nouvelles compétences qui lui seraient transférées. » — J.-C. H.

La Pompadour
spécialiste
CEREMONIES
la plus belle collection
de robes
cortes et longues
ensembles, manteaux
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bd Haussmann
91 Champs-Élysées

UNE ÉTUDE DE LA REVUE « POUVOIRS »

Le Conseil constitutionnel : de la défense de l'exécutif à celle des libertés

Parmi les institutions de la V^e République, le Conseil constitutionnel a été critiqué parce qu'il était, pour l'exécutif, un moyen de se prémunir contre d'éventuelles tentatives du Parlement pour limiter les prérogatives du gouvernement. Le Conseil est aujourd'hui respecté comme une parade aux excès que peut entraîner l'alliance d'un gouvernement et d'une majorité également stables. Les auteurs réunis par la revue *Pouvoirs* dans son numéro du second trimestre 1980, étudient cette mutation, qui passe par deux dates : le 16 juillet 1971, le Conseil constitutionnel, saisi par le président du Sénat, M. Alain Fohrer, déclare non conforme à la Constitution un projet de loi visant à modifier la loi de 1901 sur les associations, et soumettant l'enregistrement de celles-ci, si l'autorité préfectorale en décidait ainsi, à l'avis du parquet. Cette décision marque l'entrée du Conseil dans le rôle de défenseur des libertés publiques, que la réforme constitutionnelle du 21 octobre 1974 développera. En donnant aux députés et aux sénateurs, à condition qu'ils soient les uns ou les autres, au nombre de soixante, le droit de saisir la Haute Assemblée, la réforme de 1974 a fait du Conseil l'instance de recours de l'opposition contre les décisions

qui seraient prises par la majorité au mépris de la Constitution. M. Louis Favoreu montre que l'évolution de la fonction du Conseil constitutionnel s'accompagne d'une « réunification du droit public », notamment par le fait que les libertés publiques, dont les principes sont inscrits dans le préambule de la Constitution, prennent une valeur juridique effective dès lors qu'elles sont défendues par une juridiction dont les décisions sont sans appel. Mme Danièle Lozachak estime cependant que le caractère « insaisissable » de ces principes, tels qu'ils sont énoncés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et le préambule de la Constitution de 1946, intégrés dans celle de 1958, fait que « le juge constitutionnel reste maître de sa décision finale », laquelle se révèle, à l'examen de la jurisprudence, imprévisible. On comprend alors que M. René de Lacharrière, formulant une « opinion dissidente » de toutes celles qui, dans cette revue, s'expriment en faveur de l'institution, s'inscrive en faveur de la possibilité d'une autorité politique vulnérable.

* *Pouvoirs*, n° 13 : « Le Conseil constitutionnel », P.U.F. éd., 218 pages.

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DU PRÉSIDENT DU CLUB DE L'HORLOGE

M. Yves Biot, président du Club de l'Horloge, nous écrit : Dans un article paru dans le Monde du 10 mai dernier, M. Robert Badier fait allusion, à propos d'un projet gouvernemental sur la sécurité, à la sensibilité du Club de l'Horloge, qui s'opposerait, selon lui, à celle de la Ligue des droits de l'homme.

Je voudrais préciser à cet égard que le Club de l'Horloge est profondément attaché à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1791. Cependant, pour nous, la tradition républicaine ne s'identifie ni avec le laxisme ni avec le gouvernement des juges, lequel est de tradition anglo-saxonne. Il faut s'expliquer sur ce point.

En matière de sécurité publique, deux traditions s'opposent constamment en France. Depuis l'aube de la République, la première, très en cours parmi une grande bourgeoisie d'argent, fêrme d'agglomération, plaide pour un certain laxisme pénal et en faveur d'un véritable gouvernement des juges. Éloignés des réalités des beaux quartiers, ces derniers se permettent le luxe supplémentaire d'un libéralisme de bon aloi. L'Etat leur est suspect comme il l'est toujours été pour les grands réformateurs. Dans cette conception, le juge est moins au service de l'Etat démocratique qu'au service d'une justice métaphysique au nom de laquelle il s'opposera à l'Etat. C'est la version moderne du droit de remontrance des parlements d'Ancien Régime. L'autre tradition, républicaine et profondément populaire, soutient l'application dans toute sa rigueur de la loi pour punir les criminels. Cette tradition donne le pas au besoin de sécurité dans la rue, et donc aux préoccupations des citoyens les plus défavorisés. Car il est bien vrai, par exemple, que l'insécurité dans le métro ne frappe que ceux qui prennent le métro et non ceux qui circulent en voiture particulière.

Michelot écrit au début de son *Histoire de la Révolution française* que ce qui était critique dans l'Ancien Régime n'était pas l'autorité de l'Etat mais au contraire, l'absence d'autorité jointe à l'arbitraire. Parce qu'il était trop bon, le roi ne protégeait pas ses sujets contre les abus des intendants.

La République n'a pas à être trop bonne. Elle doit être juste et assurer la sécurité de tous, y compris des plus modestes. Par ailleurs, l'autorité judiciaire doit être indépendante, mais elle ne saurait se transformer en un « pouvoir judiciaire » puisqu'elle n'est pas issue du suffrage universel. L'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen précise bien que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ». Le juge doit appliquer la loi, il ne lui appartient pas de se substituer au peuple ou à ses représentants élus pour la concevoir. Le goût du droit américain et anglais, si fort depuis La Fayette dans les milieux fortunés, ne doit pas nous éloigner de cette tradition républicaine, plus proche des aspirations populaires et qui a toujours plaidé pour une juste rigueur. Nos maîtres en la matière seraient plutôt du côté de Jules Michelet et de Clément de la loi pour punir

(Publicité)
UNIVERSITÉ PARIS I - PANTHÉON-SORBONNE
STAGE « INITIATION A L'ÉCONOMIE »
Une semaine à temps plein
du 2 au 6 juin 1980
Pour tous renseignements s'adresser au
CENTRE D'ÉDUCATION PÉMANENTE
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS I
14, rue Cujas - 75005 PARIS - TEL. 323-12-13, poste 37-17 et 35-06.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES PROFESSIONNELS IMMOBILIERS ET COMMERCIAUX
INSCRITE A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE SOUS LE N° 13.936
SIÈGE : 50, rue Duhamel - 75018 PARIS. — Téléphone : 228-65-78 - 228-66-37

UNE JOURNÉE NATIONALE DE LA F.F.P.I.C.
MERCREDI 7 MAI 1980

Le Conseil National devait élire Claude Gouet comme président national

La composition de la nouvelle Equipe Fédérale se traduit comme suit pour les trois années à venir :

- **PRESIDENT NATIONAL** : Claude GOUET - PARIS
- **PRESIDENT NATIONAL ADJOINT** : Claude CUZOL - LIMOGES
- **VICE-PRESIDENT NATIONAL** : Jean GILLES - MARMANOE
- **VICE-PRESIDENT NATIONAL** : Christian MULLER - MARSEILLE
- **VICE-PRESIDENT ADJOINT** : Louis MALEGUE - LYON
- **VICE-PRESIDENT ADJOINT** : Pierre CATHERINE - ROUEN
- **DELEGUE NATIONAL, RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA C.G.P.M.E.** : Marcel MITHOUARO - PARIS
- **SYNDIC NATIONAL** : René ABAGIE - ANTIBES
- **SYNDIC NATIONAL ADJOINT** : Max MELE - BORDEAUX
- **SECRÉTAIRE GÉNÉRALE** : Monique BESSON-MAGDELLAIN - PARIS
- **SECRÉTAIRE NATIONAL ADJOINT** : Jean PLANCHON - MONTPELLIER
- **SECRÉTAIRE NATIONAL ADJOINT** : Daniel BERGBOUQUON - VENDOME
- **TRESORIER GÉNÉRAL** : Guy THIEBAUD - PARIS
- **TRESORIER NATIONAL ADJOINT** : Jean-Luc PIERSON - VAL-DE-LOIRE
- **TRESORIER NATIONAL ADJOINT** : René TROIN - PEROLS (Montpellier)
- **TRESORIER NATIONAL ADJOINT** : Albert BAUMANN - MULHOUSE
- **COMITÉ NATIONAL DES RELATIONS PUBLIQUES ET PRESSE** : Jacques RIBOUREL
- **BUREAU POLITIQUE FÉDÉRALE** : Pierre BALOUZ - PARIS
- **LOUIS THYRAULT** - SAINT-FARGEAU
- **JOSEPH MEZIN** - CHAMBERY - Jacques ATHENES - TOULON
- **CLAUDE OLAUNAY** - RENNES - Michel ROBERT - CAEN - René BERTHAUX - ORLÉANS
- **PIERRE-JUSTIN** - POINTE-A-PITRE
- **RAYMOND LAGRESLE** - MONTBRISON
- **PIERRE BILH** - ROUEN

La F.F.P.I.C. se dote également de :

- Dix-neuf commissions nationales regroupant tous les secteurs d'activité et de promotion sociale. La F.F.P.I.C. avait émané en fin d'après-midi un débat public et une manifestation, en une des composantes de la profession, les syndicats de copropriété, se trouvant dans une position particulièrement défavorable sur le plan de l'exercice de leur métier.
- Les pouvoirs publics, à travers des arrêtés préfectoraux, ont leur démission pas les moyens de remplir leur mission. En effet, à Paris, un syndicat de copropriété perçoit 23,50 F par mois et par copropriétaire, et ceci est encore plus faible au vu des dépenses, dans l'ensemble des régions de France.
- Des délégations se sont rendues en cours d'après-midi :
 - au MINISTÈRE DU LOGEMENT,
 - au MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,
 - au MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Elles ont été reçues dans chacun d'entre eux, et les responsables ont déposé une motion, réclamant :

- UN BAREME NATIONAL POUR LES SYNDICATS DE COPROPRIÉTÉ, avec un prix minimum du lot de 400 F dans la première tranche, soit 34 F par mois et par copropriétaire, cet avoir d'arriver à une véritable libération des prix, que certains dirigeants ont cru bon devoir réclamer mais d'assurer auparavant d'un prix de revient plancher.
- UN ABAISSÉMENT DES CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIÉTÉ par une réduction du taux de T.V.A. sur certaines prestations, en particulier les honoraires, en ramenant celui-ci de 17,5 % à 7 %, comme dans certains secteurs d'activité.
- UNE CARTE PROFESSIONNELLE PERMANENTE afin d'éviter aux Professionnels de l'immobilier d'aller chaque année embouteiller les Préfectures pour obtenir leur agrément.

La F.F.P.I.C. se félicite de la responsabilité que Jacques RIBOUREL a bien voulu prendre au sein de ses instances.

Débat public

LE DÉBAT PUBLIC, qui terminait cette journée, devait remporter un immense succès par plus d'un millier de syndics ayant répondu à l'appel de la F.F.P.I.C., et l'on pouvait remarquer à la tribune comme participants :

- un AVOCAT, M. LANSIAST ;
- un ARCHITECTE, M. Gérard UNIAK ;
- un HUISSIER, M. DELAPLACE ;
- un PRÉSIDENT DE CONSEIL SYNDICAL D'UNE CO-PROPRIÉTÉ refusant tous les problèmes que peut rencontrer la profession de syndic, M. Édouard VIVRE ;
- un CONSTRUCTEUR PROMOTEUR tant en copropriété qu'en maison individuelle, M. Jacques RIBOUREL ;
- l'ASSOCIATION DES NOUVEAUX CONSOMMATEURS, MM. François CAVALLIAC et Jean-François CHABRETT ;
- la CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES P.M.E., M. Pierre LE BAUD ;
- le Président Roger SEVILLA, de PARIS - ÎLE-DE-FRANCE, pour la F.N.A.I.M., qui devait, à la tribune du débat public, affirmer l'unité qu'il entendait représenter, recueilli une ovation d'enthousiasme.

À 12 heures, ANTEENNE 2 devait d'ailleurs, à l'émission de M. Philippe BOUVARD, interviewer le Président Claude GOUET pour connaître les motifs profondes qui amènent la F.F.P.I.C. et les syndicats de copropriété à manifester leur mécontentement.

Au cours du débat et dans cette large confrontation publique, les syndicats ont recueilli qu'ils tiennent à une bonne image de marque et qu'ils ne peuvent actuellement donner satisfaction à leurs mandants, ne pouvant embaucher un personnel suffisant et compétent.

Le Président national, M. Claude GOUET, devait donner lecture de la lettre de M. René SMOYER, Ministre de l'Économie et des Finances, qui, en date du 20 décembre 1979, indiquait :

« Je tiens d'abord à préciser le principe d'une nouvelle majoration de 4 % qui devrait couvrir le premier trimestre de l'année 1980. Cette décision sera notifiée incessamment aux Préfets et Directeurs départementaux de la concurrence et de la consommation au vu d'une application rapide. »

Ces 4 %, comme l'indiquait la décision du Ministre, ne couvriraient que le premier trimestre 1980, mais, au second trimestre, aucune nouvelle tarification n'est venue concrétiser les propos et les affirmations du Ministre de l'Économie et des Finances, ce qui peut être considéré comme un abandon de la situation d'une profession qui, sur le plan économique, fait travailler des centaines de milliers de personnes et des entreprises.

D'après les indications d'un fonctionnaire de la Direction de la Concurrence et des Prix, il s'agit d'aller vers une libération des prix de ce secteur d'activité.

La F.F.P.I.C. devait faire remarquer quelle ne peut accepter de telles conditions d'abandon de son dossier avant qu'une étape soit franchie, permettant ensuite la discussion au niveau des copropriétaires.

La F.F.P.I.C. FAIT ÉTUDIER L'ENGAGEMENT DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES SUR LE PLAN JURIDIQUE ET VA PRENDRE POSITION AFIN QUE DES RÉSULTATS SOIENT OBTENUS.

Les arrêtés préfectoraux n'agent pas d'effet rétroactif et le premier trimestre étant largement dépassé, la F.F.P.I.C. s'abstient dans les délais réglementaires de la tribune administrative et réclame des dommages et intérêts.

Quant à tous les professionnels de l'immobilier, le pourcentage de leur dette d'une carte professionnelle d'identité permanente d'une durée de 5 ANS, c'est ce que le Ministre de la Justice a indiqué à la F.F.P.I.C. suite à notre requête.

La F.F.P.I.C., Fédération Française des Professionnels Immobiliers et Commerciaux
50, RUE DUHAMEL - 75018 PARIS. — TÉLÉPHONE : 228-65-78.

Une organisation syndicale toujours de l'avant pour l'image de marque de la profession qu'il faut venir rejoindre

(*) Lisez l'Echo de l'Immobilier, journal de la F.F.P.I.C.

Le Monde
PLUS DE QUATRE ANS
L'ancien di
devant les

PROTESTATIONS A
Des jurés d'assises

De notre corres

Le 21 mai, jour de la
des jurés d'assises
au sein d'un jury
de la cour d'appel de
Paris, les jurés d'assises
ont été confrontés à
une grave affaire de
meurtre. Le président
du jury, M. Jean-Pierre
Bouvier, a souligné
l'importance de ce
moment et a demandé
aux jurés de bien
suivre les débats.
L'accusé, M. Jean
Pierre, a été confronté
à une longue liste de
questions. Les jurés
ont répondu par
oui ou non. Le
procès a duré toute
la journée. Les jurés
ont été très attentifs.
Le verdict sera rendu
dans quelques jours.

PLUS DE QUATRE ANS APRÈS LA MORT D'ISABELLE LE MENACH

L'ancien directeur de l'Espéridou devant les assises de l'Hérault

Montpellier. — Le procès du Père René-Emile Fabre, soixante-neuf ans, ancien directeur de l'Espéridou, établissement pour délinquants profonds situé à Saint-André-de-Sangonis (Hérault), s'est ouvert ce mercredi matin 21 mai devant la cour d'assises de l'Hérault. Le 15 février 1976, Isabelle Le Menach, treize ans et demi, mongolienne, montrait étonnée dans une camisole de force. Le prêtre, ancien aumônier militaire, répond de « violences volontaires à l'égard de la victime », de quinze ans par personne ayant autorité sur elle, ayant entraîné la mort sans intention de la donner, et de « violences volontaires avec préméditation aux enfants et adolescents dont il avait la charge ».

C'est un dimanche ordinaire, le 15 février 1976, pour la petite communauté qui vit en vase clos dans cette forteresse qu'elle appelle alors l'Espéridou, la mai nommée (en Languedoc, « le lieu où l'on s'épanouit »). Le Père Fabre s'apprête à célébrer l'intermède officia dominical — plus de trois heures — dans ce langage ampoulé qu'il a inventé à l'intention de celles qu'il appelle des « Humeurs ». Humains Non Raisonnants.

Onze ans déjà que la prière règne en maître sur un personnel soumis à une trentaine d'arrière-pensées orolondes, âgées de neuf à trente ans, toutes originaires de la région parisienne et appartenant parfois à de grandes familles aristocratiques. Onze ans déjà que Christiane Garnier, l'éditrice de l'établissement, est décédée. A sa mort, l'Espéridou perd sa qualification d'institut médico-pédagogique (I.M.P.) pour devenir un « établissement hospitalier pour filles parisiennes inadaptées ». Le Père Fabre, qui trouve cette appellation, na possédait en effet aucun des diplômes requis pour diriger un I.M.P. Mais la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, à laquelle on l'orça la main, continue de payer très cher (210 F par jour au moment des faits, en 1976, pour cet établissement privé subventionné à 100 % par la Sécurité sociale).

Ce dimanche matin, Isabelle Le Menach, treize ans et demi, mongolienne, épileptique, se montre grognon dans son lit. Isabelle est née dans une famille particulièrement soudée — le père est officier de marine; la fille aînée, éducatrice spécialisée, prend en charge le problème de sa sœur. « Vous avez une bonne tête de Breton », dit le Père Fabre en recevant pour la première fois l'officier de marine. Les parents d'Isabelle, mal informés et abusés à l'époque par la réputation de l'Espéridou, battent aujourd'hui leur couple, et leur félicité vise à ouvrir les yeux des parents dans leur cas.

Isabelle La Menach va encore « leke le bourdon » (c'est-à-dire émettre le bruit de l'insecte avec sa bouche) pendant la messe, décriée le Père Fabre, qui ne tolère aucune manifestation intempérative durant l'office de trois heures. La fillette est alors « per mesura préventive », affublée

Au-delà de l'étrange personnalité de cet ancien aumônier militaire qui fait état d'un « passé glorieux » — ce qui est discuté — et de « hautes relations », sont à la fois en accusation une conception particulière de l'enfance inadaptée et la bienveillance coupable, dans cette affaire, des autorités de tutelle. En 1972, les instances locales de la C.F.D.T. avaient dénoncé les agissements du Père Fabre, et des rapports officiels — l'un d'entre eux — restés dans les tiroirs avaient attiré l'attention des responsables sur ce qui se passait réellement derrière les hauts murs de l'Espéridou (1).

De notre envoyé spécial

d'une camisole de force et attachée à des pions, dans une pièce capotée et sans fenêtre appelée l'« isolat ». La porte est refermée à clé. Le prêtre s'en va dira sa messe. Ce n'est pas la première fois que pareil traitement est infligé à Isabelle. Ce calvaire dominical, elle l'a subi oralement depuis le Noël précédent. Bien entendu, ses parents l'ignorent. Rien ne transpire sur les murs de l'Espéridou, ni dans Saint-André-de-Sangonis, — sinon quelques rumeurs — à plus forte raison à 800 kilomètres de là. Pourtant, des gens savent ce qui se passe: le personnel d'abord, mais il est terrorisé et ne veut pas perdre sa place. Le docteur André Savelli, médecin psychiatre attaché à l'établissement, a démenti toute responsabilité et n'est pas inquiété dans cette affaire. Les autorités de tutelle, enfin: dès mars 1968, un rapport du docteur Bescon, fait à la demande de l'inspection régionale de l'action sanitaire et sociale, craint que la prière ne soit entretenue, « du fait de son isolement, et des excès ou de ses erreurs qui ne pourraient être prévenus à temps ».

Quatre ans plus tard, au printemps de 1972, la C.F.D.T. cerna le mur du silence à l'occasion d'un conflit syndical qui éclata à l'Espéridou: le Père Fabre, accusé-là, se rend coupable de sévices envers certaines de ses pensionnaires. Deux rapports officiels, établis pour la « compte du ministère de la santé publique et des autorités religieuses, écartent l'ecclésiastique.

Glorieux passé ?

Voilà déjà plus de deux heures qu'Isabelle Le Menach est cloîtrée, sans surveillance, dans son réduit obscur de 1,20 m. de côté et 3,50 m. de haut. Pourquoi elle ? Le Père Fabre a ses « idées ». Sa pédagogie est simple: la carotte et la bâton. Il considère que les délinquants mentaux sont « irrécupérables ». Il applique dès lors la loi du talion: « Ceux qui ne peuvent pas se contrôler, ne peuvent pas être contrôlés ». Il lui met la tête dans la serviette des w.-c. et tire la chasse. Fabienne, quatorze ans, tarde trop à se lever: il la traîne, puis elle atte-

LE PROCÈS DES COMPLICES DE PIERRE CONTY AUX ASSISES DE L'ARDÈCHE

Le « hippy » introuvable

Privas. — Le procès des complices de Pierre Conty, auteur présumé du meurtre, le 24 août 1977, d'un gendarme et de deux automobilistes, qui s'est ouvert mardi 20 mai devant la cour d'assises de l'Ardeche, na livra sans doute pas la clé d'un énigme criminelle qui trouble encore, trois ans plus tard, ce département rural.

Stéphane Vieux-Peccate, âgé de vingt-huit ans, soupçonné d'avoir participé à l'attaque du Crédit agricole de Villeneuve-la-Grèppe, d'avoir été au moins présent lors du triple meurtre, et Jean-Philippe Mouillot, âgé de vingt-huit ans, conducteur de la voiture de la bande, ne ressemblent que fort peu à cas « tueurs fous », marginaux révoltés

déclarés à l'époque. Enfants de la bourgeoisie parisienne, « liés de sympathie puis d'amitié », bons fils, bons maris, ils ressemblent peu à l'image que l'Ardeche gardait de l'affaire Conty.

Il n'est sans doute ainsi durant les trois jours du procès. Manque en effet dans le box des accusés l'auteur présumé du triple meurtre: Pierre Conty, âgé aujourd'hui de trente-quatre ans, ouvrier grenoblois, qui, avec d'autres marginaux, était allé à la barre. Pierre Conty est devenu depuis sa fuite, le 27 août 1977, un personnage presque légendaire, mélange de taupe traqué et de hippy maléfique. Aujourd'hui na sait ce qu'il est devenu.

De notre envoyé spécial

des hommes. Conty est partout. Le 11 novembre 1977, un inconnu se fait conduire dans les Alpes en menaçant de son revolver. Les victimes assurent qu'elles ont eu affaire à un « hippy » de Rochebelle. Il s'agit en fait d'un délinquant grenoblois, Robert Richl. Un an plus tard, un pompiste, près de Romans, affirme avoir eu affaire à Conty. Celui qui le paye avec un chèque volé s'appelle en fait Roland Cuffosse, c'est un petit loupard de Privas. Plus récemment encore, un livreur prétend avoir été arrêté sur la route par le fugitif près d'une localité du Gard. Pierre Conty, assoupli, hagard, lui aurait volé 10 litres de lait.

« Elle n'a pas l'air d'une veuve »

On le dit aussi en Argentine, au bord d'une somptueuse piscine au Brésil, au bras d'une sculpturale Indienne, des Ardéchois le « croisent » à Lyon ou à Marseille, mis comme un prokète de la Belle Époque. Un autre jour, Conty est terroriste international. La preuve: début mai, il téléphone à l'école de Vercoux (Ardeche): « Allo, je suis Pierre Conty, je vais faire sauter le bâtiment ». On évacue, à tout hasard, les enfants et le maître.

Il arrive aussi que Conty soit déclaré mort: le fuyard aurait même été tué le lendemain du drame de septembre 1977, par ses gendarmes, ou encore par ses amis. Son corps est même « retrouvé » dans une tombe de la forêt de Pardailhan (Hérault), près de Saint-Pons, à quelques kilomètres de Bédiers. Vérification faite, il ne s'agit pas de Conty.

Les plus méfiants ne croient pas, bien sûr, à ces mauvaises nouvelles. Conty est bien vivant: tenez, on l'a encore croisé récemment au marché d'Ardeche. Chez nous, chez lui, en Ardeche,

PHILIPPE BOGGIO.

PROTESTATIONS A GRENOBLE

Des jurés d'assises triés sur le volet

De notre correspondant

Grenoble. — L'application de la loi du 28 juillet 1978 sur la désignation des jurés d'assises a donné lieu, depuis son entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1980, à des « abus », estime le président de la section grenobloise de la Ligue des droits de l'homme, M. Michel Prud'homme. Selon lui, la liste définitive des jurés tirée au sort une quinzaine de jours avant l'ouverture de la session de février 1980 aux assises de l'Isère a été communiquée aux services des renseignements généraux.

Parmi les trente-cinq membres titulaires et les dix membres suppléants désignés pour siéger éventuellement pendant la durée de la session, six nous ont fait l'objet d'« observations » de la part des policiers. Ainsi la note des R.G. soulignerait l'appartenance politique — communiste et socialiste — de trois conseillers municipaux désignés comme jurés d'assises. D'autre part, le document qui aurait été envoyé au premier président de la cour d'appel de Grenoble indique que, sur les quarante-cinq noms, trois correspondent à des personnes condamnées. La Ligue des droits de l'homme s'élève contre « les atteintes à la vie privée des futurs jurés par l'utilisation de fichiers illégaux » et affirme que les trois condamnations dont font état les renseignements généraux ont été annulées. La Ligue des droits de l'homme dénonce enfin « l'omalgamie une fois de plus révélée entre militants de gauche et délinquants (...) et la violation du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs ».

Nes listes de jurés potentiels n'étant plus, comme autrefois, désignées par les maires, mais partagées au sort sur les listes électorales, le procureur général de la cour d'appel de Grenoble,

SEPT CADRES D'EL-FRANCE SONT PLACÉS SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE A REIMS

(De notre correspondant.)

Reims. — Après quatre ans et demi d'instruction dans le litige qui oppose un revendeur de produits pétroliers de Reims la S.A. Mitchell à la société Elf-France, sept des huit cadres de cette dernière société, déjà inculpés depuis novembre 1977 ou juillet 1978, ont été placés, mardi 20 mai, sous contrôle judiciaire, par M. Jacques Lefort, juge d'instruction.

La S.A. Mitchell accuse Elf-France d'avoir, par diverses pratiques, voulu « éliminer un revendeur indépendant pour s'assurer le contrôle direct du marché ». Les inculpations sont de quatre ordres: action ayant pour but de fausser le jeu de l'offre et de la demande; majorations illicites de prix; tromperie sur la qualité et refus de vente.

M. PIERRE-CHARLES PATHÉ COMPARAIT DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Le procès de M. Pierre-Charles Pathé, âgé de soixante-dix ans, accusé d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère, en l'occurrence l'Union soviétique (le Monde daté 6-7 janvier), s'est ouvert mardi 20 mai devant la Cour de sûreté de l'Etat, présidée par M. Claude Allier. La première audience a été consacrée à l'interrogatoire d'identité.

M. Pathé — fils légitime de Charles Pathé, créateur de la société cinématographique qui porte son nom — a suivi de longues études avant le deuxième guerre mondiale, entreprenant de nombreux voyages à l'étranger. Il s'est progressivement orienté, après guerre, vers le journalisme et la réflexion politique, publiant notamment, en 1959, un ouvrage intitulé Essai sur le phénomène soviétique. La déposition du médecin expert, psychiatre des hôpitaux, a mis en relief le « goût du mystère et du secret » chez l'accusé, ainsi que sa « passion pour les spéculations intellectuelles à haut niveau ».

Les débats doivent durer toute la semaine. L'arrêt sera rendu vendredi 23 mai.

Les cuisines Miele se regardent de près



Conception rationnelle, finitions soignées, modèles très diversifiés... Miele applique à ses cuisines, comme à ses autres productions, la passion du travail bien fait, le souci de la fiabilité et de la robustesse.

Allez les voir chez:

MIDS

5, boulevard Raspail
75006 Paris - Tél. 222.21.25
Métro: rue du Bac

Ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 19 h

Miele

La passion de l'exigence.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Mariano Fortuny à Lyon

Le manteau d'Albertine



CARPACCIO, Bellini, les Doges, la Renaissance, Byzance, l'Orient, l'Islam, Samos, Hera, Kore, la Grèce antique... Les références affluent à la mémoire, les souvenirs de peintures et de sculptures se chevauchent, coulés là, à fleur d'épaule ou de hanche, dans les plissés de soie et les velours brodés; retenus, ici, par mille petits grains de verre comme pour arrêter les mailles d'un précieux filet qui aurait traîné au fond des canaux de Venise et tiré de leur boue tout l'or du bassin méditerranéen qui s'y est déposé en cours des siècles.

Mariano Fortuny, le « teinturier alchimiste » de Annunzio, a gravi dans la pénombre de son vieux palais (aujourd'hui le musée Fortuny) pour retrouver ces splendeurs passées, cet or patiné dont il enveloppa le corps de la femme, libéré pour mieux fixer le dévoilement de l'éternelle beauté. Il vécut indifférent aux assauts de la modernité, aux mouvements d'avant-garde du début du siècle, aux cataclysmes qui ont bouleversé les mentalités et les mœurs. Avec ses tissus, ses robes, ses manteaux de deesse, Fortuny n'habilla pas son époque, comme le couturier Paul Poiret à Paris. Il ignora la mode, les modes de son temps et projeta jusque dans les années 40, son univers fin de siècle, peuplé de visions préraphaélites et de musique wagnérienne.

Qu'il sorte aujourd'hui de l'oubli (un livre publié récemment aux éditions du Regard, cette exposition rétrospective, la première à Lyon) est dans l'ordre des choses. Nous sommes prêts maintenant à savourer le parfum de cendre de ses merveilleuses étoffes aux couleurs de crépuscule, qu'aurait porté Albertine dans la Recherche du temps perdu.

Mariano Fortuny n'était pas couturier. Il était peintre, et c'est en peinture qu'il aborda l'art du tissu et du vêtement. Il était né à Grenade en 1871, issu

d'une famille d'artistes. Son père, peintre plein d'avenir, qui avait le goût des voyages, de la musique, des collections, notamment de riches tissus, était mort prématurément. Mariano n'avait que trois ans, mais toute sa vie voudra maintenir vivant son souvenir. C'est à travers lui qu'il prendra contact avec les cultures arabes et orientales. Comme son père il s'intéressa à beaucoup de choses. Il s'occupa de mécanique, fera de la gravure, de la photographie, de la mise en scène, inventa un procédé d'éclairage scénique, avant de venir à la création d'étoffes qu'il a voulu précieuses à la manière ancienne, belles comme les tissus que sa mère sortait d'un grand coffre pour les montrer à ses amis, écrivains, artistes, musiciens.

Cet éclectisme, conservateur dans l'âme, qui a le goût de la perfection extrême au point de ne pas souffrir souvent d'intermédiaire entre lui et ses créations (c'est dire que chacune de ses œuvres était modèle unique ou presque), puisa son inspiration partout dans le passé. Mais il repensa ses sources, synthétisa les motifs, renouveau les couleurs et les matériaux auxquels il conféra d'extraordinaires qualités; les velours sont gaufrés, frappés, ciselés à sa manière, avec des applications de métal qui ne tranchent pas sur le fond de couleur. Des couleurs à se pâmer, des oranges, des jaunes pâles, des bleus indigo, des bruns fauves, ce rose Tiepolo. Tout est là, dans l'effet de matière impalpable, dans la couleur imprécise,

qui chavire. Il se passe pratiquement de coupe. Les robes en satin de soie plissées sont de simples fourreaux ouverts par les deux bouts, se jacent ou s'agrafent sur les épaules et sur le côté, s'enfilent comme des gants, moulent les formes jusqu'au sol où elles s'étalent en corolle faisant du corps ou repos quelque statue grecque-préclassique.

Ces modèles appelés « Delphos », plus inspirés, en fait, du chiton ionique et de sa draperie fine qui exalte la féminité que de l'Aurige, se vendaient torse et enroulés dans des petits cartons à chapeaux. Isadora Duncan et bien d'autres danseuses avant les grandes dames de la société en ont porté avec on sans manches, avec ou sans courte étnique, ont fait onduler leur corps ainsi offert, présent et lointain, porteur de toutes les possibilités approches apolliniennes et dyonisiennes.

Piero, Masaccio, Titien... les brocards des princes et des princesses des tableaux de la Renaissance sont pour les velours imprimés, les vestes faites de deux panneaux reliés sur le côté par une bande de soie. Mais il y a aussi la tunique copte, le kimono, le burnous, la djellabah, le caftan... ornée de grands motifs végétaux ou floraux en ramages ou en rinceaux, de palmettes, de figures géométriques, de roses... où le jeu des applications d'or et d'argent confère aux étoffes flottantes une dimension surréelle. Les peintres byzantins l'avaient bien compris, qui signaient les plis du manteau de la Vierge et du Christ de fils d'or. Les simples mortels n'y avaient pas droit.

L'exposition de Lyon réunit une centaine de vêtements venus d'Italie, d'Amérique ou d'ailleurs, plus de cinquante modèles de tissus, des peintures, des gravures, des photographies. Une merveille. On ne pouvait imaginer meilleure façon d'inaugurer cette nouvelle salle du Musée des Tissus. On l'on fait bêtement ah! en marquant la pose au seul qui surplombe l'ensemble des mannequins, gris, habillés avec soin — cela ne tombe pas n'importe comment, — sous une lumière un peu faible, qui donne bien le climat fantastique de l'œuvre. Bien sûr, on peut trouver que la présentation est un peu trop du genre « vitrine d'Hermès », qu'on aurait pu tirer un peu plus dans le sens d'une mise en scène à la Visconti. Mais quoi, Fortuny est retourné. Cela vaut le déplacement. Rien de tout cela ne viendra à Paris.

GENEVIÈVE BREERETTE

* Musée historique des Tissus de Lyon (animé par la chambre de commerce). Entrée: 10 F. Catalogue: bien fait mais vraiment trop mince pour le prix, 70 F. Jusqu'au 13 juillet.

INCROYABLES? Non, merveilleuses, mais il faut les voir pour y croire et s'en émerveiller: les cannes. Et par quel bout les prendra dans cette exposition conduite, sinon toujours de main de maître, car on y voit aussi d'humides bâtons, du moins avec une grâce qu'on attendait avec un peu d'impatience dans ce temple des antiquités qu'est le Louvre des antiquaires. Au hasard qui paraissait conduire « Deux siècles de son et d'image », au fouillis gentillet qui caractérisait « Derrière le décor » — exposition sur la Comédie-Française qui préfigurait assez bien celle qu'on trouve actuellement à la Bibliothèque nationale — a succédé un « Monde inconnu des cannes », ensemble où se lit un effort nouveau de rigueur tant dans la présentation que dans son contenu. Allez donc disposer sept cent cannes normalement droites parfois, mais quelquefois franchement tordues, pour ne pas dire tarelées! Et allez donc les classer de telle manière que cet objet y trouve une vie propre, tout en réservant constamment la surprise! Sur ce plan c'est gagné.

Non que le « discours », comme on dit, soit absolument scientifique, non que les typologies soient franchement exprimées, les ensembles nettement définis et ordonnés entre eux, comme on l'exigerait des A.T.P.: en fait de classification, il s'agit plutôt de la juxtaposition de groupes qui ont tout bonnement le mérite de montrer — jusqu'à l'exhaustivité — la diversité de l'objet canne.

Objet simple, ce n'est après tout qu'un bâton (le premier « outil » de l'homme et, dans certaines situations, du singe) dont on n'a gardé, en principe, que la fonction pacifique d'aide à la marche de l'homme. En principe, car la simplicité même de l'objet a permis de lui adjoindre nombre de fonctions secondaires, de symboles, de décor. Jusqu'au moment où, par un processus inverse en somme, la canne n'est plus que l'aillet, le masque pour des fonctions secondaires, des symboles, des décor devenus essentiels, principaux.

Ainsi voit-on des cannes-épées, cannes accessoirement épées, défensives en quelque sorte, près d'armes manifestement déguisées en cannes, cannes offensives dont on tremble de connaître l'usage qui en fut fait.

Le cancan des cannes



L'ingéniosité en ce domaine semble n'avoir pas eu de limite, comme elle n'en a pas eu lorsqu'il s'est agi d'inventer des cannes-cannes à pêche, des cannes-violons, des cannes-trotinettes, telle canne encore contenait ou formait, une fois démontée, tout ce qu'un voyageur, un marin, un navigateur, un joueur, un fumeur ou un collectionneur de papillons, pouvait tenir à avoir sous la main. Mais à côté de ces vitrines où trône, avant son heure, James Bond, on trouve d'autres ensembles liés ici par les thèmes de leurs décor « personnages célèbres, animaux, femmes plus ou moins vêtues selon les mœurs du temps, littéraires, etc. », le par des symboles sociaux ou religieux, là encore par leur matière, leur histoire... L'exposition, composée pour l'essentiel d'objets de la collection Catherine Dika, s'est limitée au dix-neuvième siècle européen, avec quelques incursions dans les dix-huitième et vingtième siècles. Elle s'adresse un peu (trop?) aux collectionneurs, c'est-à-dire aux marchands du temple.

F. E.
* Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal. Jusqu'au 8 juin.

UNE SELECTION

cinéma

LE SAUT DANS LE VIDE DE MARCO BELLOCCHIO

A. Rome, un juge d'instruction (Michel Piccoli) et sa sœur (Anouk Aimée), aux abords de la cinquantaine, vivent ensemble comme un vieux couple lié par l'habitude. Elle glisse peu à peu dans la névrose, il est son tour saisi par l'angoisse et le délire.

BIENVENUE MISTER CHANCE D'ALAN ASHBY

L'irrésistible ascension d'un candidat américain à Washington. Une fable satirique d'après une nouvelle de Jerzy Kosinski.

MON ONCLE D'AMERIQUE D'ALAIN RESNAIS

(Lire nos articles pages 1 et 21.)

LE CHAINDIN MANQUANT DE JEAN-PAUL PICHA

Les aventures préhistoriques d'un lointain ancêtre de l'homme. Un dessin animé au vitriol.

Fantastica, de Gilles Carle: pour la musique de Lewis Furey et le charme de Carole Laure. Les Faiseurs de Suisses, de Rolf Lyssy: comment devenir citoyen du pays « le plus bas », le plus propre et le plus riche du monde? Prix de la critique au Festival du film d'humour de Chamrousse 1980. Le Christ s'est arrêté à Eboli, de Francesco Rosi: enquête sur une région de misère et de désespérance, quête d'une vérité humaine, une superbe réussite.

théâtre

BERENICE A NANTERRE

Une histoire d'amour dont les héros se cherchent sans pouvoir se joindre, une histoire d'intimité. Une histoire bouleversante de passion, de souffrance; il n'y a pas d'amour heureux. Il y a la magie racineuse, admirablement mise en jeu par Vitez, mise en jeu surabondante. Il y a Vitez acteur, Madeline Marion Béatrice.

LA MAISON ROUGE

Cocaine atténuée, à la Vieille-Grille: le charme candide et trouble d'un jeune comédien fasciné par Wadecq et qui s'invente son Allemagne. Ou côté des fées, à l'Odéon: portrait, par fragments, de la province française et Bertrand Bonvoisin. Voyage avant l'an quarante, à Aubervilliers: autopsie d'un bourgeois français, de sa morale coloniale, et Alexis Nizet. Les héliodons du malheur, à Cheillot: le Maglo-Circus retrouvé, le Circus cinglant, le Magic trénetique, et Jérôme Savary est un grand acteur. Archéologie, au Lucernaire: théâtre, amour et philosophie, le monde de Daniel Emilfork. Blanchisserie blanche, au Studio des Champs-Élysées: les Mirabailles surprennent, chantent et enchantent, les Mirabailles séduisent.

LA MAISON ROUGE A LA POTINIERE

Mélos au rêve éveillé d'un orphelin, les souvenirs d'une religieuse: images-mirages d'une singulière force, fugaces comme les songes, et troublantes aussi. Images égrenées Pierre Sala.

musique

ETIOILES A PARIS

Dans la brillante saison de printemps parisienne, beaucoup d'étoiles cette semaine: le retour d'abord du grand C.M. Giulini à la tête de son orchestre de Los Angeles, dans un programme Haydn, Ravel, Brahms (Playel, le 22); de grands récitals de piano, avec le doyen, Wilhelm Kempff, dans Beethoven, Schubert (« Sonate posthume en la »), et Chopin (Playel, le 26), Maurizio Pollini, dans Schumann et Brahms, deux toiles (Champs-Élysées, les 21 et 23).

Vladimir Ashkenazy (Schumann et Chopin, Champs-Élysées, le 22), et Murray Perahia, un des interprètes les plus personnels et intenses de sa génération (Beethoven, Brahms, Chopin, Bartok; Champs-Élysées, le 27); sans oublier l'Orchestre de Paris, dirigé par Kyri Kondreichine, dans le « 4^e Symphonie » de Mahler, avec la pianiste Brigitte Engerer dans la Concerto en mi bémol de Liszt (Congrès, les 21 et 22), puis par D. Barenboim, avec Janet Baker qui chantera les Lieder éternels fahrenden Gesellen de Mahler (Congrès, les 26 et 29). Et pour les amateurs de chant, la délicieuse Barbara Hendrick, cinq jours de suite au Théâtre de la Ville, dans un programme original (Bellini, Rossini, Barber, Ives, Copland et negro spirituals, du 27 au 31 mai).

DEUX EVENEMENTS LYRIQUES

Lyon et Genève se disputent les ferveurs d'art lyrique, avec le Crépuscule des dieux, dernier volet de la Tétralogie réalisée par Nicolas Joel (Lyon, les 27, 30 mai, 1^{er}, 4, 7 juin), et l'ultime opéra de Mozart, la Cécile de Titus, où l'on retrouvera avec joie au pupitre Theodor Duschbauer (Genève, les 27, 29, 31 mai, 2 et 7 juin).

LE X^e FESTIVAL DE BOURGES

Bon anniversaire au Festival des musiques expérimentales de Bourges qui, malgré les pires difficultés, va atteindre sa dixième année, avec un programme énorme (vingt-cinq manifestations musicales, concerts, spectacles, expositions), qui sera une rétrospective de dix années de création internationale (du 24 mai au 8 juin; renseignements: G.M.E.B., place A.-Maire, Bourges; tél.: (30) 20-41-67).

LES JEUX DE PLEYEL

Héritiers à la carte pour trois pianistes que les Concerts Lamoureux vont présenter salle Pleyel: trois jeudis de suite, Michaël Rudy (le 22 mai), Anna Queffelec (le 29), Brigitte Engerer (le 5 juin) joueront le même programme (Liszt, Chopin ou Beethoven) à 12 h. 30, 15 heures et 18 h. 30, s'adressant à des auditoires différents.

IX^e Symphonie de Beethoven, par l'Orchestre du Rhin, dir. Paul Celonogio (Mulhouse, le 22); K. Ricciarelli (Opéra de Paris, le 22, à 20 heures); Faletta, mise en scène R. Terrasson (Nantes, les 23, 25, 27, 29, 31); Gaby Casadesus et R. Fontanarosa (Radio-France, le 24, à 18 h. 30); Jean Wiener et ses amis (Billetterie, le 25, à 17 heures); Stage de composition de Lukas Foss (American Center, du 26 mai au 6 juin); Ensemble vocal des solistes de Radio-Berlin (chapelie royale de Versailles, le 26).

expositions

HORACE VERNET A L'ECOLE DES BEAUX-ARTS

Horace Vernet, qu'il n'a fait pas contondre avec son père, peintre de chevaux et de batailles sous l'Empire et la Restauration, et son grand-père, peintre de marines sous Louis XV, fut l'un des chefs les plus influents du mouvement romantique. L'exposition de la

chapelle des Augustins organisée conjointement par l'Académie de France à Rome, dont il fut en son temps directeur et l'Ecole nationale des beaux-arts où il enseigna, présente une centaine de ses œuvres qui sortent pour la première fois de la réserve, en montrant qu'il savait faire autre chose que des grandes scènes militaires.

LES ARTS DU THEATRE DE WATTEAU A FRADNARD AU MAI DE BORDEAUX

Pour le bicentenaire du Grand Théâtre de Bordeaux, outre un hommage à l'architecte Victor Loui: organisé par la bibliothèque municipale, deux cent cinquante œuvres — peintures et dessins — réunies à la Galerie des beaux-arts illustrent le « théâtre de Watteau » du dix-huitième siècle, quand le théâtre exarçait sur les autres arts une influence prépondérante.

LE FUTURISME

Une trentaine d'œuvres prêtées par le MOMA pour plusieurs mois. L'ensemble est assez important pour donner un aperçu de la dynamique futuriste que les Parisiens n'ont pas souvent eu l'occasion de confronter avec le plastique cubiste.

MALEVITCH

Les Malevitch du Musée national d'art moderne, qui, jusqu'à une date très récente, n'en avait pas, mais comble ses lacunes grâce

sur tout à des dons, notamment celui d'un ensemble unique d'Architectures.

— ET ELLSWORTH KELLY AU CENTRE GEORGES-POINCARRE

Les peintures « froides » et les sculptures 1968-1979 d'un des principaux représentants new-yorkais de la réaction à l'Action painting et au Pop'art, qui pousse ses recherches abstraites jusqu'à l'acte de dépeuplement.

danse

Le « Pilobolus » au Théâtre de la Ville: Algèbre et alchimie à partir du corps humain. Danse japonaise: Shânhei Juku au Forum des halles (dances Butô), Tanaka Min au Palais (un duo improvisé avec le percussionniste africain Milford Graves). La jeune danse française: Dominique Bagouet, Buzan Butô au Théâtre oblique (en alternance), Indépendance à l'Espace Maras (Sidonie Rochon), Festival mondial du théâtre à Nancy. La danse est représentée par deux grands courants contemporains: les Japonais avec Kazuo Oono (le fondateur de la modern-dance), Akira Kasai (danseur-musicien), Tanaka Min (avec Milford Graves), les Allemands issus de l'école expressionniste de Mary Wigman (Pina Bausch, Reinhild Hoffmann, Régine Drangwitz et leur petite cousine canadienne, Margie Dillia). L'Opéra de Pékin à Rennes (dans le cadre du Festival des arts traditionnels).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes du des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

LE XXXIII^e FESTIVAL DE CANNES

Perspectives du cinéma français

« Le Regard des autres »
de Fernando Solanas
Derrière le vernis du bonheur

Le Regard des autres, ce n'est pas une nouvelle section du grand marché cinématographique cannois, mais bien le titre d'un film-documentaire assez remarquable de l'auteur de l'Heure des brasières, le cinéaste argentin Fernando Solanas, aujourd'hui réfugié en France : le temps d'une projection, environ cent minutes, une vingtaine de handicapés (presque exclusivement physiques, avec en plus deux ou trois handicapés mentaux) nous parlent. Ce film sert d'introduction à 1981, qui sera l'année mondiale des personnes handicapées.

Le handicap est parfois congénital, mais souvent trappé au hasard d'un accident. Au début du film, une jeune femme brune, anémone montante d'éducation physique, explique ce qui lui est arrivé, comment, brutalement, la chaîne du bonheur s'est interrompue. La rupture de l'entre-prise, un peu voulu par les commanditaires — le laboratoire Brigitte Frybourg de Conservatoire national des arts et métiers, — ressortissait au désir des producteurs de ne pas se contenter de quelques cas isolés, mais de s'adresser à un large public, de la sensibiliser au drame intérieur vécu par le handicapé.

Fernando Solanas, en progressiste conséquent, a joint à fond le carde du handicapé homme (ou femme) de « l'effluve », confronté d'abord à son impuissance, mais, tout au long, au regard d'autrui. Le film ainsi intitulé (le Regard des autres) tire sa force du contre-regard de la personne, des personnes vues, la parole devient réponse à l'image, mise au point ; le filmage, instrument d'une certaine forme de libération.

A l'opposé de l'expérience politique de l'Heure des brasières, le premier film du cinéaste, nulle perspective ici d'un bonheur lointain, mais certain, inscrit comme dans les étoiles, tôt ou tard, dans la vie, dans le possible, dans l'immédiat. Fernando Solanas et sa collaboratrice, Monique Sidi, di, psychopédagogue, dont nous entendons à plusieurs reprises le voir inquiéter, nous font rencontrer, l'espace d'une projection, ces expériences diverses à travers l'exceptionnel et nous aident à retrouver le familier ; non pas le banal, mais ce qui se cache souvent, dans les vies dites normales, derrière le vernis du bonheur. Il est parlé à plusieurs reprises du sexe, de la vie à deux, du couple, de l'impossibilité, ou de la possibilité relative d'aimer. Il est parlé encore, et là le film acquiert une force d'éloquence assez rare, du refus de la pitié, du besoin, derrière l'anormal, de redécouvrir le normal — et ici nous renverrons à peu les règles du jeu braché, — ressortissant au désir des producteurs de ne pas se contenter de quelques cas isolés, mais de s'adresser à un large public, de la sensibiliser au drame intérieur vécu par le handicapé.

Fernando Solanas, en progressiste conséquent, a joint à fond le carde du handicapé homme (ou femme) de « l'effluve », confronté d'abord à son impuissance, mais, tout au long, au regard d'autrui. Le film ainsi intitulé (le Regard des autres) tire sa force du contre-regard de la personne, des personnes vues, la parole devient réponse à l'image, mise au point ; le filmage, instrument d'une certaine forme de libération.

LOUIS MARCORELLES.

Trois films

« **P**ERSPECTIVES du cinéma français » est un bon titre pour une section qui rassemble le meilleur et le pire, mais attire l'attention sur des réalisateurs ou des acteurs. Édouard Grynberg se révèle bon metteur en scène avec *Andréa*, qui se passe en 1962 dans un collège de jésuites. Le sujet n'est vraiment pas neuf et Grynberg aligne les clichés en toute candeur — des élèves qui martyrisent cruellement un surveillant amoureux d'un jeune garçon taciturne, un prêtre et un recteur autoritaires et jésuites se soumettent, mais il y a une scène où le surveillant raconte son histoire sans faillir, sans l'alcérid, de part des décors et des silhouettes. Seule surprise du scénario : l'adolescent fragile et secret a, lui aussi, le surveillant en horreur. L'interprète, Jérôme Zucca, lui prête une grâce qui donne au film un peu d'ampleur.

Moins bien réalisé, trop long, *Extérieur nuit*, de Jacques Breil, est plus nature, même s'il emprunte beaucoup à la nouvelle vague. Les dialogues entre Bony et Léo, deux types qui se sont connus sur les barrières de la ville, sont particulièrement vifs et vrais. Les acteurs, Gérard Lanvin et André Dussollier, sont aussi remarquables que Belmondo en son temps. On ne peut pas dire que les scènes et venues de Cora (une fille bizarre) dans le film de son cousin, qui se passe en 1962 dans un collège de jésuites. Le sujet n'est vraiment pas neuf et Grynberg aligne les clichés en toute candeur — des élèves qui martyrisent cruellement un surveillant amoureux d'un jeune garçon taciturne, un prêtre et un recteur autoritaires et jésuites se soumettent, mais il y a une scène où le surveillant raconte son histoire sans faillir, sans l'alcérid, de part des décors et des silhouettes. Seule surprise du scénario : l'adolescent fragile et secret a, lui aussi, le surveillant en horreur. L'interprète, Jérôme Zucca, lui prête une grâce qui donne au film un peu d'ampleur.

Avec « Cinéma en Direct » et « Télérama ».

Suivez
le Festival
de Cannes,
à Enghien.

Du 10 au 26 mai, il se passe quelque chose tous les jours dans les cinémas d'Enghien. Une sélection des films de Cannes, des débats en direct avec des personnalités présentes à Cannes, des vidéotransmissions sur grand écran, un magazine vidéo quotidien sur le Festival, des expositions sur le cinéma (photos, peintures, affiches, livres, machines). Renseignements : tél 417.00.44. Réservations sur place, dans les cinémas d'Enghien, et les 3 Fnac.

La quinzaine des réalisateurs

Les beaux voyages

Les meilleurs films de la quinzaine des réalisateurs, jusqu'ici, ont été des récits à base d'observation plus sociale que psychologique, avec peu d'exercices de style, et peu d'humour, mais une façon généreuse et expansive de concevoir le cinéma.

« Nous croyons que réaliser un film est un acte social, écrit le réalisateur britannique Tony Garnett en présentant *Prostitute*. Notre intention est de collaborer à l'émergence d'une approche commune de ce qu'on pourrait appeler un cinéma humaniste. En partageant la paternité, nous nous aidons et nous nous instruisons mutuellement, et ceux dont nous apprenons le plus sont ceux dont nous enregistrons l'œuvre, des gens qui ne sont pas du tout cinéastes. »

Tony Garnett, qui a notamment produit *Kes* et *Family Life*, de Kenneth Loach, n'invente rien avec *Prostitute*, qui est son premier film, mais il a effectivement réussi ce qu'il voulait entreprendre. Classiquement réaliste, c'est la description d'un milieu et d'un « problème » à travers quelques individualités, entourées de multiples personnages secondaires.

Il y a la prostituée carcériste dont les ambitions prennent de rudes coups à Londres où elle veut faire fortune, la prostituée de base qui travaille sur le trottoir et choisit la lutte collective et politique pour obtenir du Parlement un statut convenable, et puis une assistante sociale amie de ces femmes. Tony Garnett, à part une scène dans un salon de massage, évite de mettre des images sur leur métier. Il préfère amorcer des situations, on laisse aux prostituées le soin de les raconter, et surtout, il les montre dans leur existence quotidienne de mères de famille, de femmes qui gagnent leur vie difficilement.

On ne s'ennuie pas non plus avec *Carmy*, de Robert Kaylor, excellent prototype de ce que les Américains savent faire. Ici, pas de vertus sociologiques, mais une plongée dans la vie des forains comme si on y était, avec sa fantaisie, ses monstres, sa folie des grandeurs.

Goffin, de Tizuka Yamasaki (brésilienne d'origine japonaise), a le même genre d'efficacité, mais en plus subtil. La réalisatrice raconte l'immigration des Japonais au Brésil au début du siècle, à partir d'histoires que lui avait racontées son grand-père, et elle a travaillé sur plusieurs registres, adaptant à chacun sa mise en scène. Dominé par la présence d'une femme, le film

lui ressemble souvent : c'est une merveille de délicatesse, un « bibelot », pour reprendre une expression du film, employée par un Brésilien.

Tizuka Yamasaki est aussi capable de force : elle montre l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée par les propriétaires des plantations, elle dépeint l'injustice, la misère. L'arrivée des familles japonaises au Brésil, l'étonnement, l'amusement des autres collectifs (italiens ou noirs), les contrastes entre les modes de vie et de résistance, les sentiments : elle mêle tout cela avec beaucoup de bonheur. Il n'y a qu'un défaut, mais cette année c'est malheureusement celui de presque tous les films : plusieurs séquences sont gâchées par des flots de musique inutile.

Les Parents du dimanche, de Janos Rósa, est également une très bonne reconstruction. Le réalisateur a étudié un personnage d'adolescente, enfermée dans une sorte de maison de redressement. Il ne se contente pas de décrire une existence, il essaie d'expliquer une évolution, de circonscrire les influences. Son portrait de Julie est un des meilleurs que l'on ait vu dans les sections parallèles, car, sous des apparences décolorées, étiolées, le film est d'une logique parfaite. Repoussée par ses camarades après en avoir été l'héroïne — elle tient tête à tout le monde et multiplie les furies — Julie est ballottée d'espoirs en abandon, de passion de vivre au désir de mort, puis, vaincue, son adolescence folle s'achève sur un projet de mariage que le foyer lui impose.

Il n'y a aucune sensibilité dans le regard de Janos Rósa. Une séquence est très émouvante, où les filles du centre regardent les *Quatre Cents Coups* de François Truffaut, mais sinon le spectateur n'est jamais mis dans la situation des adultes charitables que le film dénonce : si n'a pas à s'employer mais à comprendre.

On peut encore citer deux autres portraits, beaux mais moins importants : *Asia*, première coproduction algéro-tunisienne, et troisième long métrage d'Abdelkader Ben Ammar, et *Gai Young Un*, un film américain de Victor Nunez.

Asia, c'est la déstabilisation d'une cellule familiale, la faillite du pouvoir masculin et le début d'une vie de conscience chez une femme. Au début du film, Asia, orpheline, vit dans l'univers de trois hommes : son oncle et ses deux fils, dont l'un est un « macho » typique et

minable, et l'autre un étudiant, fiancé d'Asia, qui travaille en France.

L'habileté de Ben Ammar est de construire la solitude et l'intégration progressive d'Asia à la réalité, montrant à la fois les difficultés qu'implique cette prise en charge par une femme de sa propre existence, et sa nécessité. C'est un film qui finit mal, car Asia perd tous ses rêves et l'homme qu'elle attend ne revient pas, mais qui est en même temps optimiste puisqu'il attribue aux femmes la possibilité d'une indépendance qu'elles n'ont pas dans certains pays. C'est un message qui a son rôle à jouer et excuse certaines schématisations dont souffre le film.

Gai Young Un (Ga Gamme), c'est une histoire d'amour peu banale entre une veuve, Matt, et un mauvais garçon. Trax, qui lui prend son argent pour construire une distillerie (on est en pleine prohibition). Trax s'enrichit, et c'est Matt qui travaille. Trax délaisse Matt, qui a peur qu'il s'en aille. Trax ramène à la maison une gamine, et Matt se venge, redécouvrant ce qu'elle était avant l'arrivée de Trax. Le film, trop long, vaut surtout par l'interprétation serene de Dana Frey et la quantité de détails rassemblés pour son personnage.

Dans ce concert de films sympathiques, la *Pureté du cœur* du cinéaste allemand Robert Van Ackeren détonne.

Misogyna, méchant, grinçant, il ressemble à un mauvais roman pornographique que Fassbinder aurait porté à l'écran en déformant systématiquement les personnages et les situations. Comme Van Ackeren n'est pas Fassbinder, le film conserve une certaine vulgarité, mais il est d'une grande intelligence et d'un redoutable humour.

Pour son auteur, la *Pureté du cœur* parle des « héritiers allemands de 68 », cette génération qui, dit-il, « s'est repliée sur sa vie privée, mais, au lieu de l'harmonie souhaitée, ce repli ne lui apporte qu'un total désenchantement ». Voilà ce dont il s'agit : Jean est un écrivain, 8 est tolérant, libéral, il encourage sa femme à coucher avec d'autres hommes. Mais lorsqu'elle se jette sur Karl (une brute épaisse), il redécouvre la jalousie.

La force d'Ackeren est de doser dans le spectacle la souffrance, ou le bonheur, et le ridicule. Il punit ainsi ses personnages tout en les aimant et entraîne le spectateur dans ce drôle de jeu. On rit, mais c'est vraiment déprimant.

CLAIRE DEVARIEUX.

La sélection officielle

« Out of the blue » de Dennis Hopper

Méli-mélo cafardeux

POUR que rien ne manque à ce Festival qui, jusqu'à présent, nous a plutôt gâtés, il fallait un mauvais film. Nous l'avons eu, et c'est Dennis Hopper (le réalisateur de *Easy Rider*) qui, avec *Out of the Blue*, nous l'a offert.

Du Zola à la sauce « punk », ainsi pourrions-nous qualifier la triste histoire de Cindy, qui a seize ans et voue un culte à Elvis Presley. Tandis que son père, responsable d'un grave accident de car, purge une peine de prison, sa mère se drogue et couche à droite et à gauche. Elle-même multiplie les fugues, déclarant au conseiller familial qui l'interroge : « C'est ma vie et l'enfer que je veux ». Quand son père (qu'elle adore) est libéré, rien ne change. L'homme, en effet, se met à boire, devient violent, et un soir se sépare, entreprend de fuir son meilleur copain dans le lit de sa fille. Un meurtre et une explosion courent cette tragédie familiale.

Tous les champs sont honorables, et celui-ci qui prétendait décrire le désarroi et la révolte d'une adolescence particulièrement précoce en valait bien un autre. Grâce à l'interprétation de Linda Manz, déjà remarquée dans *Days of Heaven* et *The Wanderer*, le personnage de cette jeune fille, qui se bat contre la vie à coups de griffes et qui, après avoir joué les attachées, s'entend avec son ours en peluche, est d'ailleurs attaché. Malheureusement, le réalisateur tapageux, gratuitement agressif de Dennis Hopper, son goût de l'esbroufe et son manque de sincérité privent le récit de toute émotion véritable.

Les comédiens qui entourent Linda Manz paraissent contaminés par la mise en scène. Ce ne sont que cris, larmes, convulsions vulgaires et piaillements hystériques. A quoi s'ajoute un contrepoint musical (du rock « punk ») fâcheusement encombrant. On s'ert de ce film nauséux avec une sorte de migraine.

JEAN DE BARONCELLI.

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
FUNDACAO GULBENKIAN
51 avenue d'Iéna - 16^e
Jeudi 22 mai à 20 h. 45
CONFÉRENCE
CAMOES
ET LES POÈTES D'ITALIE
Par le professeur Ricardo Azeiteiro,
directeur de l'Institut de culture
de Lisbonne.

MULTI CINE
MON ONCLE
D'AMÉRIQUE
ELYSEES-LINCOLN
HAUTEVILLE
7-PARASSIENS
NATION
SAINT-LAZARE PASQUIER

CENTRE GEORGES POMPIDOU
REVUE DE L'IMAGE N°18
GRAFFITI, LABYRINTHE
Images dépliées
Comment des images dé-
viantes, sans signification
apparente, tracent l'utili-
sation labyrinthique d'un lieu
communautaire.
JEUDI 22 MAI 1980
20 h 30
projection - débats
avec Jacques DEFERT
PETITE SALLE - 1^{er} SOUS-SOL
Entrée 5 Frs. et 7 Frs.
prochaine manifestation
jeudi 19 juin
images pour touristes
et voyageurs
277 12 33

**LE PROCÈS
PARADINE**
ELYSEES-LINCOLN (N.O.)
SAINT-BERMAIN VILLAGE (N.O.)
7-PARASSIENS (N.O.)
OLYMPIQUE (N.O.)
NATION (N.O.)
SAINT-LAZARE PASQUIER (N.O.)

**LE SAUT
DANS LE VIDE**
ELYSEES-LINCOLN
7-PARASSIENS
STUDIO SAINT-BERMAIN
NATION
SAINT-LAZARE PASQUIER

**LE CHRIST
S'EST ARRÊTÉ
À EBOLI**
MONTE-CARLO (N.O.)
LE PARRAIS (N.O.)
HAUTEVILLE (N.O.)
7-PARASSIENS (N.O. - N.O.)

UN FILM DE MILOS FORMAN
5 OSCARS
**UN CHEF-D'ŒUVRE
À VOIR ET À REVOIR**
JACK NICHOLSON
**VOL AU DESSUS
D'UN NID
DE COUCOU**

de retour à Paris
LE GRAND MAGIC CIRCUS
★ MELODIES DU MALHEUR ★
CHAILLOT
Grand Théâtre (727 81-15)

DES SPECTACLES
Conversations
« Je ne fais »
Gymnase M...
DERNIER
Latel
de Jean-Claude...
Prix de la Meilleure...
du Syndicat de la...
mise en sc...
M. BÉNICHOU, J.C. GRU...
Une production...
Théâtre NATIONAL...
Mer. Jeu. Ven. et Sam. à 20 h...
Relâche le Dimanche soir et...
dimanche 14 jours à l'avance au Théâtre...
MARIAN PATHE - ELYSEES LIN...
WILLET PARASSE - 14 JUILLET 80
SELECTION
OFFICIELLE
CANNES 80
**LE
DAI**
Magistralement inter...

Handwritten text in a box at the bottom center of the page.

Conversation avec Alain Resnais

« Je ne fais pas un film consciemment »

Contrairement à la plupart des cinéastes pour qui un créatif est l'occasion d'expliquer leur œuvre, leurs intentions, leur pratique cinématographique, Alain Resnais ne parle guère de ses films. Il vous reçoit avec la plus grande courtoisie, la plus grande gentillesse, mais il préfère écouter — attentivement — ce qu'on lui dit de son travail, l'analyse et les commentaires qu'on en fait, que répondre aux questions prêtant à l'exégèse. « C'est frustrant pour le critique », constate-t-il avec un sourire. En dépit de cette modestie, une heure de conversation sur « Mon oncle d'Amérique », film passionnant, a permis l'approche d'une démarche, chez Resnais, essentielle : le plaisir de filmer.

« Vous avez toujours travaillé avec des auteurs littéraires (roman, théâtre) qui écrivent pour vous des scénarios. Mon oncle d'Amérique a été inspiré des travaux d'un savant biologiste et c'est Jean Gruault, scénariste de cinéma à part entière, qui l'a écrit. Pourquoi ce changement ? »

— Je me le demande aussi. Voici comment c'est arrivé. Un laboratoire pharmaceutique voulait faire réaliser un court métrage pour lancer un produit améliorant la mémoire. Il a proposé au professeur Henri Laborit d'écrire le scénario. Celui-ci a accepté à condition que j'en sois le metteur en scène. Peut-être un peu par boutade, parce que j'avais filmé les mécanismes de la conscience, j'avais lu quelques livres d'Henri Laborit. J'ai été très heureux de le rencontrer. Mais, en définitive, le projet de court métrage a capoté. Il m'était resté un regret : celui qu'il n'y ait pas de film inspiré par les théories, les travaux de Laborit. Et puis, j'ai rencontré Jean Gruault, j'ai sympathisé avec lui, je lui ai parlé de cette idée de film, il a lu les livres de Laborit. L'idée s'est précisée : un film de fiction dans lequel on exposerait une thèse scientifique, non par la bouche des personnages, mais à côté d'eux. J'ai obtenu un crédit d'études de la société Ariane Films. Gruault a commencé à travailler. A ce moment-là, on m'a proposé de tourner Providence. Mon oncle d'Amérique est donc venu après.

— Ce sont les circonstances « objectives ». Mais que s'est-il passé en vous, à partir de cette idée ? Mon oncle d'Amérique marque un changement

de votre langage cinématographique alors que Providence continuait les œuvres précédentes.

— Je ne sais pas. Je connais mal ce qui se passe en moi. Je sais que je vais faire un film lorsque les scénaristes, les producteurs et les acteurs s'y intéressent tous en même temps. Autrement, le film n'existe pas. Quand tout a été décidé, je savais qu'avec Mon oncle d'Amérique j'avais envie d'essayer une autre forme de construction dramatique, un récit chronologique, même si, au début, les personnages racontent leurs souvenirs. Mais cette forme n'était possible qu'avec l'intervention, dans le film, d'Henri Laborit lui-même, un homme intelligent, généreux, prêt à prendre des risques. Il a joué le jeu d'un discours scientifique où il exposait ses théories, ses découvertes, sans se préoccuper de ce qui serait tourné, de la manière dont ses propos seraient insérés dans le film. Il connaissait l'ébauche du scénario. Il nous a laissé faire ce que nous voulions. Dans la construction, les retours en arrière sont des moments de la fiction filmés sans d'autres angles et qui illustrent des parties de son discours.

Deux souris dans une jatte de lait

— On sent bien que vous tenez compte des travaux du professeur Laborit, qui vous intéressent beaucoup, vous faites intervenir le cinéma comme révélateur d'une dimension qui peut échapper aux théories scientifiques. Vos personnages sont présentés par fiches signalétiques, renseignements d'ordinateur si l'on veut ; puis ils se racontent alternativement par un commentaire à la première personne sur des images muettes comme dans le Roman d'un tricheur, de Guity ; puis ils entrent dans la fiction en jouant leurs rôles avec dialogues. Chacun, de plus, a une référence cinématographique avec extraits de films français anciens à l'appui. Le Gall a été fasciné par Danielle Derrière, Jeanine Garnier par Jean Marais, et Ragueneau est assimilé à divers états du mythe de Jean Gabin.

— Cela me fait plaisir que vous ayez remarqué ces citations du Roman d'un tricheur. Mais son son Welles en a été influencé

— Ce discours avait bien, pour vous, une direction précise pour le langage filmique. On n'a jamais l'impression que ce qui arrive aux personnages a été organisé par la volonté d'un scénariste comme dans une intrigue romanesque traditionnelle. On ne peut pas prétendre quand et comment ils vont se rencontrer (comme chez Claude Lelouch, par exemple, où le hasard et les coïncidences sont préparés). On est constamment surpris par les étranges rapports du déterminisme biologique et de l'autonomie cinématographique de ces trois états.

— Vous voyez le film comme cela ? J'en suis content. Les propos de Laborit ont été enregistrés d'une manière libre. Nous avons simplement essayé de « l'aligner » vers des choses qui seraient utilisables pour faire ressortir aux spectateurs l'histoire d'une manière différente de la fiction narrative habituelle. Mon oncle d'Amérique ne vient pas à l'appui des travaux de Laborit. Il aligne l'attention vers les possibilités, propres à la vie réelle, à la biologie, d'un autre hasard que le hasard dramatique et psychologique.

— Vous faites réclamer à Jeanine Garnier enfant le poème d'Edgar, Liberté. C'est bien confronté — je ne dis pas opposer — la liberté de la création cinématographique au déterminisme scientifique.

— Jeanine Garnier est fille d'un militant communiste. L'aspect sociologique est respecté, et ce poème d'Edgar est son plus célèbre. Je pense toujours au spectateur. Mais, bien sûr, cette idée de Liberté est importante. Henri Laborit explique que l'impression

des trois premières années de la vie est tellement forte chez l'homme qu'il en reste marqué jusqu'à sa mort. Mais, après ces années, il s'invente, dans ses discours et ses actes, des raisons d'être libre, de se croire libre, ce qui amène des conflits, des rapports de domination et d'agression.

— Oui, mais vous faites de cela un élément de réflexion nouveau sur le cinéma. Votre film est un dialogue entre la théorie scientifique et la mise en scène. Et, en fin de compte, le cinéma montre à la fois la puissance du déterminisme biologique et le pouvoir de l'imagination.

— Laborit parle des phénomènes associatifs chez les rats. Ils ont deux cerveaux, le premier avec les acquis profonds, le deuxième qui permet de se souvenir des expériences passées. Même chose chez l'homme. Le « deuxième cerveau » est ce qui va influencer nos comportements. Mais, si j'ai bien compris Laborit, l'homme a un « troisième cerveau » que nous ne sommes pas capables de contrôler. C'est le cortex, qui permet d'envisager l'avenir, d'agir en fonction de ce dont on se souvient pour survivre, de résister, de ne pas reproduire ce qui s'est déjà produit. Alors, ces trois cerveaux de Laborit, Le Gall, Jeanine Garnier et Ragueneau, à partir de leur marque originelle, ont des points communs biologiques mais des réactions différentes, conflictuelles, lorsqu'ils se rencontrent, dans la fiction, après y avoir mené des existences parallèles.

— Deux d'entre eux ont droit à l'imagination. Le Gall, parce que c'est dans sa nature conditionnée par l'instinct de fuite ; Jeanine Garnier, parce qu'elle est devenue comédienne de théâtre et a appris les jeux de la passion, de la domination, Ragueneau, lui, n'y a pas droit. C'est remplacé par la religion catholique et, n'ayant pas d'imagination, il est le seul, après s'être beaucoup débattu, qui ne résiste pas à un échec. Le seul aussi qui, n'ait pas un fantasme cinématographique, puisque Gabin est une image possible de son « double », mais pas ancrée en lui. C'est troublant.

— Je ne fais pas un film consciemment. Chez moi, tout devient conscient seulement au montage. C'est lorsque le film s'est organisé au montage que



nous nous sommes aperçus, Gruault et moi, que les deux hommes souffraient de maladies chroniques (avec phénomènes psycho-somatiques) alors que la femme en était exempte. Elle agit toujours, elle fait agir son néo-cortex, elle fuit, elle, dans l'action. Est-ce parce qu'elle est comédienne, avec un imaginaire acquis par son métier ? Pour le créateur, l'artiste, qui est appelé à remuer le chaos, ce peut être le résultat d'une névrose qu'il arrive à maîtriser. Et la névrose préserve des maladies organiques. Je ne peux pas vous dire que c'était concerté.

— Connaissez-vous l'histoire des deux souris qui tombent dans une jatte de lait ? L'une s'enfonce dans le lait et se noie, l'autre agit frénétiquement les pattes pour s'en sortir, et le lait se transforme en boule de beurre : elle est sauvée. Mettons que la deuxième souris soit Jeanine Garnier et la première Ragueneau qui se laisse couler jusqu'à une tentative de suicide. Est-ce lui qui donne raison à Laborit ? Nous n'y avons pas réfléchi. On ne fait pas dire ou faire aux personnages de fiction ce qu'on veut. Ragueneau, payé pour devenir directeur d'une entreprise industrielle, croit à l'ascension hiérarchique, et, pris dans une situation de blocage, retourne son agressivité sur lui-même. Rien ne peut l'aider, même pas son catholicisme. La foi n'est pas un remède à l'angoisse. Je n'y ai pas pensé avant.

— Vous n'avez pas répondu à propos de Le Gall, qui est

le plus grand porteur d'imagination du film. Le Gall et son île bretonne, l'arbre où il grimpe en cachette pour lire un roman illustré où apparaît, pour la première fois, le mythe du héros d'Amérique. L'île est le lieu qui renvoie plusieurs fois au rêve, à la fuite ; elle est destin à l'évasion. C'est par elle que le cinéma l'emporte.

— Eh bien ! je suis breton, je suis allé souvent, dans mon enfance, sur une île du Morbihan où je lisais ce même roman illustré. Quand Gruault écrivait le scénario, nous avons décidé qu'il y aurait une île. Une fois fixé sur ce point, j'ai voulu en découvrir une. J'ai cherché en Méditerranée. Rien ne convenait pour le tournage. Je suis revenu au golfe du Morbihan, que j'ai exploré. Et j'ai trouvé l'île qui convenait : mon île d'autrefois, Logodan, ce qui veut dire l'île aux Souris. C'est une amusante coïncidence.

— Coïncidence aussi, les travellings, à la fin, sur les maisons en ruine et en démolition, dans les rues de New-York ? Et l'arbre peint sur un mur dont la caméra se rapproche si bien qu'on dirait qu'il mange les pierres, la réalité ?

— Le travelling est une de mes « figures de style ». On aurait peut-être été déçu de ne pas en voir dans ce film. Quant à l'arbre, c'est une belle image. N'est-ce pas ?

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Les multiples visages d'Henri Laborit

HENRI LABORIT a plusieurs visages et celui qu'on lui découvre aujourd'hui aux côtés d'Alain Resnais n'est peut-être pas le dernier. Chirurgien des hôpitaux, Henri Laborit, qui a soixante-cinq ans, s'est très vite orienté vers la recherche. Dans le monde entier, sont connus ses travaux sur le système nerveux végétal. On lui doit l'hébergement artificiel et, dans le domaine de la psychopharmacologie, de nombreuses découvertes sur les tranquillisants, dont la fameuse chlorpromazine, l'une des premières substances psychotropes.

Titulaire du prix Albert-Lasker, célèbre distinction de l'American Public Health Association (1957), Henri Laborit, qui a écrit plus de quinze ouvrages, s'est intéressé ensuite et de plus en

plus, à partir des données biologiques, aux phénomènes de société. Citons parmi ses derniers livres qui s'adressent au grand public : la Nouvelle Grille (1976), Eloge de la fuite (1978), l'Homme et la Ville (1978), l'Inhibition de l'action (1979).

Henri Laborit dirige aujourd'hui à l'hôpital Boucicaut un laboratoire d'autocritique, où il étudie la réaction de l'organisme aux agressions du milieu.

Chirurgie, biologie, sciences humaines, du scalpel de la table d'opération à celui des comportements, Henri Laborit cherche à travers l'angoisse, peut-être, nous disait-il un jour (1), « parce que je suis moi-même angoissé ».

P. D.

(1) Le Monde du 29 novembre 1977.

THÉÂTRE DU GYMNASSE MARIE BELL
38, Boulevard Bonne Nouvelle (10^e) 246.79.79

DERNIÈRES

L'Atelier

de Jean-Claude GRUMBERG
Prix de la Meilleure Création Française 1979
du Syndicat de la Critique Dramatique
mise en scène
M.BÉNICHOU, J.C. GRUMBERG et J. ROSNER

Une production du

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
Les Mar., Mer., Jeu., Ven. et Sam. à 20 h 30 et Dim. mat. à 15 h.
Raisché le Dimanche soir et le Lundi.

LOCATION, 14 jours à l'avance au Théâtre du Gymnase et agences

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE
LOCATION 874.42.52

CLAUDE PIEPLU
GEORGES WILSON
CLAUDE RICH

UN HABIT POUR L'HIVER
de CLAUDE RICH

Mise en scène de **GEORGES WILSON**

UN TRIOMPHE !
MATINÉE SUPPLÉMENTAIRE SAMEDIS 18 H

MARGNAN PATHE • ELYSEES LINCOLN • GAUMONT LUMIERE • RACINE • 7 PARNASSIENS • STUDIO ST-GERMAIN • GAUMONT SUD • ST-LAZARE PASQUIER • LES NATIONS • 14 JUILLET BASTILLE
14 JUILLET PARNASSE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE/BELLE ÉPINE PATHE THIAIS • GAUMONT EURY • SYRANO VERSAILLES • TRICYCLE ANNIERES • ARTEL NOBERT • FRANÇAIS ENGHEN • MELLES MONTREUIL

SÉLECTION
OFFICIELLE
CANNES 80

LE SAUT

DANS LE VIDE

un film de
MARCO BELLOCCHIO

ANOUK AIMÉE - MICHEL PICCOLI
et **MICHELE PLACIDO**

Magistralement interprété par Michel Piccoli et Anouk Aimée.
(Michel Perez - LE MATIN DE PARIS)

Le travail de mise en scène est admirable.
(Jacques Siclier - LE MONDE)

UN FILM DE MILOS FORMAN
5 OSCARS
UN CHEF D'ŒUVRE
À VOIR ET À REVIR

JACK NICHOLSON

**VOLE AU-DESSUS
D'UN NID
DE COUCOU**

LE GRAND MAGIC CIRQUE
CHAILLOT

A LORQUIN

Caméra « psy »

C'EST en grand nombre que les travailleurs d'as hôpitaux psychiatriques se sont saisis, avec ardeur, depuis quelques années, des caméras de super-8, de vidéo ou de 16 mm. Au quatrième festival « psy » organisé à l'hôpital psychiatrique de Lorquin, ils étaient quatre cents, éducateurs, psychologues, infirmiers, travailleurs sociaux, aides-soignants, pour des raisons diverses, de l'ordre d'un spectacle joué par les éducateurs est-elle une simple dupes ? C'est ce que pense une des psychologues de l'équipe qui

vingt-cinq ans, qui ne laisse jamais la parole à quiconque et qui, dans son défilé, qualifie tout dialogue de « catalogue ». Peut-être, suggèrent-ils souvent avec humour, en lui coupant la parole et en ne se contentant pas de n'être qu'une « caméra ». Une fois de plus, l'organisation de la Noëlle organisée pour des enfants psychotiques sous forme d'un spectacle joué par les éducateurs est-elle une simple dupes ? C'est ce que pense une des psychologues de l'équipe qui

Une partie de moi-même

Certains professionnels venus à Lorquin recherchent à tous les films un « manque d'analyse politique ». Tel n'est pas pourtant le propos de ces équipes qui peuvent d'ailleurs ici ou là mettre en cause la conception étroite de la sécurité des malades par les directions hospitalières ou l'attente que l'on fait subir dans certains hôpitaux.

Ces films, en fait, doivent d'après leurs réalisateurs servir d'« exutoire » ou de « référence après plusieurs années de traitement », afin de constater les progrès accomplis.

Pour d'autres, il s'agit d'un moyen de faire progresser le travail en équipe. Pour tous, ils témoignent d'un intense désir de communication à partir d'une pratique quotidienne.

Peut-on favoriser directement par

ce réalisme ce court métrage avec les enfants, avec les adultes et avec les contradictions. Au Noël des enfants tous, dit-elle, les enfants n'étaient pas qu'un royaume de la folie. Dans un autre court métrage, chacun restera juge de l'évolution d'adolescents caractériels qui, durant douze séances d'une heure, ont été libérés, même pour leurs obsessions, même pour ne rien en faire, d'utiliser un matériel vidéo.

ces tournages l'évolution d'un malade ? La question a été à peine effleurée. C'est, reconnaît le docteur Roger Camar, un des principaux organisateurs de la rencontre, parce qu'en ce domaine nous sommes encore balbutiants. Beaucoup sont inquiets de la « trahison » dont ils se rendraient coupables pendant le tournage et qui risquerait de nuire à tel ou tel malade. Un éducateur, pourtant, qui a filmé pendant huit jours au magnétoscope les vacances de plusieurs enfants, affirme que « la tournage a pu restaurer partiellement l'identité du sujet ».

Un malade, « Gigi l'Amoureux », présent à Lorquin, qui est le personnage principal d'un des films présentés — « Cat homme barbare la vie » — se défend : « Ce n'est pas un super-film d'un malade mental,

mais une partie de moi-même. Lui qui a été « oppressé » par la projection, souhaite réellement, pourtant, « un film professionnel de 18 mm couleur, sur des échantillons aux yeux vides et creux. Une sorte d'apostrophe au camp présent ». Cette expérience l'aidait-elle à vivre ?

Au-delà, les organisateurs du festival souhaitent que ce film permette de faire sortir les malades de l'enfermement de l'asile. L'année prochaine, quatre films professionnels, dont on dit qu'ils seront rigoureusement sélectionnés, seront présentés à Sarrebourg, devant un large public. Reste que les films tournés à l'intérieur d'hôpitaux psychiatriques ont de grandes difficultés de diffusion : peu de circuits (M.J.C., comités d'entreprise), opposition de certaines familles de malades, Janet II, deux par des infirmières il y a deux ans, dans un service de gynécologie de la région parisienne, extrêmement émouvant et effrayant à la fois, ne peut être diffusé en raison de l'opposition de deux des malades filmés. Alors que pendant longtemps on a relégué les malades mentaux dans des hôpitaux psychiatriques, loin du centre des villes, ces films, s'ils passent dans les écoles ou à la télévision, seraient pourtant le moyen, dans un premier temps, de les réadmettre parmi nous.

NICOLAS BEAU.

A VILLENEUVE-D'ASCQ

Portrait d'une ville en pied

TROIS en un, spectacle écrit par deux auteurs, Jean-Claude Giraudon et Pascal Percq, joué par les comédiens de Théâtre de la Planche, mis en scène par Pierre-Etienne Heymann, directeur de la Rose des vents, centre d'action culturelle de Villeneuve-d'Ascq, est un produit un peu particulier. Si l'on veut, c'est un mélange d'opéra, de théâtre, d'une ville : Villeneuve-d'Ascq. Il est le fruit d'une action culturelle qui s'est donnée comme objectif de renvoyer aux Villeneuvois une image d'eux-mêmes et de leur cité.

Dans les années 70, afin de réinsérer les campus universitaires, excentrés de Lille, dans un tissu urbain, fut créée une ville nouvelle, à partir de trois bourgs : Annappes, Ascq, Fiers. Au total, vingt-deux mille habitants, qui devaient atteindre les soixante mille en 1990. L'espace rural est littéralement dévoré par le béton. Pour le moment, le centre, composé de l'hôtel de ville, du centre commercial et du centre d'action culturelle, est séparé des autres quartiers par

d'immenses éboulements de terrain entretenus par d'incessants chantiers. La ville elle-même, traversée à la fois par une voie ferrée et une autoroute, est coupée en parts comme un gâteau.

Ce puzzle géographique en commande un autre, sociologique, celui-ci. La moyenne d'âge des

habitants des quartiers neufs est de vingt-huit à trente ans. La population plus âgée réside dans les quartiers anciens. Etudiants, cadres moyens, ruraux, jeunes et moins jeunes cohabitent, parfois sans se reconnaître, et encore peu de même de vérifier la véracité de ce slogan fameux : « A ville nouvelle, vie nouvelle ».

Les pièces du puzzle

Dans ce contexte, le pari de la Rose des vents a été de rassembler les pièces du puzzle et d'en faire un lieu fédérateur. L'affaire a été élaborée de longue main. Elle s'est fondée sur un projet d'animation globale qui a mobilisé l'équipe pendant deux ans. Animations, rencontres, interviews, ont servi de matériau de base à l'écriture. On a parlé, fait parler, beaucoup écouté. Les anciens des lieux se trouvaient des champs de l'in, au là, sur « la meilleure terre à bié de la région ». Des adolescents des quartiers neufs qui rêvent, comme leurs copains, de grosses motos, des enfants pour qui « un étranger, c'est seulement quelqu'un que je ne connais pas ». Allusions au passé, souvenirs au présent, événements précis resurgissent dans le texte organisé en séquences. Chacune

d'elles est soumise aux habitants du quartier intéressés. Au Triolo, c'est l'« expulsé » qui, à Fiersbourg, quartier ancien, c'est la « confiture aux guêpes ». Ici, la scène est dite en patois. Entendes ce chit-chat. Les répétitions font mouche. Avant l'un des corons à l'hôtel de ville, à l'heure des mondrons, pos d'« chuc à perch » (1). On s'écaille, on commente : « Si nos vieux revenaient maintenant, ils retourneraient tout de suite en terre, tellement ils seraient perdus ». Chaque fois, ça commence un peu mal, animateurs et animés d'abord en deux camps, comme au match de foot. Puis on se présente, les comédiens lisent la scène. À la fin, silence. Un premier auditeur intervient, l'atmosphère se dégage. On précise un fait, on critique, on pousse sur

des détails, on voudrait que ce soit « plus ressemblant ». Pierre-Etienne Heymann et les comédiens écoutent, rétorquent, parlent du théâtre « qui ne saurait être un tract ». Finalement, on se quitte à regret. On se jure de se retrouver à la Rose des vents pour voir le spectacle en entier. On est curieux de voir son portrait en pied.

Pour que la ville puisse avoir un aperçu de tout ce qui la compose, chaque représentation est précédée de la prestation d'un groupe artistique local. « Cela nous permet, explique Pierre-Etienne Heymann, d'examiner les rapports que les professionnels peuvent entretenir avec les amateurs ».

Le spectacle, lui, est à l'image de cette cité en patchwork et court d'un style à l'autre : du naturalisme au clownesque, en passant par la commedia dell'arte et la poésie. Du coup, les Villeneuvois se contemplent dans un miroir brisé, mais, néanmoins, lecteurs contents de ce qui est plus qu'une pièce de théâtre : la première chronique de leur ville inachevée.

DOMINIQUE DARZACQ.

Pina Bausch à Berlin

Absolument féminin

Un tuyau d'arrosage traîne calmement le tapis noir qui recouvre le plateau. Des tables de maquillage avec miroirs sont disposées côte à côte, un long miroir ovale reflète des rangées de têtes. Des filles en peignoir se maquillent, vont et viennent sans prendre garde à l'eau qui lache le bas de leurs vêtements. Des garçons se mettent en tenue de danse, se chauffent les muscles sans prendre garde aux flaqueurs. Arien, de Pina Bausch, avec l'Opéra de Wuppertal, déplace sur scène l'effacement routinier des coulisses et des lages, le pervertit en introduisant cet élément attendu et dévastateur, élément le plus naturel de la nature, signe de toute vie, symbole de purification, l'eau, qui avec un bruit spongieux roulement les pas, fait glisser, fait tomber, saillir. « Arien » est la traduction allemande du terme italien « aria ». On rêve de voir inspirés et célestes, et les danseurs affrontent une succession de musiques hétéroclites : un jazz lascif haitien, Night and Day, la Petite Musique de nuit, des roulements rétro des Comedians Harmoniques et quand même un chant grave, méditation funèbre.

Les danseurs ne dansent pas. Pina Bausch, chorégraphe, les met en difficulté, leur fait accomplir des actions banales qui deviennent des tours de force épuisants, qui se succèdent, se répètent, composent des séquences convulsives avec des plages d'hésitations soudaines brisées de spasmes, comme si la décision s'imposait soudain de se lancer vers un but aussitôt abandonné. Les danseurs privés de danse s'écroulent de temps en temps — crûtes de se retrouver analphabètes ? — à une figure de salon, mais dans un style prompt et jérémié qui la déforme. Ils parviennent à exprimer dans leur langage quelque chose de trop fort pour être dit autrement, alors leurs membres déarticulés tracent des courbes impossibles, ils sont des vibrations affolées. Ou bien se mettent à sautiller, la scène en sauts allongés, se servant de leur technique pour rejoindre ou fuir une peur.

Les danseurs sont des acteurs privés de texte, ils réussissent de temps à autre à s'arrêter la parole, poème sourdement inquiet ou simple plaisir d'entendre leurs voix mêlées braver des plaisanteries. L'humeur de Pina Bausch frappe sans pitié et, pourtant, on dirait, sans arrière-pensée. Elle projette tout dans les images de sa fantaisie, les

visions de son regard gêné, mais sans indulgence. Elle montre pour ce qu'elle sont les comportements affectés de la vie sociale, n'en tire pas de conclusions politiques ou éthiques. Elle les désigne en les isolant, en les mettant en formes, en inventant des situations étranges. Elle fait venir un hippopotame patavien, adossé par une belle fille rousse que cela amuse et qui rit, finit par établir une relation de complicité sans attention, l'attendrissant.

La construction du spectacle en séquences illogiques, les mouvements répétés, les paroles qui sont des bruits, des sons, les animaux mêlés aux humains font penser à Bob Wilson. Exactement à un négatif de Bob Wilson : Pina Bausch cultive et sophistique l'« anti-glamour », elle ne plane pas à l'intérieur du réel, elle le bouscule, le met à nu avec une grâce charnelle et rude, avec une violence subversive incomparable.

COLETTE GODARD.

Jean Dinh Van

7, rue de la Paix, Paris

expose

les bijoux de

30 mai-12 juin 1980

Cosak

GALERIE DE LA TOURNELLE

3, rue du Haut-Pavé, 75005 PARIS - 354-68-57

MARTINE POLISSET

Sculptures, Céramiques - Jusqu'au 7 juin

LA GRAVURE

41, rue du Seine - V^e - 225-05-45

G. LAPORTE

Pastels - Gouaches - Lithos - 8-28 mai

GALERIE LAURENS

34, avenue Matignon - 75008 PARIS - 562-77-55

FRANÇOISE DORIS-POL, LAFFAGE

SOUGAREV, BERTAUX MARAIS

Jusqu'au 31 mai

Man Ray

8 Mai au 19 Juillet 1980

Peintures, dessins, objets, photographies

ARTCURIAL

Centre d'art plastique contemporain

2 avenue Matignon - Paris 8^e - 75008

JEAN BERTHIER

Galerie « Le Soleil dans le Tête »

10, rue de Valenciennes, Paris (6^e)

Jusqu'au 31 mai

LE CENTRE DE RECHERCHE GREER

23, rue St-Honoré, 1^{er} - 261-78-50

Jeanine ECHARD

peintures et objets finés

22 MAI - 11 JUIN

« HORIZON 80 »

AGUERO - PERRO - KINO

G. ROCH - MOTTET - MOISSET

MORISSON - FAGES - FAZZI

LUC PERE - PELAZO - PICHETTE

M. ROCHER - SIBRE - FOTO

WEISS

GALERIE SAINT-GUILLAUME

208, bd St-Germain, 7^e

VERNISSAGE le MARDI 27 MAI, 18 h.

EUGÈNE BOUDIN

7 MAI - 12 JUILLET

SCHMIT

396, RUE SAINT-HONORÉ

75001 PARIS

Tél. : 260-36-36

MAISON DU BANERMARK

142, Champs-Élysées, 2^e étage, M^e Étoile

JORGEN NASH

Le rebelle du Nord

peintre, graveur, sculpteur,

situationniste

Tous les jours de 12 h à 19 h

Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h

De 22 mai au 15 juin. Entrée libre

Adami

21 mai - 11 juillet 1980

Galerie Maeght

13 rue du Têbérat, 75005 Paris

Richard Jackson

Installation

21 mai - 11 juillet 1980

Galerie Maeght

14 rue du Têbérat, 75005 Paris

GALERIE D'ART HELOF

du 20 mai au 8 juin 1980

Patrice JEENER

(Huiles et gravures)

51, boul. Garibaldi, 75015 Paris

Téléphone : 734-38-25

GALERIE LAMBERT

14, rue Saint-Louis-en-l'Île

75004 PARIS

FILO

De 21 mai au 14 juin

XV^e SALON de MONTROUGE - 7 MAI-8 JUIN

ART CONTEMPORAIN, PEINTURE, SCULPTURE, DESSIN

et

PIERRE BONNARD

Peintures et dessins

2, avenue Emile-Boutoux - MONTROUGE - De 10 à 19 h.

GALERIE DENISE RENÉ

195, boulevard Saint-Germain - 222-77-57

CRUZ-DIEZ

NOUVELLES PHYSICHIOMIES

Vernissage jeudi 22 mai 1980 à 19 h.

GALERIE GUIOT

18, av. Matignon, Paris 8^e - 266 65 84

LÉZARDIÈRE

Jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

jusqu'au 21 juin

« La Règle et le Modèle »

QUE de règles, de bonnes règles dans ce livre, et en particulier celles-ci : celle de lecture lente, celle de la relecture attentive, celle du temps pris pour lire ! Ce travail d'érudition demande donc en retour la patience. A moins qu'il ne faille quelques aléas de maturation afin de soumettre à son tour la *Règle* et le *Modèle* à l'inquisition de l'histoire, au procès des causes entendues par le temps, et l'objectivité cruelle d'un universitaire du futur qui, comme aujourd'hui, légitimera les erreurs d'un présent par celles de l'histoire, en attendant l'avenir.

Mais c'est justement à l'opacité de l'histoire, à sa crédulité, dans les domaines et moins de l'architecture de l'urbain, que s'attaque François Chazot et c'est à la lucidité qu'elle s'attache en revanche. Alors ? Alors il faut arracher la Règle et le Modèle, si universalitaire que soit un tel ouvrage, au champ clos des écoles, ne pas le laisser, surtout, dans les limbes ou les tiroirs de l'université. Le mettre sur la place publique en espérant que chacun retiendra un peu de sa lucidité puisqu'il s'agit bien d'une des plus grosses affaires du temps : l'urbanisme, et... essentiellement... l'architecture...

Car, en dépit de la hauteur é
laquelle il se place — c'est tou-
jours du discours sur le discours
— il correspond à une réalité
tangibile, visible quotidiennement,
perceptible dans la chair, et dans
le sang, des villes, il donne, à tra-
vers l'histoire et l'analyse des
Idées, des discours, une explication
plausible de cette réalité. Plausible,
ou mieux. C'est dire, ou redire, la
force critique de la Règle et le
Modèle.

Certes, il n'est besoin ni de livres, ni de savoir, ni de statistiques pour percevoir cette réalité triste. Et certes encore, l'aspect critique de ce livre n'est pas une « innovation » — qui ne ferait que confirmer, dans ce cas, la lourde et lente adaptation de l'université actuelle au temps, — puisqu'il y eut déjà, de la même Françoise Choay, cet autre ouvrage, maintenant classique, qu'est *Urbanisme, utopies et réalités* (1965).

Le fait nouveau et qui place ce nouveau travail hors de la multitude des attitudes déformées conventionnelles devant la notion d'utopie est le travail d'archéologie auquel se livre l'auteur, plus loin dans l'épaisseur de l'histoire et sur une étre plus large : comme Michel Foucault, auquel il est souvent fait référence, a pu déconstruire d'apparentes évidences dans d'autres (et, parfois, volantes) domaines.

En 1963, l'auteur nous avait indiqué quelles triches pouvaient se cacher derrière le mot magique du terme « A ». C'est maintenant le domaine des sirènes sonnettes. A ce mot, l'explication promise de leurs dépôts successifs, de leurs articulations, de leurs ramification dans la pensée contemporaine. Pour ce faire, elle fait intervenir, et fait subir aux textes, des opérations risquées jusqu'à présent assez étrangères au domaine considéré ; des modes de lecture et de compréhension — la sémiologie notamment — qui, aînés assemblés, donnent l'impression d'une machine lourde, efficace.

L'ambition en est grande. Ne s'agit-il pas, à partir d'un très large ensemble de textes érudits, de prendre en compte tous les écrits liés au bâti (au bâtir, trouve-on sous une forme plus « active » dans le texte), c'est leur donner un cadre, un ordre peut-être contre l'ordre diffus dont ils étaient atteints. C'est ainsi que près de textes qu'elle appelle « commentaires » (et interagissant le cas échéant, avec eux), les textes qui forment une « matière » sont classés en deux catégories : ceux qui établissent les textes « Instaurateurs » d'espace, actifs et opérant sur le domaine bâti — ou plutôt à bâtir. Instaurateurs d'espace, les traités d'architecture le sont, dont elle voit l'archétype non chez Vitruve (*De architectura*), mais chez Alberti : le *De re architectura*, texte « inaugural », dit-elle, parmi les traités, sous-groupe qu'elle prête à qualifier, pour leur part, de « réalisateurs ». L'est encore — autre sous-groupe — l'utopie dont la figure inaugurale est, plus traditionnellement, l'œuvre célèbre de Thomas More, *Utopia* : texte « instaurateur » dans la mesure où il propose de donner à lui, mesure ou à loi, la forme d'un monde. Elle évoque également, précisément suivie, une autre figure, celle de l'urbanisme : et le texte « inaugural » est ici le *Théorie générale de l'urbanisation* d'Idelfonso Cerda.

Cette classification, à laquelle l'auteur confère en fait une certaine souplesse, repose comme il se doit sur des normes. Ces normes définissent les textes légitimes qui, une fois repérés, légitiment en retour les normes qui leur servent de cadre. Tour de passe-passe ? En apparence seulement. Il s'agit, pour Françoise Choay, d'engager une lame dans l'ensemble fermé des textes, d'introduire le biseau

d'une analyse fine dans l'amalgame
stratifié des écrits sur l'urbanisme
et l'architecture. D'autre part, ces
normes, qui permettant la classifica-
tion des lexies, sont aussi des
composants acilla et, méthode
décorneis classique dans d'autres
domaines, permettent de suivre la
postérité des écrits dits inauguraux,
de repérer les « figures textuelles »
identiques ou dévianes.

Ne pas se décourager surtout à ce moment du livre si l'on n'est pas maniaque de la sémiologie : le suspense remonte ensuite, et les petits chiffres se font moins fréquents. Lente et prudente au départ, la machine prend de la vitesse.

Réhabilité par l'auteur, ennobli contre l'omnipotence de Vitruve, le texte instaurateur d'Alberti perd cependant sa force dans l'histoire. Seul paraît subsister l'image, le mythe, d'un architecte-héros que l'on retrouvera plus loin. S'amaïse la « figure textuelle » qui serait pu préserver l'empire du geste de l'architecte, puisque'elle produisait les règles génératives du bâti. Mais les ordres de Vitruve occupent assez l'Académie...

L'utopie, en revanche, génératrice d'un autre mythe, l'espace modèle préservé du hasard, est promise à un bel avenir. Etape lourde de conséquences, elle permet l'avènement de l'urbanisme, troisième type de texte instaureur. La théorie urbanistique se charge en outre (et exerce ainsi son pouvoir) de préentions scientifiques, ne gardant du traité d'architecture que la figure mythique de l'architecte (l'urbaniste maintenant) héros.

L'urbanisme : un mythe bien construit. Est-ce à dire pour autant qu'il n'a pas d'existence ? L'espace modèle de l'utopie, devenu espace obligé, le rêve réalité, e de fait régi depuis tout le domaine construit, s'adaptant admirablement é d'autres totalitarismes : celui de l'argent ou celui des systèmes politiques. Une figure textuelle a produit une figure pratique : le modèle. L'écriture a bien produit, si l'on peut dire, la « précontrainte » du

Alors, revenir aux règles, revenir aux propositions d'Albérti, qui sont l'effort permanent, une infinie modulation de l'espace. Revenir à l'idée devenue scandaleuse de « beauté », contre celle de dogme ou de raison ? Ne prenait pas pour modèle les règles d'Albérti, François Chazy laisse entrevoir, entre deux bornes théoriques, une autre voie qui est peut-être simplement celle de la liberté ; celle d'une critique qui, s'appuyant sur la conscience des limites de la théorie, donne justement un cadre aux errances théoriques, un cadre au-delà duquel commence à nouveau le dogmatisme.

FRÉDÉRIC EDELMANN.
 * La Règle et le Modèle, de Francoise Choay. Le Souill. 380 pages, 95 francs environ.

L'URBANISME, aujourd'hui, est entré dans une crise de l'issue incertaine. Après trente ans où régnerait sans partage les théories modernes voici que renaît le vieux combat qui opposa longtemps les tenants de l'art urbain et ceux de la science des villes. A nouveau, on invoque hasard et poésie contre le rationalisme ; à nouveau, on en appelle à l'histoire et à la tradition contre la modernité ; à nouveau, le tracé, la géométrie et l'esthétique revendiquent leur place à côté des raisonnements fonctionnels.

Or voici que paraît la traduction française d'un ouvrage oublié, la *Théorie générale de l'urbanisation*, d'Idefonso Cerda, ingénieur catalan qui inventa, il y a plus d'un siècle, le mot « urbanisme » (qu'il mélangait encore à « urbanisation », et qui le premier, voulut faire de la construction des villes une « science à part entière »).

Technicien rigoureux, d'un caractère froid, travailleur inébranlable, « homme algébrique ». Certes pressantait une « agitation sourde et profonde » ; à la vieille Espagne obscurantiste, farouchement immobile, il opposait une civilisation qu'il sentait naître « vigoureuse et féconde », une « civilisation du mouvement » qui, grâce à la vapeur et à l'électricité, allait renverser tous les obstacles, déployant sur de vastes espaces une activité intense.

En 1849 (il a trente-cinq ans) sa décision est prise : il abandonne sa carrière afin qu'elle n'entrave pas son « ardeur irrésistible », et, sacrifiant sa vie à l'« idée urbanistique », entreprend de « mettre le cap vers ce monde nouveau pour la science » et l'« achèvera jamais ce voyage ambitieux puisque, lorsque paraissent, en 1867, les quinze centes pages de sa *Teoria generala* il y manque l'essentiel du projet : Cerdà ne nous a pas laissé les « principes théoriques de l'urbanisation parfaite » qu'il se pro-

mettait de dégager, non plus que
l' « art de les appliquer ».

Et pourtant, tout l'urbanisme moderne paraît n'être qu'une paraphrase de cette expense inachevée : il faut, expose Cerdà, satisfaire à « la finalité essentielle qui caractérise toute vie : la communication universelle » et, pour cela, dessiner des rues droites et longues que possèdent les limites des grands canaux couverts « aux vives purifications » ; il faut lutter contre l'irrégularité « monotonie », mettre fin aux « mille déformations, si monstrueuses, si injustifiables », que connaît le tracé des villes anciennes ; il faut rompre l'« odieux » « saut de temps » et regarder l'« éternelle république » tout ce qui limite l'« accroissement naturel » des urbanisations.

Bâtie sur trois principes, « l'hygiène, la circulation urbaine et une politique foncière équitable, la ville du futur sera égalitaire, homogène et régulière. Fondée sur des données exactes, elle sera incontestable. Le statisticien fournira « un arsenal méprisable de raisons accablantes et irréfutables » et, tous les problèmes étant ainsi posés « en termes mathématiques », il ne sera plus possible d'invoquer « les caprices de l'imagination ».

Ces textes aux consonances futuristes auraient pu être écrits par les avant-gardes architecturales de l'entre-deux-guerres, les désurbanistes russes, Gropius ou Le Corbusier ; ils ont en fait plus d'un siècle et n'ont été que récemment exhumés. C'est que l'œuvre principale de Cerdà n'est pas son livre, mais le plan d'extension de Barcelone.

En août 1858, un mozarène par le coup d'État de la *Vinciarada* eut porté au pouvoir un groupe de libéraux progressistes, Barcelone démolissait les remparts qui la cernaient. L'événement, comparé à la prise de Constantinople, fut célébré par de grandes réjouissances populaires. Mais, dans ce pays Catalan où la planification urbaine était de vieille tradition, il fallait qu'un plan organise l'accroissement de la ville. Un concours fut proposé par le conseil municipal. Le gagnant, l'architecte barcelonnais chileno Rovira Trias, qui proposait un dispositif majestueux, rayonnant en éventail à partir d'une vaste place centrale établie à la jonction de la vieille ville et de la nouvelle. Ce beau plan, qui prévoyait une large avenue, disait des quartiers concentriques, d comme l'univers et les États ; ses proportions

étaient modulées sur celles, idéales, du corps humain ; les classes sociales étaient réparties selon la convenance.

Le plan de Cerda, au contraire, déplaçait un immense carroyage régulier, des vides de 30 mètres et des flots identiques. Un système de barres de quatre niveaux, aux directions alternées, n'occupait que le tiers des surfaces. Pour la première fois les constructions étaient libérées de l'alignement et la « rue-corridor » abolie au profit d'un type d'organisation urbaine qui évoque assez nos grands ensembles. La vieille ville était provisoirement insérée dans cette trame qui devait un jour la subsumer. Mais elle était si ancienne, si riche, si attachée à son territoire, que son héritier ne voudra jamais retourner à la banalité.

Cerdà croyait à la force de persuasion des son projet, mais les gens du parti libéral hostile lui, le libéral qui avait été conseiller municipal de sa ville, député aux Cortès, puis commandant en chef de la milice durant la révolution de 1854, jura à cette occasion la carte gouvernementale et s'appuya sur le ministère des Travaux publics pour provoquer l'indignation de l'opinion locale. Un décret du 31 mai 1860 spécifia que les « nouvelles constructions » devaient désormais « s'ajuster aux tracés du plan de l'ingénieur Cerdà ». Il avait vaincu mais se trouvait seul et empli d'amertume. Son dandier en force de loi et marqué encore la Barcelone moderne de sa géométrie rigoureuse, mais la ville fut dans une désaffection à l'extrême; des lois successives légalisèrent les entorses et les dérogations.

Son projet scandalisait les propriétaires, il donnait la prime à tous les terrains ; il hantait les architectes qui n'y voyaient que travail d'« arpenteur » et « opérations purement géométriques » et choquait la bourgeoisie catalane par l'absence d'un centre où la « civilisation moderne » pût « s'épanouir dans le mouvement et la sociabilité qui la caractérisent ». Mais, surtout, il angostait par cette « idée de dégauchement » qui, « hantant profondément l'idée que nous nous faisons de la vie », nous rendait obligés de vivre dans un désert au milieu d'une grande ville.

Notre époque sait maintenant que, si les conceptions urbaines de Cerdà étaient prémonitoires, les craintes de l'opinion ne l'étaient pas moins.

FRANÇOIS CHASLIN.
* *La Théorie générale de l'urbanisation*, d'Idelfonso Cerda, présentée et adaptée par A. Lopez de Aberasturi. Le Seuil, 250 pages, 69 francs environ.

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université (7^e)
de 14 à 19 h. (sf lundi) - 261-10-22

TOURLIERE

Dessins - 21 mai-21 juin
Vernissage le 21 mai de 18 à 20 h.

GALERIE LOUISE LEIRS
563-28-85
67, rue de Montcau, 75008 Paris
André BEAUDIN

GALERIE JEANNE CASTEL
Marie-José Lefort
18 avril - 27 juin

J.M. TOUBEAU
3, rue du Cirque, VIII^e, 350-71-24

GALERIE MÉDICIS
17, pl. des Vosges (4^e) - 278-21-19

OGIER
Du 6 mai au 6 juin inclus
T.J.J., 14-18 h. DIMANCHE COMPRIS

JARO HILBERT
« PAYSAGES
de VILLE-D'AVRAY »
Du 14 mai au 1^{er} juin.
Tous les jours de 15 h à 19 h.
Nocturne mardi jusqu'à 22 h.
Dimanche, de 11 h à 20 h.
*Château
de Ville-d'Avray
8, rue de Marnes*

MERCURY (v.o.) - 3 MURAT (v.o.) - PARAMOUNT OPÉRA (v.f.)
 PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) - PARAMOUNT CASTILLE (v.f.)
 PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - ST-CHARLES CONVENTION (v.f.)
 PARAMOUNT MONTFARASSE (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.)
 LES TOURELLES (v.f.)
 STUDIO Party 2 - ALPHA Argentuil - ARTEL Critéri - ARTEL Nogent
 FLANDES Sables - CARREFOUR Pastic
 4. DEPEA - Seine - Gendarmerie des Bois

Après "La Tour infernale"...



PAUL NEWMAN

JACQUELINE BISSET ROSE NEWARK WILLIAM HOLDEN

The production of ERWIN ALLEN

*Le Jour
de la
Fin du Monde*

Distributed by WEISBUCH COLUMBIA PICTURES INC.

— GALERIE HERVÉ ODERMATT —

85 bis, rue de Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS - 266-92-58

WEISBUCH

— 6 mai - 14 juin —

Expositions

Centre Georges-Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12. Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 18 h ; entrée du musée (bâtiment) : lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; galeries contemporaines (cité de la culture) : 277-11-12.

MALEVITCH. Peintures et architectures. — Jusqu'au 2 juin.

LE FUTURISME DANS LES COLLECTIONS DU MUSEUM OF MODERN ART DE NEW-YORK. — Jusqu'au 15 septembre.

ACCROCHAGES IV. Images transportées, images composées. — Jusqu'au 2 juin.

ATELIERS AJOUD'hui 24. — J.-L. Coignat, sculpture, 6 P. Kern : « Cène » à Brest, 5. Salle contemporaine, jusqu'au 23 juin.

GORIA GARCIA. Projets de San Francisco. — Jusqu'au 9 juin.

O.G.A. KALOOSSE. — Jusqu'au 23 juin.

ELISABETH LENICA. — Jusqu'au 26 mai.

ELISABETH KELLY. Peintures et sculptures 1958-1979. — Jusqu'au 15 juin.

C.C.I.

L'OBJET INDUSTRIEL. — Jusqu'au 9 juin.

LE JOURNAL DANS LA CLASSE. — Jusqu'au 29 mai.

LE MOBILIER EN BOIS COURSE. — Jusqu'au 29 juin.

CARTES ET FIGURES OR LA TERRE. — Du 22 mai au 17 novembre.

E.P.I.

LIVRE-PARCOURS. Du salon de lecture à la bibliothèque publique (2^e étage). — Jusqu'au 31 juin.

COABAYE. A.S. LA RESISTANCE. — Jusqu'au 2 juillet.

MUSEES

LE SALON DES ARTISTES FRANÇAIS ET DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DES BEAUX-ARTS. — Grand Palais, avenue des Champs-Élysées, 100. Du 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. — Jusqu'au 25 mai.

MARIO FRASSINOS. Peintures et dessins récents. — Grand Palais,

entrée avenue du Général-Kissinger (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 9 F. le samedi, 6 F. Jusqu'au 14 juillet.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES DU MUSEE DO LOO-VRE ET DES MUSEES NATIONAUX. Cérémonie de l'Orient musulman : technique et évolution, stèles funéraires provinciales ; Grèce Nord et Asie Mineure. L'archéologie du Yémen ; sculptures médiévales du Champagne ; la Grèce. — Musée d'Art et d'Essai, Palais de Tokyo, 12, avenue du Président-Wilson (722-36-52). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 6 F. Le dimanche, 2 F.

PRESENTATION DES COLLECTIONS PERMANENTES. — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (722-41-77). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 6 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 août.

HARTUNG. Œuvres de 1952 à 1978. — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Mercredi et samedi, jusqu'au 23 mai, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Projections de films sur Hartung, jusqu'au 21 septembre.

JAN OUBETZ. Rétrospective. — JAN VON KOUNELIS : Environnements. A.B.C. — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Jusqu'au 1^{er} juin.

BROUILLON. Un labyrinthe indien. — Musée des enfants, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (voir ci-dessus). Du 22 mai au 28 mars 1981.

L'AFFICHE EN BELGIQUE (1858-1980). — Musée de l'Art, 18, rue de Valenciennes (224-50-40). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 17 novembre.

PROJETS DE CONCOURS D'ARTISTES. — Musée de l'Art, 18, rue de Valenciennes (voir ci-dessus). — Gare d'Orsay, 9, quai Anatole-France, Sauf dimanche, de 10 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 1^{er} juin.

DONATION MASTREL A LA COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE. — Musée du Luxembourg, 18, rue de Valenciennes (033-55-20). Lundi, de 10 h à 18 h ; mardi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F. Le samedi, 6 F. Jusqu'au 23 mai.

ALBERTO MAGNOLI. — Bibliothèque nationale (salle Montrouillat), 10, rue de Valenciennes (221-62-63). De 10 h à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 30 mai.

TROISIEME CENTENAIRE DE LA COMEDIE-FRANCAISE

— Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 juillet.

EDGAR CHAUBERT. Peinture gravure. — Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Du 12 h à 17 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 15 juin.

GARRY WINOGRAND. — Bibliothèque nationale. Galerie de photographie, 4, rue Louvois. Sauf dimanche, de 12 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 juin.

NOUVELLES SALLES D'ART CHINOIS. — Musée Guimet, 6, place d'Iéna (722-61-55). Sauf mardi, de 9 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

NOUVELLES SALLES DU MUSEE DES ARTS AFRICAINS ET OCEANIENS. 283, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h. 15.

SALON DE LA JEUNE PEINTURE-EXPRESSION. — Parc Floral de Paris, Hall International Bois de Vincennes. Du 19 h à 20 h. Jusqu'au 21 mai.

ARCHITECTURE DE MANUFACTURES. — Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (722-41-77). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 6 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 août.

RESISTANCE, DEPORTATION ET CRÉATION DANS LE REZ-DESSUS. — Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (722-41-77). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 6 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 août.

SAINT-LOUIS. — Jusqu'au 25 juin. — LES CENT ANS DU MUSEE CARNAVALET. — Jusqu'au 25 juin. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-41-13). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 10 F. Le dimanche, 2 F.

TRONVILLE ARCHITECTURE. — Musée des monuments français, Palais de Chaillot, 27, rue de la Légation (722-41-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 10 F. Le dimanche, 2 F.

INVISIBLE. Aspects de la photographie scientifique. — Palais de la Découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, 10, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf lundi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

Centres culturels

HORACE VERNET. — Chapelle des Petits-Augustins. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte (260-34-57). Sauf mardi, de 12 h à 20 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 11 juillet.

LE PAYSAGE EVOQUE PAR LA PLUME ET LE PINCEAU. Dessins et aquarelles d'artistes français de dix-huitième siècle. — Institut de France, 121, rue de Lille (705-80-80). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 juin.

ARTISTES ALLEMANDS A PARIS : Peintures, dessins, gravures, sculptures. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé (722-61-52). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LOUIS ARCHAMBAULT. Essai de reconstitution de l'œuvre d'un peintre canadien. 2, rue de Constantine (221-62-63). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

ERIK DIETMAN. Peintures. — Jusqu'au 13 juillet. — GREGA ENOT-QUAY : Dessins, sculptures. — Jusqu'au 31 mai. — Centre culturel suédois, 11, rue Pavane (272-61-52). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MICHEL SZULC KRZYZANOWSKI. Photographies. — Jusqu'au 13 juillet. — Raul, 121, rue de Lille (705-80-80). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 juin.

VARSOVIA. 1939, rue par des films de l'unité pédagogique d'architecture. — Jusqu'au 13 juillet. — Raul, 121, rue de Lille (705-80-80). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 juin.

JORGES NASI. Le rebelle du Nord. — Peinture, gravure, sculpture. — Jusqu'au 13 juillet. — Raul, 121, rue de Lille (705-80-80). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 juin.

EUGENE ATGET/ROBERTO BARZICCHI. Photographies de Henri-Edmond. — Musée Grégoire, hôtel de la Ville, 1, rue de la Harpe (272-61-52). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LEOPOLD DE PARIS. Costumes, maquettes de décors, rues de scènes. — Grand Orient de France, 18, rue Cadet. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

JEAN DYLAN. Affiches. — Hôtel de la Ville, bibliothèque Forney, 1, rue de la Harpe (272-61-52). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

COLOMBAT. Peintures et objets liés. — Centre de recherche, 31, rue Saint-Hippolyte (261-70-41). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

DANIEL ETCHETO. Peintures 1979-1980. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LEONARD FIN. Dessins récents. — Galerie Procurement, 35, rue de Seine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MICHELLE YORGELOS. Sculptures. — Galerie Brigitte Schenck, 44, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GRANET. — Galerie Dardas Speyer, 6, rue Jacques-Cadot (343-14-54). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GUARINTE. Peintures, gravures. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MARY JOHNSON. Paris 1935 : photographies. — 7, rue Jean-Paul Sartre (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

HACHIRO KANNO. Autour de la cérémonie du thé (peintures, calligraphes, céramiques). — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ALAIN KLEINMAN. Œuvres récentes. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MARJAN KOLASAR. Les nostalgies. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GRANET. 13, quai Conti (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MELOIS. — Galerie J.-P. Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MIGUEL. Les fleurs et la terre. — Galerie Tammagha, 15, avenue de la République (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MONTEYROL. Peintures et dessins. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

NICOLAS ABADALLA MOUJARI. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

CHANA ORELOFF. (1908-1980). — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

YVON FAVAGNA. Peintures récentes. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

INRO. Boîtes japonaises. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ESTAMPES CHINOISES DE NOUVEAU AN. — Galerie Paris-Pékin, 9, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

WILLIAM HENRI. Peintures. — OLEO PROOF, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LE SPORT. Affiches. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LEONARD FIN. Dessins récents. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

FRANÇOIS STALL. Sculptures. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ERIK TAKABASHI. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

JEAN-MAX TOUREAU. Peintures et dessins. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

Quincampoix (278-34-00). Jusqu'au 31 mai.

PRENEX UN LIVRE. Livres détournés, peintures, découpes, collages, enluminés. — Bar de l'architecture, 23, rue Berthe (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

AMANN. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

CLAUDE AVELINE. Peintures au feutre. — Galerie V. Schmidt, 41, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

TUDOR BANTUS. Dessins et gravures. — Librairie de l'Orna, 35, rue de la Harpe (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

STANLEY BLOW. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

CONNIE BECKLEY. Installation. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

BEEL. Gravures 1976-1980. — Galerie de l'Orna, 35, rue de la Harpe (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ORLANDO. 43, rue de Montmorency (277-63-80). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MARIE-CLAUDE BROSARD. Œuvres pour un écrivain. — Art et Poésie, 21, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

FREDERICK CANTOR. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ALAN CASAVOLA. Photographies de la révolution mexicaine. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

CHRYSTAL. Dessins, gravures, estampes. — Galerie R. Lussan, 7, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

JACQUES COLOMBAT. Œuvres. — Jardin de la Paroisse, 20, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

FARVINE CURIE. Prix Boudelle 1979. — Galerie P. Tournai, 10, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ALAN DREBERG. Monotypes. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MONIQUE DE BOUX. Peintures. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GUARDIA DIAZ. Œuvre gravé. — Galerie Sagot-Lacour, 24, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LEONARD FIN. Dessins récents. — Galerie Procurement, 35, rue de Seine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MICHELLE YORGELOS. Sculptures. — Galerie Brigitte Schenck, 44, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GRANET. — Galerie Dardas Speyer, 6, rue Jacques-Cadot (343-14-54). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GUARINTE. Peintures, gravures. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MARY JOHNSON. Paris 1935 : photographies. — 7, rue Jean-Paul Sartre (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

HACHIRO KANNO. Autour de la cérémonie du thé (peintures, calligraphes, céramiques). — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ALAIN KLEINMAN. Œuvres récentes. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MARJAN KOLASAR. Les nostalgies. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GRANET. 13, quai Conti (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MELOIS. — Galerie J.-P. Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MIGUEL. Les fleurs et la terre. — Galerie Tammagha, 15, avenue de la République (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

MONTEYROL. Peintures et dessins. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

NICOLAS ABADALLA MOUJARI. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

CHANA ORELOFF. (1908-1980). — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

YVON FAVAGNA. Peintures récentes. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

INRO. Boîtes japonaises. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ESTAMPES CHINOISES DE NOUVEAU AN. — Galerie Paris-Pékin, 9, rue de Valenciennes (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

WILLIAM HENRI. Peintures. — OLEO PROOF, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LE SPORT. Affiches. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

LEONARD FIN. Dessins récents. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

FRANÇOIS STALL. Sculptures. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

ERIK TAKABASHI. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

de la Ferronnerie (308-56-63). Jusqu'au 31 mai.

DAVID WICKES. Peintures. — First Time, 55, rue Saint-Denis (232-61-50). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

WINTERLACE. Livres 1950-1980. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

GALE. De France, 3, rue du Panthéon-Saint-Hippolyte (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

Dans la région parisienne

ARGENTUILL. Vases. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

AULNAY-SOUS-BOIS. Troisième dimension. — Galerie, 26, place Dauphine (221-62-63). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Le dimanche, 2 F.

</

Cinemas

v.f.: Nation, 122 (93-94-97) ;
Saint - Lazzar - Ransquier, 6 (387-
35-43).
LES BAISINS DE LA COLÈRE (A.)
Studio de l'étoile, 17 (380-
19-43).
ROME, VILLE OUVERTE (H. v.o.)
Sœurs Saint-Germain, 6 (327-
87-33).
LA SALAMANDRE (Sula.) : A. Barth.
1944-47-48.
SŒURS DE SANG (A. v.o.) : Opéra-
Night, 26 (298-52-50).
SONATE D'AUTOMNE (Stud. v.o.) :
Sœurs Saint-Germain, 17 (380-
19-43).
LA TERRE DE LA GRANDE PRO-
fession : Proc., v.o. ; La Clot, 5.
(357-50-36).
TOMBE LES FILLES ET TAIN-TOU
(A. v.o.) : Elysées Photo Show, 8
(325-57-33).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUT
VOUS VOULEZ SAVER SUR LES
SŒURS SAINT-GERMAIN : Sœurs
Saint-Germain, 6 (323-10-42).
LES SŒURS SAINT-GERMAIN (A.
v.o.) : U.O.C.-Danton, 6 (339-
42-42) ; Ermitage, 6 (339-15-15) ;
U.O.C.-Marnes, 17 (380-19-43) ;
16-44) ; Boulevard Montparnasse,
15 (344-42-42) ; Convention Saint-
Champe, 17 (380-19-43) ; Secrétan,
19 (206-71-31).
TOMMY (A. v.o.) : Studio Médias,
5 (363-37-37) ; Paramount-Mar-
cel, 17 (380-19-43) ; Paramount-
City, 6 (562-45-71) ; Paramount-
Cité, 17 (380-19-43) ; 100-10.
UN JOUR, LA FÊTE (Fr.) : Palais
des Arts, 2 (272-82-86).
UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE (H.
v.o.) : 17 (380-19-43) ; 17 (380-
19-42) ; Normandie, 6 (338-41-18).
LES VALSTRETS (Fr.) (v.o.) : Balzac,
17 (380-19-43).
LA VIEILLE DAME INDIGNE (Fr.) :
Pathéon, 6 (534-15-04) ; Saint-
Lazare, 17 (380-19-43).
LA VOIE LACTÉE (Fr.) : Saint-Ge-
rmain Buchette, 6 (594-13-20) ;
Sœurs Saint-Germain, 17 (380-
19-43).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE
COUCOU (A. v.o.) : Paramount-
Cité, 17 (380-19-43) ; Paramount-
Champé - Elysées, 6 (730-76-21).
V.F. : Paramount-Marivert, 26 (298-
52-50) ; 17 (380-19-43) ; 17 (380-
19-43) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-19) ;
Paramount-Galaie, 13 (380-18-18) ;
Paramount-Montparnasse, 14 (323-
50-10).

[illegible]

ZER. - MAN, dim., inn.: la Luna
à 24 h. Calypso (^(*)) : Iphigénie,
Roméo et Cécile ; Je l'aime non
plus ; Recherche de Mr. Good-
will ; Calypso ; Le monde est
à 24 h. The Song remain the
same.

Les scènes spéciales

Alice NEST PLUS IC! (A. v.o.) :
Olympia Entrée, 14° (542-67-42),
18 h. (cf. S. D.).

CARRIE (S.-M.-U.), (*) : Calypso,
12 h. (540-30-11), S., 24 h.

LE COUF DE GRACE (All. v.o.) :
Bourmiche, 8° (354-58-49) ;
(*) : Saint-André-das-art., 12 h.
(542-67-12), 18 h. et 24 h. (All.
v.o.) : Olympia, 14° (542-67-42),
18 h. (cf. S. D.).

L'ÉPOQUE DE RAMAYANA (Fr.) :
L'Inde, 12 h. et 24 h. (P.O.S.)

TEMPÊRE DES SENS (Jap., v.o.)
(*) : Saint-André-das-art., 12 h.
(542-67-12), 18 h. et 24 h.

LA FÉLINE (Fr.) : Androm-Christine,
(352-98-70), 14 h. (v.o.) : Saint-
André-das-art., 8° (523-48-13),
12 h. et 24 h.

LES ÉTOILES BOUFFE (Fr.-It.) :
Studio de l'Etoile, 17° (380-18-93),
12 h. et 24 h.

S. M. LOU MAUDE (A. v.o.) :
Luxembourg, 8° (533-97-77), 10 h.,
12 h. et 24 h.

LES ÉTOILES CONTRE C.S. (v.o.) :
Studio Cinéma, 8° (354-58-22), 12 h.

INDIGO SONG (Fr.) : Seine, 8° (532-
67-12), 12 h. et 24 h.

LUXEMBADAM COW-BOP (A. v.o.) :
Luxembourg, 8° (533-97-77), 10 h.,
12 h. et 24 h.

LA MORT DE MARIA MALIBRAN
(All. v.o.) : Gymnase, 14° (542-
67-42), 12 h. et 24 h.

HAMMA ROMA (It. v.o.) : Olym-
pia, 14° (552-67-42), 18 h. (cf. S.,
D.).

OCCUPATION EN 28 IMAGES
(Xing. v.i.) : Les Tournelles, 20°
(542-67-42), 12 h. et 24 h.

LA PRISE DU FOYOTURE PAR
LOUIS XIV (It. v.o.) : Olympia
10-termin., 8° (353-97-52), 12 h.

REGARDE, FILLE A LES YEUX
NOIRS (Fr.) : Olympia, 14° (542-67-42), 16 h. (cf. S.,
D.).

CHEZ SAINT-CLOUD, Myssine-T
(98-06-38) : Le Motel
Dumbo.
KALOUTTE, Centre des Sept-Mars
(98-01-24) : Kramer contre Kramer
: Je vais acheter; Orange man-
quant; Les Muraux, Club (474-04-53)
: Motel rouge; Orlie; le Jour de la
mardi soir; Monty Python Sate
Gardien.

LAFRANCAIS, Madelon (976-09-15)
: La Cage aux folles; Cinéma (976-
33-17) : Les Femmes d'Albi, mardi;
Le Joyeux B. Joyeux B.

LAFFITE, Laffitte Studio (982-
11-11) : Les Femmes d'Albi, mardi;
Antes, Domingo (882-04-55) : le
Chateau manquant; Blancheuse
manquante; Les Femmes d'Albi, mar-
tredi-mardi (477-05-25); les Trois Jours
du Condor; l'al cracher sur vos
chaussons.

LAUREL, Lucile (980-55-74) : le Fur-
eur du vainqueur; les Turpinades.

LEBISTE, D.O.C. (976-07-15) : Orlie
le jour de la fin du monde; les Sou-
s-Douze.

LEBOUR, Ecolo (943-00-02)
: On va à la messe de Jupiter.

LEBIEN, GREENMAN - LE GARE, Cécile
(980-00-02) : Le Chateau man-
quant; Vol sous-dessus d'un nid
de coucou.

LEBLOND, Centre commercial (946-
24-24) : les Sous-Douze; Je vais
acheter; le Chateau manquant.

LEGREGLAIS, Cyrano (930-06-08)
: Orlie; le Chateau manquant; les
Femmes d'Albi, mardi; le Jour de la
fin du monde; le Sauf dans le vide; l'Incorrigible
Randanouse; vendredi et samedi, la
Maison de la femme; le Jour de la
fin du monde; Le Christ s'est arrêté à
Héboli; Gun (930-17-05) : la Mal-
dite ambrologique; l'ambrologage;
la Pléide enchanter.

LESSENON (91)

MARUNOV, Fannie (946-98-50) : Man-
hattan (v.o.).

MOUSSET, PIERRE ANTOINE, Buzo
(980-00-03) : la Vie de Brian; le
Motel rouge; les Sous-Douze; le
Cavalier électrique.

NICOLAS, Guy (907-54-14)
: Vol au-dessus d'un nid de coucou;
le Grand Bond avec une chaussette
à l'encre.

[illegible][illegible]

Les festivals

LE MILO RETROUVE (v.o.), Olympic, 14 (542-87-42) (m., mar. jeu. : Châneau de rêve; ven. sam. : Le Fureur de vivre; dim. : les Météores du ciel; lun. mar. : Mats).

DEUX GRANDS FILMS D'A. RESNAIS, Olympic, 14 (542-87-43) (m., mar. vend. dim. mar. : Le Guerre d'Espagne; ven. sam. lun. : Je t'aime, je t'aime).

RETOUT AU WESTERN (v.o.), Olympic, 14 (542-87-44) (m., mar. jeu. : Mercenaire; jeu. : la Rivière rouge; vend. : Commandos; sam. : Le Corvol sauvage; dim. : la Captive aux yeux bleus; lun. mar. : Les Indes).

MIZOGUCHI - KUROSAWA (v.o.), 14-Juilhet-Parasme, 6 (328-56-00) (m., vend. dim. : les Boocoe de la lune; ven. : l'Impératrice; lun. : le Japon; mar. : l'Impératrice Yang).

wardes; ven. lum.: Jeune et innocent; ven. lum.: Rebecca.
CO 29-30-80, 16* (522-44-11), v.o.:
Espace Galité, 14* (220-39-34), mer.:
Mon: héros résoudront-ils leur
problème? ven. lum.: Je n'aurais
jam. dim.: Beauséjour trop pour
un seul homme; lum. mar.: Qui
pourrait-il être? ven. lum.: (337-90-80), mer.: Drame de
la jalousie; ven.: Nos héros résu-
dent-ils leur problème? lum.:
du prétra; lum. mar.: L'ARRÊT
trop pour un seul homme.
CO 31-32-80, 16* (544-57-11), v.o.:
L'ARRÊT, 16* (544-57-11), mer.:
mer. jeu. ven. sam.: Martin;
lum.: Les monstres attaquent les
Monstres attaquent la ville.
BOITE A FILM, 17* (622-44-21), v.o.:
eo Alternance; I. Malicia; Dernier
seigneur; lum.: Le monde est
le tambour si bas; Cher Papa;
Pantique; à Needle Fall; Midnight
in the Garden of Good and Evil;
le Retour du dragon; II. Billita;

LA REVANCHE DE FRANKENTEN
(A. v.o.) (**) : Acacia, 17* (764-
85-85).

LES SEIGNEURS DE LA LUNE DE
MIEL (A. v.o.) (***) : Olympi,
Saint-Germain, 8* (232-87-23),
24 h.

Dans la région parisienne

LYVELLES (78)
CHATO, Louis-Jovian (852-30-07) :
Dumbo, mardi, à 21 h. : Dersou
ou l'homme qui ne dort pas.

CONFLANS-SAINT- HONORINE,
U.G.C. (973-80-96) : Dumbo, le
jeudi de la fin du monde : Torsus
dans la ligne : lundi, à 20 h. 45 :
Mouty Pythou Sacré Grail.

E CHERNAY, Parry-II (854-54-00) :
le Vendredi 13 : 20 h. 45 : L'au-
cun d'un cri de coucou : Je vale cra-
quer : le Grand Blond avec une
mère noire : le Jour de la fin
du monde.

[illegible]

t. 1. **IDEUM**: *Maman à cent ans.*
BOUGERT: *Avance (837-17-58) :*
 le *coucou* ; *le coucou* ;
INTREUIL, *Mélie (858-90-13) :* le
coucou ; *le coucou* ;
IRIAN ; *Moté* ;
RAINEF, *Castro (320-32-32) :* les
coucous ; *merc*, *17 h.* ; *L'Épou-*
INTIN, *Carrefour (843-61-38) :*
le coucou ; *le coucou* ;
coucou rouge ; **S.O.S.** ; *Théa* ; *le*
coucou ; *le fin du monde.*
ISERV, *Arel (528-50-50) :* la *Vis*
coucou ; *le coucou* ;
Incroyable Randonnée ; *les Sou-*
coucous ; *Je vais traverser* ; *Val* ;
coucou ; *le coucou* ;
IANES, *Théâtre Paul-Éluard (821-*
UDS) : *Kramer contre Kramer* ;
le coucou ; *le coucou* ;
VAL-DE-MARNE (94)
CHÉAN, *Château (83-39) :* le
coucou ; *le fin du monde* ; **Max** ;
cou ; *Seum (v.o.).*

(8-90) : le Chânon manquant ;
 (8-90) : la Rol et l'Oiseau ; les
 ...
 CHEN, Français (17-10-04) ; 864-
 ... le Bont dans la Vie ; le
 châteaux
 ... Chance ; les Sous-Doués. M.r.
 ... Fantasia. A partir de V.
 ...
 ... Cannes ; Cinéma Bergman.
 CANCONVILLE, Clivé E.-Langlois
 ...
 CAGES - LES - GONNESSÉ, Rond-
 point Dame-Blanche (93-06-31)
 ...
 ... Théâtre J.-Prévert (387-
 -45) ; le Guignolo.
 ... Toulous (938-
 -00) ; Star Trek ; les Européens ;
 ...
 ... ELLES, Flanades (981-30-55) ;
 ... Kramer contre Kramer ; le Chaî-
 non manquant ; le Jour de la fin
 ...
 ... VERNY, Studio (960 - 22 - 06) ;
 ... Terteur sur la ligne.

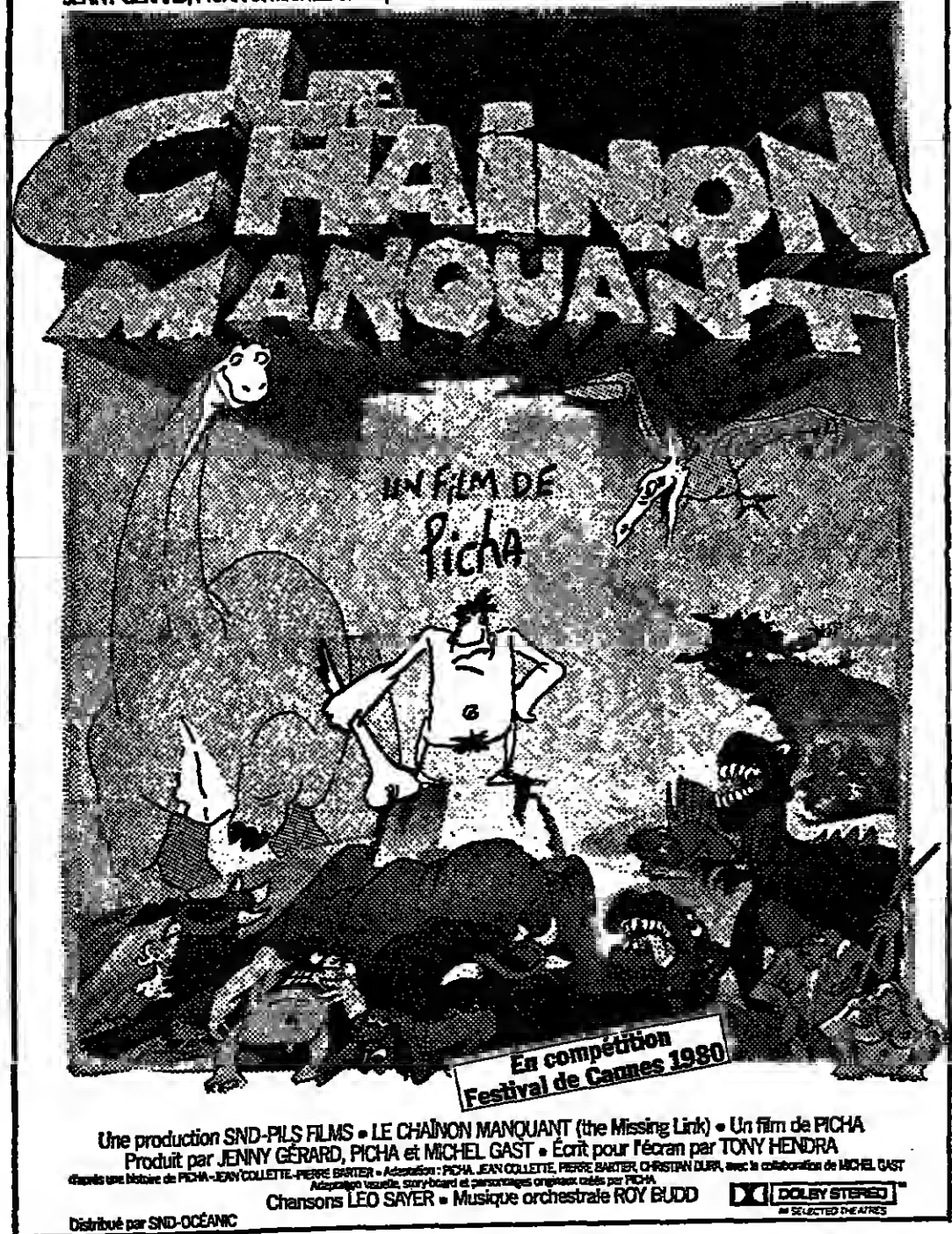
Dans la région parisienne

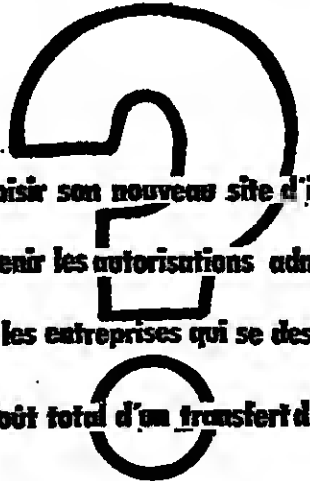
YVELINES (78)
CHATOU, Louis-Jouvet (1952-20-07)
 Dumbo; mardi, à 21 h.; Ders
 Guzale (v.o.).
CONFLANS - SAINTE - HONORINE
U.G.C. (972-80-99) : Dumbo;
 Jour de la fin du monde; Terre
 sur la ligne; Jeudi, à 20 h. 45
 Monty Python Sacre Graal.
LE CHESNAY, Parly-II (854-54-000)
 la Vie du Brian; Vol au-dessus
 d'un nid de coucou; Je vais ac-
 quer; le Grand Blond avec un
 chausure noire; le Jour de la fi-
 du monde.

**BALZAC ELYSEES VO (STEREO DOLBY) - BIARRITZ VO - UGC DANTON VO (STEREO DOLBY) - REX VF
UGC CAMEO VF - MIRAMAR VF - MISTRAL VF - MAGIC CONVENTION VF
PARAMOUNT MONTMARTRE VF - UGC Gobelins VF - UGC GARE DE LYON VF
STUDIO Veizy - FLANADES Surcelles - CYRANO Versailles - ARTEL Port Nogent
ARTEL Créteil - C21 St Germain - FRANCAIS Eglinton VO**

**PRIMÉ PAR LA FONDATION
PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA**

JENNY GÉRARD, PICHÉ et MICHEL GAST présentent





Comment choisir son nouveau site d'implantation?
Que faut-il faire pour obtenir les autorisations administratives nécessaires?
De quelles aides bénéficient les entreprises qui se desservent en Villes Nouvelles?
Quel est le coût total d'un transfert d'entreprise?

REPONSE


**AU COLLOQUE DE L'IMPLANTATION
EN ILE DE FRANCE
LE MERCREDI 4 JUIN A CERGY**

**CENTRE DE SERVICES COMMUNS DU PARC D'ACTIVITES DES BETHUNES,
A ST OZEN L'AUMONE, VILLE NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE**

Une journée d'information réservée aux dirigeants d'entreprises et aux responsables immobiliers des sociétés à la recherche d'un nouveau site d'implantation. Avec la participation de la DATAR, de la Préfecture de la Région Ile-de-France, de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France, de l'Etablissement Public d'Aménagement de Cergy-Pontoise, de spécialistes immobiliers, financiers ou juridiques et de chefs d'entreprises déjà installées en ville nouvelle.

Le colloque sera clos par Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France.

Pour être invité à ce colloque,
s'adresser à l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise,
B.P. 47 95012 Cergy-Pontoise Cedex. Tél. - 031.23.93



RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 21 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 30 L'He aux enfants.
19 h 55 Les Inconnus.
19 h 58 Une minute pour les femmes.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 45 Mai-Juin 1980.
21 h Journal d'un printemps tragique (Weygand : une sélective désespérée).
22 h Journal.
22 h 35 Dramatique : L'été indien.
Réalisation de Delany, adaptation de S. Gansel, avec B. Janssen, P. Vernier, F. David, B. Agnès.
Écriture de J. J. Fosse, cette femme séparée de son mari et à laquelle celui-ci, onas on après leur mariage veut faire croire que l'un peut recommencer.
22 h 35 La rage de lire.
Magazine de G. Siffert. Les femmes savantes. Avec Mmes R. Surin (la Meisson du phénix), C. Maitreux (Bohème, ma grande sœur), D. Desautel, C. Harmann.
22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

19 h 30 C'est la vie.
Des centres de vacances pour les jeunes.
19 h 45 Chère d'œuvre des musées nationaux.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 55 Émissions régionales.
19 h 58 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collaro show.
21 h 40 Magazine sportif : Grand stade.
Caoct-kayak au Verdon : portrait de Bernard Darniche.
22 h 40 Émissions régionales.
22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
GUIDE DU TRAVAIL MANUEL
une mine d'informations
12 F
Médias - Droit du travail - Création d'entreprise
ASSOCIATION NATIONALE POUR LA REVALORISATION
DU TRAVAIL MANUEL
21 rue de Valenciennes, 75011 PARIS

19 h 55 Tribune libre.
19 h 58 Journal.
19 h 58 Émissions régionales.
19 h 58 Cessé animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (un film, un auteur) : « Le Juge et l'assassin ».
Film français de B. Tavernier (1975), avec P. Noiret, M. Galabru, L. Hubert, J.-C. Straly, B. Pannu, C. Vasson, J. Robert, J.-B. Gaudin.
À la fin du siècle dernier, un juge intelli- gent et implacable s'acharne à condamner, pour l'enfermer à la guillotine, un voyou d'un esprit égaré qui a commis deux meur- tres en ardeur.
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h 30 Feuilleton : « 1972. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Maréchal.
19 h 30 La science en marche : La génétique des populations contre les idées reçues.
20 h La musique et les hommes : Correspondance de B. Strauss et E. von Hofmannsthal.
22 h 35 Nuits magiques : Le prix des livres.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Prestige de la musique (en direct de la Salle Pleyel) : Récital de chant Evelyn Lear et Thomas Stewart, avec Rudolf Jan- sen, piano.
22 h Ouvert la nuit : La voix, la nuit schu- bertien (intégrale) : 22 h 30. Concert Brahms, dirigé par P. Reiser : 1 h 30. Les grandes voix : Vanni Marconi.

Jeudi 22 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
Le virus de la poliomyélite.
14 h Les vingt-quatre heures.
Émission du C.N.D.P.
14 h TF 4.
19 h 30 L'He aux enfants.
19 h 55 Mai-Juin 40.
19 h 58 Une minute pour les femmes.
19 h 58 Émissions régionales.
19 h 58 Formations politiques.
Le parti communiste.
20 h Journal.

20 h 30 Série : Kick.
Raoul, la moto, les jeunes et les autres.
Réalisation de M. Siméon, avec E. Dandry, M. Chevit, C. Le Prince.
21 h 30 L'événement.
22 h 25 Journal.
22 h 30 Cinéma : « Hiroshima mon amour », Film français de A. Resnais (1959), avec E. Riva, E. Okada, E. Fresson, S. Dasso, P. Barbaud, (N).
Une Française, venue à Hiroshima, pour un film sur la bombe atomique, a une brève liaison avec un japonais. Il remène en elle le souvenir de son amour de jeunesse pour un soldat allemand d'occupation et lui fait prendre conscience de la tragédie dont le Japon fut victime.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passer donc me voir.
12 h 30 Série : Le Secret des Vallinour.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Madame des villes, madame des champs.
15 h 15 Série : Le Justicier.
Erreur sur le cadavre.
16 h L'invité du jeudi : Le professeur Marion Agnès.
17 h 20 Sports : Cyclisme.
Tour d'Italie.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « L'Homme à la Buick », Film français de G. Granger (1967), avec Fernandel, D. Darnice, J.-P. Mariella, Deschamps, B. Dheran, M. Lonsdale, (Redistribution).
Un chef de truands, installé à Bonheur, sous la personnalité d'un bourgeois riche et respectable, voit sa tranquillité compro- mise par une folle femme, elle aussi à dou- ble face.
22 h 10 Courts métrages pour grand écran.
En direct de Cannes.
23 h Magazine : Première.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
19 h 55 Tribune libre.
Le Centre national des Indépendants et pay- sans (C.N.I.P.).
19 h 58 Journal.
19 h 58 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle John Wayne) : « Les Cow-Boys ».
Film américain de M. Rydell (1973), avec J. Wayne, B. Lee Brown, B. Dora, C. De- hant, S. Piekars, L. Chapman. (Redistri- tion).
Des cow-boys l'ayant quitté pour participer à la ruée vers l'or, un détective de délit engage un groupe d'entraîneurs et d'adolescents qui vont l'aider à conquérir son troupeau, et dont il fait l'éducation utile.
22 h 35 Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h 30 Feuilleton : « 1972. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Maréchal.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : l'écologie et l'éthologie.
19 h 30 Nourriture républicaine : « L'écologie », de G. Fosse, avec C. Péguy et J. Se- ler ; « La Vierge », de R. Finget, avec M. Lonsdale et l'auteur.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2, Six-Buit : Jazz time : 19 h 30. Concert (en direct de Radio-France) : Récital Ed- ite Rogers, « Sonate en la mineur », K. 310 (Mozart) ; « Six variations en ré majeur », opus 36 (Bach) ; « Chacon- ne » (Bach) ; 20 h. Les chants de la terre.
20 h 30. Concert : « Opéra de la Prométhée », ouverture (Beethoven) ; « Deuxième Concerto pour piano » (Bartok), avec G. Oppitz ; « Symphonie fantastique » (Berlioz), par l'Orchestre symphonique N.D.R., direction U. Segal.
21 h. Concert : « Les Créatures de Prométhée », ouverture (Beethoven) ; « Deuxième Concerto pour piano » (Bartok), avec G. Oppitz ; « Symphonie fantastique » (Berlioz), par l'Orchestre symphonique N.D.R., direction U. Segal.
22 h. Over la nuit : La musique de cham- bre : 22 h 30. Inédits et rééditions : œuvres de Berg, Schoenberg et Messiaen ; 1 h, Jean Formis.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 21 MAI
— M. Gaston Defferre, député (P.S.) des Bouches-du-Rhône, maire de Marseille, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Concret » de R.M.C., à 19 heures.
— M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., participe à l'émission « Face au public » de France-Infor, à 19 h 10.
JEUDI 22 MAI
— M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., est l'invité du journal de R.M.C., à 13 heures.

WASHINGTON ★ CHICAGO
DETROIT ★ PHILADELPHIA
ANCHORAGE ★ NEW YORK
★★★ SAN FRANCISCO ★★★
BOSTON ★ MONTREAL
TORONTO ★ BEATTIE
MIAMI ★ LOS ANGELES



Allez droit au but. Au départ de Londres.
Nous desservons 13 villes d'Amérique du Nord.

Si vous partez avec nous, vous arriverez en super-forme. Oui. Maintenant, sur nos Boeing 747, en plus de la 1^{re} classe et de la classe économique, nous vous proposons la Classe « Club ».
Une classe spéciale pour ceux qui paient plein tarif. Pour ceux qui veulent travailler ou se détendre dans une ambiance calme et agréable.
De toute façon, quelle que soit la classe, nous vous proposons
— au départ de Londres — plus de vols directs pour plus de villes clés en Amérique du Nord. Et pour rejoindre Londres, de nombreux vols au départ de Paris, Lyon, Marseille, Nice ou Bordeaux vous assurent une correspondance rapide.
Aucune autre compagnie aérienne ne dessert mieux l'Amérique du Nord, au départ de Londres. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages.
* 3 fois par semaine pour Seattle, à partir du 27 avril.

Réervations téléphoniques : Paris : 778.14.14.
Bordeaux : 96.80.09 - Marseille : 39.77.10.
Lyon : 837.74.61 - Nice : 83.19.61.

British airways
Nous prenons bien soin de vous.



MÉDECINE
M. JACQUES BARROT
ANNONCE L'OUVERTURE EN JUIN
D'UNE GRANDE CAMPAGNE
D'ÉDUCATION SANITAIRE
« La santé dépend aussi de vous » : tel est le thème de la prochaine campagne d'éducation sanitaire que lancera en juin, conjointement, le ministère de la santé et de la sécurité sociale et le Comité français d'éducation pour la santé (1). Définissant, le lundi 19 mai, les grandes lignes de cette future campagne, M. Jacques Barrot a souligné que, d'après des sondages menés par la SOPS, la demande de son administration, 70 % des Français estiment que leur santé « est aussi leur affaire » et que 78 % se déclarent prêts à mener d'importants efforts pour observer une meilleure hygiène de vie.
Interrogé sur la convention actuellement négociée avec les médecins, le ministre de la santé et de la sécurité sociale a indiqué qu'il prendrait position sur ce sujet dans les jours qui viennent.
(1) 9, rue Newton, 75116 Paris, tél. 61-60-72-07.

SCIENCES
ÉLECTION
DE TROIS CORRESPONDANTS
À L'ACADÉMIE
L'Académie des sciences a élu lundi 19 mai trois nouveaux correspondants : M. Claude Guillemin dans la discipline géologie appliquée et M. Paul Lecombe et Yves Quéret dans la discipline sciences des matériaux.
Né le 12 septembre 1923 à Paris, M. Claude Guillemin, après un doctorat en pharmacie, s'est orienté vers la minéralogie et, précisément, l'étude des minéraux de cuivre, de plomb et d'uranium. Il a été, de 1968 à 1977, puis à partir de 1978, inspecteur général du Bureau de recherches géologiques et minières.
Né le 9 juillet 1911 à Lille, M. Paul Lecombe est un spécialiste des alliages spéciaux pour l'aéronautique et les matériaux de l'industrie nucléaire. Il a enseigné à l'École nationale supérieure des mines de Paris et, à partir de 1960, a été professeur de métallurgie à l'université de Paris-Sud où il a dirigé le département de métallurgie physique.
En 1922, M. Yves Quéret s'est consacré à l'étude des défauts cristallins dans les matériaux. Il est chef de la section d'études des solides irradiés au Centre d'études nucléaires de Fontenay-aux-Roses, professeur à l'Institut national des sciences et techniques nucléaires et maître de conférences à l'École polytechnique.

Toute
une année
gracieuse...

crédit entièrement gratuit
sur douze mois
pour tout achat d'une valeur
minimum de 6 000 francs
effectué du 1^{er} au 31 mai 80

Pavillon
Christoffe
12, rue Royale Paris
37, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy
Centre Commercial de Porty II
... et maintenant, 93, rue de Seine

La République féd
de plus en

POINT DE VUE

MOSC

DE MAURICE

Le 21 mai, à Paris, les journaux ont publié les résultats de l'élection présidentielle. Le candidat de la droite, Valéry Giscard d'Estaing, a été élu président de la République pour un second mandat de sept ans. Son adversaire, le candidat de la gauche, François Mitterrand, a obtenu 51,6 % des voix, soit 10 millions de voix de moins que Giscard d'Estaing. Les résultats ont été annoncés à 20 heures, après un scrutin qui a duré plus de 12 heures. Les électeurs ont voté dans une atmosphère de calme et de sérénité. Les résultats ont été accueillis avec satisfaction par les deux camps. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il continuerait à travailler pour le bien de la France. Mitterrand a déclaré qu'il allait mettre en œuvre son programme de réformes. Les médias ont analysé les implications de cette victoire pour la politique française et internationale.

Cyclisme
BERNARD HINAULT EN TÊTE
DU TOUR D'ITALIE
Bernard Hinault s'est emparé du maillot rose de leader, mardi 19 mai, à l'issue de la cinquième étape, Pontresina - Fiesch (Tour de France). Le Tour de France a été lancé par le directeur sportif de la course, Jacques Goddard, à l'occasion d'une cérémonie à Pontresina. Hinault a pris le maillot rose à l'issue d'une étape de 165 kilomètres, parcourue en 4 heures 15 minutes. Il a devancé de 1 minute 30 secondes son concurrent, le champion français Philippe Thévenaz. Hinault a déclaré qu'il allait continuer à travailler pour le bien de la France. Mitterrand a déclaré qu'il allait mettre en œuvre son programme de réformes. Les médias ont analysé les implications de cette victoire pour la politique française et internationale.

JOHN MA
DÉDICACERA S
AU M
PEUC
LE JEUDI
de 16 heures
134, CHAMPS-ÉLY

مكتبة من الكتب

مكة المكرمة

22 mai et le vendredi 23, dans le sens de la participation.

Ces décisions n'ont pas clos les polémiques en France, où M. Michel Pinton, délégué général de l'U.D.F., et Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, se sont prononcés « à titre personnel », mardi 20 mai, pour le boycottage.

par MAURICE HERZOG (*)

Est-ce bien à ce prix que le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) a recommandé et même décliné la participation de nos pays aux Jeux de Moscou ? Gageons que, dans le cas inverse, les Soviétiques n'auraient guère hésité à renoncer à leurs emblèmes, surtout si les autres devaient garder les leurs. Les dirigeants sportifs français seraient donc inspirés d'obtenir des assurances du C.I.O. sur la suppression de tous les drapeaux et hymnes à l'obligation pour tous d'adopter les emblèmes olympiques. Tant que le C.I.O. n'aura pas pris à ce sujet une décision claire et nette, une hésitation en retardant la date latique

Spartakiades

L'inventaire de la participation internationale ne sera significatif qu'au tout dernier moment. Si, au grand regret de ceux qui prônent le boycott, leur participation aux Jeux olympiques de Moscou, il apparaît que ces Jeux ne seront qu'une parade, il se pourrait que le C.N.O.S.F. se sente obligé, homéotiquement, de boycotter les Jeux olympiques. Mais, malheureusement, sans réserves et avec effet immédiat, comme s'agissait de conjurer un sort. Faute de quoi le mandat impératif donné au chef du mouvement olympique français risque, du fait de ces nouvelles données, de la condamner malgré lui à une sorte de forfaiture par rapport à sa mission et à ses propres

(*) Membre du C.I.O., ancien
secrétaire d'Etat à la jeunesse et
aux sports.

M. Michel Pironon, délégué général de l'O.D.F., a condamné, mardi 30 mai, à Colmar, la décision du Comité international olympique de participer aux Jeux olympiques de Moscou. Il a notamment déclaré, en précisant qu'il parlait en son nom personnel : « Depuis la rencontre de lundi à Viorrey, il est clair que les dirigeants soviétiques n'ont pas l'intention d'arrêter leur répression en matière de persécution raciale. Ce n'est plus concevable que la France participe aux J.O. de Moscou. » « Je condamne et je félicite le Comité international olympique national, a-t-il couronné les médailles que rapporteront nos athlètes de Moscou ne se

par la suite la mise au point suivante: « J'ai approuvé sans réserve la rencontre de Viorrey dans son principe, son déroulement, son contenu. Mais je regrette les supputations sur de prétendues divergences avec mes amis politiques, me représentant eux sur rien. Je regrette également de voir des dirigeants sportifs que j'ai lancés à titre personnel. »

« Au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, on faisait remarquer, mardi soir, que la France n'est pas le seul pays à se plaindre du Comité international olympique qui se son auteur. Le ministre, M. Jean-Pierre Solson, est aussi membre du conseil national de l'Union française des anciens secrétaires généraux du P.F.

LE CARDINAL ETCHEGARAY
EST FAVORABLE
AU BOYCOTTAGE

Le délégué général de l'U.D.P. a comme on lançant un appel aux sportifs français: « En conscience, a-t-il dit, nous ne pouvons décider de boycotter Moscou. Les Français ont le droit d'être des sportifs. Il est nécessaire que nous changions rapidement notre décision. Il est nécessaire que le Comité olympique français se réunisse à nouveau et reconnaisse sa participation aux Jeux de 1980 en tenant compte des nouvelles données de la situation internationale. »

Considérant que la phrase de ce discours relative à la rencontre de Varsovie pouvait avoir été mal interprétée, M. Pinton a publié

De notre correspondant

Rome. — A vingt-quatre heures d'intervalle, les Italiens ont dit « non » et « oui » aux Jeux de Moscou. Le « non » est venu du gouvernement de M. Francisco Cossiga. Le « oui » du comité olympique national (CONI). Cela se traduira par une participation aux Jeux, mais sans hymne national ni drapeau, et peut-être en l'absence des athlètes militaires.

Le conseil des ministres estimait le 14 mai que les Juifs d'Algérie ne pouvaient être isolés du contexte mondial. Il y avait donc que la participation de l'Italie ne fasse l'objet d'une « interprétation politique à l'intérieur et à l'extérieur de l'U.R.S.S. ». Soulignant toutefois l'« autonomie de décision » du comité exécutif du Conseil (C.E.), il demandait, à celui-ci d'adopter des dispositions « conformes à l'intérêt national ». Le parti communiste avait vivement réagi. Il voyait dans la déclaration gouvernementale « une véritable provocation » et la

hres. Six présidents de fédération — dont l'ancien ministre démocrate-chrétien, M. Franco Evangelisti, représentant des boxeurs — étaient absents. La motion finale insiste sur le caractère purement sportif de la participation italienne. Elle a été adoptée par 28 voix contre 3 (volley-ball, équitation, pentathlon moderne) et 3 abstentions.

La question en suspens est celle de la participation des athlètes qui appartiennent aux forces armées ou font leur service militaire. Ils sont plus d'une centaine et représentent notamment les deux tiers des effectifs du pentathlon moderne. Le ministre de la défense avait fait savoir le 19 mai qu'il leur interdirait le voyage. Une difficile négociation va devoir s'engager entre le CONI et le gouvernement. R. S.

Les cinq anneaux

Pratiquement, les Jeux sont faits. A trois jours de la clôture des inscriptions, c'est la ruée. Abris la France, la Suède, l'Irlande, l'Italie, l'Autriche, la Hollande, tout le monde y va et on comprend bien. Seuls les Américains. Les Anglais essaient de se recroquer en extrémité et les Allemands sont, paraît-il, furieux d'être restés en rade. Le boycottage a échoué, c'est clair. En tout cas, ça s'est fait avant les « Dossiers de l'écran », mardi soir.

En revanche, après, ça ne s'était plus. Lessevsky par deux heures de beverages filandreux et confus, on avait le tête en compote et le chronomètre en déroute. C'était moins simple qu'on ne pensait. Un peu partout, certaines fédérations ont décidé de boudier Moscou. Les médailles, du coup, ne pèseront plus le même poids de bronzes ou d'argent. L'or, de toute façon, n'est guère à notre portée, pas son rayon équestre. Là, précisément, on s'abandonne, on ne veut pas des victoires, on râle. Il va donc falloir sortir le balais et le bousier à son goût éprouvé, à leur juste valeur, les performances de chacun.

C'est bien compliqué, en effet, bien trop, pour l'énorme masse de éportits en pantoufles enchantées de pouvoir lécher, cet été, l'écran-vitrine de cette formidable opération commerciale et chauvine. Les Soviétiques comptent bien en profiter au maximum. D'ailleurs, après ce qui s'est passé à Munich, pourquoi se gêner ? De la parade

à la tribune, en passant par la cendrée, le sport se confond, au point de s'effacer, avec le nationalisme le plus agressif. Malgré la vaine hésitation qui l'a précédée, le Coupe du Monde de football n'a-t-elle pas servi, tout compte fait, le gouvernement argentin ? On peut se le demander.

Pour Berlin en 36, pas de problème. On e revu, merci soit, de vieilles bandes d'actualité, le grand Führer gonflé, grisé d'orgueil, s'adresser aux foules, drapé dans sa bannière trappée d'une croix gammée. Ça faisait vraiment mal au cœur. D'accord, 36, c'a été l'année de Josse Owens, merveilleux coureur amateur, mais c'a été d'abord celle d'Adolf Hitler consciencieux tueur professionnel.

On a évoqué pour finir — le président du comité olympique grec était là — la possibilité de trouver, à l'évent, une terre d'asile, une sorte d'enclave neutre, du côté d'Olympie. L'ensemble des nations se chargeraient de la défendre. Ça paraît une bonne idée en effet, à condition de ne pas voir revenir le régime des colonels. Alors quoi, renouer aux Jeux ? Non, les d'apôliser totalement. Ouvrir la compétition aux seuls athlètes eane élétique, interdire tous les hymnes, tous les drapeaux autres que celui des cinq anneaux. Ça, initialement, vaguement, ça s'agira. L'ère du trok a-simalnes par les pays européens, n'a de sens que si tout le monde s'y tient. Faute de quoi, évidemment, ça ne rime à rien.

CLAUDE SARRAUT.

● **M. Jean-Marie Le Pen**, président du Front national (extrême droite), candidat à l'élection présidentielle, s'est vu refuser l'accès aux studios d'Antenne 2 mardi soir 20 mai, alors qu'il prétendait participer à l'émission des « Dossiers de l'écran » consacrée aux Jeux olympiques en sa-

qualité d'ancien vice-président du comité Pierre-de-Coubertin. M. Pen, qui n'avait pas été invité au débat, a indiqué que sa démarche avait pour objectif de confirmer que les minorités politiques peuvent participer à aucun grand débat télévisé ou radiodiffusé.

CONTRE LE VOL
ALARME 2000
PROTECTION IMMEDIATE
☎ 525.44.32

Toute
une année
gracieuse

D'un sport à l'autre

Bernard Hinault s'est emparé du maillot rose de leader, mardi 30 mai, à l'issue de la cinquième étape. Pondera - Pise du Tour d'Italie, disputée contre la montre et gagnée par le Danois Madsen. A cette occasion, il a distancé Moser de cinquante-quatre secondes et surtout Saromni de deux minutes et trente secondes.

On sait que le champion français cherche à remporter le Giro et le Tour de France à même l'année, exploit que seuls Coppi et Anquetil et Merckx ont réalisé.

DÉDICACERA SES PHOTOS
AU MAGASIN

de 16 heures à 18 heures

154. CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FOOTBALL. — L'Angleterre l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne disputent vendredi 23 mai les demi-finales du championnat d'Europe des juniors, organisé en République démocratique allemande. Pour leur dernier match, mardi 30 mai, les Français ont battu les Bulgares 2 buts à 1.

Le Paris-Saint-Germain vainqueur de l'Ajacc d'Amsterdam par 3 buts à 2, et le Standard de Liège, qualifié aux dépens du Benfica de Lisbonne (1 but à 1 et 5 pénalités à 4), joueront jeudi 23 mai au Parc des Princes la finale du tournoi de Paris.

TENNIS. — Deux têtes de série ont été éliminées mardi 30 août au premier tour des championnats internationaux de tennis de Rome. Le tenant du titre, l'Argentin José Eguigures (numéro 5), battu par le Hongrois Balazs Taroczy 7-6, 6-3, et de l'Italien Gianni Costantini 6-4, 6-3. Le tenant du tournoi de Roumanie Florin Segarceanu 6-4, 6-3. Trois Français ont passé ce premier tour : Yannick Noah face à l'Ugandais 6-3, 6-3, et à l'Argentin 6-3, 6-3. Dominique Bedel face au Sud-Africain Barney Milton, 6-1, 6-1 et Thierry Tulasne face à l'Américain Scott Davis 6-3, 6-3. Les autres Français ont été éliminés : Jean-François Caujolle, battu par l'espagnol Carlos Corrado pour deserreurs d'arbitrage 6-3, 6-3. L'Américain Corrado Bonazzini, 4-6, 6-4, 6-0; Pasquale Portes par le Tchèque Jan Hlavacek 6-3, 6-3. L'Américain Thomas Smith, 6-4, 6-3. L'Américain Brian Gottfried, 5-7, 7-6, 6-4.

Dans la Coupe de la Fédération, disputée à Berlin-Ouest l'équipe de France féminine a été éliminée mardi 20 mai, en seizièmes de finale par la Suède.

● **Reentrée victorieuse de Morelon.** — L'entraîneur national pour la piste Daniel Morelon, qui effectuait ses débuts professionnels trois ans après avoir abandonné la compétition, a gagné le championnat de France de vitesse, mardi 30 mai, au vélodrome municipal de Vincennes.


**UN APPARTEMENT
279.000 F
AU LIEU DE 396.000 F**

Cette diminution considérable de votre investissement (moins 30 % environ), est rendue possible par la location de votre appartement, pendant 9 ans, à une société de gestion qui le meublera.

Pas d'apport personnel et pendant 9 ans : 6 semaines de vacances par an à Antibes ; les services de la résidence ; aucune charge à payer ; échange avec d'autres stations.

***Prix d'un studio 4 personnes avec chambre cabine, 1^{er} étage, immeuble Corinthe, côté parc.**

ANTIBES
 Bon pour une documentation gratuite à retourner à Pierre et Vacances
 SA, avenue Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.
 Nom _____ Tél. _____
 Profession _____ Tél. bur. _____
 Adresse _____

PIERRE ET VACANCES


ما في الحرج

MÉDECINE

A LA SUITE D'UN CONFLIT ENTRE MÉDECINS

On ne pratique plus d'intervention « à cœur ouvert » au C.H.U. de Limoges

De notre envoyé spécial

Limoges. — Depuis le début de l'année, aucune intervention chirurgicale « à cœur ouvert » n'est plus pratiquée dans le service de chirurgie cardio-thoracique et vasculaire du centre hospitalier régional et universitaire Dupuytren de Limoges. La démission pour « raisons personnelles », à la mi-janvier, d'un anesthésiste-réanimateur a interrompu toute l'activité du service dans ce domaine, ce qui conduit à diriger les malades relevant de cette chirurgie vers Paris ou Bordeaux.

Traduction d'un conflit latent entre diverses personnalités médicales, cette situation est, au minimum, bloquée jusqu'en septembre prochain. Elle est en outre à l'origine d'une enquête administrative qui devra établir les circonstances du décès d'un malade qui aurait dû être opéré au début du mois de janvier, au C.H.U. de Limoges.

Un bel hôpital. Près de mille cinq cents lits, quinze salles d'interventions chirurgicales, quatre mille agents et deux cent cinquante médecins à plein temps, le C.H.U. de Limoges, à la périphérie de la ville, est une réalisation imposante. L'inauguré le 9 janvier 1976 par M. Jacques Chirac, il cherche, comme le précise M. Yvon Lemarié, directeur général, à assumer pleinement sa vocation régionale, et, sans aucun doute, il y parviendra. La construction d'un tel ensemble et l'installation, dans des locaux modernes et fonctionnels, de services situés jusqu'alors dans des « bidons de poubelles » ont été un véritable événement régional. C'est dans un souci de compléter l'éventail des services proposés que les responsables du C.H.U., depuis quelques années, ont cherché à développer un secteur de chirurgie cardio-vasculaire de pointe au sein du service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire du professeur Maurice Kim. D'abord ponctuelles et épisodiques, limitées aux seules urgences, les interventions « à cœur ouvert » (1) devaient, petit à petit, devenir plus fréquentes, puis, au cours de l'année 1979, seules des chirurgies de routine. Ceci n'avait pu être possible que grâce au retour

de deux médecins qui, après avoir commencé leurs études à Limoges, étaient allés parfaire leur formation à l'étranger. Un chirurgien, le professeur Christides, élève du professeur Cabrol (hôpital de la Pitié), et le docteur Michel Saumande — de retour d'un stage d'un an à l'Université McGill de Montréal, où il était familiarisé avec les techniques d'anesthésie en matière de chirurgie cardio-vasculaire, — travaillant en commun, devaient réaliser, entre janvier et décembre 1979, quatre-vingt-six interventions avec des résultats comparables à ceux des équipes qui, dans le monde, pratiquent ce type de chirurgie.

Le développement de ce secteur de pointe, ne consistait pas, en chiffres, la partie la plus importante de l'activité du service. Mille deux cents interventions de toute nature ont, en effet, été effectuées au cours de l'année 1979 dans le service du professeur Kim, qui dispose de soixante-sept lits. Il n'en constituait pas moins un élément important, augmentant le rayonnement du C.H.U. et répondant à une demande évidente, aucun centre spécialisé n'existant dans le centre de la France.

Comment expliquer dans ces conditions l'arrêt brutal de cette activité ? Le docteur Saumande estime, à la mi-janvier, « ne plus être en mesure d'assurer correctement son travail » et ne peut accepter « de faire prendre des risques aux malades ». Bien que travaillant dans un service de chirurgie, il dépendait statutairement du service d'anesthésiologie. Or, le chef de celui-ci, le professeur Pierre Feiss, lui avait demandé, au cours du mois de décembre, de prendre, comme tous les anesthésistes du service, des congés d'absence générale, l'approche des vacances de Noël rendant difficile l'organisation de celles-ci.

Estimant alors excessive la quantité de travail qui lui était alors demandée, le docteur Saumande préféra démissionner, malgré diverses tentatives de conciliation entreprises par l'administration. Il entraînait du même coup l'arrêt des interventions « à cœur ouvert », le professeur Christides refusant d'opérer sans un anesthésiste en qui il avait toute confiance.

Divergences

malades relevant de la chirurgie cardio-vasculaire. « C'est ainsi, précise M. Lemarié, que j'ai proposé au conseil d'administration, d'envoyer se former, durant quelques mois, dans un service spécialisé, à Genève, un anesthésiste qui, à son retour, devrait pouvoir remplacer le docteur Saumande. » Par le suite, d'autres stages de ce type devraient être mis sur pied.

L'affaire, jusqu'à présent, n'a pas soulevé de vive émotion dans la préfecture de la Haute-Vienne. Mais, si l'on excepte le quotidien communiste l'Echo du Centre, aucun journal local ne lui a ouvert ses colonnes, si ce n'est pour s'insérer, fin avril, un communiqué de la direction expliquant que « dans la décision prise, en janvier, de constituer une équipe chirurgicale complète d'un anesthésiste-réanimateur spécialiste capable d'assurer de manière régulière et organisée la pratique des interventions « à cœur ouvert », il ne fallait voir qu'une « expérience d'une année » à l'issue de laquelle un bilan devrait être fait et des décisions prises quant à la poursuite de cette activité chirurgicale ».

Floitation

Cette version officielle des faits voulait ainsi mettre un point final à une affaire que tout le monde s'accorde à trouver « ennuyeuse ». Pour M. Lemarié, par exemple, qui se dit « irrité » par une telle situation, il faut préciser que « la direction a tout fait pour trouver une solution aux problèmes rencontrés », et il ne cache pas ressentir actuellement « un certain ras-le-bol ».

tude n'étant encore acquise à propos du départ du docteur Saumande. C'est à cette période que la décision a été prise d'orienter vers Bordeaux ou Paris les malades — une dizaine — dont les interventions étaient prévues à Limoges courant janvier ou février. Or, une enquête effectuée par un journaliste de la Dépêche du Midi devait révéler qu'un malade au moins n'avait pas été tenu au courant de ces difficultés.

M. André Pinget, âgé de 60 ans, qui souffrait depuis 1974 d'une pathologie coronarienne, avait été hospitalisé à la mi-décembre dans le service de médecine interne du professeur Frédéric Liéson. A la suite de diverses investigations, il avait donné son accord pour une inter-

vention chirurgicale qui devait avoir lieu au début du mois de janvier. Comme convenu, il arriva donc progressivement fin décembre un traitement anticoagulant qu'il suivait depuis six ans. Début janvier, cependant, il vit repousser à plusieurs reprises la date de son opération sous des prétextes divers, sans jamais qu'on l'informât que de telles interventions n'étaient plus pratiquées et qu'il fallait envisager un transfert vers Paris ou Bordeaux. M. Pinget mourut le 11 janvier au matin.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les opérations « à cœur ouvert » nécessitent un système de circulation extra-corporelle (E.C.C.). Elles comprennent principalement les interventions sur les vaisseaux coronaires (pontage aorto-coronarien) et sur les valves cardiaques.

Ne vous serrez pas la ceinture.



Tarifs 50*

Paris-Strasbourg:	67 ^F
Paris-Lyon:	68 ^F
Paris-Marseille:	113 ^F
Paris-Bordeaux:	77 ^F
Paris-Deauville:	31 ^F
Lyon-Nantes:	86 ^F

Profitez des tarifs 50.

Le train c'est moins cher. Jugez vous-même.

* Ces prix sont des allers simples en 2^e classe avec 50 % de réduction. Ils sont valables dans les conditions suivantes :

- vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, 260 jours par an;
- vous êtes titulaire d'une carte "Vareuil 50". Vous bénéficiez de ces prix en période bleue.

Il suffit de bien choisir ses dates. Demandez le calendrier 50 dans les gares et agences de voyages.

Voyagez mieux en période bleue.

SNCF

Boîte 5 vitesses, 9 CV.
Traction Av. 4 roues indépendantes.
35.450F*
HONDA
ACCORD
JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27 av. de la Gde Armée - T. 500.14.51 - préférez TOTAL.

guineen Williams Sassine
photo d'écrivain africain

NS ELECTRIFIER
NT.

	La ligne	La ligne T.L.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m. ad.	T.L.
ANNONCES ENCASTRÉES		
OFFRES D'EMPLOI	39,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

directeur d'usine ardennes

Nous recherchons, pour notre unité fabriquant des produits de série, un directeur. Il assure la direction complète de l'établissement et de ses services. Assisté d'une équipe jeune et de bon niveau, il est responsable de la productivité de l'unité, du respect des délais de livraison, et surtout de l'animation du personnel. C'est, de préférence, un ingénieur grande école, de 30 ans minimum, ayant déjà dirigé, avec succès, une usine moyenne ou un gros atelier, par exemple, dans l'embouteillage, le moulage par compression ou injection, le thermoformage, etc. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 147-2 L.M.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach - 75017 PARIS

contrôle de gestion et informatique deux atouts pour un ingénieur débutant

Le projet « CONTRÔLE DE GESTION » constitue une opportunité certaine pour acquérir la double formation que vous recherchez :
- Formation technique dans une entreprise réputée pour sa maîtrise de l'INFORMATIQUE et son aptitude à préparer l'avenir (Réponse vocale, Télétel, Connexion à Transpac).
- Ouverture réelle et sérieuse sur les problèmes de GESTION que vous rencontrerez au cours de votre carrière.
Il s'agit de repenser sur le fond les circuits d'information du Contrôle de Gestion, de proposer les modifications répondant aux attentes de nos Départements et de mettre en œuvre les moyens informatiques nécessaires.
Nous voulons donc rencontrer un Ingénieur Généraliste qui allie la formation de haut niveau et les qualités personnelles (Animation, Innovation, Organisation) qui lui permettront de mener à bien ce projet complet.
Notre développement (17% environ sur le dernier exercice) favorise une évolution au sein de nos différents Départements.
Merci d'envoyer lettre et C.V. sous référence 80.15.15 à LA REDOUTE, Division Cadres 57, rue de Blanchemalle 59100 ROUBAIX.

La Redoute

FENWICK MANUTENTION

USINE DE TROYES
recherche
DESSINATEURS ETUDES R
POUR BUREAU D'ETUDES INDUSTRIALISATION
5 années d'expérience industrielle en construction mécanique indispensables.
Salaires en rapport avec capacités.
Envoyer candidature avec curriculum vitae à :
FENWICK MANUTENTION
BOITE POSTALE 721 - 10001 TROYES CEDEX.



BOIS DEROULES
OCEAN
CONTREPLAQUES ET
PANNEAUX DE PARTICULES
4 usines - 1500 personnes
recrute
INGENIEUR
(AM - ESB - ENSI...)
HEC SUP de CO ESSEC
Débutant ou ayant une première expérience pour carrière commerciale PARIS-PROVINCE.
Ecrire avec C.V. explicite sous référence OTC
CETAGEP
30, Av. André Lamonnier 78180 MARLY LE ROI

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

Région NORD
recherche
JEUNE INGENIEUR
AM - ICAM - IDN ou équivalent
pour fabrication aciers fins et spéciaux.
Formation complémentaire assurée.
Facilités logement.
Adressez réponse et C.V. à :
N° 22.280, Contesse Publicité 20, av.
de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01
qui transmettra.

NEYRPIG - GRENOBLE

recherche
UN INGENIEUR
POUR SON DEPARTEMENT
MONTAGES-EXTERIEURS
FONCTION :
Conduite technique et administrative de
chantiers de montage de matériel hydraulique
en France et à l'étranger.
FORMATION-CARACTERISTIQUES :
• Electro-mécanicien
• Formation complémentaire donnée dans
l'entreprise
• Bonne santé
• Sans des responsabilités.
Adressez C.V. photo et présentations à
no 59136 CONTESSÉ PUBLICITE 20, av.
Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra

offres d'emploi

offres d'emploi

INFORMATIQUE

Un des premiers constructeurs européens d'ordinateurs de bureau et systèmes de gestion recrute pour Paris

DIRECTEUR DE LA PROMOTION DES VENTES

Son rôle :
- Imaginer et mettre en œuvre les moyens d'assister en permanence le réseau commercial sur le terrain, dans les manifestations ;
- Collaborer avec les responsables de ce réseau, pour assurer les équipes de vente ;
- Coordonner les actions au niveau national en direction des secteurs d'activité définis comme marchés prioritaires ;
- Assurer la formation des vendeurs : connaissances des produits, de l'argumentation, démonstration, actions de vente.
Son profil :
- 35/40 ans, goût du contact, de l'initiative et de la négociation ;
- Expérience personnelle de la vente de matériels informatiques et de logiciels d'applications orientés Gestion ;
- Connaissance approfondie des techniques et de la psychologie de la vente ;
- Exercice concret d'un poste similaire pendant 2 ou 3 ans.
La pratique de l'Allemand et/ou de l'Anglais est souhaitée mais non indispensable.
La base de travail est située à Paris, mais il faut prévoir de fréquents déplacements en Province.
Adressez lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 5161 à AXIAL PUBLICITE, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

Responsable du service central formation

Votre bagage de départ : un niveau de formation supérieure (ingénieur de préférence, ou économiste, sciences humaines...)
Vous avez déjà 4 à 6 ans d'expérience professionnelle dont 3 au moins dans la fonction formation. Cette expérience, vous l'avez acquise - soit en entreprise (dans une grande unité de production si possible), soit dans un organisme spécialisé.
Vous concevez, animez, évaluez avec succès des actions de formation pour le personnel et l'encadrement.
Nous vous proposons de vous intégrer à une équipe jeune de Direction de Personnel et de vous confier la responsabilité du Service Central Formation. Notre politique Formation est centrée sur le soutien d'investissement lié aux stratégies d'entreprise : Vous devrez en poursuivre le développement, assister les hiérarchiques dans la définition de leurs besoins, établir les priorités de formation, consulter et choisir les animateurs internes et externes.
Vous établirez les cahiers des charges « Formations - Actions » destinés à favoriser la mise en place de nouveaux systèmes ou de nouvelles méthodes et procédures de travail.
Bien entendu, vous coordonnerez - dans le cadre d'une organisation décentralisée de la formation - la gestion du service central formation. Notre activité : la formation et la commercialisation de matériel lourd 4000 personnes, plusieurs établissements répartis en province. Lieu de travail : proche banlieue parisienne.
Adressez un CV très complet mentionnant vos souhaits de rémunération à Lemaick de ERAUSO - 64 rue la Boétie - 75008 - PARIS. Ils seront examinés de façon strictement confidentielle.



1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TRILUX
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil, Eragry, Pontoise)

INGENIEURS SYSTEMES

A & M - ESE - Sup. AERO - Sup. TELECOM - ENSIMAG
débutants ou ayant quelques années d'expérience
pour applications
SYSTEMES AVIONNIQUES
ET
SYSTEMES TELEMATIQUES
Adressez C.V. manuscrit + photo à
Direction du Personnel et des Relations Sociales
6 avenue d'Iéna - 75783 PARIS CEDEX 16



Responsable Centre Formation d'Apprentis

110000 F/an
Organisme national de formation industries graphiques recherche pour animer et développer son centre de formation d'apprentis de Paris un O.P.L.E.M. de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LONG (technique ou général).
Il organise et gère le centre, anime l'équipe de formateurs, suit et développe la formation des jeunes auprès des entreprises de la profession. Une expérience industrielle dans un poste de préférence opérationnel, suivie ou précédée d'une pratique de la formation d'adultes d'un minimum deux ans, est indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 80 809 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.
EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

Importante Entreprise Bâtiment
Reg. Provence-Côte d'Azur
recherche
1- TECHNICIENS METREURS
possédant 2 ans d'expérience
S.O. et C.E.S.
2- CONDUCTEURS DE TRAVAI
débutants ou justifiant de 2 à
5 ans d'expérience de conduite
de chantier de logements
T.C.E.
Envoy. C.V. et photo à : Havas,
no 1.291, 13000 AIX-EN-PROV.

Hôpital de jour-externat
Psychiatrique
cherche
UN EDUCATEUR
ayant expérience en psychiatrie
soc. et thérapie institutionnelle.
Ecrire à M. le Directeur de
C.O.R.E., 67, av. N.-Matisse,
06200 NICE.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01



emplois internationaux

THE CLEM CORPORATION

recherche Ingénieurs diplômés et Personnel spécialisé
(minimum 5 ans d'expérience)

POUR RAFFINERIE DE POINTE-NOIRE - CONGO

- 1) CHEF DE SERVICE ENTRETIEN**
- Formation Ingénieur Mécanicien ou Electro-Mécanicien.
- Responsable maintenance et ateliers, de onférence ayant exercé les mêmes fonctions ou ayant dirigé projet de construction pétrochimique.
 - 2) CHEF DE SERVICE SÉCURITÉ**
- Formation d'ingénieur. Expérience en pétrochimie ou pétroles.
- Capable d'organiser et de gérer service de sécurité et lutte contre l'incendie. Connaissance des normes de sécurité.
 - 3) CHEF MAGASINIER**
- Formation technicien. Expérience dans l'industrie pétrochimique.
- Connaissance des matériels et termes techniques en anglais.
- Capable d'organiser et de gérer magasin de pièces et produits divers (10.000 articles). De préférence connaissance système de base informatique.
 - 4) COMPTABLE**
- Ayant expérience services administratifs et comptabilité dans l'industrie pétrochimique ou pétrolière.
- Envoyer C.V. détaillé à CLEM LIMITED
Bedford House, 3 Bedford Street, Londres, W.C.2. (Angleterre)

EXPÉDITIONS POLAIRES FRANÇAISES

recherche pour
BASE ANTARCTIQUE
TERRE-ADELIE
absence 14 mois, départ fin
1980, après préparation
INGENIEUR
MÉCANICIEN
Formation type Arts et Métiers
ou Marine
- Expérience Diesel,
production électrique,
entretien général.
INGENIEUR
ELECTRICIEN
Familiarité techniques
Mécatroniques.
CHEF
MÉCANICIEN
DIESELISTE
connaissant moteurs
fixes ou marins,
puissance moyenne.
MICRO-
MÉCANICIEN
polyvalent
pour tous travaux
maintenance appareils.
Ecrire avec tous renseignements
et références E.P.F., 47, av. du
Maréchal-Feyll, 75116 PARIS.

Société internationale
recherche
pour son unité de Production
en ALSCA
UN INGENIEUR
Arts et Métiers ou équivalent
ayant eu minimum 5 ans d'ex-
périence acquise dans une So-
ciété Ingénierie ou dans un Service
Travaux neufs, soit dans une
grande usine chimique ou agro-
alimentaire, soit dans l'industrie
d'énergie.
La connaissance de l'anglais
est souhaitée. Pour cette situa-
tion d'avenir, la rémunération
est fonction de la qualification
et de l'expérience du candidat.
Adressez demande de candida-
ture, C.V. et photographie sous
à l'Agence Paul Albert Klein,
17, rue de la Toussaint,
67000 Strasbourg
Pour station des Hies-Alpes,
Sotte-Chaviers, pour un
contrat définitif à son
CHARCUTIER ITALIEN
CONNAISSANCE TRAITER
Ecr. : Charcuterie Boschero
0540 La Salle-de-Valloire,
Tél. (03) 24-04-01.
T.I.N. PROVINCE
C.E.T. recrute
des ingénieurs
en informatique rech. en
INGENIEUR
LOGICIEL
grandes écoles 2 à 4 ans
d'expérience, connaissances
avancées en programmation.
Lieu de travail :
Boulogne-sur-Mer.
Env. C.V. photo et prêt. à
T.I.N. Province, 7, rue Louis-
Armand - 21, 1290
Albionville.
OREUX 2019
35.000 habitants. Lycées. C.E.S.
C.E.T. recrute
Deux sous-ingénieurs à té-
moins. Titulaires du C.A.F.B.,
option technique.
- Candidatures : C.V. et
photo à M. le Maire de OREUX,
2019, ou personnellement à
Société Experte Comptable
CAEN rech. :
RESPONSABLE
SERVICE JURIDIQUE
et FISCAL
Pratique droit du travail indisp.
Expér. emploi, droit social.
Env. C.V. et prétentions sous la
no 820, « le Monde » Publicité,
5, r. Italien, 75007 Paris Ced. 01

CHIFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUXILIAIRES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

offres d'emploi
INGENIEURS ELECTRICIENS
CHIEFS DE PROJETS

Centre
l'a
du res

FIABILISER
PLA

IMPORTANT GROUPE
recherche pour son
service Défense

Ingénieur système fonction
recherche pour son
service Défense

SOCIÉTÉ MULTINAT
recherche pour son
service Défense

FISCALIS
recherche pour son
service Défense

50 150

Handwritten note: "C'est à moi"

guineen Williams Sassine
photo d'écrivain africain

	La 8ème	La 1ère T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PRDP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La 8ème	La 1ère T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Société groupe important banlieue Ouest
recherche
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
CHEFS DE PROJETS POSITION III C
pour conception et programmation de systèmes microprocesseurs.
Expérience 3 à 10 ans en laboratoire d'études.
Salaire élevé.
Adresser C.V. détaillé à C.G.P. sous le n° 882
25, rue Cayenne, 75019 PARIS.

LEASING MANAGER (Paris)
- Vous êtes un **PROFESSIONNEL** du **LEASING** et de la **LOCATION LONGUE DUREE** (secteur automobile de préférence);
- Votre **esprit d'organisation**, votre **sens des réalités**, votre **goût pour la négociation**, votre **aptitude pour les relations humaines**, votre **disponibilité**, expliquent **VOTRE REUSSITE**;
- Vous parlez **ANGLAIS**;
NOUS AVONS BEAUCOUP DE CHOSSES À NOUS DIRE
SI VOUS ACCEPTEZ DE RENCONTRER LE N°1 MONDIAL DE SA SPECIALITE !
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence : 2750 M - Pierre Mulet Publicité, 69, rue de Provence - 75009 Paris - Discretion totale assurée.

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE
AGRO-ALIMENTAIRE EUROPEEN
cherche
UN CHEF COMPTABLE
Qui sera responsable de la comptabilité générale et analytique entièrement informatisée.
Le candidat possédant au moins le certificat comptable du D.E.C.S. et a déjà occupé une fonction semblable dans une P.M.I. ou avec une expérience dans un cabinet pendant au moins cinq ans.
Lieu de travail : **RUHL-MALMAISON**.
Envoyer C.V., photo et prétentions à Mlle MORIZOT, 147, avenue Paul-Doumer - 92506 - Ruell-Malmaison.

Centre de loisirs:
l'adjoint
du responsable.
Notre entreprise, située en banlieue nord, dispose d'un centre de loisirs. Son responsable souhaite s'assurer le concours d'un adjoint, titulaire du BAFD, et ce, de juin à novembre inclus.
En période scolaire, il n'interviendra que le mercredi, mais pendant 13 heures.
Pendant les congés en revanche, il travaillera à temps complet.
Ce poste est à pourvoir de toute urgence. Si vous êtes intéressé, adressez rapidement votre candidature à rscg carrières - 64 rue la Boétie - 75008 PARIS. Référence 3090 (mentionnée sur l'enveloppe).

JEUNE CADRE COMMERCIAL
Nous cherchons à renforcer notre équipe pour assurer le développement d'une technologie unique sur le marché des systèmes d'information. La candidate doit avoir un fort potentiel et répondre aux critères suivants :
Formation
Niveau minimal : Bac+2 ans
Une expérience professionnelle serait un avantage.
Facilité de contact
nos interlocuteurs sont des cadres supérieurs et des membres de la Direction des grandes sociétés et administrations : il faut savoir leur parler, leur écrire et leur téléphoner.
Mobilité
de courts déplacements en province sont à prévoir.
Après une période de formation (assurée par nos soins), notre collaborateur se verra confier des études d'implantation du matériel et la gestion complète d'un portefeuille national de clientèle.
Bonne connaissance de la langue anglaise.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. 58688 CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche pour son
service approvisionnement
UN INGENIEUR
Fonction principale :
Réduction des coûts d'approvisionnements par participation aux choix de composants au stade conception et suivi ultérieur des coûts par rapport aux devis d'affaires.
Evolution de fonction vers la responsabilité d'un Service d'Achats.
Esprit d'équipe, rigueur et contacts humains sont indispensables.
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence No 59105
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FIABILISER, COORDONNER,
PLANIFIER...
Filiale française d'une très importante société internationale d'engineering, nous sommes appelés à réaliser des projets à caractère technique. Spécialisés dans l'industrie pétrolière et pétrochimique nous souhaitons recruter **UN INGENIEUR GRANDE ECOLE**, d'au moins 27 ans, ayant une expérience pratique de 3 ans minimum en milieu industriel.
Cette expérience doit lui permettre d'appréhender les aspects technique et financier des projets qui lui sont confiés depuis la commande (spécifications, budget, délai...) jusqu'à la livraison au client.
La mission implique un dialogue permanent avec nos services techniques, la coordination de leurs travaux ainsi que le suivi des contrats clients et sous-traitants.
L'ALLEMANT COURANT est nécessaire pour ce poste basé à Paris.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous référence 222
EKA
158, av. de Suffren 75015 PARIS.

Dans le cadre de son programme d'expansion dans un secteur en plein développement importante société Banlieue Sud Paris recherche pour son département **PRODUITS D'AUTOMATISME**
INGENIEURS ENSI-NSA
- Automaticiens ou électroniciens pour activité technico-commercial dans secteur industriel et tertiaire.

TECHNICIENS BTS ou DUT
- Electronique pour assurer dans un cadre technico-commercial les études et mises en service de matériels à base de microprocesseurs.
Déplacements à prévoir pour l'ensemble des postes. Les candidats devront être dégages des O.M.
Adresser C.V. détaillé sous réf. 1245 M à :
PUBLICSCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)

THOMSON-CSF
DIVISION RADARS DE SURFACE
ET DIVISION SYSTEMES ÉLECTRONIQUES
proposent des postes de haut niveau
Scientifique et Technique convenant à des :
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
Formation E.N.S.A.E. - E.M.S.T. - E.S.E. ou équivalent
Ils pourront s'intégrer à des ÉQUIPES TECHNIQUES ou à des services MATIÈRES D'ÉQUIPE de systèmes complexes pour assurer des activités telles que :
- L'étude et le développement de circuits analogiques et numériques (réf. 10);
- La conception et la réalisation de logiciels de systèmes électroniques associés des équipements radars (réf. 11);
- L'étude de projets, le développement de systèmes mettant en œuvre des techniques variées (guidage, traitement du signal, automatique, hyperfréquences, ... (réf. 12).
Une bonne connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.
Barre en présentant la référence à M. BERTINI Service J.L., 1, rue de Mathurins - 92222 - BAGNEUX.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
recherche
analyste fonctionnel
Ayant acquis une expérience d'environ 5 ans en informatique appliquée à la gestion.
- Il assurera, sous la responsabilité d'un chef de projet, l'étude et la définition des fonctions administratives à automatiser;
- Il pourra, en outre, réaliser les chaînes de traitement, ou en suivre la réalisation par les analystes et programmeurs.
Diplômé d'une grande école d'ingénieur, ou titulaire d'une maîtrise d'informatique, il connaît les matériels et logiciels IBM 370 et le télétraitement sous moniteur CICS/VS, ainsi que la programmation en cobol ou en langage d'analyse. Connaissances en comptabilité appréciées.
Adresser dossier de candidature en précisant la rémunération souhaitée à C.S.A. (DPRS), B.P. 133, 92200 Neuilly

S.A. BURROUGHS
recherche pr SERVICE COMPTABLE à CERGY DUT DE GESTION DU BTS DE COMPTABILITE DISPONIBLE DE SUITE.
Envoyer curriculum vitae à S.A. BURROUGHS BP 50, 92231 GENEVILLIERS à l'attention de D. BELLOCQ

CENTRE FORMAT. TOURISME
recherche pour Paris
PROFESSEURS
Anglais et Allemand ayant déjà enseigné pour le BTS de Tourisme
Quelques heures vacation par semaine. Envoyer C.V. à BREMO, 81, rue Escudier, 92100 BOULOGNE, qui transmettra.

Important Etablissement de Crédit à PARIS
recherche
un CHARGE de REDACTION HF
POUR SON SCE RELATIONS PUBLIQUES
Son travail comprendra la conception, la rédaction, la réalisation des publications et documents édités par l'établissement.
La personne choisie aura :
- l'expérience d'une activité analogue
- une formation supérieure SCIENCES PO. ou SCIENCES ECO. allée à une solide culture générale
- une forte capacité de synthèse, un excellent style
ET, BIEN SUR, UN GOUT PRONONCE POUR LA REDACTION
Envoyer C.V., photo, prêt, sous la réf. 3548 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.
TOTALE DISCRETION ASSURÉE.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche pour son Siège (proche Défense)
FISCALISTE
possédant un DECS complet pour l'établissement des bilans fiscaux et la gestion fiscale courante. Il est, de plus, nécessaire d'avoir une expérience de 3 à 5 ans de participation à des missions de commissaire aux comptes dans un cabinet comptable.
Disponibilité rapide souhaitée.
Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions : **PUBLI - INTER**
75, rue Voltaire, 92200 LEVALLOIS, s/réf. 29.105 qui transmettra.

SOCIÉTÉ EUROPEENNE
recherche
SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
La candidate devra :
- Justifier d'une sérieuse expérience dans le secrétariat d'attention générale.
- Être dynamique, organisée.
- Parler couramment TRILINGUE : français-anglais-allemand (langue maternelle).
- Excellente sténodactylo.
Présentation soignée.
Grande disponibilité.
Env. C.V., prétentions et photo s/n° 38612 Condesse Publicité, 20 av. de l'Opéra, 75008 Paris Cedex 01, ou téléphoner au : 456-67-77 pour rendez-vous.

Importante société d'informatique **PARIS LA DÉFENSE**
recherche une
secrétaire sténodactylo
BTSS
pour renforcer le secrétariat de direction de la société.
Le salaire sera fonction des compétences.
GIE
Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 5672 Service du Personnel Tour Franklin - Cedex 11 92081 PARIS La Défense.

Le Comité d'Études sur les Formations d'Ingénieurs recrute :
SECRÉTAIRE ASSISTANTE
Formation Universitaire, baccalauréat, Env. C.V., lettre manuscrite et prétentions, à T. Cambon, 75001 Paris

Laboratoire pharmaceutique français
recherche pour son service **PHARMACOTÉCHNIQUE**
en banlieue Sud de Paris, un
jeune pharmacien
qui prendra en charge la préparation des matériels pour essais cliniques.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant une première expérience industrielle ou en pharmacie d'hôpital, ou à un débutant.
Envoyer C.V. et photo sous réf. 8689 à MEDIA SYSTEM, 104 rue Beaumartin 75002 Paris, qui transmettra.

INFORMATIONS « SERVICES »

Les services ouverts ou fermés pour les fêtes de la Pentecôte

● **PRESSE.** — Les quotidiens parisiens paraîtront le lundi 26 mai.

● **GRANDS MAGASINS.** — Tous les grands magasins parisiens seront fermés le lundi 26 mai.

● **BANQUES.** — Elles seront fermées du vendredi 23 mai au soir au mardi 27 mai au matin (banques habituellement fermées le samedi).

● **P.T.T.** — Les bureaux de poste seront fermés le lundi 26 mai, et il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile. Toutefois, resteront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche et le bureau situé au chef-lieu de département (de 8 heures à 12 heures). Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques. La vente de timbres-poste au détail ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit par poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales.

● **R.A.T.P.** — Service réduit des dimanches et jours fériés le lundi 26 mai.

● **ALLOCATIONS FAMILIALES.** — Les guichets et services d'accueil situés à Paris (19^e, 13^e et 9^e), Nanterre (93), Saint-Denis (93), Rosny-sous-Bois (93), Pantin (93), Maisons-Alfort (94), Garges-les-Gosses (95), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), seront fermés au public du vendredi 23 mai à 12 heures au mardi 27 mai au matin. Cependant, le vendredi 23 mai après-midi, les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires resteront ouverts aux heures habituelles.

● **SÉCURITÉ SOCIALE.** — Les guichets resteront ouverts dans les centres de paiement et dans les centres chargés de régler les prestations au public jusqu'à 14 heures, le vendredi 23 mai. Pour les prises en charge et les renseignements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h. 30. Les centres et les services seront fermés le lundi 26 mai. Ils seront ouverts aux heures habituelles le mardi 27 mai.

● **MUSEES.** — La bibliothèque de l'Assemblée sera fermée les 25, 26 et 27 mai. Les expositions : tricentenaire de la Comédie-Française, Alberto Magali, Trésors de la bibliothèque de l'Assemblée resteront ouvertes, à l'exception du 25 mai.

Les musées de l'hôtel national des Invalides (Musée de l'Armée, Musée de la Légion d'honneur, Musée de la Marine) seront ouverts les samedi 24, dimanche 25 et lundi 26 mai sans interruption, de 10 heures à 18 heures. Au cours de ces trois journées, le public pourra avoir accès au tombeau de Napoléon jusqu'à 19 heures. La projection permanente de documents et de films sur les deux décennies du centenaire aura lieu dans la salle de cinéma du Musée de l'Armée chaque après-midi, de 14 heures à 18 heures. Le Musée des plans-reliefs sera fermé le dimanche 24 mai mais ouvert à partir de 14 heures ainsi que le samedi et le lundi toute la journée.

Le musée Marmottan et le Palais de la découverte seront ouverts les samedi 24 et dimanche 25 mai et fermés le lundi 26 mai. Le Musée des arts décoratifs sera fermé à partir de samedi 24 mai au soir (pendant quatre mois, pour travaux). Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert les samedi 24, dimanche 25 et lundi 26 mai, de 10 heures à 19 heures.

Tous les musées nationaux seront ouverts les samedi 24 et dimanche 25. Le lundi 26 mai seront ouverts seulement : le musée Rodin, le Musée des monuments français, le musée de la Renaissance à Evreux, les musées des châteaux de Compiègne et de Fontainebleau, le musée du château de Bois-Préau.

● **SPECTACLES.** — Voir « le Monde des arts et des spectacles » pages 24 à 27.

● **LOISIRS.** — On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant le 724-30-44 (informations en français) et le 724-35-33 (informations en anglais).

VENTES

LES DÉBUTS DU NOUVEL HOTEL DROUOT

La gloire du maître de Boucicaut

Coup d'envoi véritable et aussi coup d'éclat, mardi 20 mai, au nouvel Hôtel des ventes de Paris, avec la dispersion, par les soins de l'étude Adier, Picard et Th. de d'une partie de la collection de livres et manuscrits jadis détenue à New-York par Francis Kettner (1).

Une seule des cent vingt-cinq pièces offertes à la convoitise du public international le plus exigeant eût suffi à marquer d'une estampille flatteuse cette première grande vente de l'Hôtel Drouot reconstruit : le manuscrit à peintures de la paraphrase enrichie de compilations par Laurent de Premierfait d'un texte de Boccace, *Des cas des nobles hommes et femmes* (qu'il avait traduit en 1400).

Avec les deux grandes et les quarante-neuf petites peintures de ce manuscrit, exécutées vers 1410-1411, on se trouve en effet placé dans la glorieuse mouvance du maître des Heures de Boucicaut. Le grand historien de l'art, Erwin Panofsky, dans son livre de 1933 *Early Netherlandish Painting*, n'a pas de mots assez forts pour souligner la place qu'il faut accorder à cet artiste anonyme dont le principal chef-d'œuvre, un livre d'heures peint pour le maréchal de Boucicaut (1363-1421), se trouve au musée Jacquemart-André, à Paris.

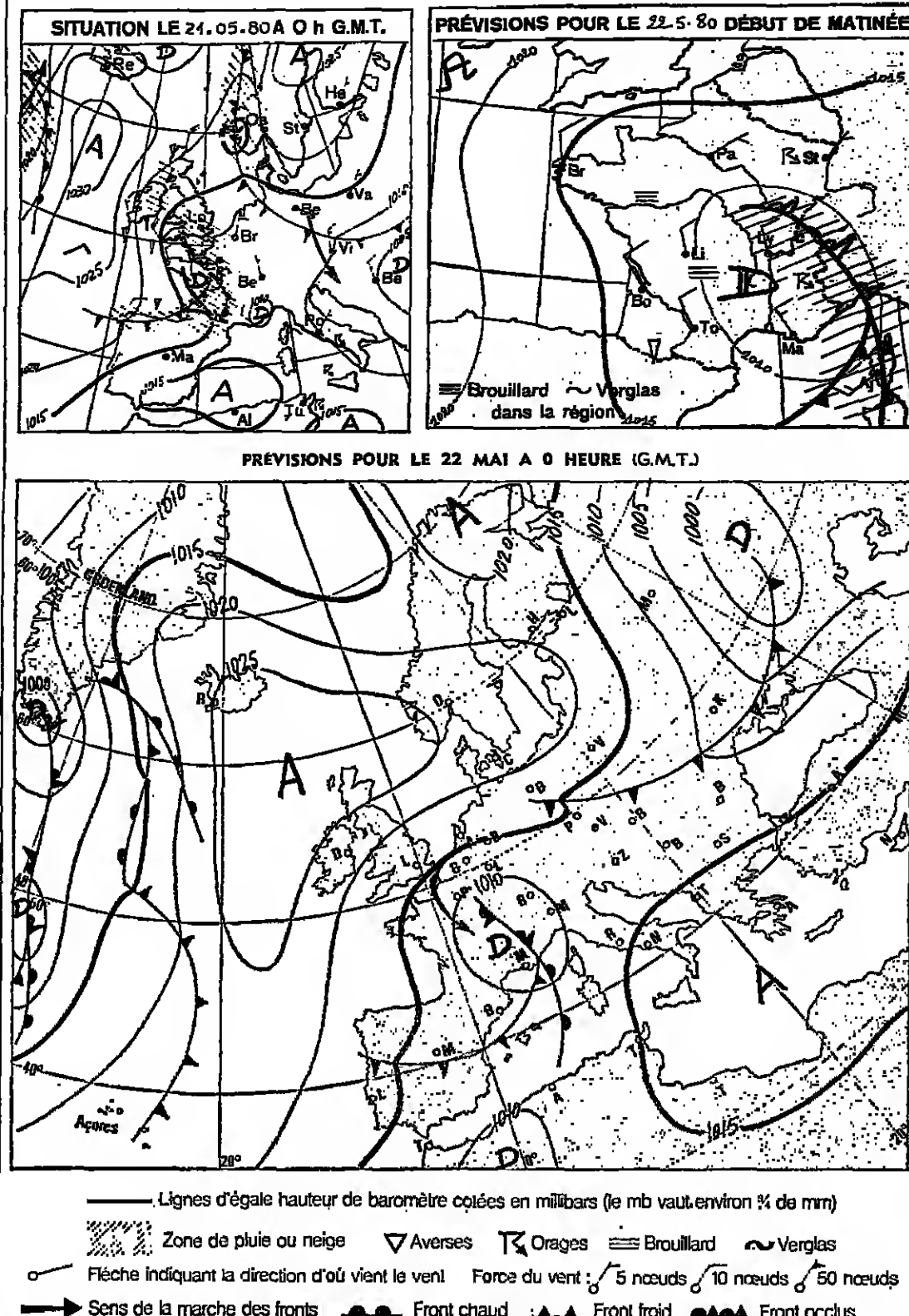
Le catalogue de la vente attribue formellement au seul maître lui-même l'essentiel du manuscrit Kettner. Plus réservé, Millard Meiss, dans son livre de 1968 consacré au sujet, en faisait un travail de *« maître Boucicaut »*. Progression par trop audacieuse ? Juste sanction d'analyses stylistiques plus poussées ? La paternité n'est pas usurpée, au dire des meilleurs spécialistes parisiens actuels.

Ce qui est sûr, c'est que la manière du maître est là, dans la première grande peinture (*Adam et Eve*) et dans nombre de petites de manuscrit, adjugé 3 800 000 F, mardi à Paris (soit, avec les frais, 4 100 000 F).

Une bonne partie de l'esprit ou, pour mieux dire, des extraordinaires progrès techniques de celui que Panofsky appelle « le plus brillant génie de la peinture dans la période qui précède les frères Van Eyck », est présente dans ce *Des cas des nobles hommes et femmes*.

Le temps du feu des enchères, l'Hôtel Drouot a bien abrité le travail de l'artiste qui occupe une position unique dans l'histoire de l'art, à qui des avancées dans les domaines de la perspective et du clair-obscur et une

MÉTÉOROLOGIE



Evénements probables en temps ou France entre le mercredi 21 mai à 0 h et le jeudi 22 mai à 0 h.

La dépression située mercredi matin au large de la Bretagne se déplacera lentement vers le sud-est, elle maintiendra un temps médiocre sur la plus grande partie du pays.

Jeudi 22 mai, le ciel sera généralement très nuageux ou couvert le matin. Il y aura encore des pluies et des orages dans le Nord-Est, le Massif Central, sur les Alpes et les régions méditerranéennes; des pluies intermittentes plus faibles, ou quelques averses, de la Bretagne aux Pyrénées; un temps souvent très brumeux sur le Nord et la région parisienne. Au cours de la journée, les pluies cesseront de tomber à se localiser des Alpes aux régions méditerranéennes. Des averses se produiront encore du Massif Central aux Pyrénées, mais une amélioration se développera dans le Nord-Est et le Nord, la région parisienne et l'Ouest; les pluies cesseront et des éclaircies apparaîtront.

Les vents seront variables dans le quart sud-est du pays; modérés et irréguliers, de secteur nord, de la Bretagne aux Pyrénées; modérés, de secteur est, des Alpes aux Pyrénées. Les températures maximales varieront peu par rapport à celles de mercredi.

Le mercredi 21 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 008,5 millibars, soit 75,75 millimètres de mercure.

Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 20 mai; le minimum, le minimum de la nuit du 20 au 21; le maximum, le maximum du 21 au 22.

Alger, 22 et 9 degrés; Amsterdam, 22 et 11; Athènes, 21 et 15; Berlin, 20 et 11; Bonn, 24 et 7; Bruxelles, 20 et 11; Le Caire, 24 et 19; Casablanca, 23 et 16; Copenhague, 13 et 4; Genève, 20 et 8; Lisbonne, 23 et 14; Londres, 13 et 10; Madrid, 22 et 9; Moscou, 22 et 13; Palma-de-Majorque, 24 et 11; Rome, 20 et 11; Stockholm, 8 et 3; Téhéran, 33 et 20.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 22 MAI

« Paris révolutionnaire », 15 h, métro Saint-Michel, Mme Bouquet et Chaux.

« La sculpture romane », 15 h, Musée des monuments français, Mme. Garnier-Ahlberg.

« Les Soies des beaux-arts », 15 h, 17, quai Malaquais, Mme Vermeersch.

« La Comédie-Française à la Bibliothèque nationale », 16 h, 88, rue de Richelieu, Mme. Bachelier (Casse nationale des monuments historiques).

« La Cité », 14 h, 30, métro Cité (Approche de Paris).

« Les jardins d'art et de jardins secrets de Montmartre », 15 h, métro Abbesses (Carnavales d'ici et d'ailleurs).

« Les jardins de l'Hôtel de Ville », 15 h, 23, rue de Rivoli (Mme Ferrand).

« Du Ritz à l'Élysée », 15 h, 15, place Vendôme (Mme. Flaurin).

« La chapelle expiatoire et le novotisme des Capucins », 15 h, 38, rue Fauriel (Histoire et Archéologie).

« Notre-Dame », 15 h, droite de la façade (M. de la Roche).

« Place des Vosges », 15 h, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Marais », 15 h, métro Sully-Montmartre (Le Vieux-Paris).

TOURISME

« VACANCES, DROITS, CONSEILS », Sous ce titre, Gilles Rodriguez vient de publier un guide de quatre-vingt pages, qui donne des adresses, des idées, des conseils toujours utiles pour ceux qui préparent leurs vacances et ne veulent pas les rater.

★ 21 P. Editions Sinaquaen, 8, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2675

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I. Toucher; Qui n'a donc pas bavé.

VERTICALEMENT

1. Endroits pour mettre des savonnets; Vient avant nous.

2. Dans un alphabet étranger; Son odeur évoque les grandes tures; Pour le prendre il faut le couper.

4. Ode pour le pêcheur à la ligne.

5. Bien attrapé; Parfois en ivresse.

6. Sans domicile.

7. Peut amener une supposition; Se laisser aller; Frétille.

8. Peut évoquer un mauvais tour; Evoque une position qui peut être qualifiée d'intéressante.

9. Qui devrait donc être curé; Pour l'ier.

Solution du problème n° 2674

HORISONTALEMENT

I. Flammes.

II. Boisées.

III. Ursins; Us.

IV. Oû.

V. Talitres.

VI. Tau; Van.

VII. Artérite.

VIII. Orillon.

IX. Laniel; Us.

X. Pré; Da.

XI. Lide; Osé.

VERTICALEMENT

1. Fouettard.

2. Aar; Apl.

3. Absolutaire.

4. Mol; Ernée.

5. Minoterie.

6. Essor; Il; Do.

7. SE; Evolués.

8. Bu; Salon.

9. Ossu; Nénies.

GUY PROUTY.

PRESSE

M. JEAN MOTTIN REMET AU MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION SON « RAPPORT SUR LA PRESSE GRATUITE »

M. Jean Mottin, conseiller d'Etat, a remis mardi 20 mai à M. Lecat, ministre de la culture et de la communication, son « rapport sur la presse gratuite », à l'issue de la mission qui lui avait été confiée par le gouvernement en septembre dernier (le Monde daté 4-5 novembre 1979 et du 16 février 1980).

M. Lecat a rendu hommage au travail « très complet » de M. Mottin et des membres du comité consultatif réuni autour de lui : MM. Pierre Landron, Jean Bouqueron et Jean Couturon.

Lour mission consistait, selon les recommandations ministérielles, à « faire l'inventaire de l'ensemble des publications gratuites, au sens étroit et restreint où on les entend, afin que le gouvernement soit à même d'apprécier l'importance que revêt ce genre de publications, et particulièrement l'impact économique et publicitaire, avec les incidences d'ordre social qu'il peut représenter ».

M. Lecat devrait transmettre le rapport Mottin à M. Barre d'ici au 28 mai. Le rapport sera ensuite adressé aux commissions parlementaires concernées, et vraisemblablement rendu public d'ici peu.

● **La succession de M. Jacques** teurs du Monde pour désigner son tour exploratoire organisé mardi 20 mai par la Société des rédacteurs du Monde pour désigner son candidat à la succession de M. Jacques Fauvet a donné les résultats suivants : Claude Julien, 103 voix, soit 63,1 % des parts sociales; Alain Jacob, 40 voix, soit 44,1 % des parts sociales. Il y a eu 5 bulletins blancs. L'Assemblée générale de la Société des rédacteurs est appelée à se prononcer officiellement le 31 mai, la majorité qualifiée restant celle des trois cinquièmes des parts sociales de la Société.

● **Au quotidien le Matin de Paris**, M. Jean Leclerc du Sablon, trente-huit ans, est nommé chef du service étranger en remplacement de M. Jean-Louis Arnaud devenu grand reporter, correspondant diplomatique. M. Alain-Marie Carro, trente-trois ans, ancien collaborateur du Monde et de Paris-Hebdo, entre au Matin de Paris comme chef d'édition du soir, en remplacement de M. Christian Villeneuve, affecté au Matin Magazine.

● **M. Michel Grenouillou** a été nommé directeur adjoint du Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse à Paris. Agé de trente-six ans, il était jusqu'alors chargé des informations régionales du Progrès de Lyon.

● **Le Mensuel d'Alsace**, magazine lancé à Strasbourg au début de l'année, annonce la fin de sa parution. Fondé par M. Marcel Brunckweller, conseiller socialiste strasbourgeois, le Mensuel tirait à 15 000 exemplaires et se vendait à 7 000. Des recettes publicitaires insuffisantes ne lui ont pas permis d'équilibrer son budget.

Dans le communiqué annonçant la fin de son activité, l'équipe rédactionnelle du magazine souligne que l'on ne saurait parler d'échec, le mensuel « ayant su remplir — le temps qu'il a vécu — la tâche qu'il s'était fixée d'informar sans complaisance pour quiconque ».

● **Le mensuel « A Ponte »**, édité en langue portugaise à destination des immigrés travaillant en France, fait paraître son premier numéro, tiré à 100 000 exemplaires. Journal indépendant des groupes politiques, A Ponte se propose de renforcer les liens entre les Portugais travaillant en France et, en même temps, promouvoir un meilleur rapprochement entre les deux communautés.

Le Monde

Service des Abonnements
15, rue des Ralliers
75227 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
282 F 331 F 461 F 594 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
361 F 481 F 656 F 830 F

ÉTRANGERS
(par mandats)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
234 F 336 F 538 F 720 F

IL — SUISSE-TURISME
289 F 386 F 723 F 940 F

Par voie aérienne
Tout sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent bien joindre en chaque à leur demande.

Changements d'adresse déduits au prorata des semestres ou trimestres non utilisés à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir poliment de réaliser les noms propres en capitales d'imprimerie.

Naissances

Fiançailles

Mariages

Décès

AVIS KEITA

SOL

la colle

Haute C

SERGE

20-21-22

29 rue Cambo

2615

Viasa, la co

du Venezuela

dans les an

réaliste au

passagers.

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Voitures au gaz liquide, cafeutrage des immeubles
incinération des ordures...

Metz joue la carte des économies d'énergie

De notre envoyé spécial

Metz. — Depuis le 20 mai, on peut voir une curieuse station-service devant les garages de la ville de Metz. Apparemment, le pompiste, le voiturier, le tuyau lui-même sont conformes aux modèles habituels. Pourtant ce n'est pas de l'essence qu'ils versent dans les réservoirs des véhicules municipaux mais du gaz liquide. Dix voitures, fourgonnettes et camions ont été transformés pour rouler au propane, l'un des produits résiduaires du raffinage du pétrole. Avantages escomptés : le gaz est 40 % moins cher que l'essence, la conduite est plus saine, les moteurs durent deux fois plus longtemps et la pollution est réduite à peu de chose.

Si, dans un an, ces promesses sont tenues, Metz équipera au gaz la moitié de son parc automobile, soit une centaine de véhicules. Ce qui n'empêche pas les services techniques d'essayer parallèlement des économies d'essence.

Ces expériences font partie de multiples tentatives de la municipalité pour économiser l'énergie. M. Jean-Marie Bange (C.D.S.), le maire, ou ancien ministre devenu sénateur de la Moselle et président du conseil général, s'est déjà fait une réputation de gestionnaire avisé. « Il est connu, dit-il avec aplomb, que Metz est la ville la mieux gérée de France. Il est normal que des économies nous ayons nommés deux délégués aux économies d'énergie, un élu et une technicienne. Ils sont char-

Sa propre régie

Aujourd'hui, la ville et une dizaine de communes voisines incinèrent leurs ordures ménagères pour en tirer de la vapeur. Celle-ci est exploitée dans une centrale thermique municipale qui tourne également au charbon lorrain et au fuel. Secondée par trois barrages édifiés sur la Moselle, elle fournit 20 % de l'électricité consommée par Metz (200 000 habitants) et cent quarante communes du département. Le reste est acheté à E.D.F. au tarif ordinaire. Mais cette source de sécurité a permis à la ville d'ignorer superbement la grande panne du 19 décembre 1978.

La centrale produit aussi de l'eau chaude pour le chauffage et les besoins sanitaires de quatre mille logements, des hôpitaux, des écoles, des casernes et d'autres bâtiments publics. Au total, la centrale couvre le quart des besoins thermiques de l'agglomération messine. M. Rausch est parti-

MARC AMBROISE-RENDU.

Les sylviculteurs landais participeront davantage au financement de la lutte contre l'incendie

De notre correspondant

Mont-de-Marsan. — Les sylviculteurs landais vont prendre à leur compte une part plus importante du budget de défense contre les incendies de forêts. C'est le préfet des Landes qui fixera chaque année leur participation après avoir pris l'avis d'une commission ad hoc et celui du conseil général. Telles sont les dispositions prises par un décret que viennent de signer les ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur.

Depuis des années, les préfets des Landes et les présidents des conseils généraux successifs ont tenté de résoudre la difficile question du financement de la défense des forêts contre l'incendie (D.F.C.I.) qui représente une lourde charge pour les contribuables modestes. Le budget de la D.F.C.I. a été créé en 1947 par un décret qui énumérait les collectivités et les personnes assurant son financement (Etat, départements, communes et propriétaires) sans pour autant préciser la part incombant à chacun.

Depuis longtemps, et quelle qu'ait été sa composition, l'assemblée départementale souhaitait que les sylviculteurs participent davantage aux dépenses du service. En effet, 90 % de la

GEORGES DUBOS.

LES PAYSANS DU LARZAC VEULENT PORTER LEUR AFFAIRE DEVANT LE PARLEMENT EUROPEEN

(De notre correspondant.)

Larzac. — Les paysans du Larzac veulent porter l'affaire de l'extension du camp militaire devant le Parlement européen. C'est du moins ce qu'ils demandent dans une pétition portant cent cinquante signatures d'habitants du plateau menacés par l'agrandissement. L'examen par l'Assemblée européenne se justifie à leur avis par le fait que le nouveau camp servira aux manœuvres de plusieurs pays membres de la Communauté européenne, comme la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne le font déjà.

C'est ce qu'a expliqué le 20 mai, M. Jean-Marie Bange, porte-parole de la délégation venue au palais de l'Europe, où elle était accueillie par M. Maffre-Bange, représentant communiste, et Georges Sutra de Germa, représentant socialiste.

Les deux parlementaires européens ont pris fait et cause pour les paysans du Larzac en tant qu'ils occupent et ont annoncé qu'ils essaieraient de faire inscrire l'affaire à l'ordre du jour des prochaines sessions du Parlement. La délégation a déposé devant le bureau de Mme Simone Vell, qui ne l'avait pas reçue, quelques mille lettres militantes collectées l'an dernier lors de la « marche des Larzacs » sur Paris.

JEAN-CLAUDE HANU.

CORRESPONDANCE

Vizille et le barrage d'E.D.F.

Après l'article publié dans le Monde daté 11-12 mai sous le titre « E.D.F., village vizillais », nous avons reçu de nombreux lecteurs des régions grenobloises nous écrivant :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que notre syndicat alimenté en eau potable les communes de la région grenobloise, nous environne de cent mille habitants — dont fait partie la commune de Vizille. L'alimentation de cette commune est donc normalement assurée sans aucune interruption. »

Il est exact, toutefois, que le quartier du Pêche, non raccordé au réseau communal et alimenté par une source privée, a pu souffrir du manque d'eau.

● Nantes : un plan pour les deux-rives. — Un plan de « circulation privatisée » pour les deux rives a été mis au point et adopté par la municipalité de Nantes : 65 kilomètres d'itinéraires continus (s'ajoutant aux 6 existants) seront mis à la disposition des usagers dans les années 80.

● Severs : le montant de la facture. — La société Givaudan filiale de la multinationale pharmaceutique Hoffman-La Roche, qui, en 1978, avait été condamnée sur les lieux de Severs à dépolluer les environs jusqu'à présent 67,7 millions de francs (338 millions de francs) de dommages aux particuliers, sociétés et collectivités locales lésés par la pollution. La société devra encore régler les frais de décontamination du sol et de surveillance de l'état de santé des personnes qui ont inhalé du gaz. (Reuter.)

● Incident à Chooz. — Un journaliste du quotidien l'Union, de Reims, a été frappé par les gendarmes mobiles et son appareil photographique détruit le 19 mai à Chooz (Ardennes), au cours des incidents désormais quotidiens qui marquent le déroulement de l'enquête publique sur la centrale nucléaire, en projet sur le territoire de cette commune.

L'inter-syndicale des journalistes a réuni et déposé les atteintes à la liberté de la presse, exige une enquête de l'autorité militaire et demandera réparation auprès des tribunaux. Devant le conseil général, le préfet des Ardennes a déclaré qu'une enquête était en cours et que les suites utiles seraient données à cette affaire.

■ Des architectes pour la Défense. — Dans la liste des vingt-trois équipes d'architectes consultées pour l'aménagement de la place municipale de la Défense publiée dans le Monde, manquait le nom de M. Jacques Goldstein, dont l'agence a notamment construit des bureaux à Roquencourt (Yvelines) et des logements sociaux à Paris (Salaires à Bragny (Val-d'Oise)).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favart, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie : S. A. le Monde, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57407.

TRANSPORTS

Après la visite de M. Le Theule

LA FRANCE AIDERA L'ARABIE SAOUDITE A DEVELOPPER SES PORTS

L' aide de la France au développement portuaire de l'Arabie Saoudite a été au centre des entretiens qu'a eus M. Joël Le Theule, ministre des transports, au cours d'une visite de quatre jours à Ryad, du 15 au 19 mai.

M. Le Theule et le président de l'Office des ports d'Arabie Saoudite ont évoqué la possibilité d'une coopération portant à la fois sur l'équipement, la gestion et les opérations maritimes. Indiquent-on au ministère des transports.

L'envoi en Arabie Saoudite de techniciens français, d'ici au mois d'octobre, et la possibilité de créer des sociétés communes pour des unités d'équipement et de maintenance ont notamment été envisagés.

M. Le Theule a aussi rencontré le ministre chargé de l'aviation civile, avec lequel il a parlé des projets de développement des aéroports et des projets d'investissement de Sandia Airways. Il a enfin rencontré le président de l'Office des chemins de fer, L'Arabie Saoudite entend doubler son unique ligne de chemin de fer, qui relie Djeddah à Dammam, et une coopération française est envisagée à la fois pour la réalisation de la voie et pour la fourniture de matériel roulant, précise-t-on au ministère des transports.

● Les vingt-cinq ans de la Lufthansa. — La compagnie ouest-allemande Lufthansa vient de fêter un double vingt-cinquième anniversaire : celui de la reprise des vols après guerre et celui de son installation en France.

Lufthansa, qui en 1955 desservait dix villes et transportait 74 000 passagers, a exploité l'an dernier 123 escales réparties dans 89 pays et acheminé près de 14 millions de voyageurs. En 1979, la compagnie ouest-allemande assurait trois vols entre la France et l'Allemagne et transportait au maximum 150 passagers par mois ; aujourd'hui elle en achemine un million par jour.

URBANISME

A Paris

UN HOTEL A L'EMPLACEMENT DU GAUMONT-PALACE

Une demande de permis de construire pour un hôtel de six cent trente et une chambres qui sera édifié à l'emplacement du Gaumont-Palace, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, vient d'être déposée.

Délimité par les rues de Goulincourt (numéros 1 à 3) Forest (numéros 2 à 12), cet hôtel de

tourisme aura neuf étages, sur trois parkings souterrains de six cent soixante-treize places. Il occupera au sol 7 000 mètres carrés.

Le Gaumont-Palace était, avant sa démolition en 1973, la plus grande salle de cinéma de la capitale : quatre mille six cents places.

Toutes les capitales européennes se dépeuplent

Les capitales européennes ont suivi une évolution démographique comparable : croissance, puis plafonnement. Cependant, ces évolutions ne se sont pas faites simultanément. Telles sont les conclusions d'une étude de l'INSEE d'avril 1980 (1).

Ainsi Londres, qui est la capitale la plus peuplée avec 7 millions d'habitants, a vu sa population diminuer, au sens strict, dès 1931. Au profit de la grande banlieue. Puis, à son tour, la population de l'ensemble de la région londonienne a décliné dès 1939. A l'inverse, l'ensemble de la région parisienne a vu sa population augmenter alors que celle de Paris intra-muros stagnait depuis 1900 autour de 2,6 millions d'habitants.


La croissance démographique de Berlin a commencé très tôt, vers 1860, et à un rythme soutenu jusqu'à la seconde guerre mondiale. Puis, avec la division de la ville, la population totale de Berlin décroît légèrement. Seule, Berlin-Est continue sa croissance.

(1) Aspects statistiques du Paris-de-France, n° 3, avril 1980, 12, rue Bouillie, 75014 Paris.

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Utilisez mieux votre Caisse d'Epargne avec Le compte-chèques Ecureuil



Des avantages concrets pour la vie quotidienne.

Le compte-chèques Ecureuil est complémentaire mais distinct des autres services d'épargne :

- Il ne rapporte pas d'intérêts mais il facilite la gestion quotidienne de votre budget. Il vous aide à mieux profiter de votre Caisse d'Epargne.
- Une carte de garantie unique en France ! C'est votre carte d'identité Caisse d'Epargne. Votre signature et votre photo y sont incorporées : tout risque de falsification est éliminé. Son utilisation garantit au bénéficiaire le paiement des chèques Ecureuil d'un montant n'excédant pas 500 F.
- De l'argent disponible partout en France : Des retraits jusqu'à 2.000 F par période de 7 jours peuvent être effectués à n'importe quel guichet de la Caisse d'Epargne Ecureuil. Et le réseau des Caisse d'Epargne Ecureuil couvre la France entière. Pour vos déplacements d'autres facilités permettent des retraits plus importants.
- Pour la gestion de vos ressources, de vos dépôts et de vos dépenses : Le compte-chèques Ecureuil vous permet une utilisation sûre et pratique de vos livrets A et B, de votre épargne-logement, de votre portefeuille de bons ou de Sicav ; versements en espèces ou par chèques, domiciliations, retraits, virements, prélèvements automatiques.
- Renseignez-vous auprès de votre Caisse d'Epargne Ecureuil.

CAISSE D'EPARGNE

Pour ceux qui veulent compter plus

En accord avec le Président du Tribunal de Commerce et le Syndic

40 SALARIÉS recherchent :

un Patron
ou un Marché de Sous-Traitance
ou un Schéma d'Organisation d'Exploitation

URGENT

- Activité : MAROQUINERIE
- C.A. 1979 : 4.000.000 F H.T.
- Matériel Machines à coudre et presses à découper cuir
- Locaux : 3.000 m² - Surfaces développées

ABBEVILLE - SOMME - PICARDIE MARITIME

Tous renseignements :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ABBEVILLE
ET DE L'ARRONDISSEMENT
28, rue LAMURZ - ABBEVILLE Cedex - Tél. 16 (2) 24-34-71
C.O.P. Paris 9677-60 - Télex Chamco 15887 F.

CONDITIONS
INESPÉRÉES

Le Monde

AGRICULTURE
LA « BANQUE VERTE » ÉPROUVÉE
POUR FINANCER LE

CONJONCTURE

La préparation du

L'essentiel sera

se tiendront

la saison

de l'été

de M. Cisar

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

de l'été

AGRICULTURE

LA « BANQUE VERTE » ÉPROUVE DE GRAVES DIFFICULTÉS POUR FINANCER LES RÉCOLTES

Présentant les résultats de la « banque verte » pour 1979, M. Jacques Lallemand, directeur général de la caisse nationale du Crédit agricole, a fait part des difficultés croissantes de l'établissement mutualiste pour financer les récoltes dans les limites de l'encadrement du crédit. Il a qualifié de « grave » le changement de politique des pouvoirs publics qui, depuis le 1^{er} janvier 1980, a contraint le Crédit agricole à réintégrer le financement des récoltes dans les limites

de l'encadrement, ce qui a conduit à un dépassement de 2 milliards de francs des premiers mois de cette année. L'abondance de la récolte qui s'annonce, faisant suite à une très bonne campagne 1979, risque de conduire la « banque verte » à une crise grave, ce qui a incité dirigeants et délégués des sociétés, réunis en assemblée générale, à réclamer aux pouvoirs publics une « rallonge » de 2 à 3 milliards de francs hors encadrement.

CONJONCTURE

La préparation du budget 1981

L'essentiel sera pour plus tard

Un conseil restreint se tiendra jeudi 22 mai à l'Élysée, dans le but de fixer le plafond des dépenses qui seront inscrites dans le projet de budget pour 1981. Le conseil réunira, autour de M. Giscard d'Estaing, MM. Barre et Papon.

« La pression fiscale atteignant aujourd'hui un seuil très élevé, un effort rigoureux de freinage de la dépense publique doit être entrepris », écrit M. Barre, il y a un an, dans une lettre à chacun de ses ministres. On préparait alors le budget de 1980. Il écrivait : « Cet objectif est essentiel, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique ».

Un an a passé, mais les problèmes — politiques et économiques — restent entiers et probablement plus difficiles à résoudre qu'ils ne l'ont jamais été. Économiquement, personne ne sait de quel 1981 sera faite : quelle sera la croissance — y aura-t-il même croissance ? — et quelle sera l'inflation ? Impossible de dire si l'État devra soutenir une activité languissante, pour éviter que ne s'installe une récession coûteuse pour la nation, ou si, au contraire, il sera souhaitable que les pouvoirs publics appuient sur les freins pour combattre une inflation qui n'est peut-être pas près de céder du terrain.

Dans la première hypothèse, les dépenses publiques devraient progresser de plus de 13 %, c'est-à-dire plus vite que la croissance de la production nationale en valeur (compte tenu de la hausse probable des prix) ; dans le second cas, 13 % de croissance des dépenses publiques, qui représenteraient une progression de quelque 68 milliards de francs par rapport à 1980, seraient un maximum et ne pas dépasser (1). Le budget total de l'État totaliserait les 600 milliards de francs dans le premier cas et avoisinerait les 693 milliards dans le second.

Le lecteur nous pardonnera d'avancer des chiffres, dont la précision peut faire illusion, mais qui ne servent qu'à poser plus concrètement des problèmes que le gouvernement est encore bien en peine de formuler en des termes aussi nets. Aux incertitudes déjà très grandes causées par la conjoncture internationale, l'important va évoluer les prix du pétrole ? Quelles seront la durée et le gravité de la récession aux États-Unis ? La tension créée par l'investissement de l'Afghanistan va-t-elle ou non retomber ? vont venir s'ajouter, les inévitables manœuvres préélectorales : M. Giscard d'Estaing sera-t-il réélu ? C'est évident, avec un bon budget 1981, qui non seulement ne comportera aucune mauvaise surprise fiscale, mais proposera probablement d'alléger plus ou moins le barème de l'impôt sur le revenu. Des promesses ont déjà été faites aux cadres.

M. Chirac réclame, lui, une réduction des dépenses publiques. C'est en utilisant à fond cet argument qu'il a causé de multiples annulations au gouvernement l'année dernière, lors du vote du budget de 1980. Il n'est guère douteux que le chef du R.P.R. ne réitère ses exploits en la matière. Cela est d'autant plus probable que la dépense publique a plutôt mauvaise cote dans l'opinion. On la considère moins comme créatrice d'emplois ou d'équipements collectifs que comme source de gaspillage, d'inefficacité, d'impôts exagérés. Les messages de Keynes passent de mode.

Le mouvement de relâche de l'impôt et de la dépense publique est né aux États-Unis, en Californie notamment, puis s'est étendu sur presque tout le ter-

ritoire américain. Le candidat républicain, M. Reagan, s'appuie sur de tels arguments — théoriques par l'économiste Arthur Laffer, — pour mener campagne et promouvoir un désengagement de l'État. Il n'est pas jusqu'en R.F.A. où de telles promesses n'aient des échos importants.

Apparemment, les idées de M. Giscard d'Estaing et Chirac traitent donc — qui l'eût dit ? — dans le même sens, le premier veut s'écarter, relativement — la fiscalité tandis que le second promettait une réduction des dépenses publiques. Dans une lettre adressée, en février, à tous les ministres et secrétaires d'État, M. Barre écrivait que la situation « imposait de remettre en cause certaines actions (...) et de procéder à une révision en profondeur des moyens financiers disponibles, afin de s'assurer qu'ils sont bien affectés aux priorités essentielles ». Et de recommander un plafonnement, en 1981, des dépenses de fonctionnement (celles qui servent à payer les fonctionnaires et à couvrir des emplois dans la fonction publique) à leur niveau de 1980, ce qui, compte tenu de l'inflation, correspondrait à une baisse effective de plus de 10 %.

Quant aux autorisations de programmes (promesses d'ouverture de dépenses d'investissements), elles devraient être réduites de 20 % en valeur, c'est-à-dire de 30 % en volume. Trois mois ont passé. Les contraintes initiales ont soulevé sous la pression des réalités... et des ministres. Des textes ont été votés : ils concernent l'armée, les personnes âgées, l'industrie... Des promesses ont été faites : d'autres le seront, qui alourdiront encore les dépenses. Le montant des aides publiques contre le chômage atteint, par exemple, 20 milliards de francs. L'ensemble des interventions sociales de l'État représente 16 % du budget et 4 % du P.N.B. contre 3,5 % il y a quinze ans. La différence n'est pas mince : elle représente 12 milliards de francs actuels. Le financement de la dette — autre exemple — restera, lui aussi, incompressible pendant des années. Il dépassera les 30 milliards de francs dans le budget de 1981.

Les économies seront donc insignifiantes rapportées à un budget qui totaliserait les 600 milliards de francs. En revanche, les allègements locaux, pour être perçus par l'opinion, entraîneront très vite des abandons de recettes considérables pour l'État : que le barème de l'impôt sur le revenu soit strictement corrigé du taux d'inflation et ce sera une perte sèche de 9 à 10 milliards de francs.

Pour ces raisons, dans lesquelles se mêlent l'impossibilité — réelle — d'y voir un œil clair sur le plan économique (2) et la volonté — tactique — qu'a le pouvoir de se ménager une marge de manœuvre, le projet de budget 1981, qui sera discuté à partir d'octobre prochain par le Parlement, risque fort de n'être qu'un brouillon. Un brouillon correct et bien écrit, mais auquel ne manquera qu'une chose : l'essentiel. La suite viendra après l'élection présidentielle.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Pourcentage calculé d'après les chiffres initiaux du budget 1980.
(2) Les experts qui préparent le budget guident actuellement leur raisonnement sur un déficit des finances publiques qui ne dépasserait pas 31 milliards de francs.

M. Barre confirme que le Gouvernement est décidé à prendre des mesures nationales compensatoires dès le 1^{er} juin

Des mesures compensatoires seront prises, dès le 1^{er} juin, si aucun accord n'intervient sur les prix agricoles à Bruxelles les 28 et 29 mai. C'est ce qui ressort de l'entretien qu'ont eu les dirigeants professionnels agricoles avec M. Barre, mardi 20 mai et du communiqué du conseil des ministres du 21 mai.

Ces mesures, préparées en comité interministériel, le 13 mai, devaient permettre d'obtenir une hausse moyenne de 5 % sur les prix, en conformité avec l'accord passé entre les huit membres de la Communauté contre l'avis de la Grande-Bretagne. Cette hausse s'ajoutera aux 5 % déjà obtenus par le démantèlement des derniers montants compensatoires mnémotrans français et l'ajustement du « franc vert ».

Déjà en effet, certains estiment que, même avec une hausse des prix de 10 %, le revenu de 1980, compte tenu de l'accélération des charges, serait en retrait de 3,5 % en francs constants. Dès lors ce ne serait donc plus 5 mais 7 milliards qui seraient nécessaires.

Au-delà des chiffres, le principe même des aides nationales doit retenir l'attention : en bloquant le fonctionnement de l'Europe, la Grande-Bretagne conduit ses partenaires à commencer par la France, qui annonce qu'elle distribuera de telles aides avant même que l'échec soit entériné, à adopter le système des « deficiency payments » (1) qu'elle voulait introduire en Europe contre l'avis de ses partenaires. Sans doute Paris n'a-t-il pas les moyens de faire autrement. Forcé est de constater alors que, sauf à surenchérir et provoquer une rupture plus grave, la crise profite plutôt à la Grande-Bretagne.

Ainsi la France s'orientait-elle vers ce que Matignon appelle « des dispositions internes d'application du compromis sur les prix agricoles acceptées par huit États membres de la C.E.E. ». Délicat euphémisme qui cache une réalité plus crue : faute d'accord européen, les contribuables français vont soutenir le revenu des agriculteurs. On a parlé de 5 milliards de francs, mais ce sera peut-être plus : l'on doit inclure dans le dispositif, outre la hausse de 5 %, la promesse de M. Giscard d'Estaing de maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs.

AUTOMOBILE

P.S.A. Peugeot-Citroën redevient Peugeot S.A.

Le groupe P.S.A. Peugeot-Citroën a décidé de changer de nom. Le 26 juin 1980, la direction proposera aux actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, de revenir à la dénomination sociale Peugeot S.A. (P.S.A.), qui était celle de la société avant l'absorption de Citroën. Cette décision s'explique notamment par le fait que, depuis le rachat des filiales européennes de Chrysler, en août 1978, le groupe compte trois filiales automobiles principales (marques Peugeot, Citroën et Talbot) et tout plus seulement deux, et qu'il était difficile de faire apparaître les trois marques dans la dénomination sociale du groupe — P.S.A. Peugeot-Citroën-Talbot — qui est trop longue.

Le groupe a d'autre part publié ses résultats consolidés pour l'année 1979, qui, intégrant pour la première fois ceux de Talbot, font apparaître une légère dégradation, ce restant toutefois exceptionnellement sain. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 72,8 milliards de francs, réalisés à 45 % en France et à 55 % à l'étranger. Compte tenu de l'intégration de Talbot, le progrès de 63 % par rapport à l'exercice précédent, mais à structures comparables (il n'avait « consolidé » Talbot en 1978), l'augmentation n'atteint que 10 %, soit une

légère diminution en francs constants. Les résultats financiers du groupe demeurent cependant très bons : la marge brute d'auto-financement courante s'élève à 4,21 milliards de francs (contre 3,86 milliards en 1978) sans Talbot et 3,89 milliards à structures égales, et le bénéfice net courant à 1,15 milliard (contre 1,8 milliard en 1978 sans Talbot et 1,22 milliard à structures comparables).

LICENCIEMENTS ET CHOMAGE PARTIEL EN GRANDE-BRETAGNE

Talbot U.K., filiale britannique du groupe P.S.A.-Peugeot-Citroën, a annoncé, mardi 20 mai, la suppression de mille trois cents emplois dans son usine de Lincoln, en Ecosse, qui emploie au total six mille ouvriers. Mille deux cent cinquante salariés avaient déjà été licenciés dans cette usine en décembre. Cette décision s'explique, selon la direction, par la diminution de la demande et la nécessité d'accroître la productivité de l'usine. De son côté, British Leyland a annoncé qu'il réduirait à trois jours seulement la semaine de travail des sept cents ouvriers de son usine d'Abingdon, où sont fabriquées les voitures de sport M.G. La production de ces modèles, dont la marque — ainsi que l'usine d'Abingdon — doit être bientôt cédée au groupe Aston-Martin, sera ainsi réduite de moitié, du fait de la forte diminution de leurs ventes sur le marché américain.

Enfin, la filiale britannique du groupe américain International Harvester vient d'annoncer la réduction à quatre et parfois trois jours de la semaine de travail dans plusieurs de ses usines, du fait de la mévente de tracteurs et de matériels de construction.

● ERRATUM. — Une erreur a rendu incompréhensible un passage consacré par Maxime Rodinson au livre de notre collaborateur Jean Beaudouin, « Les esclaves du monde » (Le Monde du 17 mai). Au lieu de « l'indignation morale pour qui ne dépasse guère ce niveau », nous aurions dû imprimer « l'indignation morale, qui ne dépasse guère ce niveau ».

QUI VOUS AIDE DANS LA GESTION DE VOTRE ENTREPRISE ?

Guider les chefs d'entreprise dans leur prise de décisions, leur donner des outils pour améliorer leur gestion quotidienne, le Crédit Lyonnais s'y emploie depuis longtemps en proposant des solutions adaptées et efficaces.

Avec SERAFIN, modèle de simulation, le Crédit Lyonnais répond à vos problèmes de gestion prévisionnelle.

Avec ses services informatisés, le Crédit Lyonnais vous fournit les moyens de mieux recouvrer vos créances, alléger les tâches liées aux paiements, contrôler vos opérations bancaires.

CREDIT LYONNAIS
Votre partenaire.



De notre correspondante

déclare le directeur du F.M.I.

● Une libéralisation des échanges permettrait aux exportations du Sud de progresser de 11 % par an et à son produit national brut de passer de 10 à 15 milliards de dollars. Les pays du Nord, grâce au maintien de leur excédent commercial, pourraient alors escompter la création de deux cent quatre-vingt-cinq emplois supplémentaires. Cette crainte d'une aggravation du chômage dans les pays industrialisés, suite à une réduction des obstacles aux importations en provenance du tiers-monde, serait, selon les économistes, la principale des nations défavorisées pouvant, au contraire, grâce aux recettes du commerce extérieur, augmenter leurs achats aux pays développés.

C'est le protectionnisme qui constitue le principal obstacle à la poursuite de la croissance pour l'emploi dans le Nord», souligne le B.I.T., indiquant que le pays en développement ont poursuivi leurs importations en dépit de la hausse du pétrole et que ce fait a accru leur endettement. Il conviendrait donc d'encourager leurs exportations afin qu'ils puissent rembourser leurs dettes. En revanche, si les pays développés réduisaient leur endettement, dans l'obligation de réduire leurs importations, on pourrait s'attendre à un ralentissement de la croissance des pays industrialisés, ce qui ne manquerait pas de provoquer une aggravation du chômage.

ISABELLE VICHNIAC

Les dirigeants du royaume ont en même temps lancé un nouveau plan quinquennal (1958-1963) — le troisième — qui a pour ambition de donner un pays 4 % du marche mondial des produits chimiques, industriels et électriques et lui permettre ainsi d'augmenter la part des secteurs non pétroliers dans son revenu national. Le premier programme destiné à développer la production nationale, par opposition aux deux plans antérieurs qui avaient pour objectif de développer les secteurs pétroliers du pays, a été lancé par le ministre des finances, M. Abba Ali Khelil. La majeure partie du plan sera ainsi consacrée à édifier un nouvel Etat moderne et à développer les services privés pour les investissements représentant quelque 300 milliards de dollars, soit plus de dix fois le chiffre de celui qui quinquennal précédent. Les pouvoirs publics sont responsables — soulignent les dirigeants — du développement d'industries à base d'hydrocarbures, ainsi que d'industries nouvelles et de divers secteurs. L'activité sera, par conséquent, dirigée

DEJA DU TEMPS DE
NOS GRANDS-PARENTS
la **Rue de Provence**
ETAIT LA RUE DE
I'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 46
VENTE, ACHAT - REVE, OCCASION

néens (en particulier une forte délégation de l'Algérie). Les débats ont notamment mis en évidence la dépendance alimentaire croissante de ces pays et la nécessité de parvenir à une sécurité collective par le biais d'une autosuffisance relative. Un manifeste, adopté à l'issue des travaux, formule des propositions précises, notamment la création d'une banque sur les matériels génétiques.

Une impasse

Sur une rive comme sur l'autre, l'industrialisation et le développement du secteur tertiaire ont contribué à une forte poussée de l'urbanisation avec une exode rural croissant. Cette situation a entraîné des revenus des citadins à l'exportation engendrant une demande alimentaire accrue. A un nouveau mouvement de vie à correspondu un nouveau développement, séparé du système de production, tandis que celui-ci évoluait dans le sens d'une spécialisation des cultures (fruits et légumes, plantes médicinales, plantes aromatisées, certaines zones agricoles non compétitives (2). Victime de généralisations du système de production consommation, l'agriculture a été considérée comme le monde dans une impasse caritative par des campagnes électorales par des gaspillages et une dégradation abominable du revenu agricole, des surproductions, surdépendances.

Le cloque organisé pe
Echange Méditerranée sur
eu le mérite de concrétiser une
prise de conscience collective
de la situation actuelle
peut-être parlera-t-on plus tard
de l'« esprit d'Aries », fondé
principalement sur la nécessité
d'une action solidaire. « Quelque
chose doit être fait et il le
sera, même quelque chose à faire
dans la recherche d'une autosuffi
sance alimentaire pour briser
le cycle du sous-développement »,
manifeste adopté à l'issue de
travaux. Cette autosuffisance
alimentaire ne peut être, à l'éri

Un certain nombre de propositions précises ont été formulées, dont la création d'une « banque sur les matériels génétiques » et d'un observatoire de la Réalisation en commun entre l'Europe et la Méditerranée, d'un « institut météorologique et géostationnaire ». Dans le domaine des ressources génétiques, l'enjeu est d'importance. Comme l'a démontré, par un chercheur de l'INRA d'Air-en-Provence, M. Michel Lecomte, il existe en effet, que quelques grands groupes, multinationaux prennent le contrôle d'une bonne partie des ressources génétiques végétales. M. Lecomte a souligné M. Berlan, que la Méditerranée, qui a fourni au monde un grand nombre d'espèces végétales et qui demeure un grand centre de biodiversité, est maintenant obligée de racheter un patrimoine qui devrait être celui de l'humanité tout entière. Il est donc nécessaire car un retard considérable a été pris (3).

Le manifeste d'Aries préconise plus généralement l'instauration d'un renforcement des échanges économiques et de formation visant à une mise en œuvre de facteurs de production adaptés aux pays du bassin méditerranéen. Il insiste également sur les habitudes de consommation et la réhabilitation du monde paysan par une reconnaissance des savoirs et des techniques (techniques et culturelles).

Les experts seront-ils entendus par les « politiques » qui détient le pouvoir de décision ? La coopération méditerranéenne et entre les pays du sud et du nord de l'Europe qui est de règle aujourd'hui peut-elle faire place, à mon avis, à une coopération méditerranéenne ?

Une véritable coopération ? Le colloque d'Aries ne s'est voulu, en définitive que « le commencement d'un dialogue entre les pays du sud et du nord ».

Il faut tout autant reconnaître,

GUY PORTE

(2) « Echanges Méditerranée », 3, rue Colbert, 13001 Marseille. Tél. : (91) 81-18-26.

(3) Depuis une vingtaine d'années, dans la seule région du Languedoc-Roussillon, 500 000 hectares de la plus des terres utilisées par l'agriculture, sont retournées à la friche.

(4) L'une des variétés de blé dur les plus cultivées en Méditerranée depuis 1953. Les plus récentes créations de semences remontent à 1970. Il est possible de mettre en point des céréales ayant des besoins en eau moindres que celles qui existent, et d'augmenter les rendements.

De notre correspondant

Le Caire. — Préparé par M. Lottfi, ministre des finances, le nouveau tarif douanier égyptien est entré en vigueur le 1^{er} mai 1918. Il est caractérisé par un abaissement général des taxes payées à l'entrée des marchandises étrangères, le plafonnement des droits de douanes tombant de 300 % à 150 % de la valeur de la denrée importée, sauf pour les sucres et les alcools.

Les diminutions les plus importantes s'appliquent aux produits de consommation comme le glucose et le sucre (dont les droits, qui étaient respectivement de 35 % et 35 % sur le total des importations), le beurre végétal (supprimé), les produits laitiers (dont les droits sont ramenés de 30 % à 30 %), le blé, le maïs, l'orge et la semoule (de 40 % à 30 %), les réfrigérateurs et les machines à laver (de 200 % à 100 %) ainsi que les automobiles (de 127,1 à 100 %), les importations de consommation d'essence comme les Peugeot 101, les Fiat 126 et les Renault 5 (de 127,1 à 100 %), les 127,1 à 100 %, les 132 (de 100 % à 35 %), etc.).

Les exemptions totales déjà accordées aux importateurs de viande, de poulet congelé, de poisson, d'œufs, d'olives noires, d'épices, de vert, de beurre animal, de fruits, de légumes, de légumes

par le nouveau tarif douanier : il supprime, également, la taxe de 25 % sur les cafés brûlés ou moulus. Sont désormais, également, exonérés de tous droits les machines agricoles (jusqu'à 12 %), les insecticides et les herbicides (15 %), l'avoine et le fourrage (12 %) et le fer rond (30 %). La situation de ce dernier produit devra, toutefois, être réexaminée chaque année.

La taxe sur les importations de produits pharmaceutiques a été maintenue, mais celle sur les produits chimiques destinés à l'industrie pharmaceutique a été abaissée de 20 à 10 p. 100, droits de 20 % sur les pilules anticonceptionnelles, afin de favoriser la campagne actuelle en faveur de la limitation des naissances interrompue par l'échec du président Sadat.

Par ailleurs, les rates augmentées des droits de douane, annoncées par le ministre des finances, lors de la présentation des nouveaux tarifs, figurent les appareils fonctionnant au butagaz et les voitures de luxe. Encore que, provisoirement, la taxe sur les voitures de 1.000 % sur ces dernières sera maintenue à ce niveau.

LE FRANÇAIS HUGOT

L.-P. BÉRONCEL HUGOT

OPTIC-PHOTO avec stock 160.000 F
Magasin avec 2 pièces et cave (35 m² + 18 m²)
Loyer annuel : 15.000 F
Entre métro GARE DU NORD et CHAPELLE
Téléphone : 607-89-26 et 206-66-11

July 15

Grève des dockers

Une grande partie de la grève des dockers sur
le canal de la Seine depuis
l'été 1968, les ports de France ont
été paralysés pendant un an et demi.
Cela a entraîné une perte de 100 millions
de francs par jour. Les dockers ont
été payés pendant la grève, mais ils
ont dû attendre pendant un an et demi
pour que leur salaire soit réajusté.
Cela a entraîné une perte de 100 millions
de francs par jour. Les dockers ont
été payés pendant la grève, mais ils
ont dû attendre pendant un an et demi
pour que leur salaire soit réajusté.

De notre o

OCDE.

● L'OCDE a publié son rapport annuel sur la situation économique mondiale. Le rapport est intitulé "Perspectives économiques de l'OCDE 1998". Il analyse la situation économique mondiale en 1997 et fait des prévisions pour 1998. Le rapport est divisé en deux parties. La première partie analyse la situation économique mondiale en 1997. La deuxième partie fait des prévisions pour 1998. Le rapport est disponible en français sur le site internet de l'OCDE : <http://www.oecd.org>.

	10/10	11/10	12/10
E.C.			
Fra.	100.00	100.00	100.00
Ira (10%)	100.00	100.00	100.00
Bil	100.00	100.00	100.00
Fiora	100.00	100.00	100.00
F.B. (10%)	100.00	100.00	100.00
F.S.	100.00	100.00	100.00

[illegible]

DIAM
Quand la parure c

Diamants d'oreille
blancs extra 0.20 carat
2 500 F

blanc extra 0.50 carat
7 400 F

Les prix indiqués s'entendent
Credat personnel

M

8, pl. de la Madeleine - 86, rue
Joaillie - Tét : 2

Les bijoux ne sont pas retournés

هذا من الاجل

ÉTRANGER

Suède

Le gouvernement propose une série d'allègements fiscaux

Une grève des dockers perturbe les exportations

Une grève des dockers suédois paralyse en partie le commerce extérieur du pays depuis plus d'une semaine. Les quelque deux mille cinq cents adhérents du petit Syndicat des dockers, non affilié à la centrale LO, ont cessé le travail le 12 mai, le jour où la Suède mettait fin au conflit social qui avait touché plus d'un million de salariés.

Les dockers exigent d'importantes hausses salariales et le droit de négocier directement avec le patronat, alors que le Syndicat des transports, affilié à LO, entend le faire en leur nom. Les grandes entreprises exportatrices comme Volvo commencent à ressentir les conséquences de ce conflit qui affecte une trentaine de ports. Le gouvernement n'est pas intervenu, et le Syndicat des dockers, qui dispose de 1 million de couronnes pour dédommager ses adhérents, affirme s'attendre à un « très long conflit ».

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement suédois a présenté, le 19 mai, au Parlement une série de mesures économiques et fiscales qu'il s'était engagé à prendre pour faciliter le déroulement des négociations sur les salaires. En fait, cette « intervention » de la coalition aura plutôt compliqué des discussions déjà difficiles. L'impôt national direct sera abaissé de 500 couronnes (environ autant de francs) au maximum pour les revenus annuels compris entre 40 000 et 76 000 couronnes à compter de septembre. Les agriculteurs bénéficieront d'un soutien financier public pour éviter que les accords agricoles, qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet, n'entraînent une trop forte augmentation des prix des produits alimentaires. Les entreprises devront verser 25 % des bénéfices supérieurs à 1 million de couronnes en 1980 à un compte spécial non rémunéré de la Banque de Suède, les sommes déposées ou pourront être utilisées que pour financer des investissements

industriels en concertation avec les syndicats.

Les allègements fiscaux annoncés représentent pour l'Etat une perte de recettes de quelque 800 millions de couronnes, qui ne sera pas couverte. Cependant, les augmentations de salaires ayant été plus fortes que prévu (8,8 % dans le secteur privé et 7,3 % dans le secteur public), le gouvernement a décidé de lever le blocage des prix en vigueur depuis le 27 mars. Les loyers et diverses taxes indirectes ne seront pas gelés jusqu'à la fin de l'année.

Constatant que le gouvernement n'était pas parvenu à expliquer clairement les difficultés de la situation, le ministre du budget, M. Mundek, a déclaré que les accords centraux sur les salaires allaient probablement entraîner une hausse des prix et des difficultés pour l'industrie d'exportation. « Il faut, a-t-il dit, que l'année prochaine, le gouvernement, l'opposition et les partenaires sociaux coopèrent plus étroitement, car les politiques économique, fiscale et sociale sont intimement liées. » — A. D.

O.C.D.E.

Le déficit courant des pays industrialisés atteindra 75 milliards de dollars en 1980, indique-t-on au sein de la réunion du comité de politique économique de l'O.C.D.E. Ce déficit, dû principalement à la hausse des prix du pétrole depuis le début de 1979, se répartirait à raison de 40 milliards de dollars pour les sept grands pays : les États-Unis devraient avoir une balance des paiements en excédent, qui, à cette année, tandis que l'Allemagne fédérale et le Japon connaissent un déficit de 15 milliards de dollars chacun, le Royaume-Uni un déficit de 4 milliards, la France un déficit de 3 milliards, le Canada un déficit de 5 milliards et l'Italie un excédent de 2 milliards.

MONNAIES

BAISSE GÉNÉRALE DU DOLLAR

Des rumeurs non confirmées, selon lesquelles le taux de l'exemple américain serait bientôt abaissé, ont provoqué, mercredi 21 mai, un mouvement de repli général du dollar. En fin de journée, le dollar vert a est tombé à 1,73 deutschemark à Francfort (contre 1,805, 226,39 yens à Tokyo (contre 223 lundi) et la livre sterling s'est établie à 2,389 dollars contre 2,401 la veille. A Paris, dans les transactions entre banques, la devise américaine s'échangeait autour de 4,175 F contre 4,197 F mardi soir.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	
\$ E.-U. ...	4,1755	4,1783	+ 110	+ 140	+ 163	+ 200	+ 415	+ 483
\$ Can. ...	3,6919	3,6933	— 65	— 10	+ 40	+ 10	+ 170	+ 255
Yen (100) ...	1,7860	1,7885	0	+ 30	+ 15	+ 45	+ 115	+ 160
DM 3,3290	3,3320		+ 55	+ 80	+ 110	+ 140	+ 335	+ 415
Florin 3,1290	3,1295		— 20	— 30	+ 50	+ 75	+ 130	+ 240
F.B. (100) ... 14,5130	14,5390		+ 335	+ 365	+ 885	+ 890	+ 1210	+ 875
F.S. 2,4950	2,4935		+ 120	+ 155	+ 200	+ 235	+ 535	+ 530
L. (1 000) ... 4,8335	4,8330		+ 170	+ 180	+ 170	+ 180	+ 810	+ 835
£ 9,6120	9,6250		+ 425	+ 330	+ 795	+ 690	+ 1690	+ 1460

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 11/16	9 1/2	9 7/8	9 1/2	9 7/8	9 3/8	9 3/4
DM 35 3/8	35 7/8	35 3/8	35 3/8	35 3/8	35 3/8	35 3/8	35 3/8	35 3/8
Florin 10 5/8	11 3/8	10 13/16	11 1/2	10 13/16	11 1/2	10 13/16	11 3/8	11 3/8
F.B. (100) ... 17 3/4	18 1/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4
F.S. 4 1/8	4 7/8	5 7/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/4	6 1/4
L. (1 000) ... 12 3/4	14 1/4	13 3/4	12 1/4	16 1/4	17 3/4	16 1/2	12 3/8	12 1/4
£ 16 3/4	17 1/4	16 7/8	17 7/8	17 7/8	17 7/8	17 7/8	17 7/8	17 7/8
F. franc. ... 12 11/16	12 13/16	12 5/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DIAMANT

Quand la parure devient placement

Diamants d'oreille blanc extra 0.20 carat 2 500 F

Diamants d'oreille blanc extra 0.40 carat 5 700 F

Diamants d'oreille blanc extra 0.50 carat 7 400 F

Diamants d'oreille blanc extra 0.70 carat 11 600 F

LES DIAMANTS D'OREILLE

Les prix indiqués s'entendent monture et taxe comprises. Crédit personnalisé sur demande.

MP

Joaillier-conseil

8, pl. de la Madeleine - 86, rue de Rivoli - 138, rue La Fayette

Tél. : 260.31.44

Les bijoux ne sont pas représentés à grandeur réelle mais proportionnelle.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Poursuite de l'évolution favorable

La vigoureuse expansion de nos affaires durant le 1^{er} trimestre de l'exercice en cours s'est poursuivie au second trimestre. Ce fait s'explique en grande partie par l'intérêt que nos clients allemands et étrangers ont porté aux systèmes d'informatique et de communication ainsi qu'aux biens d'équipement destinés à remplacer le pétrole, économiser l'énergie ou améliorer la productivité. La division Technique Médicale a, elle aussi, obtenu plus de commandes que l'an dernier. Tout fléchissement de la conjoncture économique ne se répercutant qu'au bout de quelques mois sur la demande en matériels électriques ou électroniques, nous pouvons escompter dans l'immédiat la poursuite d'une évolution satisfaisante des commandes enregistrées et du niveau d'activité.

Les commandes enregistrées durant le premier semestre de l'exercice en cours, qui va du 1^{er} octobre 1979 au 31 mars 1980, ont atteint 39,3 milliards de francs soit 17% de plus que le chiffre totalisé l'an dernier à la même époque. En Allemagne fédérale, le volume de commandes a progressé de 17% pour s'établir à 19,2 milliards de francs tandis que les ordres obtenus à l'étranger s'élevaient à 20,1 milliards de francs soit une augmentation de 16%. Parmi les commandes importantes, citons les disjoncteurs au SF₆ livrés au Canada et à l'Arabie Saoudite, une centrale équipée de 4 groupes turbo-alternateurs à gaz de 75 MW, une turbine à vapeur de 140 MW pour la Thaïlande ainsi que des centraux téléphoniques urbains et interurbains.

En milliards de francs	du 1.10.78 au 31.3.79	du 1.10.79 au 31.3.80	Variation
Commandes enregistrées	33,2	39,3	+18%
Marché allemand	16,5	19,2	+17%
Marché étranger	17,3	20,1	+16%
Chiffre d'affaires	29,3	34,4	+17%
Marché allemand	13,7	16,8	+23%
Marché étranger	15,6	17,6	+14%

En milliards de francs	30.9.79	31.3.80	Variation
Commandes en carnet	60,7	63,4	+4%
Stocks	3,4	3,5	+3%

Avec 34,6 milliards de francs, le chiffre d'affaires a augmenté de 18% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sur le marché allemand, le volume des ventes a progressé de 23% pour atteindre 16,8 milliards de francs. Les facturations à

l'étranger se sont élevées à 17,8 milliards de francs, soit une hausse de 14%. Les plus fortes progressions de C.A. ont été réalisées par les divisions Communication, Informatique et Composants. Mais les divisions Installations et Technique Médicale ont elles aussi connu des taux de croissance dépassant 10%.

	30.9.78	31.3.80	Variation
Personnel en millions	17,338	17,338	0
Allemagne	229	232	+ 1%
Etranger	105	107	+ 2%

	du 1.10.78 au 31.3.79	du 1.10.79 au 31.3.80	Variation
Revenu moyen par famille en millions de francs	3,37	3,38	+ 0,01

Au cours du premier semestre de cet exercice, nous avons pu augmenter nos effectifs de 5000 personnes, dont 3000 en R.F.A. et 2000 à l'étranger, aux USA et au Brésil notamment. Le nombre de nos salariés atteignait, à la fin de ce premier semestre, 339 000 personnes, soit 1% de plus qu'au début de l'exercice.

En millions de francs	du 1.10.78 au 31.3.79	du 1.10.79 au 31.3.80	Variation
Investissements	2,021	2,021	0
Revenu par salarié	7,44	7,44	0
en % du C.A.	2,2	2,2	0

Nos investissements à l'échelle mondiale, 2,021 milliards de francs, se sont accrus de 32% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Ils portent essentiellement sur des immobilisations corporelles en R.F.A. A l'étranger, nous avons entre autres repris la société Aerotron Inc. Raleigh, N.C., 350 personnes, qui est spécialisée dans le domaine des systèmes mobiles de radiocommunication.

Le bénéfice net est de 744 millions de francs contre 645 millions de francs précédemment, et le rapport bénéfice net/C.A. ressort à 2,2% comme l'an dernier.

* Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31 mars 1980: 100 F = 43,40 DM.

En 10 ans DM 22 800 se sont transformés en DM 42 800

avoir fiscal DM 1 700

dividende DM 9100

28 actions DM 7 000 provenant de la vente de droits de souscription

100 actions DM 22 800 31 mars 1970

100 actions DM 25 000 31 mars 1980

Les actions Siemens: un placement rémunérateur

La valeur d'un investissement en actions Siemens a presque doublé en 10 ans. Une personne ayant par exemple acheté le 31 mars 1970, 100 actions Siemens au cours coté en Bourse à cette date, se trouve aujourd'hui, sans avoir eu à engager de capitaux supplémentaires, en possession de 42 800 DM. Les 100 actions ont en effet rapporté assez de droits de souscription pour permettre l'achat de 28 actions nouvelles grâce à la vente d'une partie de ces droits; Siemens a versé 9100 DM de dividende et les avoirs fiscaux ont rapporté à cet actionnaire résident en R.F.A. une somme supplémentaire de 1700 DM.

Siemens AG

En France: Siemens Société Anonyme

PARTICULIER A PARTICULIER
Vend proximité CHARENTES

2 GRANDES MAISONS ANCIENNES
entièrement closes de murs — 2 niveaux (170 m² au sol) plus
DEPENDANCES. Gros œuvre en bon état. Eau, électricité. Terrain
1.800 m² comprenant arbres fruitiers et pelouse. 645.000 F à débiter.
Maurice RESSÉ, 3, rue Pasteur, Fontenay-sur-Eure (Eure-et-Loire).
Visite tous les jours de vendredi, samedi, dimanche et lundi.

+ Votre adresse en **SUISSE**
MONTREUX

Résidence
«LARGES HORIZONS»

- Appartements de grand luxe de 1 à 6 pièces, toutes exposées au sud, prolongées par de magnifiques terrasses-jardins. Vue panoramique grandiose.
- Au cœur d'une baie merveilleuse, à 1 heure de l'aéroport international de Genève par autoroute.
- Climat très doux, ensoleillement maximum.
- Facilités de crédit: 75% du prix de vente, intérêt 6% environ, amortissement sur 20 ans.
- Propriétaire-constructeur.

SODIM S.A.
B.P. 82
CH-1884 VILLARS s/Ollon
Tél. 19-4125/35 31 41 ou 35 22 06
Télex: GESER 25259

NETTOYAGE

Un document inédit
au service du secteur privé
et de l'administration

Conclusions du déjeuner-débat réunissant un architecte, un médecin, des responsables des services généraux d'entreprises et de centres hospitaliers, des responsables de gestion immobilière, collectif vertical et horizontal.

Ce document vous sera adressé gratuitement contre l'envoi de votre carte de visite d'entreprise à :
AGS, 1 rue de la Pépinière 75008 Paris — Tél. 387.51.19

PME, avec votre mini-ordinateur

CA ComputerAutomation

installez-vous à l'aise dans la croissance

ComputerAutomation: toute une chaîne de mini-ordinateurs compatibles et de périphériques connectables permettant aux PME d'accéder à une gestion informatique efficace (travail en temps réel) adaptable à leurs besoins du moment... mais extensible dans le futur.

ComputerAutomation: des programmes élaborés en France pour résoudre les problèmes spécifiques des entreprises françaises.

ComputerAutomation: spécialiste de la mini-informatique depuis 13 ans avec un parc de 33.000 ordinateurs en service, dont plus de 1.300 en France.

Alors, avant de vous informatiser, appelez l'agent ComputerAutomation de votre région, ou la Société YREL (Direction des affaires en France).

ils vous parleront des applications de gestion réalisées dans les domaines de: négoce, distribution, fabrication, transport, santé, professions libérales (syndics, notaires, experts-comptables, etc.).

ils vous feront découvrir la facilité et l'efficacité du travail en temps réel, du dialogue direct avec l'ordinateur et le coût raisonnable d'une installation juste à vos mesures... d'aujourd'hui et de demain.

YREL
Direction des affaires en France
B.P. 46 - Z.I. rue de Fourcy, 75630 BUC.
Tél. 956.51.42

vos agents ComputerAutomation:

ALIX-EN-PROVENCE: AMSI: (42) 58.21.44
BORDEAUX: BAUMANN: (36) 28.56.58
MULHOUSE: DUBICH: (80) 42.95.52
NANCY: ROUSSEAU et Cie: (83) 54.04.49
NANTES: CORTEX CONSULTANTS: (40) 78.14.96
ROUEN: INFEST: (20) 36.62.35
TOULOUSE: OMBEL: (35) 88.17.80

SOCIAL

La reprise des négociations sur la durée du travail Le C.N.P.F. et les syndicats, sauf la C.G.T., font preuve d'un optimisme prudent

C'est un optimisme très prudent qu'on a pu constater à l'issue de la première réunion, mardi 20 mai, de reprise des négociations sur la réduction et l'aménagement de la durée du travail. Un optimisme assuré à F.O., mais teinté de nombreuses réserves à la C.F.D.T., d'inquiétude à la C.G.C. tandis que la C.G.T. estime « prématuré » de dire si un accord est possible. Tous les négociateurs ont, en tout cas, décidé d'aller vite, et un calendrier a été arrêté: quatre nouvelles réunions sont prévues (le 28 mai, les 4, 11 et 26 juin). La première rencontre, qui a été retardée par une manifestation de patrons de petites entreprises opposés à l'instauration d'une « neuvième semaine » de congés (1) a été l'occasion pour les syndicats et le C.N.P.F. de procéder à un échange de vues très général sur les positions des uns et des autres sur le rapport de M. Giraudet qui propose un compromis à la suite de l'échec des premières négociations en février dernier. Pour M. Faesch

(F.O.) « Les propositions de M. Giraudet, qui vont tout à fait dans le sens des recommandations de F.O., devraient permettre de déboucher sur un accord ». M. Manin (C.G.C.): « Un bon espoir d'aboutir » tout en manifestant une « assez forte inquiétude » sur l'impact qu'aurait un tel accord pour les cadres. La C.F.T.C., favorable aux projets de réduction du temps de travail, s'est déclarée décidée à « faire preuve d'une grande prudence » à l'égard des mesures offertes au patronat, les moyens de modifier les horaires.

Estimant que le C.N.P.F. « a rien fermé, rien ouvert », M. Mercier (C.F.D.T.) a posé des conditions à la signature d'un « bon accord »: réduction des horaires, notamment pour les travaux pénibles et le travail à la chaîne, garanties suffisantes accordées aux salariés et contrôle accru du comité d'entreprise. Quant à M. Krasucki (C.G.T.), il a souligné qu'il existait « différentes lectures » du rapport Giraudet et réclamé des « négociations pour un accord réaliste » en posant trois conditions: aboutir à une « véritable réduction des horaires », étendre ces améliorations « à un plus grand nombre de salariés » et renoncer aux « dispositions nuisibles aux travailleurs ».

Le C.N.P.F., très prudent, n'attend pas aller plus loin que le rapport Giraudet et semble, pour le moment, opposé à une extension des droits des comités d'entreprise. Les discussions s'annoncent très serrées même si l'est d'ores et déjà acquis que certains syndicats sont prêts à entériner, dans un texte conventionnel, le rapport Giraudet.

(1) Les manifestants appartenant à l'ancien syndicat national de la petite et moyenne industrie (le « Patronat indépendant ») quinze mille adhérents, selon ses responsables, ont refusé de signer le rapport Giraudet. Ils ont décidé de continuer leur mouvement pour une durée indéterminée.

La restructuration industrielle de la sidérurgie reste à faire estime la C.F.D.T.

Si la restructuration financière de la sidérurgie a été réalisée, la restructuration industrielle reste à faire pour l'essentiel. Tel est l'avis de la fédération C.F.D.T. de la métallurgie, qui vient d'établir un bilan critique du plan de sauvetage lancé au début de 1979 par les pouvoirs publics, et qu'elle a présenté à la presse le 20 mai. Selon la C.F.D.T., l'intervention de l'Etat ne vise qu'à éviter la faillite des groupes Usinor et Sacilor en reconstituant le capital, et à assurer le retour à une rentabilité à court terme. Mais l'appareil de production n'est pas devenu compétitif pour autant. L'avenir est de ce fait mal assuré, estime la centrale, qui a dénoncé l'absence de programme d'investissement, d'objectifs de production, de coordination entre les deux groupes, d'une part, et les activités situées en aval de la sidérurgie. L'insuffisance de la recherche (seule fois moins importante qu'au Japon), le conservatisme technique et la faiblesse de la politique d'économie d'énergie. L'application de la convention sociale, qui ne s'est pas traduite par des licenciements économiques, a entraîné de mai 1979 à

janvier 1980 la suppression de 12.882 emplois. Deux mille quatre cent trente-huit travailleurs ont bénéficié d'un réajustement anticipé, et 3.078 âgés de 50 à 55 ans d'une « dispense d'activité ». Enfin, 5.966 ont accepté de partir en touchant une indemnité de 50.000 francs (3.511 à Sacilor, 3.053 à Usinor, et 402 à Chiers-Châtillon-Gorey), alors que les ministres du travail n'avaient envisagé que 4.000 départs de ce type.

L'AÉROGARE ROISSY - CHARLES-DE-GAULLE N'EST PAS NETTOYÉE DEPUIS LE 10 MAI

La grève des nettoyeurs du métro fait école puisque, à son tour, le personnel chargé de l'entretien de l'aéroport Charles-de-Gaulle a fait grève. Conformément à la loi, un service minimum est assuré. Malgré tout, les débris continuent de s'accumuler dans les poubelles et les couloirs de l'aéroport.

Les négociations entre la C.G.T., la C.F.D.T. et l'entreprise de sous-traitance « l'Union de services publics (U.S.P.) », chargée du nettoyage, ont toujours pas abouti. Les nettoyeurs ont donc décidé de continuer leur mouvement pour une durée indéterminée.

Les grévistes — une centaine de salariés sur un total de cent trente, pour la plupart des travailleurs immigrés — demandent un salaire de 2.800 francs par mois au lieu de 2.100 francs actuellement. Ils réclament l'octroi de primes variables à elles prévues par la convention collective nationale des nettoyeurs et des manutentionnaires, à laquelle ils souhaitent être rattachés comme le sont les travailleurs du nettoyage de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P.

Le congrès national de Force ouvrière se tiendra à Bordeaux, du 17 au 20 juin. La commission exécutive de F.O. vient d'en achever la préparation des travaux.

L'USINE ZENITH - AVIATION EST OCCUPÉE PAR SES OUVRIERS

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — L'usine Zenith-Aviation, filiale du groupe Solex acheté par le groupe Matra, emploie, à Roche-La-Mollière (Loire), quelque 280 personnes dont 70 ouvriers qui travaillent pour l'aéronautique et l'armée. Ceux-ci, revendiquant des améliorations de salaires, se sont mis en grève le mardi 6 mai, et occupent les locaux depuis le 20 mai.

L'occupé de l'usine étant interdit aux véhicules, et aux non-grévistes (personnel administratif et cadres), ces derniers furent 50 à se rendre à la mairie de Roche-La-Mollière pour demander « le respect de la liberté du travail ».

La C.G.T. voit dans ce conflit une épreuve de force test entre le syndicat et la direction, accusée de vouloir « discréditer le dialogue syndical ». M. Vial, et obtenir son licenciement. Ce dernier, il y a une semaine, a reçu un commandement par l'inspecteur d'hygiène de l'usine de quitter l'usine à la fin de la semaine. Les grévistes s'étaient alors mis en grève pour protester contre l'interdiction de projeter dans l'entreprise le film Patrons télévision (le Monde du 11 février). Les grévistes s'étaient alors cotisés et le produit de la collecte, en menues pièces, avait été porté dans un sac à la direction, qui avait refusé de les recevoir.

ÉNERGIE

Les pays industrialisés ne sont pas en mesure de s'opposer à la hausse journalière des prix du pétrole

L'Irak, le Koweït, les Émirats arabes unis et le Venezuela ont décidé le 20 mai de relever les prix de leur pétrole. Les trois pays du Golfe ont majoré leurs prix officiels de 2 dollars par baril avec effet rétroactif au 1^{er} mai. Le Venezuela a procédé de son côté à une augmentation de 1 à 3,50 dollars par baril selon les qualités à compter du 26 mai.

Le prix du baril de « brut » de Kirkouk (Irak) est fixé à 30,18 dollars, celui de Koweït à 30,50 dollars et celui du Murban des Émirats à 31,85 dollars, ce qui correspond à des hausses de l'ordre de 140 % en dix-huit mois. On sait, d'autre part, que l'Irak, désarmé, le second producteur de l'O.P.E.P., comme les autres pays pétroliers du Golfe réclame en outre, sur un certain nombre de contrats récents, des primes de plusieurs dollars (jusqu'à 6 dollars par baril).

Le ministre du Koweït, Cheik Ali Khalifa Al Sabah, comme celui des Émirats arabes unis, M. Jas Obeida, ont précisé que « cette majoration permettrait de combler un tant soit peu la différence existant avec les prix des pétroles d'Afrique ».

Comme le laissent prévoir les hausses décidées par l'Algérie et par la Libye (le Monde du 21 mai), l'Arabie Saoudite, qui avait décliné ce renchérissement la semaine passée, a donc rebattu une troisième fois — depuis le mois de décembre — dans sa tentative de réunifier les prix de l'O.P.E.P.

Les hausses décidées par ces quatre nouveaux pays sont intervenues au moment même où le directeur de l'Agence internationale de l'énergie — dont le conseil ministériel se tient le 22 mai à Paris — soulignait que le marché était équilibré et que cet équilibre durerait jusqu'à 1985.

La référence au marché n'a donc plus aucun sens: un accord et la Libye agissent pour des motifs politiques intérieurs et extérieurs. « Je ne pourrais empêcher l'Arabie Saoudite d'imposer sa volonté ».

BRUNO DETHOMAS.

Le contexte économique
Aggravation de l'inflation
Ancrage du crédit
plus contraignant
Hausse des taux d'intérêt
résulte en fin d'année.

Activité

Particuliers: 3.105.000

Le nombre des comptes de chèques en circulation a augmenté de 8 % en 1979. Ce chiffre est la conséquence directe des efforts de la Banque de France pour encourager l'usage de l'écrit. Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

SICAV

Les SICAV de la BNP ont en 1979 des évolutions divergentes. Les portefeuilles ont augmenté de 13 %. Les actions françaises ont augmenté de 13 %. Les actions étrangères ont augmenté de 13 %.

Le nombre de comptes de chèques en circulation a augmenté de 8 % en 1979. Ce chiffre est la conséquence directe des efforts de la Banque de France pour encourager l'usage de l'écrit.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

Le nombre de chèques émis par les particuliers a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les entreprises a augmenté de 13 % en 1979. Le nombre de chèques émis par les administrations a augmenté de 13 % en 1979.

ملكا في المجلد

Le contexte économique de 1979 :
- Aggravation de l'inflation
- Encadrement du crédit plus contraignant
- Hausse des taux d'intérêts, très forte en fin d'année.

BNP 1979

Extraits du rapport
du conseil
d'administration
de la Banque Nationale de Paris,
sur l'exercice 1979, au collège
représentant les actionnaires.

● Activité bancaire en France

Particuliers : 3.105.000 comptes à vue et plus d'un million de comptes d'épargne.

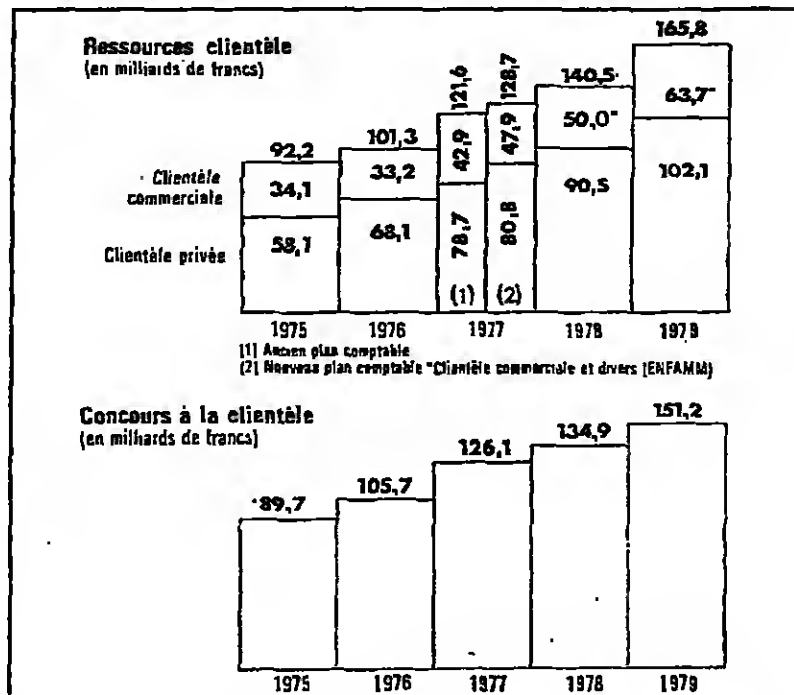
Le nombre des comptes de particuliers est en augmentation de 5 %. Ce progrès est la conséquence directe des efforts menés dans : l'amélioration de l'accueil, chaque client devant avoir désormais son interlocuteur personnel au sein de son agence ; la meilleure information grâce notamment à l'envoi régulier à chaque titulaire de compte de la "lettre de la BNP" qui précise le contenu des divers produits bancaires ; la facilité plus grande des retraits d'espèces par la mise en place de nouveaux distributeurs de billets et des premiers guichets automatiques.

Malgré les contraintes de l'encadrement, les concours aux particuliers ont connu une progression notable, en particulier les crédits destinés à financer les travaux permettant de réduire la consommation d'énergie et les prêts pour l'accession à la propriété.

SICAV

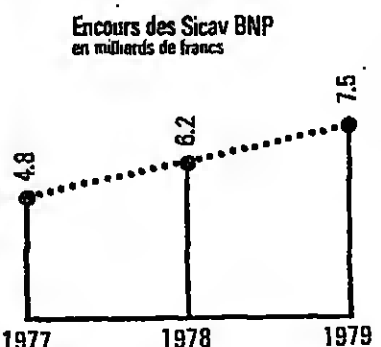
Les SICAV de la BNP ont eu en 1979 des évolutions divergentes selon les pourcentages qu'elles détenaient en actions françaises (le marché de Paris ayant été le mieux disposé) ou en obligations dont les cours ont été déprimés par la hausse impressionnante des taux d'intérêt.

La meilleure performance est celle d'Epargne-Valeur qui a lé-



La meilleure performance est celle d'Epargne-Valeur qui a légèrement amélioré sa progression de 1978 malgré un contexte boursier moins favorable. Epargne-Croissance et Epargne-Inter ont eu des évolutions comparables. Epargne-Obligations a réussi à atténuer la baisse des cours des obligations non indexées. Natio-Valeurs, la SICAV "Monory" de la BNP, conserve le premier rang de sa catégorie avec un actif net de 1,6 milliard de francs au 31 décembre.

La BNP a constitué à la fin de l'année 1979 une nouvelle SICAV, Natio-Inter, spécialisée dans les placements en valeurs internationales à revenu fixe. Elle a également créé, sous le nom de Natio-Gestion, une société à laquelle incombera le soin de gérer divers Fonds Communs de Placement en cours de constitution.



Petites et moyennes entreprises : une assistance efficace.

Le nombre des comptes d'entreprises a augmenté de 8 % en 1979 et celui des crédits d'investissement directs de 13 %. Toujours soucieuse de simplifier et d'améliorer l'octroi des crédits, la BNP a mis en place une procédure allégée pour les crédits de financement d'investissements jusqu'à 400.000 F. Elle a également apporté une contribution appréciable à la création d'entreprises et au développement des emplois en mettant à la disposition des créateurs qu'ils soient industriels, artisans ou de profession libérale, un crédit "Première Installation" pouvant atteindre une durée de 12 ans, finançant l'ensemble des besoins y compris les besoins de fonds de roulement.

Grandes entreprises : assurer l'avenir.

Les grandes entreprises, y compris les entreprises nationales et les filiales françaises des principales sociétés étrangères, constituent une part très importante du fonds de commerce de la BNP pour laquelle la conjoncture a été gé-

néralement favorable en 1979. Une activité soutenue, l'ajustement des prix et les gains de productivité obtenus après un effort prolongé d'adaptation leur ont permis dans l'ensemble de restaurer leurs marges et de retrouver une situation financière plus satisfaisante. Mais l'avenir reste préoccupant et implique des stratégies de défense et de développement qui dépassent les frontières.

L'ensemble des crédits que la BNP a consenti aux grandes entreprises tant à court qu'à moyen et long terme, représente, en 1979, 30 % environ de ses engagements. L'utilisation des crédits soumis à réserve a été relativement faible jusqu'à la fin de l'année où elle a amorcé une forte progression.

Les crédits "désencadrés" ont connu une progression de plus de 20 % et l'augmentation des engagements en devises a été également sensible. L'activité à l'étranger a nécessité la mise en place de nouvelles cautions sur marchés très importants, de sorte que l'encours des cautions délivrées en faveur de grandes entreprises représente encore plus de 50 % des engagements par signature de la banque.

● Activité internationale

Présence dans le monde : 431 implantations dans 75 pays.

Des ouvertures en 1979 : nouvelles succursales à Madrid, Milan et Jersey, agences à Rotterdam et Hambourg ; bureaux de représentation à Belgrade, Amman et Abu Dhabi. De nouvelles filiales : la BICI du

Niger : le Consortio Financiero Bolivar, compagnie financière créée à Panama ; la Bank of the West, en Californie, qui dispose d'une cinquantaine d'agences ; la BNP South East Asia Ltd, banque d'affaires établie à Singapour ; une prise de participation, à Koweït, dans l'Arab European Financial Management Co.

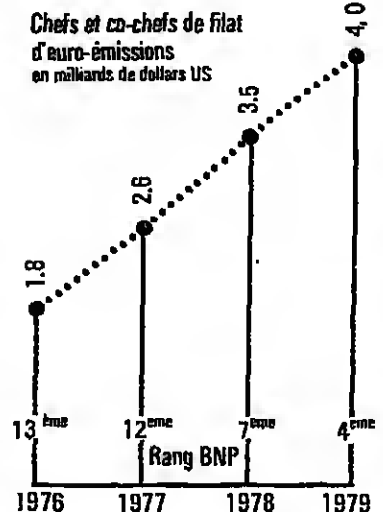
Commerce extérieur : des financements de plus en plus complexes.

La BNP est toujours la première banque française en crédits exportation (crédits acheteurs + crédits fournisseurs). Elle a pris part soit en tant que chef de file ou co-chef de file, soit en tant que participant à plus de 250 opérations, pour un montant global de crédits acheteurs voisin de 20 milliards de francs répartis sur 65 pays. Elle a, en effet, maintenu en 1979, ses positions en Afrique Noire et au Maghreb, en Europe, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, malgré une concurrence de plus en plus vive venant, en particulier, des banques étrangères installées à Paris.

La BNP intervient également sur les différents marchés du crédit-bail international grâce aux sociétés spécialisées qu'elle a créées à l'étranger. Sa filiale Investexport, créée en 1978, a développé son activité et pris de nouvelles participations, notamment au Nigeria et au Mexique.

Euro-émissions : la BNP 4^e dans le monde.

La BNP, qui était en 1978, septième dans le classement des banques chefs et co-chefs de file d'euro-émissions, et première banque française, arrive en 1979 au quatrième rang mondial. Elle a, en outre, participé à 66 euro-crédits, dont 42 ont été signés avant la fin de l'année. Elle a dirigé neuf opérations et en a co-dirigé seize en faveur d'emprunteurs français (EDF, Gaz de France) et étrangers (royaumes de Suède et de Belgique, État brésilien, Banque de Grèce, etc.).



Personnel

L'année 1979 a vu se poursuivre la redistribution progressive des emplois entre les organismes administratifs, les services centraux et les sièges d'exploitation et l'orientation d'un maximum d'agents vers le service direct de la clientèle.

En matière de formation, un effort particulier a été entrepris au profit de l'encadrement afin de mieux le préparer à son rôle d'animation et d'organisation.

Le montant de l'intéressement au titre de 1979 permettra à chaque agent de bénéficier d'une somme comprise, entre 645 et 2579 francs.

● Résultats du groupe BNP

Bilan consolidé

F 9,8 milliards de capitaux permanents

Le total du bilan consolidé a augmenté de 22 %.

BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 1979

ACTIF	(en millions de francs)	PASSIF	(en millions de francs)
Caract. Incassés d'émission		Incassés d'émission	20 692
Treasury Public, Comptes courants postaux	9 368	Banques et ENFAMM	94 783
Banques, organismes et établissements financiers	106 784	Valeurs données en pension ou vendues ferme	41 694
Bons du Trésor, valeurs reçues en pension ou achetées ferme	59 333	Dépôts de la clientèle	180 032
Concours à la clientèle	153 208	Avoirs comptes	50 408
Avoirs comptes	46 871	Obligations en francs et en devises	38 70
Titres de placement	3 989	Capital, réserves, provisions et report à nouveau	5 014
Titres de participations et de filiales	1 415	Intérêts hors groupe	336
Immobilisations et opérations de crédit-bail	4 648	Bénéfice de l'exercice	584
Total	397 414	Total	397 414

HORS BILAN

	(en millions de francs)
Cautions, avais, autres garanties en faveur des intermédiaires financiers	5 970
Cautions, avais, autres garanties reçues des intermédiaires financiers	7 405
Engagements en faveur de la clientèle	64 135
Engagements de crédit-bail	714

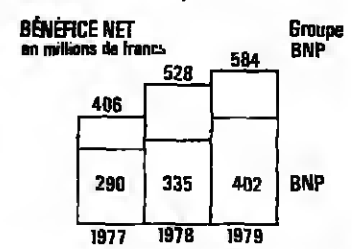
Le bilan de la BNP totalise 374,8 milliards de francs, dont 8,2 milliards de capitaux permanents.

Bénéfice net

584 millions de francs

Le bénéfice net consolidé a progressé de 10,6 % (584 millions de francs contre 528 millions en 1978).

Le bénéfice net de la BNP est passé de 335 millions de francs en 1978 à 402 millions en 1979, soit + 20 %.



Augmentation de capital et attribution d'actions gratuites

Afin de faire apparaître un capital plus en rapport avec l'importance du bilan, le Conseil d'Administration a proposé :

- d'incorporer au capital une partie de la réserve de réévaluation en portant le nominal de l'action BNP de 100 à 200 francs.
- de remplacer, comme en 1978, la distribution de dividendes par

une attribution d'actions, à raison de 4 actions gratuites pour 49 actions détenues. Les porteurs d'actions pourront, soit acheter sur le marché les droits qui leur manqueraient, soit vendre leurs droits d'attribution. Le nouveau capital de la BNP sera donc de 1,507 milliard de francs.

PARIS

21 MAI

Séance sans relief

Les séances se suivent et se ressemblent : ces temps-ci à la Bourse de Paris, où dans un marché quasiment désert hausses et baisses se sont pratiquement équilibrées, laissant l'indicateur instantané fixé à un niveau proche de celui de la veille. Le contraire eût donné. Il s'agissait en effet ce mercredi, de la dernière séance du mois, de buter de mai — à l'issue duquel les différents indices ont monté d'environ 6 %, — et il est rare de voir des opérateurs s'engager le jour de la liquidation officielle.

Rien ne dit, d'ailleurs, qu'ils le feraient plus volontiers jeudi, même s'ils disposent alors d'un nouveau mois de crédit pour gréver. Les nouvelles hausses pétrolières qui pènnent d'être appliquées ne représentent rien de bon (voir d'autre part).

Dans les compartiments, une certaine irrégularité a continué de dominer la tendance. La meilleure performance de la séance est venue par Radar, dont le cours a regagné, quoiqu'en s'en allant à l'origine de l'application réalisée mardi (23 900 titres) avait fait baisser le cours avant de le laisser remonter ce mercredi à 63 %.

Ailleurs, Rousselot (+ 3 %) et les Pérolas SF (+ 3 %) et les Pérolas SF au plus haut de l'année (+ 26 %) ont fait bonne figure.

Au chapitre des bourses, citons celles de C.M. Industries (— 7,5 % après sa hausse de 23 % la veille), Primagaz (— 5 %), U.F.B. et Thomson (— 4 %).

De son côté Sanofi, a encore progressé.

Sur le marché de l'or, un peu plus animé que les jours précédents, la hausse internationale modérée ne s'est pas répercutée sur le lingot qui a coté 72 000 francs (contre 72 005), soit 536,65 dollars l'once, c'est à dire 1507,75 francs à Paris (contre 1507,75 francs à Londres en hausse). Le napoleon a même cédé 2,90 francs à 680 francs.

LONDRES

REPRISE DES PETROLES

Les pétroles poursuivent leur mouvement de redressement dans l'espoir d'une hausse des prix du pétrole de la mer du Nord. Les industrielles s'effritent et les fonds d'Etat sont bien orientés.

VALEURS	CLOTURE 26/6	COURS 21/6
Gencom	112 ..	113 ..
British Petroleum	330 ..	332 ..
Esso Canada	71 ..	71 ..
Imperial Chemical	8 10	9 16
Phillips 66	374 ..	374 ..
Shell	874 ..	282 ..
Exxon	112 ..	118 ..
Warren 8 1/2 %	32 3/4	32 5/8
Western Union	78 5/8	88 1/4
Western Mining	58 1/2	59 ..

NEW-YORK

La hausse se ralentit
Le mouvement de hausse, qui se développait depuis cinq séances, s'est un peu ralenti mardi à Wall Street.

VALEURS	COURS	COURS
	10/5	28.5

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIETE GENERALE. — Le bénéfice net consolidé du groupe s'est établi à 821 millions de francs pour 1978, contre 1 001 millions en 1978. Le bilan consolidé a totalisé 341 milliards de francs (+ 22,8 % par rapport à 1978).

JACQUES BOREL INT. — Les comptes consolidés du groupe pour 1978 se sont soldés par une perte de 37,7 millions de francs contre une perte de 83,0 millions en 1975 et 164,0 millions en 1977. La perte de la société mère seule a été ramenée de 99,2 millions en 1978 à 32,2 millions.

SICLI. — Bénéfice net de l'exercice 1979: 0,2 millions de francs contre une perte de 8,2 millions en

ETABLISSEMENTS G. LEROY. — Bénéfice net du groupe pour 1979 : 14,37 millions de francs contre une perte nette de 37 millions en 1978.

QUILMES. — Bénéfice net pour 1979 : 7,88 millions de dollars. Dividende : 5,13 dollars par action (contre 5 dollars en 1978) sur un capital gratuitement augmenté de 20 % en 1979.

BONGRAIN. — La société, qui a réalisé en 1970 un bénéfice net consolidé de 76 millions de francs (+ 31 %) et flux à 26,25 F le dividende global, sera introduite en Bourse de Paris le 3 juin. Pour 1970, la société s'attend à une progression de 15 % à 20 % de son bénéfice consolidé.

55	3/4	55	1/4
52	5/8	52	1/8
39	9/8	32	5/8

East Asia Institute for Research	42	19	41	76
East Asia Institute for Studies	42	19	41	76
Eastman Kodak	50	15	50	14
Eaton	62	37	62	14
Ford	28	12	24	19
General Electric	50	15	50	14
General Foods	50	15	50	14
General Motors	43	17	43	12
Goodman	12	1	12	1
I.B.M.	32	13	32	5
Kaiser	28	12	27	4
Mellon	28	12	28	4
Metropolitan	50	15	50	14
Scotchman	182	17	182	0
Tychem	88	7	88	0
U.S. Steel	18	1	18	1
Union Carbide	18	1	18	1
Union Carbide	18	1	18	1
Westinghouse	22	7	22	2
Xerox	54	10	54	4

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 dec. 1978)
19 mai 20 mai

Valeurs françaises ..	105,8	106
Valeurs étrangères ..	102,0	102,5
Cla DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1861)		
Indice général	107,9	107,8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21,6	21,6
--	------	------

DATE	FILE	...	230	...	714	NO
------	------	-----	-----	-----	-----	----

Taux du marché monétaire
Effets privés de 31/6 13 3/4 %

BOURSE DE PARIS

21 MAI

COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours							
1395	4.5 % 1873.	193	140	195	195	1229	En-Agricaine	1293	1397	1312	1299	152	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1396	C.A.E. 3 %.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1397	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1398	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1399	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1400	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1401	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1402	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1403	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1404	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1405	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1406	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1407	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1408	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1409	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1410	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1411	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1412	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1413	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1414	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1415	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1416	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1417	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1418	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1419	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1420	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1421	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1422	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1423	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1424	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1425	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1426	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1427	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1428	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1429	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1430	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1431	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1432	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1433	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1434	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1435	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1436	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1437	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1438	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1439	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	185	185
1440	4.5 % 1873.	485	196	411	412	223	En-Agricaine	223	223	223	223	153	Arab. Mitré	159	159	159	159	170	Al. Elect.	155	155	155	145	189	Gen. Motors	185	185	185	18	

COSE DES CHANGES

COTE DES CHANGES			COURS DES BILLET		MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21-5	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21-5
Etats-Unis (97 %)	4 238	4 172	4 978	4 281	Or fin (au gramme)	71650	72140
Angleterre (100 %)	2 206	2 253	2 248	2 248	Or 22 carats	535	535
France (100 %)	1 000	1 000	1 000	1 000	Pièce française (120 fr.)	582	580
Pays-Bas (100 %)	213 218	211 580	205	318	Pièce française (120 fr.)	582	580
Canada (100 %)	74 710	74 580	71	318	Pièce française (120 fr.)	582	580
Indes (100 %)	85	82	580	580	Pièce française (120 fr.)	582	580
Grande-Bretagne (95 %)	81	82	580	580	Pièce française (120 fr.)	582	580
Italie (1 000 francs)	7 921	8 456	3 358	5 298	Gouvernaux	582	580
Autriche (100 %)	20 200	20 200	204	204	Pièce de 20 francs	292	2910
Suisse (100 %)	53 180	53 180	53	181	Pièce de 10 francs	1278	1378
Argentine (100 %)	32 780	32 780	31	388	Pièce de 5 dollars	582	580
Chili (100 %)	5 173	5 173	5	181	Pièce de 10 francs	292	2910
Portugal (100 %)	5 324	5 324	5	181	Pièce de 10 francs	292	2910
Canada (50 %)	5 582	5 582	5	181	Pièce de 10 francs	292	2910
Canada (50 %)	5 582	5 582	5	181	Pièce de 10 francs	292	2910
Canada (50 %)	5 582	5 582	5	181	Pièce de 10 francs	292	2910

